Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale,, n. 18 del 23 gennaio 1989 - Serie generale

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I (70%)

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Lunedì, 23 gennaio 1989** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 4

LEGGE 27 dicembre 1988, n. **567.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione europea sulla sicurezza sociale, con allegati, e dell'accordo complementare per l'applicazione di detta convenzione, con allegati, adottati a Parigi il 14 dicembre 1972.

SOMMARIO

ACCORDO COMPLEMENTARE PER L'APPLICAZIONE
DELLA CONVENZIONE EUROPEA DI SICUREZZA SOCIALE

Allegati

LEGGI, DECRETI E ORDINANZE PRESIDENZIALI

LEGGE 27 dicembre 1988, n. **567.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione europea sulla sicurezza sociale, con allegati, e dell'accordo complementare per l'applicazione di detta convenzione, con allegati, adottati a Parigi il 14 dicembre 1972.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare i seguenti atti internazionali, adottati a Parigi il 14 dicembre 1972:

a) convenzione europea sulla sicurezza sociale;

b) accordo complementare per l'applicazione della convenzione europea sulla sicurezza sociale.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data agli atti internazionali di cui all'articolo 1 a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità rispettivamente agli articoli 75 e 95 degli atti stessi.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 27 dicembre 1988

COSSIGA

DE MITA *Presidente del Consiglio dei Ministri*
ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

CONVENTION EUROPÉENNE DE SÉCURITÉ SOCIALE

CONVENTION EUROPÉENNE

DE SÉCURITÉ SOCIALE

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres, notamment en vue de favoriser leur progrès social;

Considérant que la coordination multilatérale des législations de sécurité sociale est un des moyens pour réaliser cet objectif;

Considérant que le Code européen de sécurité sociale, ouvert à la signature le 16 avril 1964, dispose, en son article 73, que les Parties Contractantes au Code s'efforceront de régler dans un instrument spécial les questions se rapportant à la sécurité sociale des étrangers et des migrants, notamment en ce qui concerne l'égalité de traitement avec les nationaux et la conservation des droits acquis ou en cours d'acquisition;

Affirmant le principe de l'égalité de traitement des ressortissants des Parties Contractantes, des réfugiés et des apatrides, au regard de la législation de sécurité sociale de toute Partie Contractante, ainsi que le principe du maintien des avantages attachés au bénéfice des législations de sécurité sociale, nonobstant les déplacements des personnes protégées sur les territoires des Parties Contractantes, principes dont s'inspirent d'ailleurs non seulement certaines dispositions de la Charte sociale européenne, mais aussi plusieurs conventions de l'Organisation internationale du Travail,

Sont convenus de ce qui suit :

TITRE I

Dispositions générales

ARTICLE 1

Aux fins de l'application de la présente Convention :

(*a*) le terme "Partie Contractante" désigne tout Etat ayant déposé un instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 75 ou de l'article 77;

(*b*) les termes "territoire d'une Partie Contractante" et "ressortissant d'une Partie Contractante" sont définis à l'Annexe I; chaque Partie Contractante notifiera, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 81, tout amendement à apporter à l'Annexe I;

(*c*) le terme "législation" désigne les lois, les règlements et les dispositions statutaires qui sont en vigueur à la date de la signature de la présente Convention ou entreront en vigueur ultérieurement sur l'ensemble ou sur une partie quelconque

du territoire de chaque Partie Contractante et qui concernent les branches et régimes de sécurité sociale visés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 2;

(*d*) le terme "convention de sécurité sociale" désigne tout instrument bilatéral ou multilatéral qui lie ou liera exclusivement deux ou plusieurs Parties Contractantes, ainsi que tout instrument multilatéral qui lie ou liera au moins deux Parties Contractantes et un autre Etat ou plusieurs autres Etats dans le domaine de la sécurité sociale, pour l'ensemble ou pour partie des branches et régimes visés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 2, de même que les accords de toute nature conclus dans le cadre desdits instruments;

(*e*) le terme "autorité compétente" désigne le ministre, les ministres ou l'autorité correspondante dont relèvent les régimes de sécurité sociale, sur l'ensemble ou sur une partie quelconque du territoire de chaque Partie Contractante;

(*f*) le terme "institution" désigne l'organisme ou l'autorité chargés d'appliquer tout ou partie de la législation de chaque Partie Contractante;

(*g*) le terme "institution compétente" désigne :

(i) s'il s'agit d'un régime d'assurances sociales, soit l'institution à laquelle l'intéressé est affilié au moment de la demande de prestations, soit l'institution de la part de laquelle il a droit à prestations ou il aurait droit à prestations s'il résidait sur le territoire de la Partie Contractante où se trouve cette institution, soit l'institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante en cause;

(ii) s'il s'agit d'un régime autre qu'un régime d'assurances sociales ou d'un régime de prestations familiales, l'institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante en cause;

(iii) s'il s'agit d'un régime relatif aux obligations de l'employeur concernant les prestations visées au paragraphe 1 de l'article 2, soit l'employeur ou l'assureur subrogé, soit, à défaut, l'organisme ou l'autorité désignés par l'autorité compétente de la Partie Contractante en cause;

(*h*) le terme "Etat compétent" désigne la Partie Contractante sur le territoire de laquelle se trouve l'institution compétente;

(*i*) le terme "résidence" signifie le séjour habituel;

(*j*) le terme "séjour" signifie le séjour temporaire;

(*k*) le terme "institution du lieu de résidence" désigne l'institution habilitée à servir les prestations dont il s'agit au lieu où l'intéressé réside, selon la législation de la Partie Contractante que cette institution applique ou, si une telle institution n'existe pas, l'institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante en cause;

(*l*) le terme "institution du lieu de séjour" désigne l'institution habilitée à servir les prestations dont il s'agit au lieu où l'intéressé séjourne, selon la législation de la Partie Contractante que cette institution applique ou, si une telle institution n'existe pas, l'institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante en cause;

(*m*) le terme "travailleur" désigne un travailleur salarié ou indépendant, ainsi que toute personne assimilée selon la législation de la Partie Contractante en cause, à moins qu'il n'en soit autrement disposé par la présente Convention;

(*n*) le terme "travailleur frontalier" désigne un travailleur salarié qui est occupé sur le territoire d'une Partie Contractante et réside sur le territoire d'une autre Partie Contractante où il retourne en principe chaque jour ou au moins une fois par semaine; toutefois,

(i) dans les rapports entre la France et les Parties Contractantes limitrophes, pour être considéré comme travailleur frontalier, l'intéressé doit être occupé et résider dans une zone dont la profondeur n'excède pas, en principe, vingt kilomètres de part et d'autre de la frontière commune;

(ii) le travailleur frontalier occupé sur le territoire d'une Partie Contractante par une entreprise dont il relève normalement, qui est détaché par cette entreprise hors de la zone frontalière, soit sur le territoire de la même Partie, soit sur le territoire d'une autre Partie Contractante, pour une durée probable n'excédant pas quatre mois, conserve la qualité de frontalier pendant la période de son détachement, dans la limite de quatre mois;

(*o*) le terme "réfugié" a la signification qui lui est attribuée à l'article premier, section A, de la Convention relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951 et au paragraphe 2 de l'article premier du Protocole relatif au statut des réfugiés, du 31 janvier 1967, sans limitation géographique;

(*p*) le terme "apatride" a la signification qui lui est attribuée à l'article premier de la Convention relative au statut des apatrides, faite à New-York le 28 septembre 1954;

(*q*) le terme "membres de famille" désigne les personnes définies ou admises comme telles, ou désignées comme membres du ménage, par la législation qu'applique l'institution chargée du service des prestations ou, dans les cas visés aux alinéas (*a*) et (*c*) du paragraphe 1 de l'article 21 et au paragraphe 6 de l'article 24, par la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle elles résident; toutefois, si ces législations ne considèrent comme membres de la famille ou du ménage que les personnes vivant sous le toit de l'intéressé, cette condition est réputée remplie, lorsque les personnes dont il s'agit sont principalement à la charge de l'intéressé;

(*r*) le terme "survivants" désigne les personnes définies ou admises comme telles par la législation au titre de laquelle les prestations sont accordées; toutefois, si cette législation ne considère comme survivants que les personnes qui vivaient sous le toit du défunt, cette condition est réputée remplie lorsque les personnes dont il s'agit étaient principalement à la charge du défunt;

(*s*) le terme "périodes d'assurance" désigne les périodes de cotisation, d'emploi, d'activité professionnelle ou de résidence telles qu'elles sont définies ou admises comme périodes d'assurance par la législation sous laquelle elles ont été accomplies, ainsi que toutes périodes assimilées, dans la mesure où elles sont reconnues par cette législation comme équivalentes à des périodes d'assurance;

(*t*) les termes "périodes d'emploi" et périodes d'activité professionnelle"

désignent les périodes définies ou admises comme telles par la législation sous laquelle elles ont été accomplies, ainsi que toutes périodes assimilées, dans la mesure où elles sont reconnues par cette législation comme équivalentes à des périodes d'emploi ou d'activité professionnelle;

(*u*) le terme "périodes de résidence" désigne les périodes définies ou admises comme telles par la législation sous laquelle elles ont été accomplies;

(*v*) les termes "prestations", "pensions", "rentes" désignent toutes prestations, pensions, rentes, y compris tous éléments à charge des fonds publics et toutes majorations, allocations de revalorisation ou allocations supplémentaires, à moins qu'il n'en soit autrement disposé par la présente Convention, ainsi que les prestations destinées à maintenir ou à améliorer la capacité de gain, les prestations en capital qui peuvent être substituées aux pensions ou rentes et les versements effectués, le cas échéant, à titre de remboursement de cotisations;

(*w*) le terme "allocations familiales" désigne les prestations périodiques en espèces accordées en fonction du nombre et de l'âge des enfants; le terme "prestations familiales" désigne toutes prestations en nature ou en espèces destinées à compenser les charges de famille, sauf les allocations spéciales de naissance expressément exclues à l'Annexe II; chaque Partie Contractante intéressée notifiera, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 81, tout amendement à apporter à l'Annexe II en ce qui concerne les allocations spéciales de naissance prevues par sa législation;

(*x*) le terme "allocation au décès" désigne toute somme versée en une seule fois en cas de décès, à l'exclusion des prestations en capital visées à l'alinéa (*v*) du present article;

(*y*) le terme "à caractère contributif" s'applique aux prestations dont l'octroi dépend soit d'une participation financière directe des personnes protégées ou de leur employeur, soit d'une condition de stage professionnel, ainsi qu'aux législations ou regimes qui accordent de telles prestations; les prestations dont l'octroi ne dépend ni d'une participation financière directe des personnes protégées ou de leur employeur, ni d'une condition de stage professionnel, sont dites "à caractère non contributif", ainsi que les législations ou régimes qui accordent exclusivement de telles prestations;

(*z*) le terme "prestations accordées au titre de régimes transitoires" désigne soit les prestations accordées aux personnes ayant dépassé un certain âge au moment de l'entrée en vigueur de la législation applicable, soit les prestations accordées à titre transitoire en considération d'événements survenus ou de périodes accomplies hors des limites actuelles du territoire d'une Partie Contractante.

ARTICLE 2

1. La présente Convention s'applique à toutes les législations relatives aux branches de sécurité sociale qui concernent :

(*a*) les prestations de maladie et de maternité;

(*b*) les prestations d'invalidité ;
(*c*) les prestations de vieillesse ;
(*d*) les prestations de survivants ;
(*e*) les prestations d'accident du travail et de maladie professionnelle ;
(*f*) les allocations au décès ;
(*g*) les prestations de chômage ;
(*h*) les prestations familiales.

2. La présente Convention s'applique aux régimes de sécurité sociale généraux et aux régimes spéciaux, à caractère contributif ou non contributif, ainsi qu'aux régimes relatifs aux obligations de l'employeur concernant des prestations visées au paragraphe précédent. Des accords bilatéraux ou multilatéraux entre deux ou plusieurs Parties Contractantes détermineront, dans toute la mesure possible, les conditions dans lesquelles la Convention sera applicable aux régimes institués par voie d'accords collectifs rendus obligatoires par décision des pouvoirs publics.

3. En ce qui concerne les législations relatives aux gens de mer, les dispositions du Titre III de la présente Convention ne portent atteinte aux dispositions de la législation d'aucune Partie Contractante relatives aux obligations de l'armateur, qui est considéré comme l'employeur pour l'application de la Convention.

4. La présente Convention ne s'applique ni à l'assistance sociale et médicale, ni aux régimes de prestations en faveur des victimes de la guerre ou de ses conséquences, ni aux régimes spéciaux des fonctionnaires ou du personnel assimilé.

5. La présente Convention ne s'applique pas aux législations visant à donner effet à une convention de sécurité sociale conclue entre une Partie Contractante et un ou plusieurs autres Etats.

ARTICLE 3

1. L'Annexe II mentionne, pour chaque Partie Contractante, les législations et régimes visés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 2.

2. Chaque Partie Contractante notifiera, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 81, tout amendement à apporter à l'Annexe II par suite de l'adoption d'une nouvelle législation. Cette notification sera effectuée dans un délai de trois mois à dater de la publication de ladite législation ou, si cette législation est publiée avant la date de ratification de la présente Convention, à la date de cette ratification.

ARTICLE 4

1. Sont admis à bénéficier des dispositions de la présente Convention :

(*a*) les personnes qui sont ou ont été soumises à la législation de l'une ou de plusieurs des Parties Contractantes et qui sont des ressortissants d'une Partie Contractante, ou bien des réfugiés ou des apatrides résidant sur le territoire d'une Partie Contractante, ainsi que les membres de leur famille et leurs survivants;

(*b*) les survivants des personnes qui ont été soumises à la législation de l'une ou de plusieurs des Parties Contractantes, sans égard à la nationalité de ces personnes, lorsque ces survivants sont des ressortissants d'une Partie Contractante, ou bien des réfugiés ou des apatrides résidant sur le territoire d'une Partie Contractante;

(*c*) sans préjudice des dispositions du paragraphe 4 de l'article 2, les fonctionnaires et le personnel qui, selon la législation de la Partie Contractante en cause, leur est assimilé, dans la mesure où ils sont soumis à une législation de cette Partie à laquelle la Convention est applicable.

2. Nonobstant les dispositions de l'alinéa (*c*) du paragraphe précédent, ne bénéficient pas de la présente Convention les catégories de personnes, - autres que les membres du personnel de service des missions diplomatiques ou postes consulaires et les domestiques privés au service d'agents de ces missions ou postes, - pour lesquelles la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques et la Convention de Vienne sur les relations consulaires prévoient l'exemption des dispositions de sécurité sociale qui sont en vigueur dans l'Etat accréditaire ou dans l'Etat de résidence selon le cas.

ARTICLE 5

1. Sous réserve des dispositions de l'article 6, la présente Convention se substitue, en ce qui concerne les personnes auxquelles elle s'applique, à toute convention de sécurité sociale liant :

(*a*) soit exclusivement deux ou plusieurs Parties Contractantes;

(*b*) soit au moins deux Parties Contractantes et un ou plusieurs autres Etats, pour autant qu'il s'agisse de cas dans le règlement desquels aucune institution de l'un de ces Etats n'est appelée à intervenir.

2. Toutefois, lorsque l'application de certaines dispositions de la présente Convention est subordonnée à la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux, les dispositions correspondantes des conventions de sécurité sociale visées aux alinéas (*a*) et (*b*) du paragraphe précédent demeurent applicables jusqu'à l'entrée en vigueur de ces accords.

ARTICLE 6

1. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux obligations découlant d'une convention quelconque adoptée par la Conférence internationale du Travail.

2. La présente Convention ne porte pas atteinte aux dispositions relatives à la sécurité sociale du Traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté Economique Européenne ou des accords d'association prévus par ce Traité, ni aux mesures d'application de ces dispositions.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 de l'article 5, deux ou plusieurs Parties Contractantes peuvent maintenir en vigueur d'un commun accord, pour ce qui

les concerne, les dispositions de conventions de sécurité sociale par lesquelles elles sont liées, en les mentionnant à l'Annexe III ou, s'il s'agit de dispositions relatives aux modalités d'application de ces conventions, en annexe à l'Accord complémentaire pour l'application de la présente Convention.

4. Toutefois, la présente Convention est applicable dans tous les cas pour le règlement desquels est appelée à intervenir l'institution d'une Partie Contractante autre que celles qui sont liées par les dispositions visées au paragraphe 2 ou au paragraphe 3 du présent article, ainsi que, en outre, lorsqu'il s'agit de personnes admises à bénéficier de la Convention et auxquelles ces dispositions ne sont pas exclusivement applicables.

5. Deux ou plusieurs Parties Contractantes liées par des dispositions mentionnées à l'Annexe III pourront apporter d'un commun accord à cette Annexe, pour ce qui les concerne, les amendements appropriés en les notifiant conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 81.

ARTICLE 7

1. Deux ou plusieurs Parties Contractantes peuvent conclure entre elles, en tant que de besoin, des conventions de sécurité sociale fondées sur les principes de la présente Convention.

2. Chaque Partie Contractante notifiera, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 81, toute convention qu'elle viendra à conclure en vertu du paragraphe précédent, ainsi que toute modification ou dénonciation ultérieure d'une telle convention. Cette notification sera effectuée dans un délai de trois mois à dater de l'entrée en vigueur de ladite convention ou de sa modification, ou de l'effet de sa dénonciation.

ARTICLE 8

1. A moins qu'il n'en soit autrement disposé par la présente Convention, les personnes qui résident sur le territoire d'une Partie Contractante et auxquelles la Convention est applicable sont soumises aux obligations et sont admises au bénéfice de la législation de toute Partie Contractante dans les mêmes conditions que les ressortissants de cette dernière Partie.

2. Toutefois, le bénéfice des prestations à caractère non contributif dont le montant est indépendant de la durée des périodes de résidence accomplies peut être subordonné à la condition que l'intéressé ait résidé sur le territoire de la Partie Contractante en cause ou, s'il s'agit de prestations de survivants, que le défunt y ait résidé pendant une durée qui ne peut, selon le cas, être fixée :

(*a*) à plus de six mois, immédiatement avant la demande de prestations, en ce qui concerne les prestations de maternité et les prestations de chômage;

(*b*) à plus de cinq années consécutives, immédiatement avant la demande de prestations, en ce qui concerne les prestations d'invalidité, ou immédiatement avant le décès, en ce qui concerne les prestations de survivants;

(*c*) à plus de dix années entre l'âge de seize ans et l'âge d'admission à pension de vieillesse, dont cinq années consécutives peuvent être exigées immédiatement avant la demande de prestations, en ce qui concerne les prestations de vieillesse.

3. Si une personne ne satisfait pas aux conditions prévues à l'alinéa (*b*) ou à l'alinéa (*c*) du paragraphe précédent, mais si elle a été soumise - ou, s'agissant de prestations de survivants, si le défunt a été soumis - à la législation de la Partie Contractante en cause pendant une année au moins, cette personne ou les survivants du défunt bénéficient néanmoins, sans préjudice des dispositions de l'article 27, de prestations calculées sur la base et à concurrence du montant de la prestation complète:

(*a*) en cas d'invalidité ou de décès, au prorata du nombre d'années de résidence accomplies par l'intéressé ou le défunt sous cette législation, entre la date à laquelle il a atteint l'âge de seize ans et la date à laquelle est survenue l'incapacité de travail suivie d'invalidité ou le décès, selon le cas, par rapport aux deux tiers du nombre d'années écoulées entre ces deux dates, sans qu'il soit tenu compte d'années postérieures à l'âge d'admission à pension de vieillesse;

(*b*) en cas de vieillesse, au prorata du nombre d'années de résidence accomplies par l'intéressé sous cette législation, entre la date à laquelle il a atteint l'âge de seize ans et la date à laquelle il a atteint l'âge d'admission à pension de vieillesse, par rapport à trente années.

4. L'Annexe IV mentionne, pour chaque Partie Contractante intéressée, les prestations prévues par sa législation, auxquelles les dispositions du paragraphe 2 ou du paragraphe 3 du présent article sont applicables.

5. Chaque Partie Contractante intéressée notifiera, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 81, tout amendement à apporter à l'Annexe IV. Si cet amendement résulte de l'adoption d'une nouvelle législation, la notification sera effectuée dans un délai de trois mois à dater de la publication de ladite législation ou, si cette législation est publiée avant la date de ratification de la présente Convention, à la date de cette ratification.

6. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne portent atteinte aux dispositions de la législation d'aucune Partie Contractante, en ce qui concerne la participation des intéressés à l'administration ou aux juridictions de la sécurité sociale.

7. Des modalités particulières peuvent être prévues, en ce qui concerne l'admission à l'assurance volontaire ou facultative continuée de personnes qui ne résident pas sur le territoire de la Partie Contractante en cause, ou en ce qui concerne le bénéfice des prestations accordées au titre de régimes transitoires, dans la mesure où ces modalités sont mentionnées à l'Annexe VII.

ARTICLE 9

1. Le bénéfice des dispositions de conventions de sécurité sociale maintenues en vigueur en vertu du paragraphe 3 de l'article 6, ainsi que des dispositions de conventions de sécurité sociale conclues en vertu du paragraphe 1 de l'article 7, peut

être étendu aux ressortissants de toute Partie Contractante, d'un commun accord entre les Parties liées par ces dispositions.

2. L'Annexe V mentionne les dispositions de conventions de sécurité sociale maintenues en vigueur en vertu du paragraphe 3 de l'article 6 et dont le bénéfice est étendu, conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, aux ressortissants de toute Partie Contractante.

3. Les Parties Contractantes intéressées notifieront, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 81, les dispositions de conventions de sécurité sociale conclues par elles en vertu du paragraphe 1 de l'article 7, dont le bénéfice est étendu, conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, aux ressortissants de toute Partie Contractante. Les dispositions desdites conventions seront inscrites à l'Annexe V.

4. Deux ou plusieurs Parties Contractantes liées par des dispositions mentionnées à l'Annexe V pourront apporter d'un commun accord à cette Annexe, pour ce qui les concerne, les amendements appropriés en les notifiant conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 81.

ARTICLE 10

Si la législation d'une Partie Contractante subordonne l'admission à l'assurance volontaire ou facultative continuée à l'accomplissement de périodes d'assurance, l'institution qui applique cette législation tient compte à cet effet, dans la mesure nécessaire, aux fins de totalisation, des périodes d'assurance accomplies sous la législation de toute autre Partie Contractante, ainsi que, le cas échéant, des périodes de résidence accomplies après l'âge de seize ans sous la législation à caractère non contributif de toute autre Partie Contractante, comme s'il s'agissait de périodes d'assurance accomplies sous la législation de la première Partie.

ARTICLE 11

1. A moins qu'il n'en soit autrement disposé par la présente Convention, les prestations en espèces d'invalidité, de vieillesse ou de survivants, les rentes d'accident du travail ou de maladie professionnelle et les allocations au décès acquises au titre de la législation de l'une ou de plusieurs des Parties Contractantes ne peuvent subir aucune réduction, ni modification, ni suspension, ni suppression, ni confiscation du fait que le bénéficiaire réside sur le territoire d'une Partie Contractante autre que celui où se trouve l'institution débitrice.

2. Toutefois, nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 8, les prestations d'invalidité, de vieillesse ou de survivants mentionnées à l'Annexe IV sont calculées conformément aux dispositions de l'alinéa (*a*) ou de l'alinéa (*b*) du paragraphe 3 de l'article 8, selon le cas, lorsque le bénéficiaire réside sur le territoire d'une Partie Contractante autre que celui où se trouve l'institution débitrice.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article ne sont pas applicables aux prestations suivantes, dans la mesure où elles sont inscrites à l'Annexe VI:

(*a*) les prestations spéciales à caractère non contributif, accordées aux personnes qui sont incapables de gagner leur vie en raison de leur état de santé;

(*b*) les prestations spéciales à caractère non contributif, accordées aux personnes qui ne peuvent pas bénéficier des prestations normales;

(*c*) les prestations accordées au titre de régimes transitoires;

(*d*) les prestations spéciales accordées à titre de secours ou en considération d'une situation de besoin.

4. Chaque Partie Contractante intéressée notifiera, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 81, tout amendement à apporter à l'Annexe VI. Si cet amendement résulte de l'adoption d'une nouvelle législation, la notification sera effectuée dans un délai de trois mois à dater de la publication de ladite législation ou, si cette législation est publiée avant la date de ratification de la présente Convention, à la date de cette ratification.

5. Si la législation d'une Partie Contractante subordonne le remboursement de cotisations à la condition que l'intéressé ait cessé d'être assujetti à l'assurance obligatoire, cette condition n'est pas réputée remplie aussi longtemps que l'intéressé est assujetti à l'assurance obligatoire en application de la législation de toute autre Partie Contractante.

6. Les Parties Contractantes régleront, par voie d'accords bilatéraux ou multilatéraux, le service des prestations visées au paragraphe 1 du présent article, qui sont dues à des personnes admises à bénéficier des dispositions de la présente Convention, lorsque ces personnes résident sur le territoire d'un Etat non Partie Contractante.

ARTICLE 12

Les règles de revalorisation prévues par la législation d'une Partie Contractante sont applicables aux prestations dues au titre de cette législation conformément aux dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 13

1. Sauf en ce qui concerne les prestations d'invalidité, de vieillesse, de survivants ou de maladie professionnelle, qui sont liquidées par les institutions de deux ou plusieurs Parties Contractantes conformément aux dispositions de l'article 29 ou de l'alinéa (*b*) de l'article 47, la présente Convention ne peut conférer ni maintenir le droit de bénéficier de plusieurs prestations de même nature ou de plusieurs prestations se rapportant à une même période d'assurance obligatoire.

2. Les clauses de réduction, de suspension ou de suppression prévues par la législation d'une Partie Contractante, en cas de cumul d'une prestation avec d'autres prestations ou avec d'autres revenus, ou du fait de l'exercice d'une activité professionnelle, sont opposables au bénéficiaire, même s'il s'agit de prestations acquises au titre de la législation d'une autre Partie Contractante ou s'il s'agit de revenus

obtenus ou d'une activité exercée sur le territoire d'une autre Partie Contractante. Toutefois, pour l'application de cette règle, il n'est pas tenu compte des prestations de même nature d'invalidité, de vieillesse, de survivants ou de maladie professionnelle qui sont liquidées par les institutions de deux ou plusieurs Parties Contractantes conformément aux dispositions de l'article 29 ou de l'alinéa (*b*) de l'article 47.

TITRE II

Dispositions relatives à la législation applicable

ARTICLE 14

En ce qui concerne les personnes admises à bénéficier des dispositions de la présente Convention, la législation applicable est déterminée conformément aux dispositions suivantes :

(*a*) les travailleurs salariés occupés sur le territoire d'une Partie Contractante sont soumis à la législation de cette Partie, même s'ils résident sur le territoire d'une autre Partie Contractante ou si l'entreprise ou l'employeur qui les occupe a son siège ou son domicile sur le territoire d'une autre Partie Contractante;

(*b*) les travailleurs qui exercent leur activité professionnelle à bord d'un navire battant pavillon d'une Partie Contractante sont soumis à la législation de cette Partie;

(*c*) les travailleurs indépendants qui exercent leur activité professionnelle sur le territoire d'une Partie Contractante sont soumis à la législation de cette Partie, même s'ils résident sur le territoire d'une autre Partie Contractante;

(*d*) les fonctionnaires et le personnel assimilé sont soumis à la législation de la Partie Contractante dont relève l'administration qui les occupe.

ARTICLE 15

1. La règle énoncée à l'alinéa (*a*) de l'article 14 comporte les exceptions ou particularités suivantes :

(*a*) (i) les travailleurs salariés occupés sur le territoire d'une Partie Contractante par une entreprise dont ils relèvent normalement, qui sont détachés sur le territoire d'une autre Partie Contractante par cette entreprise afin d'y effectuer un travail pour son compte, demeurent soumis à la législation de la première Partie, à condition que la durée prévisible de ce travail n'excède pas douze mois et qu'ils ne soient pas envoyés en remplacement d'autres travailleurs parvenus au terme de la période de leur détachement;

(ii) si la durée du travail à effectuer, se prolongeant en raison de circonstances imprévisibles au-delà de la durée primitivement prévue, vient à excéder 12 mois, la législation de la première Partie demeure applicable jusqu'à l'achèvement de ce travail, sous réserve de l'accord de l'autorité compétente de la deuxième Partie ou de l'organisme désigné par elle;

(*b*) (i) les travailleurs salariés des transports internationaux occupés sur le territoire de deux ou plusieurs Parties Contractantes en qualité de personnel roulant ou navigant, au service d'une entreprise qui a son siège sur le territoire d'une Partie Contractante et qui effectue, pour le compte d'autrui ou pour son propre compte, des transports de passagers ou de marchandises, ferroviaires, routiers, aériens ou de navigation intérieure, sont soumis à la législation de cette dernière Partie;

(ii) toutefois, s'ils sont occupés par une succursale ou une représentation permanente que ladite entreprise possède sur le territoire d'une Partie Contractante autre que celui où elle a son siège, ils sont soumis à la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle cette succursale ou représentation permanente se trouve;

(iii) s'ils sont occupés de manière prépondérante sur le territoire de la Partie Contractante où ils résident, ils sont soumis à la législation de cette Partie, même si l'entreprise qui les occupe n'a ni siège, ni succursale, ni représentation permanente sur ce territoire;

(*c*) (i) les travailleurs salariés autres que ceux des transports internationaux, qui exercent normalement leur activité sur le territoire de deux ou plusieurs Parties Contractantes, sont soumis à la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle ils résident, s'ils exercent une partie de leur activité sur ce territoire ou s'ils relèvent de plusieurs entreprises ou de plusieurs employeurs ayant leur siège ou leur domicile sur le territoire de différentes Parties Contractantes;

(ii) dans les autres cas, ils sont soumis à la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'entreprise ou l'employeur qui les occupe a son siège ou son domicile;

(*d*) les travailleurs salariés occupés sur le territoire d'une Partie Contractante par une entreprise qui a son siège sur le territoire d'une autre Partie Contractante et qui est traversé par la frontière commune de ces Parties sont soumis à la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle cette entreprise a son siège.

2. La règle énoncée à l'alinéa (*b*) de l'article 14 comporte les exceptions suivantes :

(*a*) les travailleurs salariés, occupés par une entreprise dont ils relèvent normalement, soit sur le territoire d'une Partie Contractante, soit à bord d'un navire battant pavillon d'une Partie Contractante, qui sont détachés par cette entreprise afin d'effectuer un travail pour son compte à bord d'un navire battant pavillon d'une autre Partie Contractante, demeurent soumis à la législation de la première Partie, sous réserve des conditions prévues à l'alinéa (*a*) du paragraphe 1 du présent article;

(*b*) *les travailleurs qui exercent normalement leur activité dans les eaux territoriales* ou dans un port d'une Partie Contractante, sur un navire battant pavillon d'une autre Partie Contractante, sans appartenir à l'équipage de ce navire, sont soumis à la législation de la première Partie;

(*c*) les travailleurs salariés occupés à bord d'un navire battant pavillon d'une Partie Contractante, qui sont rémunérés au titre de cette occupation par une entreprise

ou une personne ayant son siège ou son domicile sur le territoire d'une autre Partie Contractante, sont soumis à la législation de cette dernière Partie, s'ils ont leur résidence sur son territoire; l'entreprise ou la personne qui verse la rémunération est considérée comme l'employeur pour l'application de ladite législation.

3. La règle énoncée à l'alinéa (*c*) de l'article 14 comporte les exceptions ou particularités suivantes :

(*a*) les travailleurs indépendants qui résident sur le territoire d'une Partie Contractante et exercent leur activité sur le territoire d'une autre Partie Contractante, sont soumis à la législation de la première Partie :

(i) si la seconde Partie ne possède pas de législation qui leur soit applicable, ou

(ii) si, selon les législations des deux Parties en cause, les travailleurs indépendants sont assujettis du seul fait de leur résidence sur le territoire de ces Parties;

(*b*) les travailleurs indépendants qui exercent normalement leur activité sur le territoire de deux ou plusieurs Parties Contractantes, sont soumis à la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle ils résident, s'ils exercent une partie de leur activité sur ce territoire ou si, selon cette législation, ils sont assujettis du seul fait de leur résidence sur le territoire de cette dernière Partie;

(*c*) au cas où les travailleurs indépendants visés à l'alinéa précédent n'exercent pas une partie de leur activité sur le territoire de la Partie Contractante où ils résident, ou si, selon la législation de cette Partie, ils ne sont pas assujettis du seul fait de leur résidence, ou si ladite Partie ne possède pas de législation qui leur soit applicable, ils sont soumis à la législation déterminée d'un commun accord entre les Parties Contractantes intéressées ou entre leurs autorités compétentes.

4. Si, en vertu des paragraphes précédents du présent article, un travailleur est soumis à la législation d'une Partie Contractante sur le territoire de laquelle il n'exerce pas d'activité professionnelle, cette législation lui est applicable comme s'il exercait une telle activité sur le territoire de cette Partie.

ARTICLE 16

1. Les dispositions des articles 14 et 15 ne sont pas applicables en matière d'assurance volontaire ou facultative continuée.

2. Au cas où l'application des législations de deux ou plusieurs Parties Contractantes aurait pour effet d'entraîner l'affiliation à un régime d'assurance obligatoire et de permettre l'admission simultanée à un ou plusieurs régimes d'assurance volontaire ou facultative continuée, l'intéressé est soumis exclusivement au régime d'assurance obligatoire. Toutefois, en matière d'invalidité, de vieillesse et de décès (pensions), il n'est porté atteinte aux dispositions de la législation d'aucune Partie Contractante permettant le cumul d'affiliation à l'assurance volontaire ou facultative continuée et à l'assurance obligatoire.

3. Au cas où l'application des législations de deux ou plusieurs Parties Contractantes aurait pour effet de permettre l'admission à deux ou plusieurs régimes d'assurance volontaire ou facultative continuée, l'intéressé ne peut être admis qu'au régime d'assurance volontaire ou facultative continuée de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle il réside ou, s'il ne réside pas sur le territoire de l'une de ces Parties, de celle d'entre elles pour la législation de laquelle il a opté.

ARTICLE 17

1. Les dispositions de l'alinéa (*a*) de l'article 14 sont applicables aux membres du personnel de service des missions diplomatiques ou des postes consulaires et aux domestiques privés au service d'agents de ces missions ou postes.

2. Toutefois, les travailleurs salariés visés au paragraphe précédent, qui sont ressortissants de la Partie Contractante, Etat accréditant ou Etat d'envoi, peuvent opter pour l'application de la législation de cette Partie. Ce droit d'option ne peut être exercé qu'une seule fois, dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur de la présente Convention ou à la date à laquelle l'intéressé est engagé par la mission diplomatique ou le poste consulaire ou au service privé d'agents de cette mission ou de ce poste, selon le cas. Cette option prend effet à la date où elle est exercée.

ARTICLE 18

1. Les autorités compétentes de deux ou plusieurs Parties Contractantes peuvent prévoir, d'un commun accord, des exceptions aux dispositions des articles 14 à 17 en faveur des intéressés.

2. En tant que de besoin, l'application des dispositions du paragraphe précédent est subordonnée à une demande des travailleurs intéressés et, le cas échéant, de leurs employeurs. En outre, elle fait l'objet d'une décision par laquelle l'autorité compétente de la Partie Contractante, dont la législation devrait être appliquée, constate que lesdits travailleurs cessent d'être soumis à cette législation pour être effectivement soumis à la législation d'une autre Partie Contractante.

TITRE III

Dispositions particulières aux différentes catégories de prestations

Chapitre 1

Maladie et maternité

ARTICLE 19

1. Si la législation d'une Partie Contractante subordonne l'acquisition, le maintien ou le recouvrement du droit aux prestations à l'accomplissement de périodes d'assurance, l'institution compétente de cette Partie tient compte à cet effet, dans la mesure nécessaire, aux fins de totalisation, des périodes d'assurance accomplies sous la législation de toute autre Partie Contractante, ainsi que, le cas échéant, des périodes de résidence accomplies après l'âge de seize ans sous la législation à caractère non contributif de toute autre Partie Contractante, comme s'il s'agissait de périodes d'assurance accomplies sous la législation de la première Partie.

2. Si la législation d'une Partie Contractante subordonne l'admission à l'assurance obligatoire à l'accomplissement de périodes d'assurance, les périodes d'assurance accomplies sous la législation de toute autre Partie Contractante, ainsi que, le cas échéant, les périodes de résidence accomplies après l'âge de seize ans sous la législation à caractère non contributif de toute autre Partie Contractante, sont prises en compte à cet effet, dans la mesure nécessaire, aux fins de totalisation, comme s'il s'agissait de périodes d'assurance accomplies sous la législation de la première Partie.

ARTICLE 20

1. Les personnes qui résident sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent et satisfont aux conditions requises par la législation de ce dernier Etat pour avoir droit aux prestations, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 19, bénéficient sur le territoire de la Partie Contractante où elles résident :

(*a*) des prestations en nature, servies à la charge de l'institution compétente, par l'institution du lieu de résidence, selon les dispositions de la législation que cette dernière institution applique, comme si les personnes y étaient affiliées;

(*b*) des prestations en espèces, servies par l'institution compétente, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, comme si ces personnes résidaient sur le territoire de l'Etat compétent. Toutefois, après accord entre l'institution compétente et l'institution du lieu de résidence, les prestations en espèces peuvent également être servies par l'intermédiaire de cette dernière institution pour le compte de l'institution compétente.

2. Les dispositions du paragraphe précédent sont applicables par analogie aux membres de famille qui résident sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, en ce qui concerne le bénéfice des prestations en nature.

3. Les prestations peuvent également être servies aux travailleurs frontaliers par l'institution compétente sur le territoire de l'Etat compétent, selon les dispositions de la législation de cet Etat, comme s'ils résidaient sur son territoire. Toutefois, les membres de leur famille ne sont admis à bénéficier des prestations en nature dans les mêmes conditions que sous réserve d'un accord entre les autorités compétentes des Parties Contractantes intéressées ou, à défaut, de l'autorisation préalable de l'institution compétente, sauf cas d'urgence.

4. Si des personnes visées au présent article, autres que des travailleurs frontaliers ou des membres de leur famille, séjournent sur le territoire de l'Etat compétent, elles bénéficient des prestations selon les dispositions de la législation de cet Etat, comme si elles résidaient sur son territoire, même si elles ont déjà bénéficié de prestations pour le même cas de maladie ou de maternité avant le début de leur séjour.

5. Si des personnes visées au présent article transfèrent leur résidence sur le territoire de l'Etat compétent, elles bénéficient des prestations selon les dispositions de la législation de cet Etat, même si elles ont déjà bénéficié de prestations pour le même cas de maladie ou de maternité avant le transfert de leur résidence.

ARTICLE 21

1. Les personnes qui satisfont aux conditions requises par la législation de l'Etat compétent pour avoir droit aux prestations compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 19, et

(*a*) dont l'état vient à nécessiter immédiatement des prestations au cours d'un séjour sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, ou

(*b*) qui, après avoir été admises au bénéfice des prestations à charge de l'institution compétente, sont autorisées par cette institution à retourner sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent où elles résident, ou à transférer leur résidence sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, ou

(*c*) qui sont autorisées par l'institution compétente à se rendre sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, pour y recevoir des soins appropriés à leur état,

bénéficient :

(i) des prestations en nature, servies à la charge de l'institution compétente, par l'institution du lieu de séjour ou de résidence, selon les dispositions de la législation que cette dernière institution applique, comme si ces personnes y étaient affiliées, dans la limite de la durée fixée, le cas échéant, par la législation de l'Etat compétent;

(ii) des prestations en espèces, servies par l'institution compétente, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, comme si ces personnes se trouvaient sur le territoire de l'Etat compétent. Toutefois, après accord entre l'institution compétente et l'institution du lieu de séjour ou de résidence, les

prestations en espèces peuvent également être servies par l'intermédiaire de cette dernière institution pour le compte de l'institution compétente.

2. (*a*) L'autorisation visée à l'alinéa (*b*) du paragraphe précédent ne peut être refusée que si le déplacement de l'intéressé est de nature à compromettre son état de santé ou l'application d'un traitement médical;

(*b*) l'autorisation visée à l'alinéa (*c*) du paragraphe précédent ne peut être refusée lorsque les soins dont il s'agit ne peuvent être dispensés à l'intéressé sur le territoire de la Partie Contractante où il réside.

3. Les dispositions des paragraphes précédents du présent article sont applicables par analogie aux membres de famille, en ce qui concerne le bénéfice des prestations en nature.

ARTICLE 22

1. Si la législation d'une Partie Contractante subordonne l'octroi des prestations en nature aux membres de famille à la condition qu'ils soient personnellement assurés, les dispositions des articles 20 et 21 ne sont applicables aux membres de la famille d'une personne soumise à cette législation que s'ils sont affiliés personnellement soit à la même institution de ladite Partie que cette personne, soit à une autre institution de ladite Partie qui accorde des prestations correspondantes.

2. Si la législation d'une Partie Contractante prévoit que le calcul des prestations en espèces repose sur un gain moyen, l'institution compétente de cette Partie détermine ce gain moyen exclusivement en fonction des gains constatés pendant les périodes accomplies sous ladite législation.

3. Si la législation d'une Partie Contractante prévoit que le calcul des prestations en espèces repose sur un gain forfaitaire, l'institution compétente de cette Partie tient compte exclusivement du gain forfaitaire ou, le cas échéant, de la moyenne des gains forfaitaires correspondant aux périodes accomplies sous ladite législation.

4. Si la législation d'une Partie Contractante prévoit que le montant des prestations en espèces varie avec le nombre des membres de famille, l'institution compétente de cette Partie tient compte également des membres de famille résidant sur le territoire d'une autre Partie Contractante, comme s'ils résidaient sur le territoire de la première Partie.

ARTICLE 23

Les chomeurs qui satisfont aux conditions requises par la législation de la Partie Contractante à laquelle incombe la charge des prestations de chômage pour avoir droit aux prestations en nature, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 19, bénéficient des prestations en nature, ainsi que les membres de leur famille, lorsqu'ils résident sur le territoire d'une autre Partie Contractante. Dans ce cas, les prestations en nature sont servies par l'institution du lieu de résidence,

selon les dispositions de la législation que cette institution applique, comme si l'intéressé avait droit auxdites prestations en vertu de cette législation, mais la charge en incombe à l'institution compétente de la première Partie.

ARTICLE 24

1. Lorsque le titulaire de pensions ou de rentes dues au titre des législations de deux ou plusieurs Parties Contractantes a droit aux prestations en nature au titre de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle il réside, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 19, ces prestations sont servies à ce titulaire et aux membres de sa famille par l'institution du lieu de résidence et à la charge de cette institution, comme s'il était titulaire d'une pension ou d'une rente due au titre de la seule législation de cette dernière Partie.

2. Lorsque le titulaire d'une pension ou d'une rente due au titre de la législation d'une Partie Contractante, ou de pensions ou de rentes dues au titre des législations de deux ou plusieurs Parties Contractantes, n'a pas droit aux prestations en nature au titre de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle il réside, il bénéficie néanmoins de ces prestations, ainsi que les membres de sa famille, pour autant qu'il ait droit auxdites prestations en vertu de la législation de la première Partie, ou de l'une des premières Parties, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 19, ou qu'il y aurait droit, s'il résidait sur le territoire de l'une de ces Parties. Les prestations en nature sont servies par l'institution du lieu de résidence, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, comme si l'intéressé avait droit auxdites prestations en vertu de cette législation, mais la charge en incombe à l'institution déterminée selon les règles énoncées au paragraphe suivant.

3. Dans les cas visés au paragraphe précédent, la charge des prestations en nature incombe à l'institution déterminée selon les règles suivantes :

(*a*) si le titulaire a droit auxdites prestations en vertu de la législation d'une seule Partie Contractante, la charge en incombe à l'institution compétente de cette Partie;

(*b*) si le titulaire a droit auxdites prestations en vertu des législations de deux ou plusieurs Parties Contractantes, la charge en incombe à l'institution compétente de la Partie Contractante sous la législation de laquelle le titulaire a accompli la plus longue période d'assurance ou de résidence; au cas où l'application de cette règle aurait pour effet d'attribuer la charge des prestations à plusieurs institutions, la charge en incombe à celle de la Partie Contractante à la législation de laquelle le titulaire a été soumis en dernier lieu.

4. Lorsque les membres de la famille du titulaire d'une pension ou d'une rente due au titre de la législation d'une Partie Contractante, ou de pensions ou de rentes dues au titre des législations de deux ou plusieurs Parties Contractantes, résident sur le territoire d'une Partie Contractante autre que celle ou réside ce titulaire, ils bénéficient des prestations en nature comme si le titulaire résidait sur le même territoire qu'eux, pour autant qu'il ait droit auxdites prestations en vertu de la législation d'une Partie Contractante. Ces prestations sont servies par l'institution du lieu

de résidence des membres de famille, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, comme s'ils avaient droit auxdites prestations en vertu de cette législation, mais la charge en incombe à l'institution du lieu de résidence du titulaire.

5. Si les membres de famille visés au paragraphe précédent transfèrent leur résidence sur le territoire de la Partie Contractante où réside le titulaire, ils bénéficient des prestations, selon les dispositions de la législation de cette Partie, même s'ils ont déjà bénéficié de prestations pour le même cas de maladie ou de maternité avant le transfert de leur résidence.

6. Le titulaire d'une pension ou d'une rente due au titre de la législation d'une Partie Contractante, ou de pensions ou de rentes dues au titre des législations de deux ou plusieurs Parties Contractantes, qui a droit aux prestations en nature au titre de la législation de l'une de ces Parties, bénéficie de ces prestations, ainsi que les membres de sa famille

(*a*) au cours d'un séjour sur le territoire d'une Partie Contractante autre que celui où ils résident, lorsque leur état vient à nécessiter immédiatement des prestations, ou

(*b*) lorsqu'ils ont été autorisés par l'institution du lieu de résidence à se rendre sur le territoire d'une Partie Contractante autre que celui où ils résident, pour y recevoir des soins appropriés à leur état.

7. Dans les cas visés au paragraphe précédent, les prestations en nature sont servies par l'institution du lieu de séjour, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, comme si l'intéressé avait droit auxdites prestations en vertu de cette législation, mais la charge en incombe à l'institution du lieu de résidence du titulaire.

8. Si la législation d'une Partie Contractante prévoit des retenues de cotisation à la charge du titulaire de pension ou de rente pour la garantie des prestations en nature, l'institution de cette Partie, qui est débitrice d'une pension ou d'une rente, est autorisée à opérer ces retenues lorsque la charge des prestations en nature incombe à une institution de ladite Partie en vertu du présent article.

ARTICLE 25

1. Si la législation appliquée par l'institution du lieu de résidence ou de séjour comporte plusieurs régimes d'assurance-maladie ou maternité, les dispositions applicables au service des prestations en nature, dans les cas visés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 20, aux paragraphes 1 et 3 de l'article 21, à l'article 23 et aux paragraphes 2, 4 et 6 de l'article 24, sont celles du régime général ou, à défaut, du régime dont relèvent les travailleurs de l'industrie.

2. Si la législation d'une Partie Contractante subordonne l'octroi des prestations à une condition relative à l'origine de l'affection, cette condition n'est pas opposable aux personnes auxquelles la présente Convention est applicable, quel que soit le territoire de la Partie Contractante où elles résident.

3. Si la législation d'une Partie Contractante fixe une durée maximale à l'octroi des prestations, l'institution qui applique cette législation peut tenir compte, le cas

échéant, de la période pendant laquelle des prestations ont déjà été servies par l'institution d'une autre Partie Contractante pour le même cas de maladie ou de maternité.

ARTICLE 26

1. L'application des dispositions des articles 20, 21, 23 et 24 entre deux ou plusieurs Parties Contractantes est subordonnée à la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux entre ces Parties, qui pourront en outre prévoir des modalités particulières appropriées.

2. Les accords visés au paragraphe précédent détermineront notamment :

(*a*) les catégories de personnes auxquelles les dispositions des articles 20, 21, 23 et 24 seront applicables;

(*b*) la durée pendant laquelle le service des prestations en nature pourra être effectué par l'institution d'une Partie Contractante à la charge de l'institution d'une autre Partie Contractante;

(*c*) les conditions particulières relatives à l'octroi des prothèses, du grand appareillage et d'autres prestations en nature d'une grande importance;

(*d*) les règles destinées à éviter le cumul de prestations de même nature;

(*e*) les modalités de remboursement des prestations servies par l'institution d'une Partie Contractante à la charge de l'institution d'une autre Partie Contractante.

3. Deux ou plusieurs Parties Contractantes peuvent convenir de renoncer à tout remboursement entre les institutions relevant de leur compétence.

Chapitre 2

Invalidité, vieillesse et décès (pensions)

Section 1 : Dispositions communes

ARTICLE 27

Lorsqu'une personne a été soumise successivement ou alternativement aux législations de deux ou plusieurs Parties Contractantes, cette personne ou ses survivants bénéficient de prestations conformément aux dispositions du présent chapitre, même dans le cas où les intéressés pourraient faire valoir des droits à prestations au titre de la législation de l'une ou de plusieurs des Parties Contractantes sans application desdites dispositions.

ARTICLE 28

1. Si la législation d'une Partie Contractante subordonne l'acquisition, le maintien ou le recouvrement du droit aux prestations à l'accomplissement de périodes

d'assurance, l'institution qui applique cette législation tient compte à cet effet, aux fins de totalisation, des périodes d'assurance accomplies sous la législation de toute autre Partie Contractante, ainsi que, le cas échéant, des périodes de résidence accomplies après l'âge de seize ans sous la législation à caractère non contributif de toute autre Partie Contractante, comme s'il s'agissait de périodes d'assurance accomplies sous la législation de la première Partie.

2. Si la législation d'une Partie Contractante subordonne l'acquisition, le maintien ou le recouvrement du droit aux prestations à l'accomplissement de périodes de résidence, l'institution qui applique cette législation tient compte à cet effet, aux fins de totalisation, des périodes d'assurance accomplies sous la législation de toute autre Partie Contractante, ainsi que, le cas échéant, des périodes de résidence accomplies après l'âge de seize ans sous la législation à caractère non contributif de toute autre Partie Contractante, comme s'il s'agissait de périodes de résidence accomplies sous la législation de la première Partie.

3 Si, en vertu de la législation d'une Partie Contractante, une personne a été soumise simultanément à un régime à caractère contributif et à un régime à caractère non contributif pour la même éventualité, l'institution de toute autre Partie Contractante en cause tient compte, pour l'application des paragraphes 1 ou 2 du présent article, de la plus longue période d'assurance ou de résidence accomplie sous la législation de la première Partie.

4. Si la législation d'une Partie Contractante subordonne l'octroi de certaines prestations à la condition que les périodes d'assurance aient été accomplies dans une profession soumise à un régime spécial ou, le cas échéant, dans une profession ou un emploi déterminé, les périodes accomplies sous les législations d'autres Parties Contractantes ne sont prises en compte pour l'octroi de ces prestations que si elles ont été accomplies sous un régime correspondant ou, à défaut, dans la même profession ou, le cas échéant, dans le même emploi. Si, compte tenu des périodes ainsi accomplies, l'intéressé ne satisfait pas aux conditions requises pour bénéficier desdites prestations, ces périodes sont prises en compte pour l'octroi des prestations du régime général ou, à défaut, du régime applicable aux ouvriers ou aux employés, selon le cas.

5. Si la législation d'une Partie Contractante, qui n'exige aucune durée d'assurance ou d'emploi pour l'ouverture et la détermination du droit aux prestations, en subordonne l'octroi à la condition que l'intéressé ou, s'il s'agit de prestations de survivants, le défunt ait été soumis à cette législation au moment de la réalisation de l'éventualité, cette condition est réputée remplie si l'intéressé ou le défunt, selon le cas, était soumis à ce moment à la législation d'une autre Partie Contractante.

6. Si la législation d'une Partie Contractante prévoit que la période pendant laquelle une pension ou une rente est servie peut être prise en considération pour l'acquisition, le maintien ou le recouvrement du droit aux prestations, l'institution compétente de cette Partie tient compte, à cet effet, de la période pendant laquelle une pension ou une rente a été servie au titre de la législation de toute autre Partie Contractante.

ARTICLE 29

1. L'institution de chaque Partie Contractante à la législation de laquelle la personne considérée a été soumise détermine selon les dispositions de la législation qu'elle applique, si l'intéressé satisfait aux conditions requises pour avoir droit aux prestations, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 28.

2. Au cas où l'intéressé satisfait à ces conditions, ladite institution calcule le montant théorique de la prestation à laquelle il pourrait prétendre si toutes les périodes d'assurance et de résidence, accomplies sous les législations des Parties Contractantes en cause et prises en compte, conformément aux dispositions de l'article 28, pour la détermination du droit, avaient été accomplies uniquement sous la législation qu'elle applique.

3. Toutefois,

(*a*) s'il s'agit de prestations dont le montant est indépendant de la durée des périodes accomplies, ce montant est considéré comme le montant théorique visé au paragraphe précédent;

(*b*) s'il s'agit de prestations mentionnées à l'Annexe IV, le montant théorique visé au paragraphe précédent peut etre calculé sur la base et à concurrence du montant de la prestation complète :

(i) en cas d'invalidité ou de décès, au prorata de la durée totale des périodes d'assurance et de résidence accomplies par l'intéressé ou le défunt avant la réalisation de l'éventualité sous les législations de toutes les Parties Contractantes en cause et prises en compte conformément aux dispositions de l'article 28, par rapport aux deux tiers du nombre d'années écoulées entre la date à laquelle l'intéressé ou le défunt a atteint l'âge de seize ans et la date à laquelle est survenu l'incapacité de travail suivie d'invalidité ou le décès, selon le cas, sans qu'il soit tenu compte d'années postérieures à l'âge d'admission à pension de vieillesse;

(ii) en cas de vieillesse, au prorata de la durée totale des périodes d'assurance et de résidence accomplies par l'intéressé sous les législations de toutes les Parties Contractantes en cause et prises en compte conformément aux dispositions de l'article 28, par rapport à trente années, sans qu'il soit tenu compte d'années postérieures à l'âge d'admission à pension de vieillesse.

4. Ladite institution fixe ensuite le montant effectif de la prestation qu'elle doit à l'intéressé, sur la base du montant théorique calculé conformément aux dispositions du paragraphe 2 ou du paragraphe 3 du présent article, selon le cas, au prorata de la durée des périodes d'assurance ou de résidence accomplies avant la réalisation de l'éventualité sous la législation qu'elle applique, par rapport à la durée totale des périodes d'assurance et de résidence accomplies avant la réalisation de l'éventualité sous les législations de toutes les Parties Contractantes en cause.

5. Dans les cas où la législation d'une Partie Contractante prévoit que le montant des prestations ou de certains éléments de prestations est proportionnel à la durée des périodes d'assurance ou de résidence accomplies, l'institution compétente de cette Partie peut procéder au calcul direct de ces prestations ou éléments de prestations, en fonction des seules périodes accomplies sous la législation qu'elle applique, nonobstant les dispositions des paragraphes 2 à 4 du présent article.

ARTICLE 30

1. Pour le calcul du montant théorique visé au paragraphe 2 de l'article 29 :

(a) si la législation d'une Partie Contractante prévoit que le calcul des prestations repose sur un gain moyen, une cotisation moyenne, une majoration moyenne ou sur la relation ayant existé, pendant les périodes d'assurance, entre le gain brut de l'intéressé et la moyenne des gains bruts de tous les assurés à l'exclusion des apprentis, ces chiffres moyens ou proportionnels sont déterminés par l'institution compétente de cette Partie sur la base des seules périodes accomplies sous la législation de ladite Partie ou du gain brut perçu par l'intéressé pendant ces seules périodes;

(b) si la législation d'une Partie Contractante prévoit que le calcul des prestations repose sur le montant des gains, des cotisations ou de majorations éventuelles, les gains, les cotisations ou les majorations à prendre en compte par l'institution compétente de cette Partie, au titre des périodes accomplies sous les législations d'autres Parties Contractantes, sont déterminés sur la base de la moyenne des gains, des cotisations ou des majorations constatés pour les périodes accomplies sous la législation de la première Partie;

(c) si la législation d'une Partie Contractante prévoit que le calcul des prestations repose sur un gain ou un montant forfaitaire, le gain ou le montant à prendre en compte par l'institution compétente de cette Partie, au titre des périodes accomplies sous les législations d'autres Parties Contractantes, est égal au gain ou au montant forfaitaire ou, le cas échéant, à la moyenne des gains ou des montants forfaitaires correspondant aux périodes accomplies sous la législation de la première Partie;

(d) si la législation d'une Partie Contractante prévoit que le calcul des prestations repose, pour certaines périodes, sur le montant des gains et, pour d'autres périodes, sur un gain ou un montant forfaitaire, l'institution compétente de cette Partie prend en compte, au titre des périodes accomplies sous les législations d'autres Parties Contractantes, les gains ou montants déterminés conformément aux dispositions de l'alinéa (b) ou de l'alinéa (c) du présent paragraphe, selon le cas; si, pour toutes les périodes accomplies sous la législation de la première Partie, le calcul des prestations repose sur un gain ou un montant forfaitaire, le gain à prendre en compte par l'institution compétente de cette Partie, au titre des périodes accomplies sous les législations d'autres Parties Contractantes, est égal au gain fictif correspondant à ce gain ou montant forfaitaire.

2. Si la législation d'une Partie Contractante comporte des règles de revalorisation des éléments pris en compte pour le calcul des prestations, ces règles sont applicables, le cas échéant, aux éléments pris en compte par l'institution compétente de cette Partie, conformément aux dispositions du paragraphe précédent, au titre des périodes accomplies sous les législations d'autres Parties Contractantes.

3. Si la législation d'une Partie Contractante prévoit que le montant des prestations varie avec le nombre des membres de famille, l'institution compétente de cette Partie tient compte également des membres de famille résidant sur le territoire d'une autre Partie Contractante, comme s'ils résidaient sur le territoire de la première Partie.

ARTICLE 31

1. Nonobstant les dispositions de l'article 29, si la durée totale des périodes d'assurance ou de résidence accomplies sous la législation d'une Partie Contractante n'atteint pas une année et si, compte tenu de ces seules périodes, aucun droit à prestations n'est acquis en vertu de cette législation, l'institution de cette Partie n'est pas tenue d'accorder des prestations au titre desdites périodes.

2. Les périodes visées au paragraphe précédent sont prises en compte par l'institution de chacune des autres Parties Contractantes en cause pour l'application des dispositions de l'article 29, à l'exception de celles de son paragraphe 4.

3. Toutefois, au cas où l'application des dispositions du paragraphe 1 du présent article aurait pour effet de décharger toutes les institutions en cause de l'obligation d'accorder des prestations, les prestations sont accordées exclusivement au titre de la législation de la dernière Partie Contractante aux conditions de laquelle l'intéressé satisfait, compte tenu des dispositions de l'article 28, comme si toutes les périodes visées au paragraphe 1 du présent article avaient été accomplies sous la législation de cette Partie.

ARTICLE 32

1. Nonobstant les dispositions de l'article 29, si la durée totale des périodes d'assurance ou de résidence accomplies sous la législation d'une Partie Contractante est au moins égale à une année, mais inférieure à cinq années, l'institution de cette Partie n'est pas tenue d'accorder des prestations de vieillesse au titre desdites périodes.

2. Les périodes visées au paragraphe précédent sont prises en compte pour l'application de l'article 29, par l'institution de la Partie Contractante sous la législation de laquelle la personne considérée a accompli la plus longue période d'assurance ou de résidence, comme si ces périodes avaient été accomplies sous la législation de cette Partie. Au cas où, d'après cette règle, lesdites périodes devraient être prises en compte par plusieurs institutions, elles sont prises en compte par celle de la Partie Contractante à la législation de laquelle la personne considérée a été soumise en dernier lieu.

3. L'institution visée au paragraphe 1 du présent article transfère à l'institution visée au paragraphe 2, pour solde de tout compte, une somme forfaitaire égale à dix fois le montant annuel de la fraction de prestation que cette dernière institution est tenue de servir, conformément aux dispositions de l'article 29, au titre des périodes accomplies sous la législation appliquée par la première institution. Les autorités compétentes des Parties Contractantes intéressées pourront convenir de modalités différentes de compensation des charges afférentes à ces périodes.

4. Toutefois, au cas où l'application des dispositions du paragraphe 1 du présent article aurait pour effet de décharger toutes les institutions en cause de l'obligation d'accorder des prestations, les prestations sont accordées conformément aux dispositions de l'article 29.

5. Au cas où l'application conjointe des dispositions du paragraphe 1 de l'article 31 et du paragraphe 1 du présent article aurait pour effet de décharger toutes les institutions en cause de l'obligation d'accorder des prestations, les prestations sont accordées conformément aux dispositions de l'article 29, sans préjudice des dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 31.

6. L'application des dispositions des paragraphes précédents du présent article entre deux ou plusieurs Parties Contractantes est subordonnée à la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux entre ces Parties et limitée aux cas où les intéressés ont été soumis exclusivement aux législations desdites Parties.

ARTICLE 33

1. Si l'intéressé ne réunit pas, à un moment donné, les conditions requises par les législations de toutes les Parties Contractantes en cause, compte tenu des dispositions de l'article 28, mais satisfait seulement aux conditions de l'une ou de plusieurs d'entre elles, les dispositions suivantes sont applicables :

(*a*) le montant des prestations dues est calculé conformément aux dispositions des paragraphes 2 à 4 ou du paragraphe 5 de l'article 29, selon le cas, par chacune des institutions compétentes qui appliquent une législation dont les conditions sont remplies;

(*b*) toutefois,

(i) si l'intéressé satisfait aux conditions de deux législations au moins, sans qu'il soit besoin de faire appel aux périodes d'assurance ou de résidence accomplies sous les législations dont les conditions ne sont pas remplies, ces périodes ne sont pas prises en compte pour l'application des dispositions des paragraphes 2 à 4 de l'article 29;

(ii) si l'intéressé satisfait aux conditions d'une seule législation, sans qu'il soit besoin de faire appel aux dispositions de l'article 28, le montant de la prestation due est calculé conformément aux dispositions de la seule législation dont les conditions sont remplies et compte tenu des seules périodes accomplies sous cette législation.

2. Les prestations accordées dans le cas visé au paragraphe précédent au titre de l'une ou de plusieurs des législations en cause sont recalculées d'office conformément aux dispositions des paragraphes 2 à 4 ou du paragraphe 5 de l'article 29, selon le cas, au fur et à mesure que les conditions requises par l'une ou plusieurs des autres législations en cause viennent à être remplies, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 28.

3. Les prestations accordées au titre des législations de deux ou plusieurs Parties Contractantes sont recalculées conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, à la demande des intéressés, lorsque les conditions requises par l'une ou plusieurs de ces législations cessent d'être remplies.

ARTICLE 34

1. Si le montant des prestations auxquelles l'intéressé pourrait prétendre, au titre de la législation d'une Partie Contractante, sans application des dispositions des articles 28 à 33, est supérieur au montant total des prestations dues conformément à ces dispositions, l'institution compétente de cette Partie est tenue de lui servir un complément égal à la différence entre ces deux montants. La charge de ce complément est assumée intégralement par ladite institution.

2. Au cas où l'application des dispositions du paragraphe précédent aurait pour effet d'attribuer à l'intéressé des compléments de la part des institutions de deux ou plusieurs Parties Contractantes, il bénéficie exclusivement du complément le plus élevé. La charge de ce complément est répartie entre les institutions compétentes desdites Parties Contractantes, selon la proportion correspondant au rapport qui existe entre le montant du complément dont chacune d'elles serait redevable si elle était seule en cause et le montant total des compléments que toutes ces institutions devraient servir.

3. Le complément visé aux paragraphes précédents du présent article est considéré comme un élément des prestations servies par l'institution débitrice. Son montant est déterminé à titre définitif, sauf le cas où il y aurait lieu d'appliquer les dispositions du paragraphe 2 ou du paragraphe 3 de l'article 33.

Section 2 : Dispositions particulières à l'invalidité

ARTICLE 35

1. En cas d'aggravation d'une invalidité pour laquelle une personne bénéficie de prestations au titre de la législation d'une seule Partie Contractante, les dispositions suivantes sont applicables:

(*a*) si l'intéressé, depuis qu'il bénéficie des prestations, n'a pas été soumis à la législation d'une autre Partie Contractante, l'institution compétente de la première Partie est tenue d'accorder les prestations, compte tenu de l aggravation, selon les dispositions de la législation qu'elle applique;

(*b*) si l'intéresse, depuis qu'il bénéficie des prestations a été soumis à la législation de l'une ou de plusieurs des autres Parties Contractantes, les prestations lui sont accordées, compte tenu de l'aggravation conformément aux dispositions des articles 28 à 34;

(*c*) dans le cas visé à l'alinéa précédent, la date à laquelle l'aggravation a été constatée est considérée comme la date de la réalisation de l'éventualité;

(*d*) si, dans le cas visé à l'alinéa (*b*) du présent paragraphe, l'intéressé n'a pas droit à prestations de la part de l'institution d'une autre Partie Contractante, l'institution compétente de la première Partie est tenue d'accorder les prestations, compte tenu de l'aggravation, selon les dispositions de la législation qu'elle applique.

2. En cas d'aggravation d'une invalidité pour laquelle une personne bénéficie de prestations au titre des législations de deux ou plusieurs Parties Contractantes,

les prestations lui sont accordées, compte tenu de l'aggravation, conformément aux dispositions des articles 28 à 34. Les dispositions de l'alinéa (*c*) du paragraphe précédent sont applicables par analogie.

ARTICLE 36

1. Si, après suspension des prestations, leur service doit etre repris, il est assuré par l'institution ou par les institutions qui étaient débitrices des prestations au moment de leur suspension, sans préjudice des dispositions de l'article 37.

2. Si, après suppréssion des prestations, l'état de l'intéressé vient à justifier l'octroi de nouvelles prestations, celles-ci sont accordées conformément aux dispositions des articles 28 à 34.

ARTICLE 37

1. Les prestations d'invalidité sont transformées, le cas échéant, en prestations de vieillesse, dans les conditions prévues par la législation ou les législations au titre desquelles elles ont été accordées et conformément aux dispositions des articles 28 à 34.

2. Lorsque, dans le cas visé à l'article 33, le bénéficiaire de prestations d'invalidité acquises au titre de la législation de l'une ou de plusieurs des Parties Contractantes est admis à faire valoir des droits à prestations de vieillesse, toute institution débitrice de prestations d'invalidité continue de servir à ce bénéficiaire les prestations auxquelles il a droit au titre de la législation qu'elle applique, jusqu'au moment où les dispositions du paragraphe précédent deviennent applicables à l'égard de cette institution.

Chapitre 3

Accidents du travail et maladies professionnelles

ARTICLE 38

1. Les travailleurs qui résident sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, bénéficient sur le territoire de la Partie Contractante où ils résident :

(*a*) des prestations en nature, servies à la charge de l'institution compétente, par l'institution du lieu de résidence, selon les dispositions de la législation que cette dernière institution applique, comme si ces travailleurs y étaient affiliés;

(*b*) des prestations en espèces, servies par l'institution compétente, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, comme si ces travailleurs résidaient sur le territoire de l'Etat compétent. Toutefois, après accord entre l'institution compétente et l'institution du lieu de résidence, les prestations en espèces peuvent également être servies par l'intermédiaire de cette dernière institution pour le compte de l'institution compétente.

2. Les prestations peuvent également être servies aux travailleurs frontaliers par l'institution compétente sur le territoire de l'Etat compétent, selon les dispositions de la législation de cet Etat, comme s'ils résidaient sur son territoire.

3. Si des travailleurs visés au présent article, autres que des travailleurs frontaliers, séjournent sur le territoire de l'Etat compétent, ils bénéficient des prestations selon les dispositions de la législation de cet Etat, comme s'ils résidaient sur son territoire, même s'ils ont déjà bénéficié de prestations avant le début de leur séjour.

4. Si des travailleurs visés au présent article transfèrent leur résidence sur le territoire de l'Etat compétent, ils bénéficient des prestations selon les dispositions de la législation de cet Etat, même s'ils ont déjà bénéficié de prestations avant le transfert de leur résidence.

ARTICLE 39

L'accident de trajet survenu sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent est considéré comme étant survenu sur le territoire de l'Etat compétent.

ARTICLE 40

1. Les victimes d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle,

(*a*) qui séjournent sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, ou

(*b*) qui, après avoir été admises au bénéfice des prestations à charge de l'institution compétente, sont autorisées par cette institution à retourner sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent où elles résident, ou à transférer leur résidence sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, ou

(*c*) qui sont autorisées par l'institution compétente à se rendre sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, pour y recevoir des soins appropriés à leur état,

bénéficient :

(i) des prestations en nature, servies à la charge de l'institution compétente, par l'institution du lieu de séjour ou de résidence, selon les dispositions de la législation que cette dernière institution applique, comme si ces victimes y étaient affiliées, dans la limite de la durée fixée, le cas échéant, par la législation de l'Etat compétent;

(ii) des prestations en espèces servies par l'institution compétente, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, comme si ces victimes se trouvaient sur le territoire de l'Etat compétent. Toutefois, après accord entre l'institution compétente et l'institution du lieu de séjour ou de résidence, les prestations en espèces peuvent également être servies par l'intermédiaire de cette dernière institution pour le compte de l'institution compétente.

2. (*a*) L'autorisation visée à l'alinéa (*b*) du paragraphe précédent ne peut être refusée que si le déplacement de l'intéressé est de nature à compromettre son état de santé ou l'application d'un traitement médical;

(*b*) l'autorisation visée à l'alinéa (*c*) du paragraphe précédent ne peut être refusée lorsque les soins dont il s'agit ne peuvent être dispensés à l'intéressé sur le territoire de la Partie Contractante où il réside.

ARTICLE 41

Dans les cas prévus au paragraphe 1 de l'article 38 et au paragraphe 1 de l'article 40, les autorités compétentes de deux ou plusieurs Parties Contractantes peuvent convenir de subordonner l'octroi des prothèses, du grand appareillage et d'autres prestations en nature d'une grande importance à l'autorisation de l'institution compétente.

ARTICLE 42

1. Si la législation de l'Etat compétent prévoit la prise en charge des frais de transport de la victime, soit jusqu'à sa résidence, soit jusqu'à l'établissement hospitalier, les frais encourus pour le transport de la victime jusqu'au lieu correspondant sur le territoire d'une autre Partie Contractante, où réside la victime, sont pris en charge par l'institution compétente, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, à condition qu'elle ait donné son autorisation préalable audit transport, compte dûment tenu des motifs qui le justifient.

2. Si la législation de l'Etat compétent prévoit la prise en charge des frais de transport du corps de la victime jusqu'au lieu d'inhumation, les frais encourus pour le transport du corps jusqu'au lieu correspondant sur le territoire d'une autre Partie Contractante, où résidait la victime, sont pris en charge par l'institution compétente, selon les dispositions de la législation qu'elle applique.

3. L'application des dispositions des paragraphes précédents du présent article entre deux ou plusieurs Parties Contractantes est subordonnée à la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux entre ces Parties. Ces accords détermineront notamment les catégories de personnes auxquelles lesdites dispositions seront applicables et les modalités de répartition des frais de transport entre les Parties Contractantes en cause.

ARTICLE 43

1. S'il n'existe pas d'assurance contre les accidents du travail ou les maladies professionnelles sur le territoire de la Partie Contractante où la victime se trouve, ou si une telle assurance existe mais ne comporte pas d'institution responsable pour le service des prestations en nature, ces prestations sont servies par l'institution du lieu de séjour ou de résidence responsable pour le service des prestations en nature en cas de maladie.

2. Si la législation de l'Etat compétent subordonne la gratuité complète des prestations en nature à l'utilisation du service médical organisé par l'employeur, les prestations en nature servies dans les cas visés au paragraphe 1 de l'article 38 et au paragraphe 1 de l'article 40 sont considérées comme ayant été servies par un tel service médical.

3. Si la législation de l'Etat compétent comporte un régime relatif aux obligations de l'employeur, les prestations en nature servies dans les cas visés au paragraphe 1 de l'article 38 et au paragraphe 1 de l'article 40 sont considérées comme ayant été servies à la demande de l'institution compétente.

4. Si la législation d'une Partie Contractante prévoit explicitement ou implicitement que les accidents du travail ou les maladies professionnelles survenus antérieurement sont pris en considération pour apprécier le degré d'incapacité, l'institution compétente de cette Partie prend également en considération à cet effet les accidents du travail et les maladies professionnelles antérieurement reconnus selon la législation de toute autre Partie Contractante, comme s'ils étaient survenus sous la législation qu'elle applique.

ARTICLE 44

1. Si la législation appliquée par l'institution du lieu de séjour ou de résidence comporte plusieurs régimes de réparation, les dispositions applicables au service des prestations en nature, dans les cas visés au paragraphe 1 de l'article 38 et au paragraphe 1 de l'article 40, sont celles du régime général ou, à défaut, du régime dont relèvent les travailleurs de l'industrie.

2. Si la législation d'une Partie Contractante fixe une durée maximale à l'octroi des prestations, l'institution qui applique cette législation peut tenir compte, le cas échéant, de la période pendant laquelle des prestations ont déjà été servies par l'institution d'une autre Partie Contractante pour le même cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

ARTICLE 45

1. Si la législation d'une Partie Contractante prévoit que le calcul des prestations en espèces repose sur un gain moyen, l'institution compétente de cette Partie détermine ce gain moyen exclusivement en fonction des gains constatés pendant les périodes accomplies sous ladite législation.

2. Si la législation d'une Partie Contractante prévoit que le calcul des prestations en espèces repose sur un gain forfaitaire, l'institution compétente de cette Partie tient compte exclusivement du gain forfaitaire ou, le cas échéant, de la moyenne des gains forfaitaires correspondant aux périodes accomplies sous ladite législation.

3. Si la législation d'une Partie Contractante prévoit que le montant des prestations en espèces varie avec le nombre des membres de famille, l'institution compétente de cette Partie tient compte également des membres de famille résidant sur le territoire d'une autre Partie Contractante, comme s'ils résidaient sur le territoire de la première Partie.

ARTICLE 46

1. Lorsque la victime d'une maladie professionnelle a exercé une activité susceptible de provoquer cette maladie sous la législation de deux ou plusieurs Parties Contractantes, les prestations auxquelles cette victime ou ses survivants peuvent prétendre sont accordées exclusivement au titre de la législation de la dernière desdites Parties aux conditions de laquelle ils satisfont, compte tenu, le cas échéant, des dispositions des paragraphes 2, 3 et 4 du présent article.

2. Si la législation d'une Partie Contractante subordonne le bénéfice des prestations de maladie professionnelle à la condition que la maladie considérée ait été constatée médicalement pour la première fois sur son territoire, cette condition est réputée remplie lorsque cette maladie a été constatée pour la première fois sur le territoire d'une autre Partie Contractante.

3. Si la législation d'une Partie Contractante subordonne explicitement ou implicitement le bénéfice des prestations de maladie professionnelle à la condition que la maladie considérée ait été constatée dans un délai déterminé après la cessation de la dernière activité susceptible de provoquer une telle maladie, l'institution compétente de cette Partie, quand elle examine à quel moment a été exercée cette dernière activité, tient compte, dans la mesure nécessaire, des activités de même nature exercées sous la législation de toute autre Partie Contractante, comme si elles avaient été exercées sous la législation de la première Partie.

4. Si la législation d'une Partie Contractante subordonne explicitement ou implicitement le bénéfice des prestations de maladie professionnelle à la condition qu'une activité susceptible de provoquer la maladie considérée ait été exercée pendant une certaine durée, l'institution compétente de cette Partie tient compte, dans la mesure nécessaire, aux fins de totalisation, des périodes pendant lesquelles une telle activité a été exercée sous la législation de toute autre Partie Contractante.

5. L'application des dispositions des paragraphes 3 et 4 du présent article entre deux ou plusieurs Parties Contractantes est subordonnée à la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux entre ces Parties. Ces accords détermineront notamment les maladies professionnelles auxquelles lesdites dispositions seront applicables et les modalités de répartition de la charge des prestations entre les Parties Contractantes en cause.

ARTICLE 47

Lorsque la victime d'une maladie professionnelle a bénéficié ou bénéficie d'une réparation à charge de l'institution d'une Partie Contractante et fait valoir, en cas d'aggravation, des droits à prestations auprès de l'institution d'une autre Partie Contractante, les dispositions suivantes sont applicables :

(*a*) si la victime n'a pas exercé sous la législation de la seconde Partie une activité susceptible de provoquer ou d'aggraver la maladie considérée, l'institution compétente de la première Partie est tenue d'assumer la charge des prestations, compte tenu de l'aggravation, selon les dispositions de la législation qu'elle applique;

(*b*) si la victime a exercé une telle activité sous la législation de la seconde Partie. l'institution compétente de la première Partie est tenue d'assumer la charge des prestations, compte non tenu de l'aggravation, selon les dispositions de la législation qu'elle applique; l'institution compétente de la seconde Partie accorde à l'intéressé un supplément dont le montant est égal à la différence entre le montant des prestations dues après l'aggravation et le montant des prestations qui auraient été dues avant l'aggravation, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, si la maladie considérée était survenue sous la législation de cette Partie.

ARTICLE 48

1. L'institution compétente est tenue de rembourser le montant des prestations en nature servies pour son compte en vertu du paragraphe 1 de l'article 38 et du paragraphe 1 de l'article 40.

2. Les remboursements visés au paragraphe précédent seront déterminés et effectués selon des modalités à convenir entre les autorités compétentes des Parties Contractantes.

3. Deux ou plusieurs Parties Contractantes peuvent convenir de renoncer à tout remboursement entre les institutions relevant de leur compétence.

Chapitre 4

Décès (allocations)

ARTICLE 49

1. Si la législation d'une Partie Contractante subordonne l'acquisition, le maintien ou le recouvrement du droit aux allocations au décès à l'accomplissement de périodes d'assurance, l'institution qui applique cette législation tient compte à cet effet, dans la mesure nécessaire, aux fins de totalisation, des périodes d'assurance accomplies sous la législation de toute autre Partie Contractante, ainsi que, le cas échéant, des périodes de résidence accomplies après l'âge de seize ans sous la législation à caractère non contributif de toute autre Partie Contractante, comme s'il s'agissait de périodes d'assurance accomplies sous la législation de la première Partie.

2. Si la législation d'une Partie Contractante subordonne l'acquisition, le maintien ou le recouvrement du droit aux allocations au décès à l'accomplissement de périodes de résidence, l'institution qui applique cette législation tient compte à cet effet, dans la mesure nécessaire, aux fins de totalisation, des périodes d'assurance accomplies sous la législation de toute autre Partie Contractante, ainsi que, le cas échéant, des périodes de résidence accomplies après l'âge de seize ans sous la législation à caractère non contributif de toute autre Partie Contractante, comme s'il s'agissait de périodes de résidence accomplies sous la législation de la première Partie.

ARTICLE 50

1. Lorsqu'une personne est décédée sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, le décès est censé être survenu sur le territoire de l'Etat compétent.

2. L'institution compétente est tenue d'accorder les allocations au décès dues au titre de la législation qu'elle applique, même si le bénéficiaire réside sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent.

3. Les dispositions des paragraphes précédents du présent article sont également applicables au cas où le décès résulte d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle.

Chapitre 5

Chômage

ARTICLE 51

1. Si la législation d'une Partie Contractante subordonne l'acquisition, le maintien ou le recouvrement du droit aux prestations à l'accomplissement de périodes d'assurance, l'institution qui applique cette législation tient compte à cet effet, dans la mesure nécessaire, aux fins de totalisation, des périodes d'assurance, d'emploi ou d'activité professionnelle accomplies sous la législation de toute autre Partie Contractante comme s'il s'agissait de périodes d'assurance accomplies sous la législation de la première Partie, à condition toutefois que, s'il s'agit de périodes d'emploi ou d'activité professionnelle, ces périodes eussent été considérées comme périodes d'assurance si elles avaient été accomplies sous cette dernière législation.

2. Si la législation d'une Partie Contractante subordonne l'octroi des prestations à l'accomplissement de périodes d'emploi, d'activité professionnelle ou de résidence, l'institution qui applique cette législation tient compte à cet effet, dans la mesure nécessaire, aux fins de totalisation, des périodes d'assurance, d'emploi ou d'activité professionnelle accomplies sous la législation de toute autre Partie Contractante, comme s'il s'agissait de périodes d'emploi, d'activité professionnelle ou de résidence accomplies sous la législation de la première Partie.

3. Si la législation d'une Partie Contractante subordonne l'octroi de certaines prestations à la condition que les périodes d'assurance aient été accomplies dans une profession soumise à un régime spécial, les périodes accomplies sous les législations d'autres Parties Contractantes ne sont prises en compte pour l'octroi de ces prestations que si elles ont été accomplies sous un régime correspondant ou, à défaut, dans la même profession. Si, compte tenu des périodes ainsi accomplies, l'intéressé ne satisfait pas aux conditions requises pour bénéficier desdites prestations, ces périodes sont prises en compte pour l'octroi des prestations du régime général.

4. L'application des dispositions des paragraphes précédents du présent article est subordonnée à la condition que l'intéressé ait été soumis en dernier lieu à la législation de la Partie Contractante au titre de laquelle les prestations sont demandées, sauf dans les cas visés aux alinéas (*a*) (ii) et (*b*) (ii) du paragraphe 1 de l'article 53.

ARTICLE 52

Les chômeurs qui satisfont aux conditions requises par la législation d'une Partie Contractante pour avoir droit aux prestations, au regard de l'accomplissement de périodes d'assurance, d'emploi, d'activité professionnelle ou de résidence, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 51, et qui transfèrent leur résidence sur le territoire d'une autre Partie Contractante, sont censés satisfaire également aux conditions requises à cet égard par la législation de la seconde Partie pour avoir droit aux prestations, à condition qu'ils présentent une demande à l'institution du lieu de leur nouvelle résidence dans le délai de trente jours suivant le transfert de résidence. Les prestations sont servies par l'institution du lieu de résidence, selon les dispositions de la législation que cette institution applique, à la charge de l'institution compétente de la première Partie.

ARTICLE 53

1. Sans préjudice des dispositions de l'article 52, un chômeur qui, au cours de son dernier emploi, résidait sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, bénéficie des prestations selon les dispositions suivantes :

(*a*) (i) un travailleur frontalier, en chômage partiel ou accidentel dans l'entreprise qui l'occupe, bénéficie des prestations selon les dispositions de la législation de l'Etat compétent, comme s'il résidait sur le territoire de cet Etat, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 51 ; ces prestations sont servies par l'institution compétente ;

(ii) un travailleur frontalier, en chômage complet, bénéficie des prestations selon les dispositions de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle il réside, comme s'il avait été soumis a cette législation au cours de son dernier emploi, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 51 ; ces prestations sont servies par l'institution du lieu de résidence ;

(*b*) (i) un travailleur autre qu'un travailleur frontalier, en chômage partiel, accidentel ou complet, qui demeure à la disposition de son employeur ou des services de l'emploi sur le territoire de l'Etat compétent, bénéficie des prestations selon les dispositions de la législation de l'Etat compétent, comme s'il résidait sur le territoire de cet Etat, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 51 ; ces prestations sont servies par l'institution compétente ;

(ii) un travailleur autre qu'un travailleur frontalier, en chômage complet, qui se met à la disposition des services de l'emploi sur le territoire de la Partie Contractante où il réside ou qui retourne sur ce territoire, bénéficie des prestations selon les dispositions de la législation de cette Partie, comme s'il avait été soumis à cette législation au cours de son dernier emploi, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 51 ; ces prestations sont servies par l'institution du lieu de résidence ;

(iii) toutefois, si le travailleur visé à l'alinéa (*b*) (ii) du présent paragraphe a été admis au bénéfice des prestations par l'institution compétente de la Partie Contractante à la législation de laquelle il a été soumis en dernier lieu, il béné-

ficie des prestations conformément aux dispositions de l'article 52, comme s'il avait transféré sa résidence sur le territoire de la Partie Contractante visée à l'alinéa (*b*) (ii) du présent paragraphe.

2. Aussi longtemps qu'un chômeur a droit à des prestations en vertu de l'alinéa (*a*) (i) ou de l'alinéa (*b*) (i) du paragraphe précédent, il ne peut prétendre à des prestations au titre de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle il réside.

ARTICLE 54

Dans les cas visés à l'article 52 et à l'alinéa (*b*) (iii) du paragraphe 1 de l'article 53, si la législation appliquée par l'institution du lieu de résidence fixe une durée maximale à l'octroi des prestations, cette institution peut tenir compte, le cas échéant, de la période pendant laquelle des prestations ont déjà été servies par l'institution d'une autre Partie Contractante après la dernière constatation du droit aux prestations.

ARTICLE 55

1. Si la législation d'une Partie Contractante prévoit que le calcul des prestations repose sur le montant du gain antérieur, l'institution qui applique cette législation tient compte exclusivement du gain perçu par l'intéressé pour la dernière activité qu'il a exercée sur le territoire de ladite Partie ou, si l'intéressé n'a pas exercé sa dernière activité quatre semaines au moins sur ce territoire, du gain usuel correspondant, au lieu où le chômeur réside, à une activité équivalente ou analogue à celle qu'il a exercée en dernier lieu sur le territoire d'une autre Partie Contractante.

2. Si la législation d'une Partie Contractante prévoit que le montant des prestations varie avec le nombre des membres de famille, l'institution qui applique cette législation tient compte également des membres de famille résidant sur le territoire d'une autre Partie Contractante, comme s'ils résidaient sur le territoire de la première Partie.

3. Si la législation appliquée par l'institution du lieu de résidence prévoit que la durée d'octroi des prestations dépend de la durée des périodes accomplies, la durée d'octroi des prestations est déterminée compte tenu, le cas échéant, des dispositions du paragraphe 1 ou du paragraphe 2 de l'article 51.

ARTICLE 56

1. L'application des dispositions des articles 52 à 54 entre deux ou plusieurs Parties Contractantes est subordonnée à la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux entre ces Parties, qui pourront en outre prévoir des modalités particulières appropriées.

2. Les accords visés au paragraphe précédent détermineront notamment :

(*a*) les catégories de personnes auxquelles les dispositions des articles 52 à 54 seront applicables ;

(*b*) la durée pendant laquelle le service des prestations pourra être effectué par l'institution d'une Partie Contractante à la charge de l'institution d'une autre Partie Contractante ;

(*c*) les modalités de remboursement des prestations servies par l'institution d'une Partie Contractante à la charge de l'institution d'une autre Partie Contractante.

3. Deux ou plusieurs Parties Contractantes peuvent convenir de renoncer à tout remboursement entre les institutions relevant de leur compétence.

Chapitre 6

Prestations familiales

ARTICLE 57

Si la législation d'une Partie Contractante subordonne l'acquisition du droit aux prestations à l'accomplissement de périodes d'emploi, d'activité professionnelle ou de résidence, l'institution qui applique cette législation tient compte à cet effet, dans la mesure nécessaire, aux fins de totalisation, des périodes d'emploi, d'activité professionnelle ou de résidence accomplies sous la législation de toute autre Partie Contractante, comme s'il s'agissait de périodes d'emploi, d'activité professionnelle ou de résidence accomplies sous la législation de la première Partie.

ARTICLE 58

1. L'application des dispositions de la section 1 ou de la section 2 du présent chapitre entre deux ou plusieurs Parties Contractantes est subordonnée à la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux entre ces Parties, qui pourront en outre prévoir des modalités particulières appropriées.

2. Les accords visés au paragraphe précédent détermineront notamment :

(*a*) les catégories de personnes auxquelles les dispositions des articles 59 à 62 seront applicables ;

(*b*) les règles destinées à éviter le cumul de prestations de même nature ;

(*c*) le maintien des droits acquis, le cas échéant, en vertu de conventions de sécurité sociale.

Section 1 : Allocations familiales

ARTICLE 59

1. Pour l'application du présent article et de l'article 60, le terme "enfants" désigne, dans les limites fixées par la législation de la Partie Contractante en cause:

(*a*) les enfants légitimes, légitimés, naturels reconnus, adoptifs et les petits-enfants orphelins de l'allocataire;

(*b*) les enfants légitimes, légitimés, naturels reconnus, adoptifs et les petits-enfants orphelins du conjoint de l'allocataire, à condition qu'ils vivent au foyer de ce dernier et résident sur le territoire d'une Partie Contractante.

2. Les personnes soumises à la législation d'une Partie Contractante, ayant des enfants qui résident ou sont élevés sur le territoire d'une autre Partie Contractante, ont droit pour ces enfants aux allocations familiales prévues par la législation de la première Partie, comme si ces enfants résidaient ou étaient élevés sur le territoire de cette Partie.

3. Toutefois, dans le cas visé au paragraphe précédent, le montant des allocations familiales peut être limité à concurrence du montant des allocations familiales prévues par la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle les enfants résident ou sont élevés.

4. En cas d'application des dispositions du paragraphe précédent, la comparaison des montants d'allocations familiales selon les deux législations en cause est effectuée compte tenu du nombre total des enfants relevant du même allocataire. Si la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle les enfants résident ou sont élevés prévoit des montants différents d'allocations familiales pour diverses catégories d'allocataires, il est tenu compte des montants qui seraient dûs si l'allocataire était soumis à cette législation.

5. Les dispositions des paragraphes 3 et 4 du présent article ne sont pas applicables à un travailleur salarié visé à l'alinéa (*a*) du paragraphe 1 de l'article 15, en ce qui concerne les enfants qui l'accompagnent sur le territoire de la Partie Contractante où il est détaché.

6. Les allocations familiales sont servies selon les dispositions de la législation de la Partie Contractante à laquelle l'allocataire est soumis, même si la personne physique ou morale à laquelle ces allocations doivent être servies réside ou se trouve sur le territoire d'une autre Partie Contractante.

ARTICLE 60

1. Les chômeurs au bénéfice de prestations de chômage à la charge de l'institution d'une Partie Contractante, ayant des enfants qui résident ou sont élevés sur le territoire d'une autre Partie Contractante, ont droit pour ces enfants aux allocations familiales prévues dans cette éventualité par la législation de la première Partie, comme si ces enfants résidaient ou étaient élevés sur le territoire de cette Partie.

2. Dans le cas visé au paragraphe précédent, les dispositions des paragraphes 1, 3, 4 et 6 de l'article 59 sont applicables par analogie.

Section 2 : Prestations familiales

ARTICLE 61

1. Les personnes soumises à la législation d'une Partie Contractante ont droit, pour les membres de leur famille qui résident sur le territoire d'une autre Partie Contractante, aux prestations prévues par la législation de cette dernière Partie, comme si lesdites personnes étaient soumises à sa législation. Ces prestations sont servies aux membres de famille par l'institution du lieu de leur résidence, selon les dispositions de la législation que cette institution applique, à la charge de l'institution compétente.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, un travailleur salarié visé à l'alinéa (*a*) du paragraphe 1 de l'article 15 a droit, pour les membres de sa famille qui l'accompagnent sur le territoire de la Partie Contractante où il est détaché, aux prestations prévues par la législation de la Partie Contractante à laquelle il demeure soumis. Ces prestations sont servies par l'institution compétente de cette dernière Partie. Toutefois, après accord entre l'institution compétente et l'institution du lieu de résidence, les prestations peuvent également être servies par l'intermédiaire de cette dernière institution pour le compte de l'institution compétente.

ARTICLE 62

Les chômeurs au bénéfice de prestations de chômage à la charge de l'institution d'une Partie Contractante ont droit, pour les membres de leur famille qui résident sur le territoire d'une autre Partie Contractante, aux prestations familiales prévues par la législation de cette dernière Partie, à condition que la législation de la première Partie accorde des prestations familiales en cas de chômage. Les prestations familiales sont servies aux membres de famille par l'institution du lieu de leur résidence, selon les dispositions de la législation que cette institution applique, à la charge de l'institution compétente de la première Partie.

ARTICLE 63

1. En cas d'application des dispositions de la présente section entre deux ou plusieurs Parties Contractantes, les accords bilatéraux ou multilatéraux visés au paragraphe 1 de l'article 58 détermineront les modalités de remboursement des prestations servies par l'institution d'une Partie Contractante à la charge de l'institution d'une autre Partie Contractante.

2. Deux ou plusieurs Parties Contractantes peuvent convenir de renoncer à tout remboursement entre les institutions relevant de leur compétence.

TITRE IV

Dispositions diverses

ARTICLE 64

1. Les autorités compétentes des Parties Contractantes se communiquent

(*a*) toutes informations concernant les mesures prises pour l'application de la présente Convention;

(*b*) toutes informations concernant les modifications de leur législation susceptibles d'affecter l'application de la présente Convention.

2. Pour l'application de la présente Convention, les autorités et institutions des Parties Contractantes se prêtent leurs bons offices, comme s'il s'agissait de l'application de leur propre législation. L'entraide administrative de ces autorités et institutions est en principe gratuite. Toutefois, les autorités compétentes des Parties Contractantes peuvent convenir du remboursement de certains frais.

3. Pour l'application de la présente Convention, les autorités et institutions des Parties Contractantes peuvent communiquer directement entre elles, ainsi qu'avec les intéressés ou leurs mandataires.

4. Les autorités, institutions et juridictions d'une Partie Contractante ne peuvent rejeter les requêtes ou autres documents qui leur sont adressés, du fait qu'ils sont rédigés dans une langue officielle d'une autre Partie Contractante.

ARTICLE 65

1. Le bénéfice des exemptions ou réductions de taxes, de timbres, de droits de greffe ou d'enregistrement, prévues par la législation d'une Partie Contractante pour les pièces ou documents à produire en application de la législation de cette Partie, est étendu aux pièces ou documents analogues à produire en application de la législation d'une autre Partie Contractante ou de la présente Convention.

2. Tous actes, documents ou pièces quelconques de nature officielle à produire aux fins d'application de la présente Convention sont dispensés de légalisation et de toute autre formalité similaire.

ARTICLE 66

1. Si le requérant réside sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, il peut présenter valablement sa demande à l'institution du lieu de résidence, qui saisit l'institution ou les institutions compétentes mentionnées dans la demande.

2. Les demandes, déclarations ou recours qui auraient dû être introduits, selon la législation d'une Partie Contractante, dans un délai déterminé, auprès d'une autorité, institution ou juridiction de cette Partie, sont recevables s'ils sont introduits

dans le même délai auprès d'une autorité, institution ou juridiction d'une autre Partie Contractante. En ce cas, l'autorité, l'institution ou la juridiction ainsi saisie transmet sans délai ces demandes, déclarations ou recours à l'autorité, à l'institution ou à la juridiction compétente de la première Partie, soit directement, soit par l'intermédiaire des autorités compétentes des Parties Contractantes en cause. La date à laquelle ces demandes, déclarations ou recours ont été introduits auprès d'une autorité, institution ou juridiction de la seconde Partie est considérée comme la date d'introduction auprès de l'autorité, de l'institution ou de la juridiction compétente pour en connaître.

ARTICLE 67

1. Les expertises médicales prévues par la législation d'une Partie Contractante peuvent, à la requête de l'institution qui applique cette législation, être effectuées sur le territoire d'une autre Partie Contractante par l'institution du lieu de séjour ou de résidence. En ce cas, elles sont censées avoir été effectuées sur le territoire de la première Partie.

2. L'application des dispositions du paragraphe précédent entre deux ou plusieurs Parties Contractantes est subordonnée à la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux entre ces Parties.

ARTICLE 68

1. Lorsque, en vertu de la présente Convention, l'institution d'une Partie Contractante est débitrice de prestations en espèces envers un bénéficiaire qui se trouve sur le territoire d'une autre Partie Contractante, la dette est exprimée dans la monnaie de la première Partie. Ladite institution s'en libère valablement dans la monnaie de la seconde Partie.

2. Lorsque, en vertu de la présente Convention, l'institution d'une Partie Contractante est débitrice de sommes destinées au remboursement de prestations servies par l'institution d'une autre Partie Contractante, la dette est exprimée dans la monnaie de la seconde Partie. La première institution s'en libère valablement dans ladite monnaie, à moins que les Parties Contractantes en cause ne soient convenues d'autres modalités.

3. Les transferts de sommes qui résultent de l'application de la présente Convention sont effectués conformément aux accords en vigueur en cette matière, au moment du transfert, entre les Parties Contractantes en cause. À défaut, les mesures nécessaires pour effectuer ces transferts sont fixées d'un commun accord entre lesdites Parties.

ARTICLE 69

1. Pour la fixation du montant des cotisations dues à l'institution d'une Partie Contractante, il est tenu compte, le cas échéant, des revenus obtenus sur le territoire de toute autre Partie Contractante.

requête de toute Partie au litige. La Partie requérante fera connaître à l'autre Partie, par l'intermédiaire du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, l'objet de la requête qu'elle entend soumettre à l'arbitrage, ainsi que les moyens sur lesquels cette requête est fondée.

4. Sauf accord contraire des Parties au litige, l'arbitre sera désigné par le Président de la Cour européenne des Droits de l'Homme. L'arbitre ne devra pas être le ressortissant de l'une des Parties au litige, ni avoir sa résidence habituelle sur le territoire de l'une de ces Parties, ni se trouver à leur service, ni s'être déjà occupé de l'affaire à un autre titre.

5. Si, dans le cas visé au paragraphe précédent, le Président de la Cour européenne des Droits de l'Homme se trouve empêché ou s'il est le ressortissant de l'une des Parties au litige, la désignation de l'arbitre incombera au Vice-Président de la Cour ou au membre le plus ancien de la Cour qui ne se trouve pas empêché et qui n'est pas le ressortissant de l'une des Parties au litige.

6. A défaut d'un compromis spécial entre les Parties au litige ou à défaut de précisions suffisantes dans le compromis, l'arbitre se prononcera sur la base des dispositions de la présente Convention, compte tenu des principes généraux du droit international.

7. La sentence de l'arbitre sera obligatoire et sans appel.

ARTICLE 72

1. L'Annexe VII mentionne pour chaque Partie Contractante intéressée les modalités particulières d'application de sa législation.

2. Chaque Partie Contractante intéressée notifiera, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 81, tout amendement à apporter à l'Annexe VII. Si cet amendement résulte de l'adoption d'une nouvelle législation, la notification sera effectuée dans un délai de trois mois à dater de la publication de ladite législation ou, si cette législation est publiée avant la date de ratification de la présente Convention, à la date de cette ratification.

ARTICLE 73

1. Les annexes visées à l'alinéa (*b*) de l'article 1, au paragraphe 1 de l'article 3, au paragraphe 3 de l'article 6, au paragraphe 4 de l'article 8, au paragraphe 2 de l'article 9, au paragraphe 3 de l'article 11 et au paragraphe 1 de l'article 72, ainsi que les amendements qui seront apportés à ces annexes, font partie intégrante de la présente Convention.

2. Tout amendement aux annexes visées au paragraphe précédent sera considéré comme adopté si, dans les trois mois suivant la notification prévue à l'alinéa (*d*) du paragraphe 2 de l'article 81, de la présente Convention, aucune Partie Contractante ou aucun Etat signataire ne s'y est opposé par notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. En cas de notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe d'une telle opposition, l'affaire fera l'objet d'un règlement conformément à une procédure à établir par le Comité des Ministres.

TITRE V

Dispositions transitoires et finales

ARTICLE 74

1. La présente Convention n'ouvre aucun droit pour une période antérieure à son entrée en vigueur à l'égard de la Partie Contractante ou des Parties Contractantes en cause.

2. Toute période d'assurance, ainsi que, le cas échéant, toute période d'emploi, d'activité professionnelle ou de résidence accomplie sous la législation d'une Partie Contractante avant l'entrée en vigueur de la présente Convention est prise en considération pour la détermination des droits ouverts conformément aux dispositions de cette Convention.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 1 du présent article, un droit est ouvert, en vertu de la présente Convention, même s'il se rapporte à une éventualité réalisée antérieurement à son entrée en vigueur.

4. Toute prestation qui n'a pas été liquidée ou qui a été suspendue à cause de la nationalité de l'intéressé ou en raison de sa résidence sur le territoire d'une Partie Contractante autre que celle où se trouve l'institution débitrice sera, à la demande de l'intéressé, liquidée ou rétablie à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention, sauf si les droits antérieurement liquidés ont donné lieu à un règlement en capital.

5. Les droits des intéressés ayant obtenu, antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente Convention, la liquidation d'une pension ou d'une rente, seront révisés à leur demande, compte tenu des dispositions de cette Convention. Ces droits peuvent également être révisés d'office. En aucun cas, une telle révision ne devra avoir pour effet de réduire les droits antérieurs des intéressés.

6. Si la demande visée au paragraphe 4 ou la demande visée au paragraphe 5 du présent article est présentée dans un délai de deux ans à partir de la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention, les droits ouverts conformément aux dispositions de cette Convention sont acquis à partir de cette date, sans que les dispositions de la législation de toute Partie Contractante, relatives à la déchéance ou à la prescription des droits, soient opposables aux intéressés.

7. Si la demande visée au paragraphe 4 ou la demande visée au paragraphe 5 du présent article est présentée après l'expiration d'un délai de deux ans suivant l'entrée en vigueur de la présente Convention, les droits qui ne sont pas frappés de déchéance ou qui ne sont pas prescrits ne sont acquis que compte tenu de la date de la demande, sous réserve des dispositions plus favorables de la législation de la Partie Contractante en cause.

ARTICLE 75

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée ou acceptée. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois suivant celui au cours duquel sera intervenu le dépôt du troisième instrument de ratification ou d'acceptation.

3. Elle entrera en vigueur, à l'égard de tout Etat signataire qui la ratifiera ou l'acceptera ultérieurement, trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation.

ARTICLE 76

A partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention, les dispositions de l'Accord intérimaire européen concernant la sécurité sociale à l'exclusion des régimes relatifs à la vieillesse, à l'invalidité et aux survivants et de l'Accord intérimaire européen concernant les régimes de sécurité sociale relatifs à la vieillesse, à l'invalidité et aux survivants, ainsi que de leurs Protocoles additionnels, cessent d'être applicables dans les relations entre Parties Contractantes.

ARTICLE 77

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil à adhérer à cette Convention. La résolution concernant cette invitation devra recevoir l'accord unanime des Etats membres du Conseil ayant ratifié ou accepté ladite Convention.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

ARTICLE 78

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention à son égard, dénoncer cette Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

ARTICLE 79

1. En cas de dénonciation de la présente Convention, tout droit acquis en vertu de ses dispositions est maintenu.

2. Les droits en cours d'acquisition, relatifs aux périodes accomplies antérieurement à la date à laquelle la dénonciation prend effet, ne s'éteignent pas du fait de la dénonciation ; leur maintien ultérieur est déterminé par voie d'accord ou, à défaut d'un tel accord, par la législation qu'applique l'institution en cause.

ARTICLE 80

1. L'application de la présente Convention est réglée par les dispositions d'un Accord complémentaire, qui est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe.

2. Les Parties Contractantes ou, si les dispositions constitutionnelles de ces Parties le permettent, leurs autorités compétentes, prendront tous autres arrangements nécessaires à l'application de la présente Convention.

3. Tout Etat signataire de la présente Convention qui la ratifie ou l'accepte doit, soit ratifier ou accepter en même temps l'Accord complémentaire, soit signer ledit Accord complémentaire sans réserve de ratification ou d'acceptation, au plus tard au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation de la Convention.

4. Tout Etat qui adhère à la présente Convention doit en même temps adhérer à l'Accord complémentaire.

5. Toute Partie Contractante qui dénonce la présente Convention doit en même temps dénoncer l'Accord complémentaire.

ARTICLE 81

1. Les notifications ou déclarations visées aux alinéas (*b*) et (*w*) de l'article 1, au paragraphe 2 de l'article 3, au paragraphe 5 de l'article 6, au paragraphe 2 de l'article 7, au paragraphe 5 de l'article 8, aux paragraphes 3 et 4 de l'article 9, au paragraphe 4 de l'article 11 et au paragraphe 2 de l'article 72 sont adressées au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera, dans un délai d'un mois aux Parties Contractantes, aux Etats signataires ainsi qu'au Directeur Général du Bureau international du Travail :

(*a*) toute signature, ainsi que le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion;

(*b*) toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément aux dispositions de l'article 75 et de l'article 77;

(*c*) toute notification de dénonciation reçue en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 78 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet;

(*d*) toute notification ou déclaration reçue en application des dispositions du paragraphe 1 du présent article.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris, le 14 décembre 1972, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

ANNEXES
A LA CONVENTION EUROPEENNE DE SÉCURITÉ SOCIALE

Les textes apparaissant entre crochets sont des modifications non officielles du texte des Annexes. Elles devront être notifiées conformément à la procédure appropriée prévue par la Convention ou l'Accord Complémentaire lorsque l'Etat ou les Etats intéressé viendront à ratifier la Convention et l'Accord Complémentaire.

ANNEXE I

(Article 1, alinéa *b*)

DÉFINITION DES TERRITOIRES ET DES RESSORTISSANTS DES PARTIES CONTRACTANTES

Autriche

Territoire : — le territoire de l'Autriche.
Ressortissants : — les personnes de nationalité autrichienne.

Belgique

Territoire : — le territoire de la Belgique.
Ressortissants : — les personnes de nationalité belge.

Chypre

Territoire : — le territoire de la République de Chypre.
Ressortissants : — les citoyens de la République de Chypre.

Danemark

Territoire : — le territoire du Danemark, à l'exception des îles Féroé et du Groenland.
Ressortissants : — les personnes de nationalité danoise.

France

Territoire : — le territoire des départements européens et des départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion) de la République française.
Ressortissants : — les personnes de nationalité française.

République Fédérale d'Allemagne

Territoire : — le territoire où s'applique la Loi fondamentale pour la République Fédérale d'Allemagne.
Ressortissants : — les Allemands au sens de la Loi fondamentale pour la République Fédérale d'Allemagne.

Grèce

Territoire : — le territoire de la Grèce.
Ressortissants : — les personnes de nationalité grecque.

Islande

Territoire : — le territoire de l'Islande.
Ressortissants : — les personnes de nationalité islandaise.

Irlande

Territoire : — le territoire soumis à la juridiction du Gouvernement de l'Irlande.
Ressortissants : — les personnes de nationalité irlandaise.

Italie

Territoire : — le territoire de l'Italie.
Ressortissants : — les personnes de nationalité italienne.

Luxembourg

Territoire : — le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.
Ressortissants : — les personnes de nationalité luxembourgeoise.

Malte

Territoire : — le territoire de Malte et de ses dépendances.
Ressortissants : — les citoyens de Malte.

Pays-Bas

Territoire : — le territoire du Royaume des Pays-Bas en Europe.
Ressortissants : — les personnes de nationalité néerlandaise.

Norvège

Territoire : — le territoire du Royaume de Norvège, y compris les îles du Spitzberg, de Jan Mayen [et les dépendances norvégiennes.]*
Ressortissants : — les personnes de nationalité norvégienne.

Portugal

Territoire : — le territoire du Portugal.
Ressortissants : — les personnes de nationalité portugaise.

Suède

Territoire : — le territoire du Royaume de Suède.
Ressortissants : — les personnes de nationalité suédoise.

Suisse

Territoire : — le territoire de la Confédération suisse.
Ressortissants : — les personnes de nationalité suisse.

Turquie

Territoire : — le territoire de la Turquie.
Ressortissants : — les personnes de nationalité turque.

Royaume-Uni

Territoire : — le territoire du Royaume-Uni, de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord et, pour autant qu'elles concernent certaines des Conventions mentionnées à l'Annexe III, les Iles de Man, de Jersey, de Guernesey, d'Aurigny, de Herm et de Jethou, mais non les autres territoires pour lesquels le Gouvernement du Royaume-Uni assume la responsabilité des relations internationales.
Ressortissants : — les citoyens du Royaume-Uni et des colonies.

* La modification non officielle consiste ici en la suppression du texte entre crochets

ANNEXE II

(Article 3, paragraphe 1)

LÉGISLATIONS ET RÉGIMES AUXQUELS S'APPLIQUE LA PRÉSENTE CONVENTION

Lorsque la présente annexe comporte l'énumération de lois déterminées, elle est censée couvrir également tout acte législatif qui codifie, modifie, complète ou met en vigueur lesdites lois.

Autriche

Législations concernant :

a. l'assurance-maladie (maladie, maternité et décès) ;
b. l'assurance-pensions des ouvriers ;
c. l'assurance-pensions des employés ;
d. l'assurance-pensions des mineurs ;
e. l'assurance-pensions des travailleurs indépendants du commerce ;
f. l'assurance-pensions des exploitants agricoles et sylvicoles ;
g. l'assurance des notaires ;
h. l'assurance-accidents du travail et maladies professionnelles ;
i. l'assurance-chômage ;
j. les allocations familiales.

Belgique

Législations concernant :

a. l'assurance-maladie-invalidité (maladie, maternité, invalidité et décès) :
   i. régimes des travailleurs salariés (ouvriers, employés, ouvriers mineurs et personnel du secteur public) ;
   ii. régime des marins de la marine marchande ;
   iii. régime des travailleurs indépendants (assurance-maladie) ;

b. les pensions de retraite et de survie :
   i. régimes des travailleurs salariés (ouvriers, employés, ouvriers mineurs et marins de la marine marchande) ;
   ii. régime des travailleurs indépendants ;

c. la réparation des dommages résultant des accidents du travail :
   i. régime des salariés en général ;
   ii. régime des gens de mer ;

d. la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles ;

e. l'organisation du soutien des chômeurs involontaires ;

f. [les allocations familiales des travailleurs salariés et les prestations familiales des travailleurs indépendants à l'exclusion des allocations de naissance prévues par ces législations.]

Chypre

Législations concernant :

les assurances sociales (maladie, chômage, maternité, invalidité, veuves, orphelins, vieillesse et décès : prestations en espèces y compris traitement médical gratuit pour les accidents du travail et maladies professionnelles).

Danemark

Législations concernant :

a. la sécurité sociale nationale, le service hospitalier et les soins de maternité (soins médicaux) ;

b. prestations journalières en espèces en cas de maladie et d'accouchement ;

c. réadaptation ;

d. assurance concernant les accidents du travail et les maladies professionnelles ;

e. allocations familiales ;

f. assurance-chômage ;

g. pension-vieillesse nationale ;

h. pension d'invalidité ;

i. pension pour les veuves ;

j. pension supplémentaire de marché du travail (ATP).

France

a. la législation fixant l'organisation de la sécurite sociale ;

b. la législation fixant le régime des assurances sociales applicable aux travailleurs salariés des professions non-agricoles et la législation des assurances sociales applicable aux travailleurs salariés des professions agricoles ;

c. les législations sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles ;

d. la législation relative à l'assurance contre les accidents de la vie privée, les accidents du travail et les maladies professionnelles des personnes non salariées des professions agricoles ;

e. la législation relative aux prestations familiales ;

f. les législations relatives aux régimes spéciaux de sécurité sociale ;

— activités entraînant l'affiliation au régime des marins
— entreprises minières ou assimilées
— Société nationale des chemins de fer francais
— Chemins de fer d'intérêt général secondaire et d'intérêt local et tramways
— Régie autonome des transports parisiens
— exploitations de production, de transport et de distribution d'énergie électrique et de gaz
— Compagnie générale des eaux
— Banque de France, Crédit Foncier de France
— Opéra, Opéra Comique, Comédie Francaise
— Etudes notariales et organismes assimilés ;

g. la législation relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles et la législation relative aux assurances maladie, invalidité et maternité des personnes non salariées des professions agricoles ;

h. la législation générale relative à l'allocation de vieillesse et à l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions non agricoles (la législation relative au régime géré par la Caisse nationale des barreaux français) et la législation relative à l'assurance vieillesse des personnes non salariées des professions agricoles ;

i. l'allocation aux vieux travailleurs salariés, l'allocation aux mères de famille et le secours viager ;

j. les allocations non contributives de vieillesse des personnes non salariées ;

k. l'allocation spéciale ;

l. l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité ;

m. les prestations de chômage (de l'aide publique, de l'assurance chômage des ASSEDIC, le complément de ressources).

République Fédérale d'Allemagne

Législations concernant :

a. l'assurance-maladie (maladie, maternité et décès) ;

b. la protection des travailleuses mères, pour autant qu'il s'agisse de prestations en espèces et en nature dues par l'institution d'assurance-maladie pendant la grossesse et après l'accouchement ;

c. l'assurance-pensions des ouvriers et des artisans ;

d. l'assurance-pensions des employés ;

e. l'assurance-pensions des travailleurs des mines et, pour la Sarre, l'assurance-pensions dans la sidérurgie, ainsi que le régime d'aide aux vieux agriculteurs ;

f. l'assurance-accidents ;

g. l'assurance-chômage et l'assistance-chômage ;

h. les allocations familiales.

Grèce

Législations concernant :

a. les prestations de maladie et de maternité ;
b. les prestations d'invalidité ;
c. les pensions de vieillesse ;
d. les allocations de survivants ;
e. les allocations de décès ;
f. les prestations de chômage ;
g. les allocations familiales ;
h. les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Islande

Loi n° 40 du 30 avril 1963 sur la sécurité sociale.

Loi n° 86 du 11 juin 1938 sur l'assurance-pensions des sages-femmes.

Loi n° 65 du 2 septembre 1955 sur l'assurance-pensions des infirmières.

Loi n° 78 du 28 avril 1962 sur l'assurance-pensions des marins pêcheurs et des marins de la marine marchande.

Loi n° 29 du 7 avril 1956 sur l'assurance-chômage.

Irlande

Législations concernant :

a. les prestations d'incapacité (maladie et invalidité), de maternité, et les allocations au décès ;
b. les retraites, les pensions de vieillesse, de veuves et d'orphelins ;
c. les prestations de l'assurance-chômage et de l'assistance-chômage ;
d. les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles ;
e. les allocations familiales ;
f. les services de santé.

Italie

Législations concernant :

a. l'assurance-maladie (maladie, maternité et décès) ;
b. l'assurance-tuberculose ;
c. la protection physique et économique des travailleuses mères, pour autant qu'il s'agisse de prestations servies par les institutions d'assurances sociales ;
d. l'assurance-invalidité, vieillesse et survivants ;
e. l'assurance-accidents du travail et maladies professionnelles ;
f. l'assurance-chômage involontaire ;
g. les allocations familiales ;
h. les régimes spéciaux d'assurances sociales établis pour des catégories déterminées de travailleurs, pour autant qu'ils concernent des éventualités ou prestations couvertes par les législations mentionnées ci-dessus.

Luxembourg

Législations concernant :

a. l'assurance-maladie (maladie, maternité et décès) :

— régime des ouvriers, régime des fonctionnaires et employés, régime des professions indépendantes et régime agricole :

b. l'assurance-pensions (invalidité, vieillesse et décès) :

— régime des ouvriers, régime des employés privés (y compris les travailleurs intellectuels indépendants), régime des artisans, des commerçants et industriels et régime agricole ;

c. l'assurance-pensions supplémentaire des ouvriers mineurs et métallurgistes, des employés techniques des mines de fond et des chauffeurs professionnels ;

d. l'assurance-accidents du travail et maladies professionnelles ;

e. les indemnités de chomage ;

f. les prestations familiales à l'exclusion des allocations de naissance.

Malte

Loi sur l'assurance nationale (maladie, chômage, invalidité, vieillesse, décès et lésions professionnelles) (1956).

Pays-Bas

Législations concernant :

a. les prestations de maladie et de maternité ;

b. les prestations d'incapacité de travail (invalidité, accidents du travail et maladies professionnelles) ;

c. les prestations de vieillesse ;

d. les prestations de survivants ;

e. les prestations de chômage ;

f. les allocations familiales.

Norvège

Loi du 6 juillet 1957 sur la coordination et l'intégration des pensions et prestations d'assurance.

Loi du 17 juin 1966 sur l'assurance nationale (maladie et maternité, chômage, maladies professionnelles, invalidité, vieillesse et décès).

Loi du 27 juin 1947 sur le chômage, chapitre V.

Loi du 3 décembre 1948 sur l'assurance-pensions des marins.

Loi du 3 décembre 1951 sur l'assurance-pensions des travailleurs forestiers.

Loi du 26 juin 1953 sur l'assurance-pensions des pharmaciens.

Loi du 28 juin 1957 sur l'assurance-pensions des marins pêcheurs.

Loi du 22 juin 1962 sur l'assurance-pensions des infirmières.

Loi du 12 décembre 1958 sur l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Loi du 24 octobre 1946 sur les allocations familiales.

Loi du 19 juin 1969 sur les prestations supplémentaires spéciales aux prestations de l'assurance nationale.

Loi du 19 décembre 1969 sur les prestations supplémentaires compensatoires aux prestations de l'assurance nationale.

Portugal

Législations concernant :

a. l'assurance maladie (y inclus le régime spécial de tuberculose) ;

b. l'assurance maternité ;

c. l'assurance pensions (invalidité et vieillesse) ;

d. l'assurance décès (allocations de décès et pensions de survie) :

e. la réparation des dommages résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles ;

f. l'assurance chômage ;

g. les prestations familiales ;

h. les régimes spéciaux d'assurances sociales établis pour des catégories déterminées de travailleurs pour autant qu'ils concernent des éventualités ou prestations couvertes par les législations mentionnées ci-dessus (notamment pour les travailleurs agricoles et les travailleurs indépendants).

Suède

Législations concernant :

a. l'assurance-maladie, y compris l'assurance parentale ;

b. les pensions de base ;

c. l'assurance pour pensions complémentaires ;

d. l'assurance accidents professionnels (accidents du travail et maladies professionnelles) ;

e. l'assurance chômage et les prestations de soutien en espèces ;

f. les prestations générales au titre des enfants.

Suisse

Législations fédérales concernant :

a. l'assurance-maladie, y compris l'assurance-tuberculose et les prestations de maternité :

b. l'assurance-invalidité ;

c. l'assurance-vieillesse et survivants ;

d. l'assurance-accidents obligatoire en cas d'accidents professionnels et non professionnels ou en cas de maladies professionnelles ;

e. l'assurance-chômage ;

f. les allocations familiales aux travailleurs agricoles et aux petits paysans.

Turquie

Législations concernant :

a. les assurances sociales des travailleurs salariés (maladie, maternité, invalidité, vieillesse, décès, accidents du travail et maladies professionnelles) ;

b. les assurances sociales des travailleurs indépendants et des professions libérales (invalidité, vieillesse et décès).

Royaume-Uni

Législations concernant :

a. les services nationaux de santé ;

b. l'assurance nationale (prestations en espèces, de chômage, de maladie, de maternité, de veuves, d'orphelins, de retraite et de décès) ;

c. l'assurance contre les lésions professionnelles ;

d. [les allocations pour enfants :]

e. l'assurance insulaire (Jersey) ;

f. l'assurance sociale (Guernesey).

ANNEXE III

(Article 6, paragraphe 3)

DISPOSITIONS MAINTENUES EN VIGUEUR NONOBSTANT LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 5

I. Conventions multilatérales

1. Les dispositions en vigueur de l'Accord du 27 juillet 1950 et l'Accord révisé du 13 février 1961 concernant la sécurité sociale des bateliers rhénans.

2. [Les dispositions de la convention de sécurité sociale conclue le 5 mars 1981 entre le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède.]

3. Les dispositions de la Convention européenne du 9 juillet 1956 concernant la sécurité sociale des travailleurs des transports internationaux.

4. [Les dispositions de la Convention de sécurité sociale du 9 décembre 1977 entre la République Fédérale d'Allemagne, le Liechtenstein, l'Autriche et la Suisse.]

II. Conventions bilatérales

Remarques générales

1. Dans la mesure où les dispositions d'accords complémentaires ou d'une convention spéciale sur l'assurance-chômage mentionnées à la présente annexe prévoient des références aux dispositions d'une convention générale, ces références sont remplacées par des références aux dispositions correspondantes de la présente Convention, pour autant que les dispositions en cause de ladite convention générale ne soient pas elle-mêmes mentionnées à la présente annexe.

2. Les clauses d'interprétation ou de dénonciation prévues dans une convention de sécurité sociale dont certaines dispositions sont mentionnées à la présente annexe demeurent applicables, en ce qui concerne lesdites dispositions.

[Autriche Belgique

Convention de sécurité sociale du 4 avril 1977.]

Autriche-France

Convention générale de sécurité sociale du 28 mai 1971.

Autriche-République Fédérale d'Allemagne

Convention de sécurité sociale du 22 décembre 1966.

Première Convention complémentaire du 10 avril 1969 à la Convention de sécurité sociale du 22 décembre 1966.

Deuxième Convention complémentaire du 29 mars 1974 à la Convention de sécurité sociale du 22 décembre 1966.

[Troisième Convention complémentaire du 29 août 1980 à la Convention de sécurité sociale du 22 décembre 1966.

Convention sur l'assurance chômage du 19 juillet 1978.]

[Autriche-Grèce

Convention de la sécurité sociale du 14 décembre 1979.]

Autriche-Italie

Convention relative aux assurances sociales du 30 décembre 1950.

Autriche-Luxembourg

"Convention de Sécurité Sociale du 21 décembre 1971, telle qu'amendée ou qu'elle sera amendée."

Autriche - Pays-Bas

"Convention de Sécurité Sociale du 7 mars 1974, telle qu'amendée ou qu'elle sera amendée."

Autriche-Suède

Convention de sécurité sociale du 11 novembre 1975.

Autriche-Suisse

Convention de sécurité sociale et protocole final du 15 novembre 1967.

Première Convention complémentaire du 17 mai 1973 à la Convention de sécurité sociale du 15 novembre 1967.

[Deuxième Convention complémentaire du 30 novembre 1977 à la convention de sécurité sociale du 15 novembre 1967.]

[Convention d'assurance chômage du 14 décembre 1978.]

Autriche-Turquie

"Convention de Sécurité Sociale du 2 décembre 1982, telle qu'amendée ou qu'elle sera amendée."

Autriche - Royaume-Uni

[Convention de sécurité sociale du 22 juillet 1980.]

Belgique-Autriche

voir Autriche-Belgique

Belgique-Grèce

Convention générale de sécurité sociale du 1 avril 1958.

Convention du 27 septembre 1967 portant révision de la Convention générale entre la Belgique et la Grèce sur la sécurité sociale du 1 avril 1958.

Belgique-Portugal

Convention générale sur la sécurité sociale et Protocole annexé du 14 septembre 1970.

Belgique-Suisse

Convention relative aux assurances sociales et Protocole final du 24 septembre 1975.

Belgique-Turquie

Convention générale de sécurité sociale du 4 juillet 1966.

Chypre - Royaume-Uni

Convention d'assurance sociale du 6 octobre 1969.

Danemark-Suisse

Convention relative aux assurances sociales [et Protocole final] du 21 mai 1954.

Convention complémentaire du 15 novembre 1962 à la Convention du 21 mai 1954 relative aux assurance sociales.

[**Danemark-Turquie**

Convention de sécurité sociale du 22 janvier 1976.]

France-Autriche

voir Autriche-France

France-Grèce

Convention générale de sécurité sociale du 19 avril 1958.

France-Norvège

Convention générale de sécurité sociale du 30 septembre 1954.

France-Portugal

Convention générale du 29 juillet 1971.

Protocole général du 29 juillet 1971 et Protocole complémentaire du 1 octobre 1979

Avenants du 7 février 1977 et du 1 octobre à la Convention générale du 29 juillet 1971

France-Suisse

Convention de sécurité sociale du 3 juillet 1975 et Protocoles y relatifs.

Arrangement du 9 juin 1933 concernant l'assistance réciproque aux chômeurs des deux pays.

[Convention d'assurance-chômage du 14 décembre 1978.]

France-Turquie

Convention de sécurité sociale du 20 janvier 1972.

République Fédérale d'Allemagne-Autriche

Voir Autriche-République Fédérale d'Allemagne.

République Fédérale d'Allemagne-Grèce

Convention de sécurité sociale du 25 avril 1961 dans la rédaction de la Convention du 21 mars 1967 qui modifie et étend la Convention du 25 avril 1961 et qui étend l'Accord complémentaire du 28 mars 1962 à la Convention de sécurité sociale du 25 avril 1961.

Protocole final du 25 avril 1961 à la Convention de sécurité sociale du 25 avril 1961.

Convention sur l'assurance-chômage du 31 mai 1961 et Protocole final du 31 mai 1961.

Deuxième Convention du 20 septembre 1974 portant modification de la Convention du 25 avril 1961 sur la sécurité sociale et de l'Accord complémentaire du 28 mars 1962 de la Convention sur la sécurité sociale ainsi que de son Protocole final.

[**République Fédérale d'Allemagne-Liechtenstein**

Convention de sécurité sociale du 7 avril 1977.]

République Fédérale d'Allemagne-Norvège

Accord du 2/6 septembre 1965 sur le service réciproque des prestations sociales.

République Fédérale d'Allemagne-Portugal

Convention sur la sécurité sociale du 6 novembre 1964, dans la rédaction la Convention modifiée du 30 septembre 1974.

[**République Fédérale d'Allemagne-Espagne**

Convention de sécurité sociale du 4 décembre 1973.

Convention complémentaire à la Convention de sécurité sociale du 4 décembre 1973, conclue le 17 décembre 1975.

Convention sur l'assurance-chômage du 20 avril 1966.]

[**République Fédérale d'Allemagne-Suède**

Convention de sécurité sociale du 27 février 1976.

Convention sur les prestation aux chômeurs du 28 juin 1976.]

République Fédérale d'Allemagne-Suisse

Convention de sécurité sociale [et Protocole final] du 25 février 1964.

Convention complémentaire à la Convention de sécurité sociale du 24 octobre 1950, conclue le 24 décembre 1962.

Convention complémentaire du 9 septembre 1975 à la Convention de sécurité sociale du 25 février 1964.

Convention entre le Reich allemand et la Suisse concernant l'assurance-chômage des travailleurs des régions frontières du 4 février 1928.

République Fédérale d'Allemagne-Turquie

Convention de sécurité sociale du 30 avril 1964.

Convention additionnelle du 28 mai 1969 portant modification de la Convention de sécurité sociale du 30 avril 1964.

Convention intérimaire du 25 octobre 1974 portant modification de la Convention du 30 avril 1964.

Grèce-Autriche

Voir Autriche-Grèce.

Grèce-Belgique

Voir Belgique-Grèce.

Grèce-France

Voir France-Grèce.

Grèce-République Fédérale d'Allemagne

Voir République Fédérale d'Allemagne-Grèce.

Grèce - Pays-Bas

Convention sur la sécurité sociale du 13 septembre 1966.

Grèce-Suisse

Convention sur la sécurité sociale [et Protocole final] du 1 juin 1973.

Italie-Autriche

Voir Autriche-Italie.

[**Irlande - Royaume-Uni**

Convention de sécurité sociale du 29 mars 1960.

Convention du 22 juillet 1964 relative à l'assurance sociale et à la réparation des lésions professionnelles conclue entre le Ministre de la Prévoyance sociale d'Irlande et le Ministre du Travail et de l'Assurance nationale d'Irlande du Nord.

Convention de sécurité sociale du 28 février 1966.

Convention de sécurité sociale du 3 octobre 1968.

Convention de sécurité sociale du 14 septembre 1971.]

Italie-Suisse

Convention de sécurité sociale [et Protocole final] du 14 décembre 1962.

Accord complémentaire du 18 décembre 1963 à la Convention de sécurité sociale du 14 décembre 1962.

Avenant du 4 juillet 1969 à la Convention de sécurité sociale du 14 décembre 1962.

Protocole additionnel du 25 février 1974 à l'Avenant du 4 juillet 1969.

[Accord sur la rétrocession financière en matière d'assurance chômage des travailleurs frontaliers du 12 décembre 1978.]

[Deuxième Avenant du 2 avril 1980 à la Convention complémentaire de sécurité sociale du 14 décembre 1969.]

[**Liechtenstein-Suisse**

Convention relative à l'assurance vieillesse et survivants et à l'assurance invalidité et Protocole final du 3 septembre 1965.

Convention sur les allocations familiales du 26 février 1969.

Accord d'assurance chômage du 15 janvier 1979.]

Luxembourg-Autriche

Voir Autriche-Luxembourg.

Luxembourg-Portugal

Convention sur la sécurité sociale du 12 février 1965 et Protocole tels qu'ils ont été modifiés par les Avenants des 5 juin 1972 et 20 mai 1977.

Luxembourg-Suisse

Convention de sécurité sociale du 3 juin 1967, à l'exception des articles 18-21 [dans la rédaction de l'Avenant du 26 mars 1976.]

Malte - Royaume-Uni

Convention de sécurité sociale du 26 octobre 1956.

Convention de sécurité sociale du 21 mars 1958.

Pays-Bas - Autriche

Voir Autriche-Pays-Bas.

Pays-Bas - Grèce

Voir Grèce-Pays-Bas

Pays-Bas - Portugal

Chapitres 1, 5 et 6 du Titre III de la Convention sur la sécurité sociale du 19 juillet 1979

Pays-Bas - Suisse

Convention de sécurité sociale [et Protocole final] du 27 mai 1970.

Pays-Bas - Turquie

Titre III de la Convention de sécurité sociale du 5 avril 1966.

Norvège-France

Voir France-Norvège.

Norvège-République Fédérale d'Allemagne

Voir République Fédérale d'Allemagne-Norvège.

Norvège-Portugal

Convention sur la sécurité sociale du 25 octobre 1978.

[**Norvège-Suisse**

Convention de sécurité sociale et Protocole final du 21 février 1979.]

[**Norvège-Turquie**

Convention de sécurité sociale du 20 juillet 1978.]

Norvège - Royaume-Uni

Convention de sécurité sociale du 25 juillet 1957.

Portugal-Belgique

Voir Belgique-Portugal.

Portugal-France

Voir France-Portugal.

Portugal-République Fédérale d'Allemagne

Voir République Fédérale d'Allemagne-Portugal.

Portugal-Luxembourg

Voir Luxembourg-Portugal.

Portugal - Pays-Bas

Voir Pays-Bas - Portugal.

[**Portugal-Espagne**

Convention générale de sécurité sociale du 11 juin 1969 dans sa rédaction de l'Avenant du 7 mai 1973.

Accord additionnel du 22 mai 1970 à la Convention Générale du 11 juin 1969.]

Portugal-Suède

Convention de sécurité sociale du 25 octobre 1978.

Portugal-Suisse

Convention de sécurité sociale et Protocole final du 11 septembre 1975.

Portugal - Royaume-Uni

Convention de sécurité sociale du 15 novembre 1978.

Protocole relatif au traitement médical du 15 novembre 1978

[**Espagne-Suisse**

Convention de sécurité sociale et Protocole final du 13 octobre 1969.]

Espagne-Portugal

Voir Portugal-Espagne

[**Espagne- Royaume-Uni**

Convention de sécurité sociale du 13 septembre 1974 telle qu'amendée par l'échange de notes du 4 novembre 1976.]

Suède-Autriche

Voir Autriche-Suède.

Suède-Suisse

[Convention de sécurité sociale et Protocole final du 20 octobre 1978.]

Suède - Royaume-Uni

Convention de sécurité sociale du 9 juin 1956.

Suisse-Autriche

Voir Autriche-Suisse.

Suisse-Belgique

Voir Belgique-Suisse

Suisse-Danemark

Voir Danemark-Suisse.

Suisse-France

Voir France-Suisse.

Suisse-République Fédérale d'Allemagne

Voir République Fédérale d'Allemagne-Suisse.

Suisse-Grèce

Voir Grèce-Suisse.

Suisse-Italie

Voir Italie-Suisse.

Suisse-Liechtenstein

Voir Liechtenstein-Suisse.

Suisse-Luxembourg

Voir Luxembour-Suisse.

Suisse - Pays-Bas

Voir Pays-Bas - Suisse

Suisse-Norvège
Voir Norvège-Suisse.

Suisse-Portugal
Voir Portugal-Suisse.

Suisse-Espagne
Voir Espagne-Suisse.

Suisse-Suède
Voir Suède-Suisse.

Suisse-Turquie
Convention de sécurité sociale [et Protocole final] du 1 mai 1969.
[Convention complémentaire du 25 mai 1979 à la Convention de sécurité sociale du *1 mai 1969.*]

Suisse - Royaume-Uni
Convention de sécurité sociale du 21 février 1968 [et Protocole y relatif].

Turquie-Autriche
Voir Autriche-Turquie.

Turquie-Belgique
Voir Belgique-Turquie.

Turquie-France
Voir France-Turquie.

Turquie-République Fédérale d'Allemagne
Voir République Fédérale d'Allemagne-Turquie.

Turquie - Pays-Bas
Voir Pays-Bas - Turquie.

Turquie-Suisse
Voir Suisse-Turquie.

Turquie - Royaume-Uni
Convention d'assurance sociale du 9 septembre 1959.

Royaume-Uni - Autriche
Voir Autriche - Royaume-Uni.

Royaume-Uni - Chypre
Voir Chypre - Royaume-Uni.

Royaume-Uni - Irlande
Voir Irlande - Royaume-Uni.

Royaume-Uni - Malte
Voir Malte - Royaume-Uni.

Royaume-Uni - Norvège
Voir Norvège - Royaume-Uni.

Royaume-Uni - Portugal
Voir Portugal - Royaume-Uni.

Royaume-Uni - Espagne
Voir Espagne - royaume-Uni.

Royaume-Uni - Suède
Voir Suède - Royaume-Uni.

Royaume-Uni - Suisse
Voir Suisse - Royaume-Uni.

Royaume-Uni - Turquie
Voir Turquie - Royaume-Uni.

ANNEXE IV

(Article 8, paragraphe 4)

PRESTATIONS AUXQUELLES LES DISPOSITIONS DU PARAGRAPHE 2 OU DU PARAGRAPHE 3 DE L'ARTICLE 8 SONT APPLICABLES

Danemark

Article 8, paragraphe 2, alinea a.

Maternité :

[— les prestations de maternité prévues par la loi n° 262 "Daily Cash Benefits (Sickness and Maternity) Act ' du 7 juin 1972 et amendements subséquents. Decret n° 66 du 21 février 1978 : lois d'amendement n° 43 du 15 février 1980 et n° 233 du 4 juin 1980.]

Article 8, paragraphe 2, alinéa b., *et paragraphe 3, alinéa* a.

Invalidité

[— les prestations prevuepar le Decret n° 677du 15 décembre 1978 sur les pensions d'invalidité.]

Décès :

[— les prestations prévues par le Decret n° 678 du 15 décembre 1978 sur les pensions de veuve et l'assistance aux veuves.]

Article 8, paragraphe 2, alinéa c. *et paragraphe 3, alinéa* b.

Vieillesse :

[— les prestations prévues par le decret n° 676 du 15 décembre 1978 sur les pensions de vieillesse.]

République Fédérale d'Allemagne

Article 8, paragraphe 2, alinéa a. :

Chômage :

— les prestations prévues par le régime d'assistance-chômage.

Islande

Article 8, paragraphe 2, alinéa a. :

Maternité :

— la prime à la naissance prévue à l'article 18 de la Loi n° 40 du 30 avril 1963 sur la sécurité sociale.

Article 8, paragraphe 2, alinéa b. *et paragraphe 3, alinéa* a. :

Invalidité :

— les prestations d'invalidité prévues au chapitre II-B de la Loi n° 40 du 30 avril 1963 sur la sécurité sociale.

Décès :

— les prestations de survivants prévues au chapitre II-B de la Loi n° 40 du 30 avril 1963 sur la sécurité sociale.

Article 8, paragraphe 2, alinéa c. *et paragraphe 3, alinéa* b. :

Vieillesse :

— les prestations de vieillesse prévues au chapitre II-B de la Loi n° 40 du 30 avril 1963 sur la sécurité sociale.

Norvège

***Article 8, paragraphe 2, alinéa* a. :**

***Chômage* :**

— les différentes catégories d'assistance prévues aux alinéas *b, c, d* et *e* de la Section 1 du Chapitre 4 de la Loi du 17 juin 1966 sur l'assurance nationale.

Suède

***Article 8, paragraphe 2, alinéa* b. *et paragraphe 3, alinéa* a. :**

***Invalidité* :**

— pension d'invalide versée au titre du régime général des pensions.

***Article 8, paragraphe 2, alinéa* c. *et paragraphe 3, alinéa* b. :**

***Décès* :**

— pensions de survivants versées au titre du régime général des pensions.

***Article 8, paragraphe 2, alinéa* c. *et paragraphe 3, alinéa* b. :**

***Vieillesse* :**

— pension de vieillesse versée au titre du régime général des pensions.

ANNEXE V

(Article 9, paragraphes 2 et 3)

DISPOSITIONS DONT LE BÉNÉFICE EST ÉTENDU AUX RESSORTISSANTS DE TOUTES LES PARTIES CONTRACTANTES

I — Article 9, paragraphe 2

Autriche-Luxembourg

"Convention de Sécurité Sociale du 21 décembre 1971, telle qu'amendée ou qu'elle sera amendée."

Autriche-Turquie

"Convention de Sécurité Sociale du 2 décembre 1982, telle qu'amendée ou qu'elle sera amendée."

Belgique-Portugal

Convention générale sur la sécurité sociale et Protocole annexé du 14 septembre 1970.

Chypre - Royaume-Uni

Convention d'assurance sociale du 6 octobre 1969.

France-Portugal

Convention générale du 29 juillet 1971 dans la rédaction des Avenants du 7 février 1977 et du 1 octobre 1979

Protocole général du 29 juillet 1971 et Protocole complémentaire du 1 octobre 1979

République Fédérale d'Allemagne-Portugal

Convention de sécurité sociale du 6 novembre 1964 dans la rédaction de la Convention modifiée du 30 septembre 1974.

République Fédérale d'Allemagne-Turquie

Convention de sécurité sociale du 30 avril 1964 dans la version de la Convention intérimaire du 25 octobre 1974, à l'exception de l'article 4, paragraphe 1, et de l'article 8.

Luxembourg-Autriche

Voir Autriche-Luxembourg

Luxembourg-Portugal

Convention sur la sécurité sociale du 12 février 1965, à l'exception de l'article 3, alinéa 2, et Protocole els que modifiés par les Avenants du 5 juin 1972 et 20 mai 1977

Malte - Royaume-Uni

Convention de sécurité sociale du 26 octobre 1956.

Convention de sécurité sociale du 21 mars 1958.

Pays-Bas - Portugal

Chapitres 1, 5 et 6 du Titre III de la Convention sur la sécurité sociale du 19 juillet 1979.

Pays-Bas - Turquie

Titre III de la Convention de sécurité sociale du 5 avril 1966.

Norvège-Portugal

Convention de sécurité sociale et Protocole du 5 juin 1980.

Portugal-Belgique

Voir Belgique-Portugal.

Portugal-France

Voir France-Portugal.

Portugal-République Fédérale d'Allemagne

Voir République Fédérale d'Allemagne-Portugal.

Portugal-Luxembourg

Voir Luxembourg-Portugal.

Portugal-Pays-Bas

Voir Pays-Bas-Portugal.

Portugal-Norvège

Voir Norvège-Portugal.

[**Portugal-Espagne**

Convention générale sur la sécurité social du 11 juin 1969, dans la rédaction de l'Avenant du 7 mai 1973 et l'Accord additionnel du 22 mai 1970 à la Convention générale.]

Portugal-Suède

Convention sur la sécurité sociale du 25 octobre 1978.

Portugal-Suisse

Convention sur la sécurité sociale et Protocole final annexé du 11 septembre 1975.

Portugal-Royaume-Uni

Convention sur la sécurité sociale du 15 novembre 1978 et Protocole relatif au traitement médical à l'exception de l'article 2, paragraphe 1, du 15 novembre 1978.

Suède-Portugal

Voir Portugal-Suède.

Suisse-Portugal

Voir Portugal-Suisse.

Turquie-Autriche

Voir Autriche-Turquie.

Turquie-République Fédérale d'Allemagne

Voir République Fédérale d'Allemagne-Turquie.

Turquie-Pays-Bas

Voir Pays-Bas-Turquie.

Royaume-Uni-Chypre

Voir Chypre-Royaume-Uni

Royaume-Uni-Malte

Voir Malte-Royaume-Uni.

Royaume-Uni-Portugal

Voir Portugal — Royaume-Uni.

II — Article 9, paragraphe 3

Néant

ANNEXE VI

(Article 11, paragraphe 3)

PRESTATIONS AUXQUELLES LES DISPOSITIONS DU PARAGRAPHE 1 OU DU PARAGRAPHE 2 DE L'ARTICLE 11 NE SONT PAS APPLICABLES

Autriche

Article 11, paragraphe 3, alinéa d. :

— les dispositions du paragraphe 1 de l'article 11 ne sont pas applicables au supplément compensatoire de l'assurance-pensions.

Belgique

Article 11, paragraphe 3, alinéa c. :

— les pensions de retraite et de survie des régimes des ouvriers et des employés accordées sur la base des dispositions légales en vigueur avant le 1er janvier 1962, pour la partie de la pension qui correspond aux annees anterieures a 1945 lorsque ces années ne sont pas des périodes d'assurance effective.

Danemark

Article 11, paragraphe 3, alinéa b. :

[— les prestations d'invalidité prévues à l'article 15 du Decret n° 677 du 15 décembre 1978 sur la pension d'invalidité.]

Article 11, paragraphe 3, alinéa d. :

[— le supplément de pension prévu à l'article 11 du Decret n° 677 du 15 décembre 1978 sur la pension d'invalidité, à l'article 10 du Decret n° 676 du 15 décembre 1978 sur la pension de vieillesse et à l'article 4 du Decret n° 678 du 15 décembre 1978 sur la pension de veuve et l'assistance aux veuves.]

France

Article 11, paragraphe 3, alinéa b. :

— l'allocation spéciale.

Article 11, paragraphe 3, alinéa c. :

— les allocations non contributives de vieillesse des non-salariés.

Article 11, paragraphe 3, alinéa d. :

— l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité.

Islande

Article 11, paragraphe 3, alinéa d. :

— le supplément de pension de vieillesse ou d'invalidité prévu à l'article 21 de la Loi n° 40 du 30 avril 1963 sur la sécurité sociale.

Irlande

Article 11, paragraphe 3, alinéa b. :

— les pensions non contributives de vieillesse et les pensions non contributives de veuves et d'orphelins, et les allocations aux épouses abandonnées.

Norvège

Article 11, paragraphe 3, alinéa c. :

— les majorations transitoires de prestations prévues au paragraphe 5 de l'article 5, au paragraphe 5 de l'article 7, au paragraphe 4 de l'article 8 et aux paragraphes 4, 5, 6 et 11 de l'article 10 de la Loi du 17 juin 1966 sur l'assurance nationale.

Suède

Article 11, paragraphe 3, alinéa b. :

— Prestations d'invalidité, autres que celles payées comme supplément à la pension ;

— Compléments généraux aux pensions de base ;

— Pensions de veuve accordées aux femmes dont le mari est décédé avant le 1er juillet 1960.

Article 11, paragraphe 3, alinéa d. :

— indemnités spéciales accordées aux personnes ayant la charge d'enfants infirmes ;

— compléments aux pensions de base accordés aux revenus modestes.

Suisse

Article 11, paragraphe 3, alinéa a. :

— les allocations pour impotents.

Article 11, paragraphe 3, alinéa b. :

— les rentes extraordinaires de l'assurance-invalidité.

— les rentes extraordinaires de l'assurance-vieillesse et survivants.

Article 11, paragraphe 3, alinéa d. :

— les rentes ordinaires d'invalidité allouées aux invalides dont le degré d'invalidité est inférieur à 50 pour cent.

ANNEXE VII

(Article 72, paragraphe 1)

MODALITÉS PARTICULIÈRES D'APPLICATION DES LÉGISLATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES

I. Application de la législation autrichienne

A. *Application de la législation autrichienne en ce qui concerne l'assurance-maladie, l'assurance-accidents du travail et maladies professionnelles et l'assurance-pensions*

1. Les disposition du paragraphe 1 de l'article 8 de la présente Convention et les dispositions correspondantes des conventions bilatérales mentionnées à l'Annexe III n'affectent pas les dispositions de la législation autrichienne concernant les droits acquis ou en cours d'acquisition dans l'assurance-pensions et dans l'assurance-accidents du travail et maladies professionnelles au titre d'activités professionnelles exercées à l'étranger, ainsi que les dispositions concernant la prise en compte des périodes d'activité professionnelle accomplies en qualité de travailleur indépendant sur le territoire de l'ancienne Monarchie austro-hongroise, mais en dehors du territoire de la République d'Autriche.

2. Les dispositions du paragraphe 1 de l'article 8 de la présente Convention n'affectent pas les dispositions des conventions bilatérales entre l'Autriche et d'autres Etats, qui règlent la charge de l'assurance.

3. Les dispositions du paragraphe 1 de l'article 8 de la présente convention n'affectent pas les dispositions de la législation autrichienne concernant la prise en compte des périodes de services de guerre et des périodes assimilées.

4 Aux fins de la détermination, dans l'assurance-pensions autrichienne, du régime envers lequel il existe un droit à prestations et de l'institution compétente pour le service des prestations, sont prises exclusivement en considération les périodes d'assurances accomplies sous la législation autrichienne.

5 Pour l'application des dispositions des paragraphes 2 et 4 de l'article 29 de la présente Convention, le supplément compensatoire en vertu des dispositions de la législation autrichienne est à calculer après la détermination du montant des prestations dues.

6 Lorsque, en calculant le montant du supplément autrichien, le nombre maximal de mois d'assurance doit être pris en considération, le prorata visé au paragraphe 4 de l'article 29 de la presente Convention doit être déterminé sur la base de toutes les périodes d'assurance prises en considération pour le calcul du montant théorique en tenant compte de ce nombre maximal.

7 Les périodes d'assurance accomplies sous les législations d'autres Parties Contractantes ne sont pas prises en considération en ce qui concerne les conditions d'ouverture du droit à la prime de fidélité des mineurs et l'octroi de cette prime.

8 L'allocation d'impotence doit être calculée en vertu des dispositions de la législation autrichienne, sur la base du montant de la prestation autrichienne déterminée en application des dispositions du paragraphe 4 de l'article 29 de la présente Convention dans les limites du montant maximal réduit au prorata selon ces dispositions. Si, par contre, un droit à prestations est ouvert uniquement sur la base des périodes d'assurance qui sont à prendre en considération en vertu des dispositions de la législation autrichienne, l'allocation d'impotence est payable pour un montant équivalent à ces prestations, à moins qu'une allocation d'impotence ou une prestation similaire ne soit accordée en vertu des dispositions de la législation d'une Partie Contractante.

9 Les paiements spéciaux de pensions prévus par l'assurance-pensions autrichienne sont octroyés pour le même montant que la prestation déterminée en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'article 29 de la présente Convention ; les dispositions de l'article 34 de la présente Convention sont applicables par analogie.

10 La présente Convention n'affecte pas les droits acquis en vertu des dispositions de la législation autrichienne par quiconque a été lésé dans sa situation d'assurance-sociale pour des motifs politiques ou religieux, ou pour des motifs liés à son origine.

B. *Application de la législation autrichienne en ce qui concerne l'assurance-chômage*

1. Les dispositions du paragraphe 1 de l'article 8 de la présente Convention n'affectent pas les dispositions de la législation autrichienne concernant le secours d'urgence.

2. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 51 de la présente Convention concernant la totalisation des périodes ne sont pas applicables pour l'acquisition du droit à l'allocation de congé non payé.

II. Application de la législation danoise

En ce qui concerne les prestations de chômage, le Gouvernement du Danemark s'engage à encourager les Caisses de chômage agréées à appliquer les dispositions de la présente Convention, dans la mesure où elles sont en vigueur à l'égard du Danemark.

III. Application de la législation française

1. Le principe de l'égalité de traitement énoncé à l'article 8 de la présente Convention ne s'applique pas à la loi n° 65-555 du 10 juillet 1965 accordant aux Français exerçant ou ayant exercé à l'étranger une activité professionnelle salariée ou non salariée la faculté d'accession au régime de l'assurance volontaire vieillesse.

2. Le droit à l'allocation aux vieux travailleurs salariés, aux allocations non contributives de vieillesse des personnes non salariées et à l'allocation spéciale n'est ouvert, en application de la presente Convention, qu'aux personnes qui justifient avoir résidé en France pendant au moins dix années entre l'age de seize ans et l'âge d'admission au bénéfice desdites allocations, dont cinq années consécutives immédiatement avant la demande d'allocations.

3. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux dispositions de la législation française en vertu desquelles sont prises en considération pour l'ouverture du droit à l'allocation aux vieux travailleurs salariés et aux allocations non contributives de vieillesse des personnes non salariées les périodes d'activité professionnelle accomplies sur le territoire francais.

4. L'allocation spéciale et l'indemnité cumulable prévues par le régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs des mines ne sont servies qu'aux personnes qui travaillent dans les mines francaises.

5. Le principe de l'égalité de traitement énoncé à l'article 8 de la présente Convention ne s applique pas à la législation relative aux garanties de ressources des travailleurs privés d'emploi. Le droit aux prestations prévues par cette législation est subordonné à la condition que l'intéressé ait résidé en France pendant 3 mois immédiatement avant la demande de prestations.

IV. Application de la législation de la République Fédérale d'Allemagne

1. *a*. Pour autant que cette indemnisation ne soit pas déjà prescrite par la législation allemande en matière d'assurance obligatoire contre les accidents, les institutions allemandes indemnisent également en vertu des dispositions de la présente Convention, tant que la victime ou ses survivants résident sur le territoire d'une Partie Contractante, les accidents et maladies professionnelles survenus en Alsace-Lorraine avant le 1er janvier 1919 et dont la charge n'a pas été reprise par les institutions françaises conformément à la décision du Conseil de la Société des Nations en date du 21 juin 1921 (Reichsgesetzblatt, p. 1289).

b. Les dispositions de l'article 11 de la présente Convention ne portent pas atteinte aux dispositions de la législation allemande en vertu desquelles les accidents et maladies professionnelles survenus hors du territoire de la République Fédérale d'Allemagne, ainsi que les périodes accomplies hors de ce territoire, ne donnent pas lieu ou ne donnent lieu que dans certaines conditions au paiement de prestations lorsque les bénéficiaires résident hors du territoire de la Republique Fédérale d'Allemagne.

2. *a*. Pour determiner si des periodes considerees par la legislation allemande comme périodes d'interruption (Ausfallzeiten) ou périodes complémentaires (Zurechnungszeiten) doivent être prises en compte comme telles, les cotisations obligatoires versées en vertu de la législation d'une autre Partie Contractante et l'affiliation à l'assurance-pensions d'une autre Partie Contractante sont assimilées aux cotisations obligatoires versées en vertu de la législation allemande et à l'affiliation à l'assurance-pensions allemande. Lors du calcul du nombre de mois civils écoulés entre la date de l'affiliation à l'assurance et la date de la réalisation de l'éventualité, les périodes assimilées en vertu de la législation d'une autre Partie Contractante, qui sont comprises entre ces deux dates, ne sont pas prises en considération, de même que les périodes au cours desquelles l'intéressé a bénéficié d'une pension ou d'une rente.

b. L'alinéa précédent n'est pas applicable à la durée forfaitaire d'interruption (pauschale Ausfallzeit).

c. La prise en compte d'une période complémentaire (Zurechnungszeit) en vertu de la legislation allemande sur l'assurance-pensions des travailleurs des mines est en outre subordonnée a la condition que la dernière cotisation versée en vertu de la législation allemande ait été versée a l'assurance-pensions des travailleurs des mines.

d. Pour la prise en compte des périodes allemandes de compensation (Ersatzzeiten), seule la législation allemande est applicable.

3. *a*. S'il y a cumul d'une pension d'invalidite professionnelle (Berufsunfähigkeit) ou d'invalidité générale (Erwerbsunfähigkeit) ou d'une pension de vieillesse due en vertu de la législation allemande avec une rente due en vertu de la législation d'une autre Partie Contractante en raison d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, on prendra en considération comme rémunération annuelle celle qui, en vertu de la législation allemande, devrait être prise en considération au moment de l'accident pour une victime se trouvant dans une situation comparable ; à cet effet, il y a lieu d'appliquer les dispositions en vigueur au lieu de résidence de l'intéressé sur le territoire de la République Fédérale d'Allemagne ou, s'il réside hors de ce territoire, les dispositions en vigueur au lieu du siège de l'institution compétente de l'assurance-pensions allemande. La rémunération de la victime dont il s'agit doit être déterminée ou recalculée selon les dispositions de la législation allemande.

b. Le total de la rente d'assurance-accidents et le montant théorique de la prestation, au sens du paragraphe 2 de l'article 29 de la présente Convention, à l'exclusion des compléments de prestations, suppléments pour enfants et majorations de l'assurance complémentaire (Höherversicherung), est comparé au montant maximal pris en considération en application de l'alinéa precédent ; la somme dont ce total excède le montant maximal en question constitue le montant fictif de la réduction. Celui-ci est réparti à proportion de la durée d'assurance, selon les dispositions du paragraphe 4 de l'article 29 de la présente Convention ; la partie correspondant à la durée d'assurance allemande doit être déduite du prorata allemand.

4. En ce qui concerne la suppression de la prestation compensatoire du régime minier, les entreprises minières sur le territoire d'une autre Partie Contractante sont assimilées aux entreprises minières allemandes.

5. Les institutions allemandes d'assurance-pensions [n'appliquent pas] le paragraphe 5 de l'article 29 de la présente Convention lorsque :

a. la législation en vigueur avant le 1 janvier 1957 concernant le calcul de la pension est applicable :

b. une période complémentaire (Zurechnungszeit) doit être prise en considération ; ou

[*c.* un supplément pour enfants ou un montant dont est majorée la pension d'orphelin doit être pris en considération.]

6. Les dispositions du Chapitre 2 du Titre III de la présente Convention ne sont pas applicables à l'assurance-pensions dans la sidérurgie et au régime d'aide aux vieux agriculteurs.

7. L'article 57 ne s'applique pas aux dispositions de la loi fédérale sur les allocations aux enfants qui prévoit, sous certaines conditions, l'existence d'un droit aux allocations pour les enfants qui ne résident pas sur le territoire auquel s'applique la loi fédérale sur les allocations aux enfants, lorsque l'allocataire a résidé légalement ou habituellement sur le territoire auquel s'applique la loi fédérale sur les allocations aux enfants, ou, dans les cas spéciaux, sur le territoire du Reich allemand à dater du 31 décembre 1937, pour une période d'au moins 15 ans, ou si en vertu de la loi fédérale sur les gens expulsés il a droit aux prestations.

V. Application de la législation luxembourgeoise

1. Par dérogation aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 74 de la présente Convention, les périodes d'assurance et les périodes assimilées accomplies avant le 1er janvier 1946 sous la législation luxembourgeoise d'assurance-pensions (invalidité, vieillesse et décès) ne seront prises en considération pour l'application de cette législation que dans la mesure où les droits en cours d'acquisition auront été maintenus au moment de l'entrée en vigueur de ladite Convention ou recouvrés ultérieurement conformément à cette seule législation ou aux conventions bilatérales de sécurité sociale en vigueur ou à conclure. Au cas où plusieurs conventions sont appelées à intervenir, les périodes d'assurance et les périodes assimilées sont prises en considération à partir de la date la plus ancienne.

2. Pour l'attribution de la part fondamentale dans les pensions luxembourgeoises, les périodes d'assurance accomplies sous la législation luxembourgeoise par des travailleurs ne résidant pas sur le territoire luxembourgeois sont assimilées à des périodes de résidence.

3. Le complément dû, le cas échéant, pour parfaire la pension minimum, le supplément pour enfant ainsi que les majorations spéciales sont accordés dans la même proportion que la part fondamentale à charge de l'Etat et des communes.

VI. Application de la législation néerlandaise

A. *Application de la législation néerlandaise sur l'assurance-vieillesse générale*

1. Pour l'application de l'article 29 de la présente Convention, sont également considérées comme périodes d'assurance accomplies sous la législation néerlandaise sur l'assurance-vieillesse générale les périodes antérieures au 1er janvier 1957 durant lesquelles l'intéressé, qui ne remplit pas les conditions lui permettant de bénéficier de l'assimilation de ces périodes aux périodes d'assurance, a résidé sur le territoire des Pays-Bas après l'âge de quinze ans accomplis ou durant lesquelles, tout en résidant sur le territoire d'une autre Partie Contractante, il a exercé une activité salariée aux Pays-Bas pour un employeur établi dans ce pays. Si cette activité a été exercée à bord d'un navire battant pavillon néerlandais, elle est assimilée à une activité exercée aux Pays-Bas.

2. Il n'y a pas lieu de tenir compte des périodes à prendre en considération en vertu du paragraphe précédent, lorsqu'elles coïncident avec des périodes d'assurance accomplies sous la législation d'une autre Partie Contractante relative aux pensions de vieillesse.

3. Dans le cas de la femme mariée dont le mari a droit à une pension prévue par la législation néerlandaise sur l'assurance-vieillesse générale, sont également prises en considération

pour l'application de l'article 29 de la Convention les périodes antérieures à la date où l'intéressée a atteint l'age de soixante-cinq ans accomplis et pendant lesquelles, étant mariée, elle a résidé durant ce mariage sur le territoire de l'une ou de plusieurs des Parties Contractantes, pour autant que ces périodes coïncident avec les périodes d'assurance accomplies par son mari sous cette législation et avec celles à prendre en considération en vertu du paragraphe 1 ci-dessus.

4. Il n'y a pas lieu de tenir compte des périodes à prendre en considération, dans le cas de la femme mariée, en vertu du paragraphe précédent, lorsqu'elles coïncident avec des périodes d'assurance accomplies sous la législation d'une autre Partie Contractante relative aux pensions de vieillesse ou avec des périodes pendant lesquelles elle a bénéficié d'une pension de vieillesse en vertu d'une telle législation.

(5) Dans le cas de la femme qui a été mariée et dont le mari a été soumis à la législation néerlandaise sur l'assurance-vieillesse ou est censé avoir accompli des périodes d'assurance au sens du paragraphe 1 ci-dessus, les dispositions des deux paragraphes précédents sont applicables par analogie.

(6) Les périodes antérieures au 1er janvier 1957 ne sont prises en considération pour le calcul de la pension de vieillesse que si l'intéressé a résidé durant six ans sur le territoire de l'une ou de plusieurs des Parties Contractantes après l'âge de cinquante-neuf ans accomplis et s'il réside sur le territoire de l'une de ces Parties.

B. *Application de la législation néerlandaise sur l'assurance générale des veuves et des orphelins*

1. Pour l'application des dispositions de l'article 29 de la présente Convention, sont également considérées comme périodes d'assurance accomplies sous la législation néerlandaise sur l'assurance générale des veuves et des orphelins, les périodes antérieures au 1er octobre 1959 durant lesquelles le défunt a résidé sur le territoire des Pays-Bas après l'âge de quinze ans accomplis ou pendant lesquelles, tout en résidant sur le territoire d'une autre Partie Contractante, il a exercé une activité salariée aux Pays-Bas pour un employeur établi dans ce pays.

2. Il n'y a pas lieu de tenir compte des périodes à prendre en considération en vertu du paragraphe précédent lorsqu'elles coïncident avec des périodes d'assurance accomplies sous la législation d'une autre Partie Contractante relative aux prestations aux survivants.

C. *Application de la législation néerlandaise sur l'assurance contre l'incapacité de travail*

1. Pour l'application des dispositions de l'article 29 de la Convention les institutions néerlandaises respecteront les dispositions suivantes :

a. si l'intéressé, au moment où s'est produite l'incapacité de travail suivie d'invalidité était un travailleur salarié ou assimilé l'institution compétente fixe le montant des prestations en espèces conformément aux dispositions de la loi du 18 février 1966 relative à l'assurance contre l'incapacité de travail (WAO), en tenant compte :

— des périodes d'assurance accomplies sous la loi du 18 février 1966 précitée (WAO),

— des périodes d'assurance accomplies après l'âge de 15 ans sous la loi du 11 décembre 1975 relative à l'incapacité de travail (AAW), dans la mesure où celles-ci ne coïncident pas avec les périodes d'assurance accomplies par l'intéressé sous la loi du 18 février 1966 précitée (WAO), et

— des périodes d'emploi et des périodes assimilées accomplies aux Pays-Bas avant le 1 juillet 1967 ;

b. si l'intéressé, au moment où s'est produite l'incapacité de travail suivie d'invalidité n'était pas un travailleur salarié ou assimilé l'institution compétente fixe le montant des prestations en espèces conformément aux dispositions de la loi du 11 décembre 1975 relative à l'incapacité de travail (AAW), en tenant compte :

— des périodes d'assurance accomplies par l'intéressé après l'âge de 15 ans sous la loi du 11 décembre 1975 précitée (AAW),

— des périodes d'assurance accomplies sous la loi du 18 février 1966 relative à l'assurance contre l'incapacité de travail (WAO), dans la mesure où celles-ci ne coincident pas avec des périodes d'assurance accomplies sous la loi du 11 décembre 1975 précitée (AAW), et

— des périodes d'emploi et des périodes assimilées accomplies aux Pays-Bas avant le 1 juillet 1967.

2. Les dispositions des alinéas *a.* et *d.* du paragraphe 1 de l'article 35 de la présente Convention ne sont pas appliquées par les institutions néerlandaises aux prestations calculées sur la base d'une invalidité de moins de 45 pour cent, si l'aggravation de l'invalidité preexistante est manifestement due à une cause autre que celle qui a entraîné l'invalidité au titre de laquelle les prestations sont perçues.

D. *Application de la législation néerlandaise sur l'assurance facultative continuée*

Le principe d'égalité de traitement énoncé à l'article 8 de la présente Convention ne s'applique pas aux assurances facultatives de vieillesse et de survivants en ce qui concerne le paiement des cotisations réduites.

E. *Application de certaines dispositions transitoires*

Pour l'établissement du droit aux prestations prévues par les dispositions transitoires de la Loi générale sur l'assurance vieillesse, de la Loi générale sur l'assurance veuves et orphelins et de la Loi générale sur l'assurance-incapacité de travail, l'article 28.2 de la présente Convention ne sera pas appliqué.

VII. Application de la législation norvégienne

L'application des dispositions du deuxième alinéa du paragraphe 4 de l'article 1 de la loi du 17 juin 1966 sur l'assurance nationale ne peut être étendue aux non-nationaux.

[L'application de la législation norvégienne ne peut être étendue aux non-nationaux dans les îles du Spitzberg, Jan Mayen et les Dépendances norvégiennes, à moins qu'ils ne soient occupés par un employeur norvégien.]*

La prestation supplémentaire compensatoire de l'assurance nationale, octroyée d'après les prévisions de la loi du 19 décembre 1969, n'est accordée qu'aux personnes domiciliées en Norvège.

VIII. Application de la législation suédoise

Le principe de l'égalité de traitement fixé par l'article 8 de la présente Convention ne s'applique pas :

a. aux dispositions concernant les ressortissants suédois et régissant les assurances pour pensions complémentaires acquises au titre d'une activité professionnelle exercée à l'étranger ;

b. aux dispositions transitoires concernant les ressortissants suédois nés avant le 1er janvier 1924 et relatives au calcul des pensions dans le cadre du régime de pensions complémentaires.

Dans le calcul des pensions de base et de leurs compléments les pensions accordées au titre de régimes à caractère contributif d'autres Parties Contractantes seront considérées comme équivalentes à une pension complémentaire suédoise.

IX. Application de la législation suisse

1. Le principe de l'égalité de traitement énoncé à l'article 8 de la présente Convention ne s'applique pas :

a. à l'assurance-vieillesse et survivants facultative et à l'assurance-invalidité facultative des ressortissants suisses à l'étranger ;

b. à l'assurance-vieillesse et survivants et à l'assurance-invalidité des ressortissants suisses travaillant à l'étranger pour le compte d'un employeur en Suisse ;

c. aux prestations de secours versées à des invalides suisses résidant à l'étranger ;

d. aux rentes extraordinaires de l'assurance-vieillesse et survivants versées aux ressortissants suisses nés avant le 1er juillet 1883 et à leurs survivants.

* La modification non officielle consiste ici en la suppression du texte entre crochets.

2. Les rentes extraordinaires de l'assurance-invalidité ou les rentes extraordinaires de vieillesse venant à s'y substituer sont accordées aux ressortissants des Parties Contractantes, à condition qu'ils aient résidé en Suisse pendant cinq années immédiatement avant la demande de prestations. Demeurent réservées les dispositions de l'article 39, paragraphes 2 et 3, de la Loi fédérale sur l'assurance invalidité.

Les rentes extraordinaires de l'assurance-vieillesse et survivants sont accordées aux ressortissants des Parties Contractantes à condition qu'ils aient résidé en Suisse pendant dix années immédiatement avant la demande de prestations, s'il s'agit de rentes de vieillesse, ou a condition que le défunt y ait résidé pendant cinq années immédiatement avant la demande de prestations s'il s'agit de rentes de survivants ou de rentes de vieillesse venant à s'y substituer.

La durée de résidence dont il s'agit est considérée comme ininterrompue, lorsque le séjour hors du territoire suisse n'excède pas trois mois au cours d'une année civile. Les périodes de résidence en Suisse, pendant lesquelles la personne intéressée a été exemptée de l'assujetissement à l'assurance-invalidité, vieillesse et survivants suisse, ne sont pas prises en compte dans la durée de résidence requise.

3. Lorsque des ressortissants des Parties Contractantes ont acquis un droit aux prestations de l'assurance-invalidité vieillesse et survivants suisse, il sera fait application des dispositions du paragraphe 5 de l'article 29 de la présente Convention pour le calcul du montant des rentes dues par l'assurance suisse.

4. En ce qui concerne le droit à la rente ordinaire d'invalidité, les ressortissants des Parties Contractantes sont considérés comme assurés au sens des dispositions légales suisses si, au moment de la survenance de l'invalidité, ils sont affiliés à l'assurance-pensions de l'une des Parties Contractantes ou peuvent faire valoir des droits à prestations d'invalidité au titre de la législation de l'une des Parties Contractantes.

5. *a*. Les ressortissants des Parties Contractantes peuvent prétendre au bénéfice des mesures de réadaptation, conformément à la législation fédérale sur l'assurance-invalidité, aussi longtemps qu'ils conservent leur domicile en Suisse, pour autant qu'ils aient versé des cotisations à l'assurance suisse au moins pendant une année entière précédant immédiatement le moment où ils doivent bénéficier de ces mesures.

b. Les épouses et les veuves qui n'exercent pas d'activité lucrative, ainsi que les enfants mineurs des ressortissants des Parties Contractantes, peuvent prétendre au bénéfice des mesures de réadaptation, conformément à la législation fédérale sur l'assurance-invalidité, aussi longtemps qu'ils conservent leur domicile en Suisse, pour autant qu'ils y aient résidé d'une manière ininterrompue au moins pendant une année précédant immédiatement le moment où ils doivent bénéficier de ces mesures. Toutefois, la durée de résidence est considérée comme ininterrompue lorsque le séjour hors du territoire suisse n'excède pas deux mois au cours d'une année civile.

c. Les enfants mineurs des ressortissants des Parties Contractantes peuvent prétendre au bénéfice des mesures de réadaptation, conformément à la législation fédérale sur l'assurance-invalidité, lorsqu'ils ont leur domicile en Suisse et y sont nés invalides ou lorsqu'ils ont résidé en Suisse d'une manière ininterrompue depuis leur naissance.

ACCORD COMPLÉMENTAIRE

POUR L'APPLICATION DE LA CONVENTION EUROPÉENNE

DE SÉCURITÉ SOCIALE

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la Convention européenne de Sécurité sociale et du présent Accord complémentaire,

Considérant qu'aux termes du paragraphe 1 de l'article 80 de la Convention européenne de Sécurité sociale, l'application de celle-ci est réglée par les dispositions d'un Accord complémentaire,

Sont convenus de ce qui suit :

TITRE I

Dispositions générales

ARTICLE 1

Aux fins de l'application du présent Accord complémentaire :

(*a*) le terme "Convention" désigne la Convention européenne de Sécurité sociale;

(*b*) le terme "Accord" désigne l'Accord complémentaire pour l'application de la Convention ;

(*c*) le terme "Comité" désigne le Comité d'experts en matière de Sécurité sociale du Conseil de l'Europe ou tout autre Comité que le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe peut charger d'accomplir les tâches visées à l'article 2 de l'Accord;

(*d*) le terme "travailleur saisonnier" désigne un travailleur qui se rend sur le territoire d'une Partie Contractante autre que celui où il réside, afin d'y effectuer, pour le compte d'une entreprise ou d'un employeur de cette Partie, un travail à caractère saisonnier dont la durée ne doit pas excéder huit mois, et qui séjourne sur le territoire de ladite Partie pendant la durée de son travail; par travail à caractère saisonnier il convient d'entendre un travail qui dépend du rythme des saisons et se répète automatiquement chaque année; la justification de la qualité de saisonnier est établie par la production du contrat de travail visé par les services de l'emploi de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle le travailleur saisonnier vient exercer son activité ou d'un document visé par ces services et attestant que l'intéressé dispose d'un emploi saisonnier sur ce territoire;

(*e*) les termes définis à l'article 1 de la Convention ont la signification qui leur est attribuée audit article.

ARTICLE 2

1. Les modèles des certificats, attestations, déclarations, demandes et autres documents nécessaires à l'application de la Convention et de l'Accord sont établis

par le Comité. Si deux ou plusieurs Parties Contractantes conviennent d'utiliser d'autres modèles de ces documents, elles en informent le Comité.

2. Le Comité peut réunir, à la demande des autorités compétentes de toute Partie Contractante, des informations sur les dispositions des législations auxquelles s'applique la Convention.

3. Le Comité peut préparer des guides destinés à faire connaître aux intéressés leurs droits, ainsi que les formalités administratives qui leur incombent pour les faire valoir.

ARTICLE 3

1. Les autorités compétentes des Parties Contractantes peuvent désigner des organismes de liaison habilités à communiquer directement entre eux, ainsi qu'avec les institutions de toute Partie Contractante, à condition d'y être autorisés par l'autorité compétente de cette Partie.

2. Toute institution d'une Partie Contractante, ainsi que toute personne résidant ou séjournant sur le territoire d'une Partie Contractante, peut s'adresser à l'institution d'une autre Partie Contractante, soit directement, soit par l'intermédiaire des organismes de liaison.

ARTICLE 4

1. L'Annexe 1 mentionne l'autorité compétente ou les autorités compétentes de chaque Partie Contractante.

2. L'Annexe 2 mentionne les institutions compétentes de chaque Partie Contractante.

3. L'Annexe 3 mentionne les institutions du lieu de résidence et les institutions du lieu de séjour de chaque Partie Contractante.

4. L'Annexe 4 mentionne les organismes de liaison désignés par les autorités compétentes des Parties Contractantes en vertu du paragraphe 1 de l'article 3 de l'Accord.

5. L'Annexe 5 mentionne les dispositions visées à l'alinéa (*b*) de l'article 6 et au paragraphe 2 de l'article 46 de l'Accord.

6. L'Annexe 6 mentionne le nom et le siège des banques visées au paragraphe 1 de l'article 48 de l'Accord.

7. L'Annexe 7 mentionne les institutions désignées par les autorités compétentes des Parties Contractantes en vertu des dispositions du paragraphe 1 de l'article 7, du paragraphe 1 de l'article 12, des paragraphes 2 et 3 de l'article 14, de l'article 34, du paragraphe 1 de l'article 57, du paragraphe 1 de l'article 63, du paragraphe 2 de l'article 72, du paragraphe 2 de l'article 73, de l'article 76, de l'article 77, du paragraphe 2 de l'article 78, du paragraphe 1 de l'article 83, de l'article 84 et du paragraphe 2 de l'article 87 de l'Accord.

ARTICLE 5

Deux ou plusieurs Parties Contractantes peuvent fixer d'un commun accord, pour ce qui les concerne, des modalités d'application différentes de celles qui sont prévues par l'Accord.

ARTICLE 6

L'Accord se substitue :

(*a*) aux accords relatifs à l'application des conventions de sécurité sociale auxquelles se substitue la Convention;

(*b*) aux dispositions relatives à l'application des dispositions de conventions de sécurité sociale visées au paragraphe 3 de l'article 6 de la Convention, à moins que ces dispositions ne soient mentionnées à l'Annexe 5.

TITRE II

APPLICATION DU TITRE I DE LA CONVENTION

(Dispositions générales)

Application de l'article 10 de la Convention

ARTICLE 7

1. Si, compte tenu des dispositions de l'article 10 de la Convention, l'intéressé satisfait aux conditions requises pour l'admission à l'assurance facultative continuée en cas d'invalidité, de vieillesse ou de décès (pensions) dans plusieurs régimes, au titre de la législation d'une Partie Contractante, et s'il n'a pas été assujetti à l'assurance obligatoire dans l'un de ces régimes au titre de son dernier emploi, il ne peut bénéficier de ces dispositions que pour l'admission à l'assurance facultative continuée dans le régime qui aurait été compétent s'il avait occupé, sous la législation de cette Partie, l'emploi assujetti à l'assurance-pension qu'il a occupé en dernier lieu sous la législation d'une autre Partie Contractante. Au cas où ledit emploi n'aurait pas entraîné l'assujettissement à l'assurance obligatoire en vertu de la législation de la première Partie ou s'il n'est pas possible de déterminer la nature de cet emploi, l'autorité compétente de cette Partie ou l'institution désignée par elle détermine le régime dans lequel l'assurance facultative peut être continuée.

2. Pour bénéficier des dispositions de l'article 10 de la Convention, l'intéressé présente à l'institution de la Partie Contractante en cause un certificat relatif aux périodes d'assurance accomplies sous la législation de toute autre Partie Contractante, ainsi que, le cas échéant, aux périodes de résidence accomplies après l'âge de seize ans sous la législation à caractère non contributif de toute autre Partie Contractante. Ce certificat est délivré, à la demande de l'intéressé ou de ladite institution, par l'institution ou les institutions auprès desquelles il a accompli les périodes dont il s'agit.

Application de l'article 13 de la Convention

ARTICLE 8

Lorsque le bénéficiaire d'une prestation due au titre de la législation d'une Partie Contractante a également droit à prestations au titre de la législation de l'une ou de plusieurs des autres Parties Contractantes, les règles suivantes sont applicables :

(*a*) au cas où l'application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 13 de la Convention entraînerait la réduction, la suspension ou la suppression concomitante de ces prestations, chacune d'elles ne peut être réduite, suspendue ni supprimée pour un montant supérieur au montant obtenu en divisant le montant sur lequel porte la réduction, la suspension ou la suppression en vertu de la législation au titre de laquelle cette prestation est due par le nombre de prestations sujettes à réduction, à suspension ou à suppression auxquelles le bénéficiaire a droit;

(*b*) toutefois, s'il s'agit de prestations d'invalidité, de vieillesse ou dé décès (pensions) liquidées conformément aux dispositions de l'article 29 de la Convention par l'institution d'une Partie Contractante, cette institution tient compte des prestations, revenus ou rémunérations de nature à entraîner la réduction, la suspension ou la suppression de la prestation due par elle, non pour le calcul du montant théorique visé aux paragraphes 2 et 3 de l'article 29 de la Convention, mais exclusivement pour la réduction, la suspension ou la suppression du montant visé au paragraphe 4 ou au paragraphe 5 dudit article 29; toutefois, ces prestations, revenus ou rémunérations ne sont comptés que pour une fraction de leur montant, déterminée au prorata de la durée des périodes accomplies, conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 29 de la Convention;

(*c*) pour l'application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 13 de la Convention, les institutions compétentes en cause se communiquent, sur demande, tous renseignements appropriés;

(*d*) pour l'application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 13 de la Convention, le cours officiel de change à prendre en considération est le cours valable le premier jour du mois au cours duquel s'effectue la dernière opération de liquidation ou, le cas échéant, le cours valable lors du nouveau calcul de la pension ou de la rente.

ARTICLE 9

Si une personne ou un membre de sa famille peut prétendre au bénéfice des prestations de maternité au titre des législations de deux ou plusieurs Parties Contractantes, ces prestations sont accordées exclusivement au titre de la législation de celle de ces Parties sur le territoire de laquelle a eu lieu l'accouchement ou, si l'accouchement n'a pas eu lieu sur le territoire de l'une de ces Parties, exclusivement au titre de la législation à laquelle cette personne a été soumise en dernier lieu.

ARTICLE 10

1. En cas de décès survenu sur le territoire d'une Partie Contractante, seul est maintenu le droit à l'allocation au décès acquis au titre de la législation de cette Partie, à l'exclusion des droits acquis au titre de la législation de toute autre Partie Contractante.

2. En cas de décès survenu sur le territoire d'une Partie Contractante, alors que le droit à l'allocation au décès est acquis exclusivement au titre des législations de deux ou plusieurs autres Parties Contractantes, ou en cas de décès survenu hors du territoire de toute Partie Contractante, alors que ce droit est acquis au titre des législations de deux ou plusieurs Parties Contractantes, seul est maintenu le droit acquis au titre de la législation de la Partie Contractante à laquelle une personne ouvrant droit à l'allocation au décès a été soumise en dernier lieu, à l'exclusion des droits acquis au titre de la législation de toute autre Partie Contractante.

ARTICLE 11

Si, au cours de la même période, deux ou plusieurs personnes ont droit à des allocations familiales au titre des législations de deux ou plusieurs Parties Contractantes pour les mêmes membres de famille, la Partie Contractante à la législation de laquelle est soumis le soutien principal de famille est considérée comme seul Etat compétent. Toutefois, au cas où des allocations familiales sont dues en vertu de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle résident ou sont élevés les enfants, en raison de l'exercice d'un emploi ou d'une activité professionnelle, cette Partie est considérée comme seul Etat compétent.

TITRE III

APPLICATION DU TITRE II DE LA CONVENTION

(Dispositions relatives à la législation applicable)

Application des paragraphes 1 et 2 de l'article 15 de la Convention

ARTICLE 12

1. Dans les cas visés à l'alinéa (*a*) (i) du paragraphe 1 et à l'alinéa (*a*) du paragraphe 2 de l'article 15 de la Convention, l'institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante dont la législation demeure applicable remet au travailleur salarié, à la demande de celui-ci ou de son employeur, si les conditions requises sont remplies, un certificat de détachement attestant qu'il demeure soumis à cette législation.

2. L'accord prévu à l'alinéa (*a*) (ii) du paragraphe 1 de l'article 15 de la Convention doit être demandé par l'employeur. L'assentiment du travailleur intéressé est requis si la législation de la Partie Contractante visée au paragraphe précédent le prévoit.

ARTICLE 13

Lorsque, en vertu de l'alinéa (*b*) ou de l'alinéa (*c*) du paragraphe 1 de l'article 15 de la Convention, la législation d'une Partie Contractante est applicable à un travailleur salarié dont l'employeur ne se trouve pas sur le territoire de ladite Partie, cette législation est appliquée comme si ce travailleur était occupé au lieu où il réside sur ledit territoire, notamment en vue de déterminer l'institution compétente.

Application de l'article 17 de la Convention

ARTICLE 14

1. Les dispositions du paragraphe 1 de l'article 17 de la Convention demeurent applicables jusqu'à la date de l'option prévue au paragraphe 2 dudit article 17.

2. Le travailleur salarié qui exerce son droit d'option en informe l'institution compétente de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle il est occupé, ainsi que l'institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante pour la législation de laquelle il a opté, en avisant en même temps son employeur. Cette institution en informe, en tant que de besoin, toute autre institution de cette dernière Partie, conformément aux directives émises par l'autorité compétente de cette Partie.

3. L'institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante pour la législation de laquelle le travailleur salarié a opté lui remet un certificat attestant qu'il est soumis à la législation de cette Partie, pendant qu'il est occupé dans la mission diplomatique ou le poste consulaire dont il s'agit, ou pendant qu'il est au service privé d'agents de cette mission ou de ce poste.

4. Si le travailleur salarié a opté pour l'application de la législation de la Partie Contractante, Etat accréditant ou Etat d'envoi, les dispositions de cette législation sont appliquées comme si le travailleur salarié était occupé au lieu où le gouvernement de ladite Partie a son siège.

TITRE IV

Totalisation des périodes d'assurance et de résidence

Application des articles 10, 19, 28, 49 et 51 de la Convention

ARTICLE 15

1. Dans les cas visés à l'article 10, à l'article 19, aux paragraphes 1 à 4 de l'article 28, à l'article 49 et aux paragraphes 1 à 3 de l'article 51 de la Convention, sans préjudice, le cas échéant, des dispositions du paragraphe 4 de l'article 28 ou du paragraphe 3 de l'article 51 de la Convention, la totalisation des périodes d'assurance et de résidence s'effectue conformément aux règles suivantes :

(*a*) aux périodes d'assurance ou de résidence accomplies sous la législation d'une Partie Contractante s'ajoutent les périodes d'assurance accomplies sous la

législation de toute autre Partie Contractante, ainsi que, le cas échéant, les périodes de résidence accomplies après l'âge de seize ans sous la législation à caractère non contributif de toute autre Partie Contractante, dans la mesure où il est nécessaire d'y faire appel pour compléter les périodes d'assurance ou de résidence accomplies sous la législation de la première Partie, en vue de l'admission, du maintien ou du recouvrement du droit aux prestations, à condition que ces périodes ne se superposent pas; s'il s'agit de prestations d'invalidité, de vieillesse ou de décès (pensions) à liquider par les institutions de deux ou plusieurs Parties Contractantes conformément aux dispositions de l'article 29 de la Convention, chacune des institutions en cause procède séparément à cette totalisation, en tenant compte de l'ensemble des périodes d'assurance ou de résidence accomplies par l'intéressé sous les législations de toutes les Parties Contractantes auxquelles il a été soumis;

(*b*) lorsqu'une période d'assurance accomplie au titre d'une assurance obligatoire sous la législation d'une Partie Contractante coïncide avec une période d'assurance accomplie au titre d'une assurance volontaire ou facultative continuée sous la législation d'une autre Partie Contractante, seule la première est prise en compte, sans préjudice des dispositions de la seconde phrase du paragraphe 2 de l'article 16 de la Convention;

(*c*) lorsqu'une période d'assurance effective accomplie sous la législation d'une Partie Contractante coïncide avec une période assimilée à une période d'assurance effective en vertu de la législation d'une autre Partie Contractante, seule la première est prise en compte;

(*d*) toute période assimilée à une période d'assurance effective en vertu des législations de deux ou plusieurs Parties Contractantes n'est prise en compte que par l'institution de celle de ces Parties à la législation de laquelle l'intéressé a été soumis à titre obligatoire en dernier lieu avant ladite période; au cas où l'assuré n'aurait pas été soumis à titre obligatoire à la législation de l'une de ces Parties avant ladite période, celle-ci est prise en compte par l'institution de celle desdites Parties à la législation de laquelle il a été soumis à titre obligatoire pour la première fois après ladite période;

(*e*) au cas où l'époque à laquelle certaines périodes d'assurance ont été accomplies sous la législation d'une Partie Contractante ne peut être déterminée de façon précise, il est présumé que ces périodes ne se superposent pas à des périodes accomplies sous la législation d'une autre Partie Contractante et il en est tenu compte, dans la mesure où elles peuvent utilement être prises en considération;

(*f*) au cas où, selon la législation d'une Partie Contractante, certaines périodes d'assurance ne sont prises en compte que si elles ont été accomplies dans un délai déterminé, l'institution qui applique cette législation ne tient compte de périodes accomplies sous la législation d'une autre Partie Contractante que si elles ont été accomplies dans le même délai.

2. Les périodes d'assurance accomplies sous un régime d'une Partie Contractante auquel ne s'applique pas la Convention, mais qui sont prises en compte par un régime de la même Partie auquel la Convention est applicable, sont considérées comme des périodes d'assurance à prendre en compte aux fins de la totalisation.

3. Lorsque les périodes d'assurance accomplies sous la législation d'une Partie Contractante sont exprimées dans des unités différentes de celles qui sont utilisées par la législation d'une autre Partie Contractante, la conversion nécessaire aux fins de la totalisation s'effectue selon les règles suivantes :

(*a*) si l'intéressé a été soumis au régime de la semaine de six jours :

(i) un jour est équivalent à huit heures et inversement;

(ii) six jours sont équivalents à une semaine et inversement;

(iii) vingt-six jours sont équivalents à un mois et inversement;

(iv) trois mois ou treize semaines ou soixante-dix-huit jours sont équivalents à un trimestre et inversement;

(v) pour la conversion des semaines en mois et inversement, les semaines et les mois sont convertis en jours;

(vi) l'application des règles précédentes ne peut avoir pour effet de retenir, pour l'ensemble des périodes accomplies au cours d'une année civile, un total supérieur à trois cent douze jours ou cinquante-deux semaines ou douze mois ou quatre trimestres;

(*b*) si l'intéressé a été soumis au régime de la semaine de cinq jours :

(i) un jour est équivalent à neuf heures et inversement;

(ii) cinq jours sont équivalents à une semaine et inversement;

(iii) vingt-deux jours sont équivalents à un mois et inversement;

(iv) trois mois ou treize semaines ou soixante-six jours sont équivalents à un trimestre et inversement;

(v) pour la conversion des semaines en mois et inversement, les semaines et les mois sont convertis en jours;

(vi) l'application des règles précédentes ne peut avoir pour effet de retenir, pour l'ensemble des périodes accomplies au cours d'une année civile, un total supérieur à deux cent soixante-quatre jours ou cinquante-deux semaines ou douze mois ou quatre trimestres.

4. Lorsque, en vertu de l'alinéa (*b*) du paragraphe 1 du présent article, des périodes d'assurance accomplies au titre d'une assurance volontaire ou facultative continuée sous la législation d'une Partie Contractante, en matière d'invalidité, de vieillesse ou de décès (pensions), ne sont pas prises en compte aux fins de la totalisation, les cotisations afférentes à ces périodes sont considérées comme destinées à améliorer les prestations dues au titre de ladite législation. Si cette législation prévoit une assurance complémentaire, lesdites cotisations sont prises en compte pour le calcul des prestations dues au titre d'une telle assurance.

TITRE V

APPLICATION DU TITRE III DE LA CONVENTION

(Dispositions particulières aux différentes catégories de prestations)

Chapitre 1 : Maladie et maternité

Application de l'article 19 de la Convention

ARTICLE 16

1. Pour bénéficier des dispositions de l'article 19 de la Convention, l'intéressé présente à l'institution compétente un certificat mentionnant les périodes d'assurance accomplies sous la législation de la Partie Contractante à laquelle il a été soumis antérieurement en dernier lieu et fournit tous renseignements complémentaires requis par la législation que cette institution applique.

2. Le certificat visé au paragraphe précédent est délivré, à la demande de l'intéressé, par l'institution compétente en matière de maladie de la Partie Contractante à la législation de laquelle il a été soumis antérieurement en dernier lieu. Si l'intéressé ne présente pas ledit certificat, l'institution compétente s'adresse à cette institution pour l'obtenir.

3. S'il est nécessaire de tenir compte de périodes d'assurance accomplies antérieurement sous la législation de toute autre Partie Contractante pour satisfaire aux conditions requises par la législation de l'Etat compétent les dispositions des paragraphes précédents du présent article sont applicables par analogie.

Application de l'article 20 de la Convention

ARTICLE 17

1. Pour bénéficier des prestations en nature en vertu de l'article 20 de la Convention, l'intéressé s'inscrit, ainsi que les membres de sa famille, auprès de l'institution du lieu de résidence, en présentant un certificat par lequel il est attesté qu'il a droit à ces prestations, pour lui-même et pour les membres de sa famille. Ce certificat est délivré par l'institution compétente, au vu des renseignements fournis, le cas échéant, par l'employeur. Si l'intéressé ou les membres de sa famille ne présentent pas ledit certificat, l'institution du lieu de résidence s'adresse à l'institution compétente pour l'obtenir.

2. Le certificat visé au paragraphe précédent demeure valable aussi longtemps que l'institution du lieu de résidence n'a pas reçu notification de son annulation.

3. Si l'intéressé a la qualité de travailleur saisonnier, le certificat visé au paragraphe 1 du présent article est valable pendant toute la durée prévue du travail saisonnier, à moins que l'institution compétente ne notifie entretemps son annulation à l'institution du lieu de résidence.

4. L'institution du lieu de résidence avise l'institution compétente de toute

inscription à laquelle elle a procédé conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article.

5. Lors de toute demande de prestations en nature, le requérant présente les pièces justificatives normalement requises pour l'octroi des prestations en nature en vertu de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle il réside.

6. En cas d'hospitalisation, l'institution du lieu de résidence notifie à l'institution compétente, aussitôt qu'elle en a connaissance, la date d'entrée à l'établissement hospitalier, la durée probable de l'hospitalisation et la date de sortie.

7. L'intéressé ou les membres de sa famille sont tenus d'informer l'institution du lieu de résidence de tout changement dans leur situation susceptible de modifier le droit aux prestations en nature, notamment tout abandon ou changement d'emploi ou d'activité professionnelle de l'intéressé ou tout transfert de la résidence ou du séjour de celui-ci ou d'un membre de sa famille. L'institution compétente informe également l'institution du lieu de résidence de la cessation de l'affiliation ou de la fin des droits à prestations de l'intéressé. L'institution du lieu de résidence peut demander en tout temps à l'institution compétente de lui fournir tous renseignements relatifs à l'affiliation ou aux droits à prestations de l'intéressé.

ARTICLE 18

S'il s'agit de travailleurs frontaliers ou de membres de leur famille, les médicaments, les bandages, les lunettes, le petit appareillage, les analyses et examens de laboratoire ne peuvent être délivrés ou effectués que sur le territoire de la Partie Contractante où ils ont été prescrits, selon les dispositions de la législation de cette Partie.

ARTICLE 19

1. Pour bénéficier des prestations en espèces en vertu de l'alinéa (*b*) du paragraphe 1 de l'article 20 de la Convention, l'intéressé s'adresse à l'institution du lieu de résidence, dans un délai de trois jours à compter du début de l'incapacité de travail, en présentant un avis d'arrêt de travail ou, si la législation appliquée par l'institution compétente ou par l'institution du lieu de résidence le prévoit, un certificat d'incapacité de travail délivré par le médecin traitant. Il est en outre tenu de produire tous autres documents requis en vertu de la législation de l'Etat compétent, selon la nature des prestations demandées.

2. Lorsque les médecins traitants du pays de résidence ne délivrent pas de certificats d'incapacité de travail, l'intéressé s'adresse directement à l'institution du lieu de résidence, dans le délai fixé par la législation qu'elle applique. Cette institution fait procéder immédiatement à la constatation médicale de l'incapacité de travail et à l'établissement du certificat visé au paragraphe précédent.

3. L'institution du lieu de résidence transmet sans délai à l'institution compétente les documents visés aux paragraphes précédents du présent article, en précisant la durée probable de l'incapacité de travail.

4. Dès que possible, l'institution du lieu de résidence procède au contrôle médical et administratif de l'intéressé et en communique sans délai les résultats à l'institution compétente qui conserve la faculté de faire procéder à l'examen de l'intéressé, par un médecin de son choix, à sa propre charge Si cette dernière institution décide de refuser les prestations, parce que les règles de contrôle n'ont pas été observées par l'intéressé, elle lui notifie cette décision et en adresse simultanément copie à l'institution du lieu de résidence.

5. La fin de l'incapacité de travail est notifiée sans délai à l'intéressé par l'institution du lieu de résidence qui en avise aussitôt l'institution compétente Lorsque cette dernière institution décide elle-même que l'intéressé est redevenu apte au travail, elle lui notifie cette décision et en adresse simultanément copie à l'institution du lieu de résidence.

6. Si, dans le même cas, deux dates différentes sont fixées respectivement par l'institution du lieu de résidence et par l'institution compétente pour la fin de l'incapacité de travail, la date fixée par l'institution compétente est retenue.

7. Lorsque l'intéressé reprend le travail, il en avise l'institution compétente, s'il est ainsi prévu par la législation que cette institution applique.

8. L'institution compétente sert les prestations en espèces par tous moyens appropriés, notamment par mandat-poste international, et en avise l'institution du lieu de résidence. Si ces prestations sont servies par l'institution du lieu de résidence pour le compte de l'institution compétente, l'institution compétente informe l'intéressé de ses droits selon les modalités prescrites par la législation qu'elle applique et lui indique en même temps l'institution chargée de servir lesdites prestations. Elle fait simultanément connaître à l'institution du lieu de résidence le montant des prestations, les dates auxquelles elles doivent être servies et la durée maximale de leur octroi, telle qu'elle est prévue par la législation de l'Etat compétent. La conversion du montant des prestations à servir par cette dernière institution est effectuée au cours officiel de change valable le premier jour du mois au cours duquel ces prestations sont servies.

Application de l'article 21 de lc Convention

ARTICLE 20

1. Pour bénéficier des prestations en nature, pour lui-même ou pour les membres de famille qui l'accompagnent lors de son détachement, le travailleur visé à l'alinéa (*a*) (i) du paragraphe 1 ou à l'alinéa (*a*) du paragraphe 2 de l'article 15 de la Convention présente à l'institution du lieu de séjour le certificat prévu au paragraphe 1 de l'article 12 de l'Accord. Lorsque ledit travailleur a présenté ce certificat, il est présumé remplir les conditions d'ouverture du droit aux prestations en nature.

2. Pour bénéficier des prestations en nature, pour lui-même ou pour les membres de famille qui l'accompagnent, le travailleur visé à l'alinéa (*b*) du paragraphe 1 de l'article 15 de la Convention, qui se trouve dans l'exercice de son emploi sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, présente dans les meilleurs délais à l'institution du lieu de séjour une attestation délivrée par l'employeur ou son préposé au cours des deux mois civils précédents. Cette attestation

indique notamment la date depuis laquelle l'intéressé travaille pour le compte dudit employeur, ainsi que le nom et le siège de l'institution compétente; toutefois si, en vertu de la législation de l'Etat compétent, l'employeur n'est pas censé connaître l'institution compétente, ledit travailleur indique par écrit le nom et le siège de cette institution, lors de la présentation de la demande à l'institution du lieu de séjour. Lorsqu'il a produit cette attestation, il est présumé remplir les conditions d'ouverture du droit aux prestations en nature. S'il n'est pas en mesure de s'adresser à l'institution du lieu de séjour avant le traitement médical, il bénéficie néanmoins de ce traitement sur présentation de ladite attestation, comme s'il était assuré auprès de cette institution.

3. L'institution du lieu de séjour s'adresse sans délai à l'institution compétente pour savoir si le travailleur visé au paragraphe 1 ou au paragraphe 2 du présent article, selon le cas, ou les membres de famille intéressés satisfont aux conditions d'ouverture du droit aux prestations en nature. Elle est tenue de servir ces prestations jusqu'à reception de la réponse de l'institution compétente et au plus pendant un délai de trente jours.

4. L'institution compétente adresse sa réponse à l'institution du lieu de séjour dans un délai de dix jours suivant la réception de la demande de cette institution. Si cette réponse est affirmative, l'institution compétente indique, le cas échéant, la durée maximale d'octroi des prestations en nature, telle qu'elle est prévue par la législation qu'elle applique, et l'institution du lieu de séjour continue de servir lesdites prestations.

5. En remplacement du certificat ou de l'attestation visés respectivement aux paragraphes 1 et 2 du présent article, le travailleur peut présenter à l'institution du lieu de séjour le certificat visé au paragraphe 1 de l'article 21 de l'Accord. En ce cas, les dispositions des paragraphes précédents du présent article ne sont pas applicables.

6. Les dispositions du paragraphe 6 de l'article 17 de l'Accord sont applicables par analogie.

ARTICLE 21

1. Pour bénéficier des prestations en nature en vertu de l'alinéa (*a*) (i) du paragraphe 1 de l'article 21 de la Convention, sauf les cas où est invoquée la présomption établie aux paragraphes 1 et 2 de l'article 20 de l'Accord, l'intéressé présente à l'institution du lieu de séjour un certificat attestant qu'il a droit à ces prestations. Ce certificat, délivré par l'institution compétente à la demande de l'intéressé, avant qu'il ne quitte le territoire de la Partie Contractante où il réside, indique notamment, le cas échéant, la durée maximale d'octroi des prestations en nature, telle qu'elle est prévue par la législation de l'Etat compétent. Si l'intéressé ne présente pas ledit certificat, l'institution du lieu de séjour s'adresse à l'institution compétente pour l'obtenir.

2. Les dispositions du paragraphe 6 de l'article 17 de l'Accord sont applicables par analogie.

ARTICLE 22

1. Pour bénéficier des prestations en nature en vertu de l'alinéa (*b*) (i) du paragraphe 1 de l'article 21 de la Convention, l'intéressé présente à l'institution du lieu de résidence un certificat attestant qu'il est autorisé à conserver le bénéfice de ces prestations. Ce certificat, délivré par l'institution compétente à la demande de l'intéressé, avant son départ, indique notamment, le cas échéant, la durée maximale pendant laquelle lesdites prestations peuvent encore être servies, selon les dispositions de la législation de l'Etat compétent. Le certificat peut être délivré après le départ de l'intéressé, à la demande de ce dernier, lorsqu'il n'a pu être établi antérieurement pour des raisons de force majeure.

2. Les dispositions du paragraphe 6 de l'article 17 de l'Accord sont applicables par analogie.

3. Les dispositions des paragraphes précédents du présent article sont applicables par analogie, dans le cas visé à l'alinéa (*c*) (i) du paragraphe 1 de l'article 21 de la Convention.

ARTICLE 23

Les dispositions de l'article 21 ou de l'article 22 de l'Accord, selon le cas, sont applicables par analogie pour l'octroi des prestations en nature aux membres de famille visés au paragraphe 3 de l'article 21 de la Convention.

ARTICLE 24

1. Pour bénéficier des prestations en espèces en vertu de l'alinéa (*a*) (ii) du paragraphe 1 de l'article 21 de la Convention, l'intéressé s'adresse à l'institution du lieu de séjour, dans un délai de trois jours à compter du début de l'incapacité de travail, en présentant, si la législation appliquée par l'institution compétente ou par l'institution du lieu de séjour le prévoit, un certificat d'incapacité de travail délivré par le médecin traitant. Il indique en outre son adresse dans le pays où il séjourne, ainsi que le nom et l'adresse de l'institution compétente.

2. Lorsque les médecins traitants du pays de séjour ne délivrent pas de certificats d'incapacité de travail, les dispositions du paragraphe 2 de l'article 19 de l'Accord sont applicables par analogie.

3. L'institution du lieu de séjour transmet sans délai à l'institution compétente les documents visés aux paragraphes précédents du présent article, en précisant notamment la durée probable de l'incapacité de travail.

4. S'il s'agit de personnes autres que des travailleurs visés à l'alinéa (*a*) (i) du paragraphe 1 et à l'alinéa (*c*) du paragraphe 2 de l'article 15 de la Convention et s'il est médicalement constaté que leur état de santé ne les empêche pas de rentrer sur le territoire de la Partie Contractante où elles résident, l'institution du lieu de séjour le leur notifie immédiatement et adresse une copie de cette notification à l'institution compétente.

5. En outre, les dispositions des paragraphes 4 à 8 de l'article 19 de l'Accord sont applicables par analogie.

Application du paragraphe 4 de l'article 22 de la Convention

ARTICLE 25

1. Pour bénéficier des dispositions du paragraphe 4 de l'article 22 de la Convention, l'intéressé présentè à l'institution compétente un certificat relatif aux membres de sa famille qui résident sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent. Ce certificat est délivré par l'institution du lieu de résidence de ces membres de famillé.

2. Le certificat visé au paragraphe précédent est valable pendant un délai de douze mois suivant la date de sa délivrance. Il peut être renouvelé; dans ce cas, la durée de sa validité court à partir de la date de son renouvellement. L'intéressé est tenu de notifier immédiatement à l'institution compétente toute modification à apporter à ce certificat. Une telle modification prend effet du jour où le fait qui la justifie est survenu.

3. Au lieu du certificat visé au paragraphe 1 du présent article, l'institution compétente peut requérir de l'intéressé la production de documents récents d'état-civil relatifs aux membres de sa famille qui résident sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, si de tels documents sont normalement délivrés par les autorités de cette Partie.

Application de l'article 23 de la Convention

ARTICLE 26

Les dispositions de l'article 17 de l'Accord sont applicables par analogie pour l'octroi des prestations en nature aux chômeurs et aux membres de leur famille qui résident sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent.

Application de l'article 24 de la Convention

ARTICLE 27

1. Pour bénéficier des prestations en nature sur le territoire de la Partie Contractante où il réside, en vertu du paragraphe 2 de l'article 24 de la Convention, le titulaire de pension ou de rente s'inscrit, ainsi que les membres de sa famille, auprès de l'institution du lieu de résidence, en présentant un certificat attestant qu'il a droit aux prestations en nature, pour lui-même et pour les membres de sa famille, en vertu de la législation ou de l'une des législations au titre desquelles une pension ou une rente est due.

2. Le certificat visé au paragraphe précédent est délivré, à la demande du titulaire, par l'institution ou par l'une des institutions débitrices de pension ou de rente ou, le cas échéant, par l'institution habilitée à décider du droit aux prestations en nature, dès que le titulaire satisfait aux conditions d'ouverture du droit à ces prestations. Si le titulaire ne présente pas ce certificat, l'institution du lieu de résidence s'adresse, pour l'obtenir, à l'institution ou aux institutions débitrices de pension ou de rente, ou le cas échéant, à toute autre institution habilitée à délivrer

ledit certificat. En attendant la réception de ce certificat, l'institution du lieu de résidence peut procéder à une inscription provisoire du titulaire et des membres de sa famille, au vu des pièces justificatives admises par elle. Cette inscription n'est opposable à l'institution à laquelle incombe la charge des prestations en nature que lorsque cette dernière institution a délivré ledit certificat.

3. L'institution du lieu de résidence avise l'institution qui a délivré le certificat visé au paragraphe 1 du présent article de toute inscription à laquelle elle a procédé conformément aux dispositions de ce même paragraphe.

4. Lors de toute demande de prestations en nature, l'institution du lieu de résidence peut exiger du titulaire la preuve qu'il a toujours droit à une pension ou rente, au moyen du récépissé ou du talon du mandat correspondant au dernier arrérage servi.

5. Le titulaire ou les membres de sa famille sont tenus d'informer l'institution du lieu de résidence de tout changement dans leur situation susceptible de modifier le droit aux prestations en nature, notamment toute suspension ou suppression de la pension ou de la rente et tout transfert de leur résidence. Les institutions en cause informent également l'institution du lieu de résidence du titulaire de tout changement dont elles ont connaissance.

ARTICLE 28

1. Pour bénéficier des prestations en nature sur le territoire de la Partie Contractante où ils résident, en vertu du paragraphe 4 de l'article 24 de la Convention, les membres de famille d'un titulaire de pension ou de rente s'inscrivent auprès de l'institution du lieu de leur résidence, en présentant les pièces justificatives normalement requises, en vertu de la législation que cette institution applique, pour l'octroi de telles prestations aux membres de la famille d'un titulaire de pension ou de rente, ainsi qu'un certificat analogue à celui qui est visé au paragraphe 1 de l'article 27 de l'Accord. Ladite institution avise l'institution du lieu de résidence du titulaire de toute inscription à laquelle elle a procédé conformément aux dispositions du présent paragraphe.

2. Lors de toute demande de prestations en nature, les membres de famille présentent à l'institution du lieu de leur résidence un certificat attestant que le titulaire a droit aux prestations en nature pour lui-même et pour les membres de sa famille; ce certificat, délivré par l'institution du lieu de résidence du titulaire, demeure valable aussi longtemps que l'institution du lieu de résidence des membres de famille n'a pas reçu notification de son annulation.

3. L'institution du lieu de résidence du titulaire informe l'institution du lieu de résidence des membres de famille de la suspension ou suppression de la pension ou de la rente et de tout transfert de la résidence du titulaire. L'institution du lieu de résidence des membres de famille peut demander en tout temps à l'institution du lieu de résidence du titulaire de lui fournir tous renseignements relatifs aux droits à prestations de ce dernier.

4. Les membres de famille sont tenus d'informer l'institution du lieu de leur résidence de tout changement dans leur situation susceptible de modifier le droit aux prestations en nature, notamment tout transfert de leur résidence.

ARTICLE 29

1. Pour bénéficier des prestations en nature en vertu du paragraphe 6 de l'article 24 de la Convention, le titulaire de pension ou de rente présente à l'institution du lieu de séjour un certificat attestant qu'il a droit à ces prestations. Ce certificat, délivré par l'institution du lieu de résidence du titulaire, avant qu'il ne quitte le territoire de la Partie Contractante où il réside, indique notamment, le cas échéant, la durée maximale d'octroi des prestations en nature, telle qu'elle est prévue par la législation de cette Partie. Si le titulaire ne présente pas ledit certificat, l'institution du lieu de séjour s'adresse à l'institution du lieu de résidence pour l'obtenir.

2. Les dispositions du paragraphe 6 de l'article 17 de l'Accord sont applicables par analogie. Dans ce cas, l'institution du lieu de résidence du titulaire est considérée comme l'institution compétente.

3. Les dispositions des paragraphes précédents du présent article sont applicables par analogie pour l'octroi des prestations en nature aux membres de famille visés au paragraphe 6 de l'article 24 de la Convention.

4. Si les formalités prévues aux paragraphes précédents du présent article n'ont pu être accomplies pendant le séjour de l'intéressé sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, les dispositions de l'article 30 de l'Accord sont applicables par analogie.

Application des articles 21 et 24 de la Convention

ARTICLE 30

Si les formalités prévues aux paragraphes 1, 2 et 5 de l'article 20 et aux articles 21 et 22 de l'Accord n'ont pu être accomplies pendant le séjour de l'intéressé sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, les frais exposés sont remboursés, à la demande de l'intéressé, par l'institution compétente aux tarifs de remboursement appliqués par l'institution du lieu de séjour. L'institution du lieu de séjour fournit à l'institution compétente qui le demande les indications nécessaires sur ces tarifs.

Application du paragraphe 3 de l'article 25 de la Convention

ARTICLE 31

Pour l'application des dispositions du paragraphe 3 de l'article 25 de la Convention, l'institution d'une Partie Contractante appelée à servir des prestations s'adresse, s'il y a lieu, à l'institution d'une autre Partie Contractante, afin d'obtenir les renseignements relatifs à la durée pendant laquelle cette dernière institution a déjà servi des prestations, pour le même cas de maladie ou de maternité.

Chapitre 2 : Invalidité, vieillesse et décès (pensions)

Application des articles 27 à 37 de la Convention

Présentation et instruction des demandes de prestations

ARTICLE 32

1. Pour bénéficier des prestations en vertu des articles 28 à 34 de la Convention, le requérant adresse une demande à l'institution du lieu de résidence, selon les modalités prévues par la législation qu'applique cette institution. Si le requérant ou le défunt n'a pas été soumis à cette législation, l'institution du lieu de résidence transmet la demande à l'institution de la Partie Contractante à la législation de laquelle le requérant ou le défunt a été soumis en dernier lieu, en indiquant la date à laquelle la demande a été présentée. Cette date est considérée comme la date de présentation de la demande auprès de cette dernière institution.

2. Lorsque le requérant réside sur le territoire d'une Partie Contractante à la législation de laquelle lui-même ou le défunt n'a pas été soumis, il peut adresser sa demande à l'institution de la Partie Contractante à la législation de laquelle lui-même ou le défunt a été soumis en dernier lieu.

ARTICLE 33

La présentation des demandes visées à l'article 32 de l'Accord est soumise aux règles suivantes :

(*a*) la demande doit être accompagnée des pièces justificatives requises et établie sur les formules prévues

(i) soit par la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle réside le requérant, dans le cas visé au paragraphe 1 de l'article 32,

(ii) soit par la législation de la Partie Contractante à laquelle le requérant ou le défunt a été soumis en dernier lieu, dans le cas visé au paragraphe 2 de l'article 32;

(*b*) l'exactitude des renseignements donnés par le requérant doit être établie par des pièces officielles annexées à la formule de demande, ou confirmée par les organes compétents de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle il réside;

(*c*) le requérant doit indiquer, dans la mesure du possible, soit l'institution ou les institutions d'assurance-invalidité, - vieillesse ou décès (pensions) de toute Partie Contractante à la législation de laquelle lui-même ou le défunt a été soumis, soit l'employeur ou les employeurs par lesquels lui-même ou le défunt a été occupé sur le territoire de toute Partie Contractante, en produisant les certificats de travail qui peuvent être en sa possession.

ARTICLE 34

Pour bénéficier des dispositions du paragraphe 3 de l'article 30 de la Convention, le requérant présente un certificat relatif aux membres de sa famille qui

résident sur le territoire d'une Partie Contractante autre que celui où se trouve l'institution chargée de liquider des prestations. Ce certificat est délivré, soit par l'institution du lieu de résidence de ces membres de famille, compétente en matière de maladie, soit par une autre institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle ces membres de famille résident. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 25 de l'Accord sont applicables par analogie.

ARTICLE 35

Pour déterminer le degré d'invalidité, l'institution d'une Partie Contractante prend en considération tous renseignements d'ordre médical et administratif recueillis par l'institution de toute autre Partie Contractante. Toutefois, chaque institution conserve la faculté de faire procéder à l'examen du requérant par un médecin de son choix, à sa propre charge.

ARTICLE 36

1. Les demandes de prestations sont instruites par l'institution en cause à laquelle elles ont été adressées ou transmises, selon le cas, conformément aux dispositions de l'article 32 de l'Accord. Cette institution est désignée par le terme "institution d'instruction".

2. L'institution d'instruction notifie immédiatement les demandes de prestations à toutes les institutions en cause, afin que ces demandes puissent être instruites simultanément et sans délai par celles-ci.

ARTICLE 37

1. Pour l'instruction des demandes de prestations, l'institution d'instruction utilise une formule comportant notamment le relevé et la récapitulation des périodes d'assurance ou de résidence accomplies par l'intéressé lui-même ou le défunt sous les législations de toutes les Parties Contractantes en cause.

2. La transmission de cette formule à l'institution de toute autre Partie Contractante tient lieu de transmission des pièces justificatives.

ARTICLE 38

1. L'institution d'instruction porte, sur la formule visée au paragraphe 1 de l'article 37 de l'Accord, les périodes d'assurance ou de résidence accomplies sous la législation qu'elle applique et communique un exemplaire de cette formule à l'institution d'assurance-invalidité,-vieillesse ou décès (pensions) de toute Partie Contractante à la législation de laquelle l'intéressé ou le défunt a été soumis, en joignant, le cas échéant, les certificats de travail produits par le requérant.

2. S'il n'y a qu'une autre institution en cause, cette institution complète la formule qui lui a été communiquée, conformément aux dispositions du paragraphe précédent; par l'indication des périodes d'assurance ou de résidence accomplies sous la législation qu'elle applique. Cette institution détermine ensuite les droits qui s'ouvrent au titre de cette législation, compte tenu des dispositions de l'article 28 de la Convention, et mentionne sur cette formule le montant théorique et le montant effectif de la prestation qu'elle a calculés conformément aux dispositions des paragraphes 2, 3, 4 ou 5 de l'article 29 de la Convention, ainsi que, le cas échéant, le montant de la prestation à laquelle le requérant pourrait prétendre, sans application des articles 28 à 33 de la Convention, pour les seules périodes accomplies sous la législation qu'elle applique. L'indication des voies et délais de recours est ajoutée sur ladite formule, qui est retournée à l'institution d'instruction.

3. S'il y a deux ou plusieurs autres institutions en cause, chacune de ces institutions complète la formule qui lui a été communiquée, conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, par l'indication des périodes d'assurance ou de résidence accomplies sous la législation qu'elle applique et la retourne à l'institution d'instruction. Cette institution communique la formule ainsi complétée à toutes les institutions en cause; chacune de ces institutions détermine les droits qui s'ouvrent au titre de la législation qu'elle applique, compte tenu des dispositions de l'article 28 de la Convention, et mentionne sur cette formule le montant théorique et le montant effectif de la prestation qu'elle a calculés conformément aux dispositions des paragraphes 2, 3, 4 ou 5 de l'article 29 de la Convention, ainsi que, le cas échéant, le montant de la prestation à laquelle le requérant pourrait prétendre, sans application des dispositions des articles 28 à 33 de la Convention, pour les seules périodes accomplies sous la législation qu'elle applique. L'indication des voies et délais de recours est ajoutée sur ladite formule, qui est retournée à l'institution d'instruction.

4. Lorsque l'institution d'instruction est en possession de l'ensemble des renseignements visés au paragraphe 2 ou au paragraphe 3 du présent article, cette institution détermine à son tour les droits qui s'ouvrent au titre de la législation qu'elle applique, compte tenu des dispositions de l'article 28 de la Convention, et calcule le montant théorique et le montant effectif de la prestation qu'elle doit, conformément aux dispositions des paragraphes 2, 3, 4 ou 5 de l'article 29 de la Convention, ainsi que, le cas échéant, le montant de la prestation à laquelle le requérant pourrait prétendre sans application des dispositions des articles 28 à 33 de la Convention, pour les seules périodes accomplies sous la législation qu'elle applique.

5. Dès que l'institution d'instruction, au reçu des renseignements visés aux paragraphes 2 ou 3 du présent article, constate qu'il y a lieu d'appliquer les dispositions des paragraphes 2 ou 3 de l'article 31, des paragraphes 2, 4 ou 5 de l'article 32 ou du paragraphe 1 de l'article 34 de la Convention, elle en avise les autres institutions en cause.

ARTICLE 39

1. Si l'institution d'instruction constate que le requérant a droit à prestations au titre de la législation qu'elle applique, sans qu'il soit besoin de faire appel aux

périodes d'assurance ou de résidence accomplies sous les législations des autres Parties Contractantes auxquelles l'intéressé ou le défunt a été soumis, elle lui sert immédiatement ces prestations à titre provisionnel.

2. Toute institution habilitée, conformément aux dispositions du paragraphe 5 de l'article 29 de la Convention, à procéder au calcul direct des prestations ou éléments de prestations qu'elle doit au bénéficiaire, lui sert immédiatement ces prestations. S'il s'agit d'une institution autre que l'institution d'instruction, qui sert lesdites prestations directement au bénéficiaire, elle en avise aussitôt l'institution d'instruction et réserve le montant des rappels éventuels d'arrérages, en vue de l'application du paragraphe 7 du présent article, au profit de toute institution qui aurait versé des sommes en trop.

3. Au cas où l'institution d'instruction sert des prestations en vertu du paragraphe 1 du présent article, elle réduit, le cas échéant, le montant de ces prestations du montant des prestations servies par toute autre institution en vertu du paragraphe précédent, dès qu'elle en a connaissance.

4. Si, au cours de l'instruction de la demande, l'une des institutions en cause, autre que l'institution d'instruction, constate que le requérant a droit à prestations au titre de la législation qu'elle applique, sans qu'il soit besoin de faire appel aux périodes d'assurance ou de résidence accomplies sous les législations des autres Parties Contractantes auxquelles l'intéressé ou le défunt a été soumis, elle en avise aussitôt l'institution d'instruction, qui sert immédiatement le montant de ces prestations au bénéficiaire, à titre provisionnel, pour le compte de la première institution, sans préjudice, le cas échéant, des dispositions des paragraphes 2 et 3 du présent article.

5. Au cas où l'institution d'instruction devrait servir des prestations en vertu du paragraphe 1 et du paragraphe 4 du présent article, elle ne sert que le montant de la prestation la plus élevée, sans préjudice, le cas échéant, des dispositions des paragraphes 2 et 3 du présent article.

6. Au cas où l'institution d'instruction ne sert pas de prestations en vertu des paragraphes 1, 2 ou 4 du présent article et dans les cas pouvant donner lieu à retard, elle verse à l'intéressé une avance récupérable, dont le montant est déterminé conformément aux dispositions des paragraphes 1 à 4 de l'article 29 de la Convention.

7. Lors du règlement définitif de la demande de prestations, l'institution d'instruction et les autres institutions intéressées procèdent à la régularisation des comptes correspondant aux prestations servies à titre provisionnel et aux avances consenties conformément aux dispositions des paragraphes 1, 3, 4, 5 et 6 du présent article. Les sommes versées en trop à ce titre par lesdites institutions peuvent être retenues sur le montant des arrérages qu'elles doivent servir à l'intéressé.

ARTICLE 40

1. Dans le cas visé au paragraphe 2 de l'article 34 de la Convention, l'institution d'instruction calcule et notifie à toutes les institutions en cause le montant définitif du complément que chacune de ces institutions doit accorder.

2. Pour l'application des dispositions de l'article 34 de la Convention, la conversion des montants libellés en différentes monnaies nationales est effectuée au cours officiel de change valable le premier jour du mois au cours duquel est intervenue la dernière opération de liquidation de la prestation.

ARTICLE 41

Pour l'application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 33 de la Convention, les dispositions des articles 38 et 40 de l'Accord sont applicables par analogie.

ARTICLE 42

1. Chacune des institutions en cause communique au requerant la décision qu'elle a prise sur sa demande de prestations, aussitôt que cette décision peut être considérée comme définitive, après consultation avec l'institution d'instruction, et en avise simultanément cette dernière institution Toute décision doit mentionner le caractère partiel de la liquidation intervenue et comporter l'indication des voies et délais de recours prévus par la législation considérée.

2. Après règlement définitif de la demande de prestations, l'institution d'instruction récapitule et transmet au requérant l'ensemble des décisions prises par les institutions en cause

ARTICLE 43

En vue d'accélérer la liquidation des prestations, les règles suivantes sont applicables :

(*a*) lorsqu une personne, antérieurement soumise à la législation de l'une ou de plusieurs des Parties Contractantes, est soumise à la législation d'une autre Partie Contractante, l'institution compétente de cette dernière Partie s'adresse à l'organisme de liaison de l'autre ou des autres Parties Contractantes, pour obtenir toutes informations relatives notamment aux institutions auprès desquelles l'intéressé a été affilié et, le cas échéant, aux numéros d'immatriculation qui lui ont été attribués;

(*b*) les institutions en cause procèdent, dans la mesure du possible, à la requête de l'intéressé ou de l'institution à laquelle il est affilié, à la reconstitution de sa carrière, à partir de la date précédant d'une année la date à laquelle il atteindra l'âge d'admission à pension de vieillesse.

Contrôle administratif et médical

ARTICLE 44

Lorsqu'un bénéficiaire de :

(a) prestations d'invalidité,

(b) prestations de vieillesse accordées en cas d'inaptitude au travail,

(c) prestations de vieillesse accordées aux chômeurs âgés,

(d) prestations de vieillesse accordées en cas de cessation de l'activité professionnelle,

(e) prestations de survivants accordées en cas d'invalidité ou d'inaptitude au travail,

(f) prestations accordées à la condition que les ressources du bénéficiaire n'excèdent pas une limite prescrite,

séjourne ou réside sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, le contrôle administratif et médical est effectué, à la demande de l'institution compétente, par l'institution du lieu de séjour ou de résidence, selon les modalités prévues par la législation que cette dernière institution applique. Toutefois, l'institution compétente conserve la faculté de faire procéder à l'examen du bénéficiaire par un médecin de son choix, à sa propre charge.

2. Si à la suite du contrôle visé au paragraphe précédent, il est constaté que le bénéficiaire est occupé ou qu'il dispose de ressources excédant la limite prescrite, l'institution du lieu de séjour ou de résidence est tenue d'adresser un rapport à l'institution compétente qui a demandé le contrôle. Ce rapport fait état des informations requises par l'institution compétente, selon le cas, et indique notamment la nature de l'emploi occupé, le montant des gains ou ressources dont l'intéressé a disposé au cours du dernier trimestre écoulé, la rémunération normale perçue dans la même région par un travailleur de la catégorie professionnelle à laquelle appartenait l'intéressé dans la profession qu'il exerçait, avant de devenir invalide, au cours d'une période de référence à déterminer par l'institution compétente, ainsi que, le cas échéant, l'avis d'un médecin expert sur l'état de santé de l'intéressé.

ARTICLE 45

Lorsque, après suspension des prestations dont il bénéficiait, l'intéressé recouvre son droit à prestations, alors qu'il réside sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, les institutions en cause échangent tous renseignements utiles en vue de reprendre le service desdites prestations.

Paiement des prestations

ARTICLE 46

1. Si l'institution débitrice d'une Partie Contractante ne sert pas directement les prestations dues aux bénéficiaires qui résident sur le territoire d'une autre Partie Contractante, le paiement de ces prestations est effectué à la demande de l'institution débitrice, par l'organisme de liaison de cette dernière Partie ou par l'institution du lieu de résidence, selon les modalités prévues aux articles 47 à 51 de l'Accord; si l'institution débitrice sert directement les prestations à ces bénéficiaires, elle en notifie le paiement à l'institution du lieu de résidence.

2. Les dispositions d'accords antérieurs, relatives au paiement des prestations et applicables au jour précédant l'entrée en vigueur de l'Accord, demeurent applicables, pour autant qu'elles soient mentionnées à l'Annexe 5.

ARTICLE 47

L'institution débitrice de prestations adresse, en double exemplaire, à l'organisme de liaison de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle réside le bénéficiaire ou à l'institution du lieu de résidence, désignés par le terme "organisme payeur", un bordereau des arrérages qui doit parvenir à cet organisme au plus tard vingt jours avant la date d'échéance des prestations.

ARTICLE 48

1. Dix jours avant la date d'échéance des prestations, l'institution débitrice verse, dans la monnaie de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle elle se trouve, la somme nécessaire au paiement des arrérages mentionnés sur le bordereau prévu à l'article 47 de l'Accord. Le versement est effectué auprès de la banque nationale ou d'une autre banque de cette Partie, au compte ouvert au nom de la banque nationale ou d'une autre banque de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle se trouve l'organisme payeur, à l'ordre de cet organisme. Ce versement est libératoire. L'institution débitrice adresse simultanément à l'organisme payeur un avis de versement.

2. La banque au compte de laquelle le versement a été effectué crédite l'organisme payeur de la contrevaleur du versement dans la monnaie de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle se trouve cet organisme.

3. Le nom et le siège des banques visées au paragraphe 1 du présent article sont mentionnés à l'Annexe 6

ARTICLE 49

1. Les arrérages mentionnés sur le bordereau prévu à l'article 47 de l'Accord sont payés au bénéficiaire par l'organisme payeur, pour le compte de l'institution

débitrice. Ces paiements sont effectués selon les modalités prévues par la législation qu'applique l'organisme payeur.

2. La somme revenant au bénéficiaire est convertie dans la monnaie de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle il réside, au cours auquel la somme versée conformément aux dispositions de l'article 48 de l'Accord a été créditée à l'organisme payeur.

3. Dès que l'organisme payeur ou tout autre organisme désigné par lui a connaissance d'une circonstance justifiant la suspension ou la suppression des prestations, il cesse tout paiement. Il en est de même lorsque le bénéficiaire transfère sa résidence sur le territoire d'une Partie Contractante autre que celui où se trouve l'organisme payeur.

4. L'organisme payeur avise l'institution débitrice de tout motif de non-paiement et lui indique, le cas échéant, la date de tout événement qui le justifie.

ARTICLE 50

1. Les paiements visés au paragraphe 1 de l'article 49 de l'Accord font l'objet d'un apurement à la fin de toute période de paiement, afin d'arrêter les montants effectivement versés aux bénéficiaires ou à leurs représentants légaux ou mandataires, ainsi que les montants non versés.

2. Le montant total, arrêté en chiffres et en lettres dans la monnaie de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle se trouve l'institution débitrice, est certifié conforme aux paiements effectués par l'organisme payeur et revêtu de la signature du représentant de cet organisme.

3. L'organisme payeur se porte garant de la régularité des paiements constatés.

4. La différence entre les sommes versées par l'institution débitrice, exprimées dans la monnaie de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle elle se trouve, et la valeur, exprimée dans la même monnaie, des paiements justifiés par l'organisme payeur est imputée sur les sommes à verser ultérieurement au même titre par l'institution débitrice.

ARTICLE 51

Les frais afférents au paiement des prestations, notamment les frais postaux et bancaires, peuvent être récupérés sur les bénéficiaires par l'organisme payeur, dans les conditions prevues par la législation que cet organisme applique.

ARTICLE 52

Lorsque le bénéficiaire de prestations dues au titre de la législation de l'une ou de plusieurs des Parties Contractantes transfère sa résidence du territoire d'une Partie Contractante sur celui d'une autre Partie Contractante, il est tenu de le notifier à l'institution ou aux institutions débitrices de ces prestations et, le cas échéant, à l'organisme payeur.

Chapitre 3 : Accidents du travail et maladies professionnelles

Dispositions générales

Application de l'article 38 de la Convention

ARTICLE 53

1. Pour bénéficier des prestations en nature en vertu de l'alinéa (*a*) du paragraphe 1 de l'article 38 de la Convention, le travailleur présente à l'institution du lieu de résidence un certificat attestant qu'il a droit à ces prestations. Ce certificat est délivré par l'institution compétente, au vu des renseignements fournis par l'employeur, le cas échéant. En outre, si la législation de l'Etat compétent le prévoit, le travailleur présente à l'institution du lieu de résidence un avis de réception de la déclaration d'accident du travail ou de maladie professionnelle. S'il ne présente pas ces documents, l'institution du lieu de résidence s'adresse à l'institution compétente pour les obtenir et, en attendant, elle lui sert les prestations en nature de maladie, pour autant qu'il ait droit à de telles prestations.

2. Le certificat visé au paragraphe précédent demeure valable aussi longtemps que l'institution du lieu de résidence n'a pas reçu notification de son annulation.

3. Si le travailleur a la qualité de saisonnier, le certificat visé au paragraphe 1 du présent article est valable pendant toute la durée prévue du travail saisonnier, à moins que l'institution compétente ne notifie entretemps son annulation à l'institution du lieu de résidence.

4. Lors de toute demande de prestations en nature, le travailleur présente les pièces justificatives normalement requises pour l'octroi des prestations en nature, en vertu de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle il réside.

5. En cas d'hospitalisation, l'institution du lieu de résidence notifie à l'institution compétente, aussitôt qu'elle en a connaissance, la date d'entrée à l'établissement hospitalier, la durée probable de l'hospitalisation et la date de sortie.

6. Le travailleur est tenu d'informer l'institution du lieu de résidence de tout changement dans sa situation susceptible de modifier le droit aux prestations en nature, notamment tout abandon ou changement d'emploi ou d'activité professionnelle ou tout transfert de résidence ou de séjour. L'institution compétente informe également l'institution du lieu de résidence de la fin des droits à prestations du travailleur. L'institution du lieu de résidence peut demander en tout temps à l'institution compétente de lui fournir tous renseignements relatifs aux droits à prestations du travailleur.

7. S'il s'agit de travailleurs frontaliers, les médicaments, les bandages, les lunettes, le petit appareillage, les analyses et examens de laboratoire ne peuvent être délivrés ou effectués que sur le territoire de la Partie Contractante où ils ont été prescrits, selon les dispositions de la législation de cette Partie..

ARTICLE 54

1. Pour bénéficier des prestations en espèces, autres que les rentes, en vertu de l'alinéa (*b*) du paragraphe 1 de l'article 38 de la Convention, le travailleur s'adresse à l'institution du lieu de résidence, dans un délai de trois jours à compter du début de l'incapacité de travail, en présentant un avis d'arrêt de travail ou, si la législation appliquée par l'institution compétente ou par l'institution du lieu de résidence le prévoit, un certificat d'incapacité de travail délivré par le médecin traitant. Il est en outre tenu de produire tous autres documents requis en vertu de la législation de l'Etat compétent, selon la nature des prestations demandées.

2. Lorsque les médecins traitants du pays de résidence ne délivrent pas de certificats d'incapacité de travail, le travailleur s'adresse directement à l'institution du lieu de résidence, dans le délai fixé par la législation qu'elle applique. Cette institution fait procéder immédiatement à la constatation médicale de l'incapacité de travail et à l'établissement du certificat visé au paragraphe précédent.

3. L'institution du lieu de résidence transmet sans délai à l'institution compétente les documents visés aux paragraphes précédents du présent article, en précisant la durée probable de l'incapacité de travail.

4. Dès que possible, l'institution du lieu de résidence procède au contrôle médical administratif du travailleur, comme s'il s'agissait de son propre assuré, et en communique sans délai les résultats à l'institution compétente qui conserve la faculté de faire procéder à l'examen de l'intéressé par un médecin de son choix, à sa propre charge. Si cette dernière institution décide de refuser les prestations parce que les règles de contrôle n'ont pas été observées par le travailleur, elle lui notifie cette décision et en adresse simultanément copie à l'institution du lieu de résidence.

5. La fin de l'incapacité de travail est notifiée sans délai au travailleur par l'institution du lieu de résidence, qui en avise aussitôt l'institution compétente. Lorsque cette dernière institution décide elle-même que le travailleur est redevenu apte au travail, elle lui notifie cette décision et en adresse simultanément copie à l'institution du lieu de résidence.

6. Si, dans le même cas, deux dates différentes sont fixées respectivement par l'institution du lieu de résidence et par l'institution compétente pour la fin de l'incapacité de travail, la date fixée par l'institution compétente est retenue.

7. Lorsque le travailleur reprend le travail, il en avise l'institution compétente, s'il en est ainsi prévu par la législation que cette institution applique.

8. L'institution compétente sert les prestations en espèces par tous moyens appropriés, notamment par mandat-poste international, et en avise l'institution du lieu de résidence. Si ces prestations sont servies par l'institution du lieu de résidence pour le compte de l'institution compétente, l'institution compétente informe le travailleur de ses droits, selon les modalités prescrites par la législation qu'elle applique, et lui indique en même temps l'institution chargée de servir lesdites prestations. Elle fait simultanément connaître à l'institution du lieu de résidence le montant des prestations, les dates auxquelles elles doivent être servies et la durée maximale de leur octroi, telle qu'elle est prévue par la législation de l'Etat compétent.

La conversion du montant des prestations à servir par cette dernière institution est effectuée au cours officiel de change valable le premier jour du mois au cours duquel ces prestations sont servies.

Application de l'article 40 de la Convention

ARTICLE 55

1. Pour bénéficier des prestations en nature, le travailleur visé à l'alinéa (*a*) (i) du paragraphe 1 ou à l'alinéa (*a*) du paragraphe 2 de l'article 15 de la Convention présente à l'institution du lieu de séjour le certificat prévu au paragraphe 1 de l'article 12 de l'Accord. Lorsque ledit travailleur a présenté ce certificat, il est présumé remplir les conditions d'ouverture du droit aux prestations en nature.

2. Pour bénéficier des prestations en nature, le travailleur visé à l'alinéa (*b*) (i) du paragraphe 1 de l'article 15 de la Convention, qui se trouve dans l'exercice de son emploi sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, présente, dans les meilleurs délais, à l'institution du lieu de séjour, une attestation délivrée par l'employeur ou son préposé au cours des deux mois civils précédents. Cette attestation indique notamment la date depuis laquelle l'intéressé travaille pour le compte dudit employeur, ainsi que le nom et le siège de l'institution compétente. Lorsque le travailleur a produit cette attestation, il est présumé remplir les conditions d'ouverture du droit aux prestations en nature. S'il n'est pas en mesure de s'adresser à l'institution du lieu de séjour avant le traitement médical, il bénéficie néanmoins de ce traitement sur présentation de ladite attestation, comme s'il était assuré auprès de cette institution.

3. L'institution du lieu de séjour s'adresse sans délai, à l'institution compétente, pour savoir si le travailleur visé au paragraphe 1 ou au paragraphe 2 du présent article, selon le cas, satisfait aux conditions d'ouverture du droit aux prestations en nature. Elle est tenue de servir ces prestations jusqu'à réception de la réponse de l'institution compétente et au plus pendant un délai de trente jours.

4. L'institution compétente adresse sa réponse à l'institution du lieu de séjour dans un délai de dix jours suivant la réception de la demande de cette institution. Si cette réponse est affirmative, l'institution compétente indique, le cas échéant, la durée maximale d'octroi des prestations en nature, telle qu'elle est prévue par la législation qu'elle applique, et l'institution du lieu de séjour continue de servir lesdites prestations.

5. En remplacement du certificat ou de l'attestation visés respectivement aux paragraphes 1 et 2 du présent article, le travailleur peut présenter à l'institution du lieu de séjour le certificat visé au paragraphe 1 de l'article 56 de l'Accord. En ce cas, les dispositions des paragraphes précédents du présent article ne sont pas applicables.

6. Les dispositions du paragraphe 5 de l'article 53 de l'Accord sont applicables par analogie.

ARTICLE 56

1. Pour bénéficier des prestations en nature en vertu de l'alinéa (*a*) (i) du paragraphe 1 de l'article 40 de la Convention, sauf les cas où est invoquée la présomption établie aux paragraphes 1 et 2 de l'article 55 de l'Accord, le travailleur présente à l'institution du lieu de séjour un certificat attestant qu'il a droit à ces prestations. Ce certificat, délivré par l'institution compétente à la demande du travailleur, avant qu'il ne quitte le territoire de la Partie Contractante où il réside, indique notamment, le cas échéant, la durée maximale d'octroi des prestations en nature, telle qu'elle est prévue par la législation de l'Etat compétent. Si le travailleur ne présente pas ledit certificat, l'institution du lieu de séjour s'adresse à l'institution compétente pour l'obtenir.

2. Les dispositions du paragraphe 5 de l'article 53 de l'Accord sont applicables par analogie.

ARTICLE 57

1. Pour bénéficier des prestations en nature en vertu de l'alinéa (*b*) (*i*) du paragraphe 1 de l'article 40 de la Convention, le travailleur présente à l'institution du lieu de résidence un certificat attestant qu'il est autorisé à conserver le bénéfice de ces prestations. Ce certificat, délivré par l'institution compétente, indique notamment, le cas échéant, la durée maximale pendant laquelle lesdites prestations peuvent encore être servies, selon les dispositions de la législation de l'Etat compétent. L'institution compétente adresse une copie dudit certificat à l'organisme désigné par l'autorité compétente de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'intéressé est retourné ou a transféré sa résidence. Le certificat peut être délivré après le départ du travailleur, à la demande de ce dernier, lorsqu'il n'a pu être établi antérieurement pour des raisons de force majeure.

2. Les dispositions du paragraphe 5 de l'article 53 de l'Accord sont applicables par analogie.

3. Les dispositions des paragraphes précédents du présent article sont applicables par analogie dans le cas visé à l'alinéa (*c*) (i) du paragraphe 1 de l'article 40 de la Convention.

ARTICLE 58

1. Pour bénéficier des prestations en espèces, autres que les rentes, en vertu de l'alinéa (*a*) (ii) du paragraphe 1 de l'article 40 de la Convention, le travailleur s'adresse à l'institution du lieu de séjour dans un délai de trois jours à compter du début de l'incapacité de travail, en présentant, si la législation appliquée par l'institution compétente ou par l'institution du lieu de séjour le prévoit, un certificat d'incapacité de travail délivré par le médecin traitant. Il indique, en outre, son adresse dans le pays où il séjourne, ainsi que le nom et l'adresse de l'institution compétente.

2. Lorsque les médecins traitants du pays de séjour ne délivrent pas de certificats d'incapacité de travail, les dispositions du paragraphe 2 de l'article 54 de l'Accord sont applicables par analogie.

3. L'institution du lieu de séjour transmet, sans délai, à l'institution compétente les documents visés aux paragraphes précédents du présent article, en précisant notamment la durée probable de l'incapacité de travail.

4. S'il s'agit de travailleurs autres que ceux qui sont visés à l'alinéa (*a*) (i) du paragraphe 1 et à l'alinéa (*a*) du paragraphe 2 de l'article 15 de la Convention et s'il est médicalement constaté que leur état de santé ne les empêche pas de rentrer sur le territoire de la Partie Contractante où ils résident, l'institution du lieu de séjour le leur notifie immédiatement et adresse une copie de cette notification à l'institution compétente.

5. En outre, les dispositions des paragraphes 4 à 8 de l'articl• 54 de l'Accord sont applicables par analogie.

Application des articles 38 à 40 de la Convention

ARTICLE 59

1. Lorsque l'accident du travail ou la maladie professionnelle sont survenus sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat competent, la déclaration doit en être effectuée conformément aux dispositions de la législation de l'Etat compétent, sans préjudice, le cas échéant, de toutes dispositions lègales en vigueur sur le territoire de la Partie Contractante où l'accident ou la maladie sont survenus et dont l'application demeure requise en un tel cas. Cette déclaration est adressée à l'institution competente et une copie en est communiquée, le cas échéant, à l'institution du lieu de résidence.

2. L'institution de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'accident du travail ou la maladie professionnelle sont survenus communique à l'institution compétente, en double exemplaire, les certificats médicaux établis sur ce territoire et, à la demande de cette dernière institution, tous renseignements appropriés.

3 Le certificat constatant la guérison de la victime ou la consolidation de son état doit, le cas échéant, décrire de façon précise l'état de la victime et comporter des indications sur les conséquences définitives de l'accident du travail ou de la maladie professionnelle. Les honoraires afférents sont payés par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution du lieu de séjour, selon le cas, au tarif appliqué par cette institution et à la charge de l'institution compétente.

4. L'institution compétente notifie à l'institution du lieu de résidence ou à l'institution du lieu de séjour, selon le cas, la décision fixant la date de guérison ou de consolidation, ainsi que, le cas échéant, la décision relative à l'attribution d'une rente.

ARTICLE 60

1. - Lorsque l'institution en cause conteste que, dans le cas visé au paragraphe 1 de l'article 38 ou au paragraphe 1 de l'article 40 de la Convention, la législation relative aux accidents du travail ou aux maladies professionnelles est applicable, elle en avise aussitôt l'institution du lieu de résidence ou l'institution du lieu de séjour ayant servi les prestations en nature, qui sont alors considérées comme relevant du régime de maladie et continuent d'être versées à ce titre, pour autant que l'intéressé ait droit à de telles prestations.

2. Lorsqu'une décision définitive est intervenue à la suite de cette contestation. l'institution en cause en avise aussitôt l'institution du lieu de résidence ou l'institution du lieu de séjour ayant servi les prestations en nature. S'il ne s'agit pas d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, cette institution continue de servir les prestations en nature de maladie, pour autant que l'intéressé ait droit à de telles prestations. Au contraire, s'il s'agit d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, les prestations dont le travailleur a bénéficié au titre du régime de maladie sont considérées comme prestations d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

Application du paragraphe 4 de l'article 43 de la Convention

ARTICLE 61

1. Pour l'appréciation du degré d'incapacité, dans le cas visé au paragraphe 4 de l'article 43 de la Convention, le travailleur fournit à l'institution compétente de la Partie Contractante à la législation de laquelle il était soumis, lorsque l'accident du travail ou la maladie professionnelle sont survenus, tous renseignements relatifs aux accidents du travail ou aux maladies professionnelles dont il a été victime antérieurement, alors qu'il était soumis à la législation de toute autre Partie Contractante, quel que soit le degré d'incapacité provoquée par ces cas antérieurs d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

2. L'institution compétente peut s'adresser à toute autre institution qui a été compétente antérieurement, pour obtenir les renseignements qu'elle estime nécessaires.

Application du paragraphe 2 de l'article 44 de la Convention

ARTICLE 62

Pour l'application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 44 de la Convention, l'institution d'une Partie Contractante appelée à servir des prestations peut demander dans la mesure nécessaire, à l'institution d'une autre Partie Contractante, de lui communiquer des renseignements relatifs à la durée pendant laquelle cette dernière institution a déjà servi des prestations, pour le même cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

Application du paragraphe 3 de l'article 45 de la Convention

ARTICLE 63

Pour bénéficier des dispositions du paragraphe 3 de l'article 45 de la Convention, le requérant présente à l'institution compétente un certificat relatif aux membres de sa famille qui résident sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent. Ce certificat est délivré, soit par l'institution du lieu de résidence de ces membres de famille, compétente en matière de maladie, soit par une autre institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle ces membres de famille résident. En outre, les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 25 de l'Accord sont applicables par analogie.

Application de l'article 46 de la Convention

ARTICLE 64

1. Dans le cas visé au paragraphe 1 de l'article 46 de la Convention, la déclaration de la maladie professionnelle est adressée, soit à l'institution compétente en matière de maladie professionnelle de la Partie Contractante sous la législation de laquelle la victime a exercé en dernier lieu une activité susceptible de provoquer la maladie considérée, soit à l'institution du lieu de résidence qui transmet la déclaration à la première institution.

2. S'il apparaît à l'institution saisie de la déclaration qu'une activité susceptible de provoquer la maladie professionnelle considérée a été exercée en dernier lieu sous la législation d'une autre Partie Contractante, elle transmet la déclaration et les pièces qui l'accompagnent à l'institution correspondante de cette Partie et en informe simultanément l'intéressé.

3. Lorsque l'institution de la Partie Contractante, sous la législation de laquelle la victime a exercé en dernier lieu une activité susceptible de provoquer la maladie professionnelle considérée, constate que la victime ou ses survivants ne satisfont pas aux conditions de cette législation, compte tenu des dispositions des paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 46 de la Convention, ladite institution :

(*a*) transmet sans délai, à l'institution de la Partie Contractante sous la législation de laquelle la victime a exercé précédemment une activité susceptible de provoquer la maladie considérée, la déclaration et toutes les pièces qui l'accompagnent, y compris les constatations et rapports des expertises médicales auxquelles la première institution a procédé, ainsi qu'une copie de la décision visée à l'alinéa suivant ;

(*b*) notifie simultanément à l'intéressé sa décision, en indiquant notamment les raisons qui motivent le refus des prestations, les voies et délais de recours, ainsi que la date à laquelle le dossier a été transmis à l'institution visée à l'alinéa précédent.

4. Il y a lieu, le cas échéant, de remonter, selon la même procédure, jusqu'à l'institution correspondante de la Partie Contractante sous la législation de laquelle la victime a exercé en premier lieu une activité susceptible de provoquer la maladie professionnelle considérée.

ARTICLE 65

1. En cas d'introduction d'un recours contre une décision de rejet prise par l'institution de l'une des Parties Contractantes, sous la législation desquelles la victime a exercé une activité susceptible de provoquer la maladie professionnelle considérée, cette institution est tenue d'en informer l'institution à laquelle la déclaration a éventuellement été transmise, selon la procédure prévue au paragraphe 3 de l'article 64 de l'Accord, et de l'aviser ultérieurement de la décision définitive intervenue.

2. Si le droit aux prestations est ouvert au titre de la législation qu'applique l'institution à laquelle la déclaration a été transmise, selon la procédure prévue au paragraphe 3 de l'article 64 de l'Accord, compte tenu des dispositions des paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 46 de la Convention, cette institution accorde à l'intéressé des avances dont le montant est déterminé après consultation de l'institution contre la décision de laquelle le recours a été introduit. Si, à la suite du recours, cette dernière institution est tenue de servir les prestations, elle rembourse à l'institution précédente le montant des avances accordées et retient un montant correspondant sur les prestations dues à l'intéressé.

Application de l'article 47 de la Convention

ARTICLE 66

Dans le cas visé à l'article 47 de la Convention, le travailleur est tenu de fournir à l'institution de la Partie Contractante auprès de laquelle il fait valoir des droits à prestations tous renseignements relatifs aux prestations accordées antérieurement pour la maladie professionnelle considérée et aux activités professionnelles qu'il a exercées depuis l'octroi de ces prestations. Cette institution peut s'adresser à toute autre institution qui a été compétente antérieurement pour obtenir les renseignements qu'elle estime nécessaires.

Présentation et instruction des demandes de rentes

ARTICLE 67

1. Lorsqu'un travailleur ou ses survivants résidant sur le territoire d'une Partie Contractante sollicitent le bénéfice d'une rente ou d'une allocation destinée à compléter une rente au titre de la législation d'une autre Partie Contractante, ils adressent leur demande, soit à l'institution compétente, soit à l'institution du lieu de résidence, qui la transmet à l'institution compétente. La présentation de la demande est soumise aux règles suivantes :

(*a*) la demande doit être accompagnée des pièces justificatives requises et établie sur les formules prévues par la législation de l'Etat compétent ;

(*b*) l'exactitude des renseignements donnés par le requérant doit être établie par des pièces officielles annexées à la formule de demande, ou confirmée par les organes compétents de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle il réside.

2. L'institution compétente notifie sa décision au requérant directement ou par l'intermédiaire de l'organisme de liaison de l'Etat compétent; elle adresse copie de cette notification à l'organisme de liaison de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle réside le requérant.

Contrôle administratif et médical

ARTICLE 68

Lorsqu'un titulaire de rente séjourne ou réside sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, le contrôle administratif et médical, ainsi que les examens médicaux nécessaires à la révision des rentes, sont effectués, à la demande de l'institution compétente, par l'institution du lieu de séjour ou de résidence, selon les modalités prévues par la législation que cette dernière institution applique. Toutefois, l'institution compétente conserve la faculté de faire procéder à l'examen du bénéficiaire par un médecin de son choix, à sa propre charge.

Paiement des rentes

ARTICLE 69

Le paiement des rentes dues par l'institution d'une Partie Contractante à des titulaires résidant sur le territoire d'une autre Partie Contractante est effectué conformément aux dispositions prévues aux articles 46 à 51 de l'Accord.

Chapitre 4 : Décès (allocations)

Application des articles 49 et 50 de la Convention

ARTICLE 70

Losqu'une personne résidant sur le territoire d'une Partie Contractante sollicite le bénéfice d'une allocation au décès en vertu de la législation d'une autre Partie Contractante, elle adresse sa demande, soit à l'institution compétente, soit à l'institution du lieu de résidence, avec les pièces justificatives requises par la législation qu'applique l'institution compétente. L'exactitude des renseignements donnés par le requérant doit etre établie par des pièces officielles annexées à la demande ou confirmée par les organes compétents de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle il réside.

ARTICLE 71

1. Pour bénéficier des dispositions de l'article 49 de la Convention, l'intéressé présente à l'institution compétente un certificat mentionnant les périodes d'assurance

ou de résidence accomplies sous la législation de la Partie Contractante à laquelle la personne ouvrant droit à l'allocation au décès a été soumise en dernier lieu.

2. Le certificat visé au paragraphe précédent est délivré, à la demande de l'intéressé, par l'institution compétente en matière de maladie ou de vieillesse, selon le cas, de la Partie Contractante à la législation de laquelle la personne ouvrant droit à l'allocation au décès a été soumise en dernier lieu. Si l'intéressé ne présente pas ledit certificat, l'institution compétente s'adresse à cette dernière institution pour l'obtenir.

3. S'il est nécessaire de tenir compte de périodes d'assurance ou de résidence accomplies antérieurement sous la législation de toute autre Partie Contractante, pour satisfaire aux conditions requises par la législation de l'Etat compétent, les dispositions des paragraphes précédents du présent article sont applicables par analogie.

Chapitre 5 : Chomage

Application de l'article 51 de la Convention

ARTICLE 72

1. Pour bénéficier des dispositions du paragraphe 1 ou du paragraphe 2 de l'article 51 de la Convention, l'intéressé présente à l'institution compétente un certificat mentionnant les périodes d'assurance, d'emploi ou d'activité professionnelle accomplies sous la législation de la Partie Contractante à laquelle il a été soumis antérieurement en dernier lieu et fournit tous renseignements complémentaires requis par la législation que cette institution applique.

2. Le certificat visé au paragraphe précédent est délivré, à la demande de l'intéressé, soit par l'institution compétente en matière de chômage de la Partie Contractante à la législation de laquelle il a été soumis antérieurement en dernier lieu, soit par une autre institution désignée par l'autorité compétente de cette Partie. Si l'intéressé ne présente pas ledit certificat, l'institution compétente s'adresse à l'une de ces institutions pour l'obtenir, à moins que l'institution compétente en matière de maladie ne soit en mesure de lui communiquer copie du certificat prévu au paragraphe 1 de l'article 16 de l'Accord.

3. S'il est nécessaire de tenir compte de périodes d'assurance, d'emploi ou d'activité professionnelle accomplies antérieurement sous la législation de toute autre Partie Contractante, pour satisfaire aux conditions requises par la législation de l'Etat compétent, les dispositions des paragraphes précédents du présent article sont applicables par analogie.

Application de l'article 52 de la Convention

ARTICLE 73

1. Pour bénéficier des dispositions de l'article 52 de la Convention, l'intéressé présente à l'institution du lieu de sa nouvelle résidence un certificat attestant qu'il

satisfait aux conditions requises par la législation de l'Etat compétent pour avoir droit aux prestations, au regard de l'accomplissement des périodes d'assurance, d'emploi, d'activité professionnelle ou de résidence, et fournit tous renseignements complémentaires requis par la législation que cette institution applique.

2. Le certificat visé au paragraphe précédent est délivré par l'institution compétente, à la demande de l'intéressé, avant le transfert de résidence. Cette institution en adresse copie à l'institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'intéressé transfère sa résidence. Si l'intéressé ne présente pas ce certificat ou si l'institution du lieu de la nouvelle résidence n'a pas reçu copie dudit certificat, cette institution s'adresse à l'institution compétente pour l'obtenir.

Application de l'article 53 de la Convention

ARTICLE 74

1. Dans les cas visés à l'alinéa (*a*) (ii) et à l'alinéa (*b*) (ii) du paragraphe 1 de l'article 53 de la Convention, l'institution du lieu de résidence est considérée comme l'institution compétente pour l'application des dispositions de l'article 72 de l'Accord.

2. Dans le cas visé à l'alinéa (*b*) (iii) du paragraphe 1 de l'article 53 de la Convention, les dispositions de l'article 73 de l'Accord sont applicables par analogie.

3. Pour l'application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 53 de la Convention, l'institution du lieu de résidence demande à l'institution compétente tous renseignements relatifs aux droits de l'intéressé à l'égard de cette dernière institution.

Application de l'article 54 de la Convention

ARTICLE 75

Pour l'application des dispositions de l'article 54 de la Convention, l'institution compétente indique, le cas échéant, dans le certificat visé au paragraphe 1 de l'article 73 de l'Accord, la durée pendant laquelle elle a déjà servi des prestations après la dernière constatation du droit aux prestations.

Application de l'article 55 de la Convention

ARTICLE 76

Pour le calcul des prestations incombant à une institution visée au paragraphe 1 de l'article 55 de la Convention, au cas où l'intéressé n'a pas exercé son dernier emploi pendant quatre semaines au moins sur le territoire de la Partie Contractante où se trouve cette institution, il lui présente une attestation indiquant la nature du dernier emploi exercé sur le territoire d'une autre Partie Contractante pendant quatre semaines au moins, ainsi que la branche économique dans laquelle cet emploi a été exercé. Si le travailleur ne présente pas cette attestation, ladite institution s'adresse, pour l'obtenir, soit à l'institution compétente en matière de chômage

de cette dernière Partie, soit à une autre institution désignée par l'autorité compétente de ladite Partie.

ARTICLE 77

Pour bénéficier des dispositions du paragraphe 2 de l'article 55 de la Convention, l'intéressé présente à l'institution compétente un certificat relatif aux membres de sa famille qui résident sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent. Ce certificat est délivré, soit par l'institution du lieu de résidence de ces membres de famille, compétente en matière de maladie, soit par une autre institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle ces membres de famille résident. En outre, les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 25 de l'Accord sont applicables par analogie.

Chapitre 6 : Prestations familiales

Application de l'article 57 de la Convention

ARTICLE 78

1. Pour bénéficier des dispositions de l'article 57 de la Convention, l'intéressé présente à l'institution compétente un certificat mentionnant les périodes d'emploi, d'activité professionnelle ou de résidence accomplies sous la législation de la Partie Contractante à laquelle il a été soumis antérieurement en dernier lieu et fournit tous renseignements complémentaires requis par la législation que cette institution applique.

2. Le certificat visé au paragraphe précédent est délivré, à la demande de l'intéressé, soit par l'institution compétente en matière de prestations familiales de la Partie Contractante à la législation de laquelle il a été soumis antérieurement en dernier lieu, soit par une autre institution désignée par l'autorité compétente de cette Partie. Si l'intéressé ne présente pas ledit certificat, l'institution compétente s'adresse à l'une de ces institutions pour l'obtenir, à moins que l'institution compétente en matière de maladie ne soit en mesure de lui communiquer copie du certificat prévu au paragraphe 1 de l'article 16 de l'Accord.

3. S'il est nécessaire de tenir compte de périodes d'emploi, d'activité professionnelle ou de résidence accomplies antérieurement sous la législation de toute autre Partie Contractante, pour satisfaire aux conditions requises par la législation de l'Etat compétent, les dispositions des paragraphes précédents du présent article sont applicables par analogie.

Application des articles 59 et 60 de la Convention

ARTICLE 79

1. Pour bénéficier des dispositions de l'article 59 de la Convention, l'intéressé adresse une demande à l'institution compétente, le cas échéant, par l'intermédiaire de son employeur.

2. En cas d'application du paragraphe 3 de l'article 59 de la Convention, afin d'effectuer la comparaison prévue au paragraphe 4 dudit article, l'institution compétente obtient les renseignements relatifs au montant des allocations familiales prévues par la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle résident ou sont élevés les enfants, par l'intermédiaire de l'autorité compétente dont elle relève. Cette autorité compétente s'adresse à la fin de chaque trimestre à l'autorité compétente de ladite Partie Contractante pour obtenir ces renseignements, qui doivent etre fondés sur l'état de la législation applicable au quinzième jour du dernier mois du dernier trimestre considéré et qui constituent les bases valables de liquidation des allocations familiales afférentes au trimestre suivant.

3. L'intéressé produit, à l'appui de sa demande, un état de famille délivré par les autorités compétentes en matière d'état civil sur le territoire de la Partie Contractante où résident ou sont élevés les enfants, si de tels documents sont normalement délivrés par ces autorités ou, sinon, par l'institution désignée par l'autorité compétente de cette Partie. Cet état de famille doit être renouvelé une fois par an.

4. En outre, l'intéressé fournit, le cas échéant, à la demande de l'institution compétente, les renseignements permettant d'individualiser la personne à laquelle doivent etre servies les allocations familiales sur le territoire de la Partie Contractante où résident ou sont élevés les enfants.

5. L'intéressé est tenu d'informer l'institution compétente, le cas échéant par l'intermédiaire de son employeur, de tout changement dans la situation de ses enfants susceptible d'affecter le droit aux allocations familiales, notamment de tout transfert de leur résidence et de toute modification du nombre des enfants pour lesquels des allocations familiales sont dues.

6. Les dispositions des paragraphes 1, 3 et 5 du présent article sont applicables dans le cas visé au paragraphe 5 de l'article 59 de la Convention.

ARTICLE 80

1. Si l'intéressé a exercé un emploi ou une activité professionnelle ou s'il a résidé au cours d'un mois ou d'un trimestre civil sur le territoire de deux Parties Contractantes, les allocations familiales auxquelles il peut prétendre, en vertu des législations de chacune de ces Parties, correspondent au nombre des allocations journalières dues en application de la législation considérée. Si l'une ou l'autre de ces législations prévoit, soit l'octroi d'allocations mensuelles, soit l'octroi d'allocations trimestrielles, il est accordé au titre de cette législation soit un vingt-sixième du montant des allocations mensuelles, soit un soixante-dix-huitième du montant des allocations trimestrielles pour chaque journée d'emploi, d'activité professionnelle ou de résidence accomplie sur le territoire de la Partie Contractante considérée et pour chaque journée assimilée par la législation de cette Partie.

2. Si l'institution d'une Partie Contractante a servi des allocations familiales pour un mois ou une partie de mois, alors que la charge en incombait à l'institution d'une autre Partie Contractante, les allocations servies indûment donnent lieu à décompte entre ces institutions.

Application de l'article 61 de la Convention

ARTICLE 81

1. Pour bénéficier des prestations familiales sur le territoire de la Partie Contractante où ils résident, les membres de famille visés au paragraphe 1 de l'article 61 de la Convention s'inscrivent auprès de l'institution du lieu de leur résidence, en présentant les pièces justificatives normalement requises pour l'octroi des prestations familiales, en vertu de la législation que cette institution applique, ainsi qu'un certificat attestant que l'intéressé satisfait aux conditions d'ouverture du droit aux prestations et comportant, à cet effet, les indications suivantes :

(*a*) si la législation de l'Etat compétent ne subordonne l'ouverture du droit aux prestations à aucune condition d'emploi ou d'activité professionnelle, le certificat mentionne uniquement que l'intéressé est soumis à la législation de cet Etat;

(*b*) si la législation de l'Etat compétent subordonne l'ouverture du droit aux prestations à une durée déterminée d'emploi ou d'activité professionnelle, le certificat atteste que cette condition est remplie;

(*c*) si la législation de l'Etat compétent prévoit que le droit aux prestations s'ouvre pour une durée correspondant à la durée des périodes d'emploi ou d'activité professionnelle, le certificat mentionne la durée d'emploi ou d'activité professionnelle accomplie pendant la période considérée.

Ce certificat est délivré par l'institution compétente à la demande de l'intéressé, dès qu'il satisfait aux conditions requises. Si les membres de la famille ne présentent pas ledit certificat, l'institution du lieu de leur résidence s'adresse à l'institution compétente pour l'obtenir.

2. Le certificat visé au paragraphe précédent, dans les cas mentionnés aux alinéas (*a*) et (*b*), demeure valable aussi longtemps que l'institution du lieu de résidence n'a pas reçu notification de son annulation. Toutefois, dans le cas mentionné à l'alinéa (*c*), ce certificat est seulement valable pendant un délai de trois mois suivant la date de sa délivrance et doit être renouvelé d'office tous les trois mois par l'institution compétente.

3. Si l'intéressé a la qualité de travailleur saisonnier, le certificat visé au paragraphe 1 du présent article est valable pendant toute la durée prévue du travail saisonnier, à moins que l'institution compétente ne notifie entre-temps son annulation à l'institution du lieu de résidence.

4. Si la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle résident les membres de famille prévoit l'octroi de prestations mensuelles ou trimestrielles, alors que la législation de l'Etat compétent prévoit que le droit aux prestations s'ouvre pour une durée correspondant à la durée d'emploi ou d'activité professionnelle accomplie, les prestations sont accordées au prorata de cette durée par rapport à la durée prévue par la législation du pays de résidence des membres de famille.

5. Si la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle résident les membres de famille prévoit l'octroi des prestations pour un nombre de

journées correspondant aux journées d'emploi ou d'activité professionnelle accomplies, alors que la législation de l'Etat compétent prévoit que le droit aux prestations s'ouvre pour un mois ou un trimestre entier, les prestations sont accordées pour un mois ou un trimestre.

6. Dans les cas visés aux paragraphes 4 et 5 du présent article, lorsque les périodes d'emploi ou d'activité professionnelle accomplies sous la législation de l'Etat compétent sont exprimées en unités différentes de celles qui servent au calcul des prestations en vertu de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle résident les membres de famille, la conversion s'effectue conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 15 de l'Accord.

7. L'institution compétente informe immédiatement l'institution du lieu de résidence des membres de famille de la date à laquelle l'intéressé cesse d'avoir droit aux prestations ou transfère sa résidence du territoire d'une Partie Contractante sur celui d'une autre Partie Contractante. L'institution du lieu de résidence des membres de famille peut demander en tout temps à l'institution compétente de lui fournir tous renseignements relatifs aux droits à prestations de l'intéressé.

8. Les membres de famille sont tenus d'informer l'institution du lieu de leur résidence de tout changement dans leur situation susceptible de modifier le droit aux prestations, notamment de tout transfert de leur résidence.

ARTICLE 82

Si des membres de famille transfèrent leur résidence du territoire d'une Partie Contractante sur celui d'une autre Partie Contractante au cours d'un mois où d'un trimestre civil, les prestations familiales qui leur sont accordées au titre de la législation de chacune de ces Parties correspondent au nombre de prestations journalières dues en application de la législation considérée. Si l'une ou l'autre de ces législations prévoit soit l'octroi de prestations mensuelles, soit l'octroi de prestations trimestrielles, ces prestations sont accordées au prorata de la durée de résidence des intéressés sur le territoire de la Partie en cause pendant le mois ou le trimestre considéré.

Application de l'article 62 de la Convention

ARTICLE 83

1. Pour bénéficier des prestations familiales sur le territoire de la Partie Contractante où ils résident, les membres de famille visés à l'article 62 de la Convention présentent à l'institution du lieu de leur résidence un certificat attestant que l'intéressé bénéficie de prestations de chomage au titre de la législation d une autre Partie Contractante et qu'il aurait droit aux prestations familiales s'il résidait avec les membres de sa famille sur le territoire de l'Etat compétent. Ce certificat est délivré soit par l'institution compétente en matière de chômage de ce dernier Etat, soit par une autre institution désignée par l'autorité compétente de cet Etat. Si les membres de famille ne présentent pas ledit certificat, l'institution du lieu de leur résidence s'adresse à l'institution compétente pour l'obtenir.

2 Les dispositions des articles 81 et 82 de l'Accord sont applicables par analogie.

TITRE VI

Dispositions diverses

ARTICLE 84

L'institution du lieu de résidence d'un bénéficiaire qui a obtenu indûment des prestations, ou l'institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle ce bénéficiaire réside, prête ses bons offices à l'institution de toute autre Partie Contractante ayant servi ces prestations, en cas de recours exercé par cette dernière institution à l'encontre dudit bénéficiaire.

ARTICLE 85

1. Si, lors de la liquidation ou de la révision de prestations d'invalidité, de vieillesse ou de décès (pensions), en application du Chapitre 2 du Titre III de la Convention, l'institution d'une Partie Contractante a versé à un bénéficiaire de prestations une somme qui excède celle à laquelle il a droit, cette institution peut demander à l'institution de toute autre Partie Contractante, débitrice de prestations correspondantes en faveur de ce bénéficiaire, de retenir le montant payé en trop sur les rappels d'arrérages qu'elle verse audit bénéficiaire. Cette dernière institution transfère le montant ainsi retenu à l'institution créancière. Si la récupération ne peut être effectuée sur les rappels d'arrérages, les dispositions du paragraphe suivant sont applicables.

2. Lorsque l'institution d'une Partie Contractante a versé à un bénéficiaire de prestations une somme qui excède celle à laquelle il a droit, cette institution peut, dans les conditions et limites prévues par la législation qu'elle applique, demander à l'institution de toute autre Partie Contractante, débitrice de prestations en faveur de ce bénéficiaire, de retenir le montant payé en trop sur les sommes qu'elle verse audit bénéficiaire. Cette dernière institution opère la retenue dans les conditions et limites où une telle compensation est autorisée par la législation qu'elle applique, comme s'il s'agissait de sommes servies en trop par elle-même, et transfère le montant ainsi retenu à l'institution créancière.

3. Lorsque l'institution d'une Partie Contractante a versé une avance sur prestations pour une période au cours de laquelle le bénéficiaire avait droit à recevoir des prestations correspondantes au titre de la législation d'une autre Partie Contractante, cette institution peut demander à l'institution de l'autre Partie de retenir le montant de ladite avance sur les sommes qu'elle doit audit bénéficiaire pour la même période. Cette dernière institution opère la retenue et transfère le montant ainsi retenu a l'institution créancière.

ARTICLE 86

Lorsqu'une personne a bénéficié de l'assistance sociale sur le territoire d'une Partie Contractante, pendant une période au cours de laquelle elle avait droit à recevoir des prestations au titre de la législation d'une autre Partie Contractante, l'organisme qui a fourni l'assistance sociale peut, s'il dispose légalement d'un recours sur les prestations dues aux bénéficiaires de l'assistance sociale, demander à l'institution de toute autre Partie Contractante, débitrice de prestations en faveur de cette personne, de retenir le montant des frais d'assistance sociale octroyés au cours de ladite période sur les sommes qu'elle verse à ladite personne. Cette dernière institution opère la retenue et transfère le montant ainsi retenu à l'organisme créancier.

ARTICLE 87

1. Au cas où le droit à prestations n'est pas reconnu par l'institution indiquée comme compétente, les prestations en nature servies par l'institution du lieu de séjour, en vertu de la présomption établie au paragraphe 2 de l'article 20 ou du paragraphe 2 de l'article 55 de l'Accord, sont remboursées par la première institution.

2. Les dépenses encourues par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution du lieu de séjour au titre de prestations en nature servies en vertu des dispositions du paragraphe 1 de l'article 60 de l'Accord, alors que l'intéressé n'a pas droit à prestations, sont remboursées par l'institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante en cause.

3. L'institution qui a remboursé des prestations indues, en vertu des dispositions du paragraphe 1 ou du paragraphe 2 du présent article, conserve sur le bénéficiaire une créance égale au montant des prestations indûment servies.

ARTICLE 88

En cas de contestation entre les institutions ou les autorités compétentes de deux ou plusieurs Parties Contractantes au sujet, soit de la législation applicable en vertu du Titre II de la Convention, soit de la détermination de l'institution appelée à servir des prestations, l'intéressé qui pourrait prétendre à des prestations, à défaut de contestation, bénéficie à titre provisoire des prestations prévues par la législation qu'applique l'institution du lieu de résidence ou, si l'intéressé ne réside pas sur le territoire de l'une des Parties Contractantes en cause, par la législation de la Partie Contractante à laquelle il a été assujetti antérieurement en dernier lieu. Après règlement de la contestation, la charge des prestations servies à titre provisoire incombe à l'institution reconnue compétente pour le service des prestations.

ARTICLE 89

Si l'institution compétente d'une Partie Contractante considère, en vue d'appliquer sa législation ou la Convention, dans des cas déterminés, qu'il y a lieu de

procéder à une enquête sur le territoire d'une autre Partie Contractante, elle peut désigner un enquêteur à cet effet, après accord entre les autorités compétentes des deux Parties en cause. L'autorité compétente de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'enquête est effectuée prête son concours audit enquêteur, en désignant notamment une personne chargée de l'assister pour la consultation des procès-verbaux et de tous autres documents relatifs au cas considéré.

ARTICLE 90

Si la législation d'une Partie Contractante ne considère comme membre de la famille ou du ménage que les personnes vivant sous le toit de l'intéressé, l'institution qui applique cette législation peut requérir la preuve que ces membres de la famille ou du ménage, lorsqu'ils ne satisfont pas à cette condition, sont principalement à la charge de l'intéressé, au moyen de pièces établissant que l'intéressé subvient d'une manière substantielle à leur entretien.

ARTICLE 91

Les accords qui viendront à être conclus en vertu du paragraphe 1 de l'article 26, du paragraphe 3 ou du paragraphe 6 de l'article 32, de l'article 41, du paragraphe 3 de l'article 42, du paragraphe 5 de l'article 46, du paragraphe 1 de l'article 56, du paragraphe 1 de l'article 58, du paragraphe 2 de l'article 67, du paragraphe 3 de l'article 69, du paragraphe 2 ou du paragraphe 3 de l'article 70 de la Convention, ainsi qu'en vertu de l'article 5 de l'Accord, seront communiqués au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, dans un délai de trois mois à dater de leur entrée en vigueur.

ARTICLE 92

1. Les annexes visées à l'article 4 de l'Accord font partie intégrante de celui-ci.

2. Tout amendement aux annexes à l'Accord sera notifié par la Partie Contractante ou les Parties Contractantes intéressées au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. En cas de proposition d'amendement à l'Annexe 5 à l'Accord, la procédure prévue aux paragraphes 2 et 3 de l'article 73 de la Convention est applicable par analogie.

TITRE VII

Dispositions transitoires et finales

ARTICLE 93

L'introduction d'une demande de prestations d'invalidité, de vieillesse ou de survivants, après l'entrée en vigueur de la Convention, auprès de l'institution d'une

Partie Contractante, entraîne la révision d'office, conformément aux dispositions de ladite Convention, des prestations liquidées avant son entrée en vigueur, pour la même éventualité, par l'institution ou par les institutions de l'une ou de plusieurs des autres Parties Contractantes.

ARTICLE 94

1. L'Accord est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe ayant signé la Convention, qui peuvent y devenir Parties par :

(*a*) la signature sans réserve de ratification ou d'acceptation;

(*b*) la signature sous réserve de ratification ou d'acceptation, suivie de ratification ou d'acceptation.

2. Tout Etat qui signe l'Accord sans réserve de ratification ou d'acceptation ou qui le ratifie ou l'accepte doit en même temps ratifier ou accepter la Convention.

3. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

ARTICLE 95

1. L'Accord entrera en vigueur à la même date que la Convention.

2. Pour tout Etat membre qui le signera ultérieurement sans réserve de ratification ou d'acceptation ou qui le ratifiera ou l'acceptera, l'Accord entrera en vigueur trois mois après la date de la signature ou du dépôt de l'instrument de ratification ou d'acceptation.

ARTICLE 96

1. Tout Etat non membre du Conseil de l'Europe qui, sur invitation du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, conformément à l'article 77 de la Convention, adhérera à celle-ci, devra en même temps adhérer à l'Accord.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

ARTICLE 97

1. L'Accord aura la même durée que la Convention.

2. Aucune Partie Contractante ne peut dénoncer l'Accord sans dénoncer en même temps la Convention dans les conditions fixées aux dispositions de l'article 78 de celle-ci.

3. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de sa notification par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

ARTICLE 98

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera, dans un délai d'un mois aux Parties Contractantes, aux Etats signataires, ainsi qu'au Directeur Général du Bureau international du Travail :

(*a*) toute signature sans réserve de ratification ou d'acceptation ;

(*b*) toute signature sous réserve de ratification ou d'acceptation ;

(*c*) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion ;

(*d*) toute date d'entrée en vigueur de l'Accord, conformément aux dispositions de ses articles 95 et 96 ;

(*e*) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 97 de l'Accord et la date à laquelle la dénonciation prendra effet ;

(*f*) toute communication ou notification reçue en application des dispositions de l'article 91 et du paragraphe 2 de l'article 92 de l'Accord.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord complémentaire.

Fait à Paris, le 14 décembre 1972, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

ANNEXES
A L'ACCORD COMPLÉMENTAIRE POUR L'APPLICATION DE LA CONVENTION EUROPÉENNE DE SÉCURITÉ SOCIALE

Les textes apparaissant entre crochets sont des modifications non officielles du texte des Annexes. Elles devront être notifiées conformement à la procédure appropriée prévue par la Convention ou l'Accord Complementaire lorsque l'Etat ou les Etats intéressé viendront à ratifier la Convention et l'Accord Complementaire

ANNEXE 1

(Article 1, alinea *e*, de la Convention et article 4, paragraphe 1, de l'Accord)

AUTORITÉS COMPÉTENTES

Autriche

"Bundesminister für soziale Verwaltung (Le ministre fédéral des Affaires sociales), Vienne ;
en ce qui concerne les prestations familiales : "Bundesminister für Familie, Jugend und Konsumentenschutz (Le ministre fédéral de la Famille, de la Jeunesse et de la Protection des consommateurs), Vienne."

Belgique

Le ministre de la Prévoyance sociale, Bruxelles ;

en ce qui concerne les obligations imposées en vertu du régime de la sécurité sociale des travailleurs indépendants ainsi que pour les prestations familiales et les prestations en cas de vieillesse et de décès (pensions) prévues par ce régime : le ministre des Classes moyennes, Bruxelles.

Chypre

The Minister of Labour and Social Insurance (Le ministre du Travail et des Assurances sociales), Nicosie.

Danemark

Socialministeriet (Ministère des Affaires sociales), Copenhague ;

Arbejdsministeriet (Ministère du Travail), Copenhague.

France

Le Ministère chargé de la Sécurité sociale, Paris ;

le ministre de l'Agriculture, Paris ;

le ministre chargé de la Marine marchande, Paris.

Republique Fédérale d'Allemagne

Bundesminister für Arbeit und Sozialordnung (ministre fédéral du Travail et des Affaires sociales), Bonn.

Grèce

Ministère des services sociaux à Athènes ;

Ministère du travail à Athènes ;

Ministère de la marine marchande à Athènes

Islande

The Minister of Social Affairs (ministre des Affaires sociales), Reykjavik ;

The Minister of Health and Social Security (ministre de la Santé et de la Sécurité sociale), Reykjavik.

Irlande

An tAire Leasa Shóisialaigh, Baile Átha Cliath 1 (ministre chargé de la Sécurité et de l'Assistance sociales, Dublin 1);

An tAire Slainte, Baile Atha Cliath 1 (ministre chargé de la Sante, Dublin 1).

Italie

Il Ministro del Lavoro e della Previdenza Sociale (ministre du Travail et de la Prévoyance sociale), Rome.

Luxembourg

Le ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Luxembourg ;

le ministre de la Famille, Luxembourg :

Malte

The Minister Responsible for the Department of Social Services (ministre responsable des Services sociaux), La Vallette.

Pays-Bas

Minister van sociale zaken wen Werkgelegenheid (ministre des Affaires sociales et de l'Emploi), LaHaye.

Norvège

[Ministère de la Santé et des Affaires sociales, Oslo ;

en ce qui concerne l'assurance chômage : Ministère du Gouvernement local et du travail, Oslo.]

Portugal

Ministro dos Assuntos Sociais (ministre des Affaires sociales), Lisbonne.

Ministre du Travail, Lisbonne.

Secrétaire régional des Affaires sociales de la région autonome de Madère, Funchal.

Secrétaire régional des Affaires sociales de la région autonome des Açores, Angra do Heroismo.

Suède

Le Gouvernement suédois.

Suisse

En ce qui concerne les régimes d'assurance maladie et maternité, d'assurance invalidité, vieillesse et survivants, d'assurance en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles ainsi que le régime fédéral des allocations familiales : Office fédéral des Assurances sociales, Berne :

en ce qui concerne le régime d'assurance chômage : Office fédéral de l'Industrie, des Arts et Métiers et du Travail, Berne.

Turquie

Le Ministère de la Sécurité sociale, Ankara.

Royaume-Uni

The Secretary of State for Social Service (secrétaire d'Etat pour les Services sociaux) ;

The Secretary of State for Scotland (secrétaire d'Etat pour l'Ecosse) ;

The Secretary of State for Wales (secrétaire d'Etat pour le Pays de Galles) ;

The Department of Health and Social Services for Northern Ireland (Ministère de la Santé et des Services sociaux pour l'Irlande du Nord) ;

The Isle of Man Board of Social Services (Office des Services sociaux pour l'Ile de Man).

ANNEXE 2

(Article 1, alinéa *g*, de la Convention et article 4, paragraphe 2, de l'Accord)

INSTITUTIONS COMPÉTENTES

Autriche :

"Bundesministerium für Familie, Jugend und Konsumentenschutz (Ministère fédéral de la Famille, de la Jeunesse et de la Protection des consommateurs), Vienne."

1. ***Maladie et maternité***

La *Hauptverband der österreichischen Sozialversicherungsträger* (Fédération principale des institutions autrichiennes d'assurance sociale), Vienne, étant entendu que le remboursement des dépenses encourues en application de l'article 24, paragraphe 2, de la Convention sera effectué à partir des contributions à l'assurance maladie des pensionnés, versées par les institutions d'assurance pension à ladite Fédération principale.

2. ***Invalidité, vieillesse, décès (pensions)***

La compétence des institutions autrichiennes d'assurance pension en ce qui concerne la décision en matière de demandes et d'octroi des pensions est exclusivement déterminée par la législation autrichienne. La détermination de l'institution autrichienne compétente relève de la responsabilité de la *Hauptverband der österreichischen Sozialversicherungsträger* (Fédération principale des institutions autrichiennes d'assurance sociale), Vienne.

3. ***Chômage***

Bundesministerium für soziale Verwaltung (Ministère fédéral des Affaires sociales), Vienne.

4. ***Prestations familiales***

Bundesministerium für Finanzen (Ministère fédéral des Finances), Vienne.

Belgique

1. ***Maladie - maternité***

a. Application des articles 16, 17, 19, 20, 21, 22, 24 et 25 de l'Accord

i. en règle générale : l'organisme assureur auquel le travailleur est affilié

ii. pour les marins : la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge, Anvers ;

b. Application de l'article 28 de l'Accord

i. en règle générale : l'Institut national d'assurance maladie-invalidité conjointement avec l'organisme assureur auquel le travailleur est affilié ;

ii. pour les marins : la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge, Anvers.

2. ***Invalidité***

a. Invalidité générale (ouvriers, employés, travailleurs indépendants et ouvriers-mineurs dans la mesure où ces derniers n'ont pas droit au regard du régime spécial) : l'Institut national d'Assurance maladie-invalidité, à Bruxelles, conjointement avec les organismes assureurs ;

b. Invalidité spéciale des ouvriers-mineurs : le Fonds national de retraite des ouvriers-mineurs, Bruxelles :

c. Invalidité des marins : la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge. Anvers.

3. *Vieillesse - décès (pensions)*

a. Des travailleurs salariés : l'Office national des pensions, Bruxelles ;

b. des travailleurs indépendants : [Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, Bruxelles.]

4. *Accidents du travail*

a. Pour les demandes d'allocations destinées à compléter une rente : Fonds des accidents du travail, Bruxelles ;

b. dans les autres cas

i. en règle générale : l'assureur ;

ii. pour les marins : Fonds des accidents du travail. Bruxelles.

5. *Maladies professionnelles*

Fonds des maladies professionnelles. Bruxelles.

6. *Allocations au décès*

a. Assurance maladie-invalidité

i. en règle générale : Institut national d'assurance maladie-invalidité conjointement avec l'organisme assureur auquel le travailleur était affilié ;

ii. pour les marins : Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge. Anvers ;

b. Accidents du travail

i. en regle générale : l'assureur ;

ii. pour les marins : le Fonds des accidents du travail ;

c. Maladies professionnelles : Fonds des maladies professionnelles. Bruxelles.

Chômage

i. en règle générale : Office national de l'emploi. Bruxelles :

ii. pour les marins : Pool des marins de la marine marchande. Anvers.

8. *Prestations familiales*

a. Travailleurs salariés : l'organisme d'allocations familiales pour travailleurs salariés auquel l'employeur est affilié ;

b. travailleurs indépendants :

— Caisse libre d'assurances sociales pour travailleurs indépendants ou Caisse nationale auxiliaire d'assurances sociales pour travailleurs indépendants à laquelle l'assuré est affilié :

— Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants. Bruxelles. pour les droits dits spéciaux (allocations d'orphelin d'invalide. etc.)

Chypre

Département des Assurances sociales du Ministère du Travail et des Assurances sociales. Nicosie.

Danemark

1. ***Maladie***

[Département des affaires sociales et de la santé de la localité de résidence.]

2. ***Maternité***

a. Prestations en nature :) [le Département des affaires sociales et de la santé de la
b. Prestations en espèces :) localité de résidence.]

3. ***Invalidité, pensions de vieillesse et de survivants***

[Département des affaires sociales et de la santé de la localité de résidence.]

4. ***Pension supplémentaire de l'emploi***

Office de pension supplémentaire de l'emploi, Hillerod.

5. ***Accidents du travail et maladies professionnelles***

[Office national de la sécurité sociale, Copenhague.]

6. ***Décès***

[Département des affaires sociales et de la santé de la localité de résidence.]

7. ***Chômage***

Arbejdsdirektoratet (Direction du Travail), Copenhague.

8. ***Prestations familiales***

[Départment des affaires sociales et de la santé de la localité de résidence.]

France

I. Métropole

A. ***Travailleurs salariés***

1. ***Régime général***

a. Maladie, maternité, décès (capital), invalidité :

Caisse primaire d'assurance maladie, sauf en ce qui concerne l'invalidité :

— pour la région parisienne : Caisse régionale d'assurance maladie de Paris ;

— pour la région de Strasbourg : Caisse régionale d'assurance maladie de Strasbourg.

b. Vieillesse et prestations aux conjoints survivants :

— Caisse régionale d'assurance maladie (section vieillesse) sauf pour la région parisienne.

— Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés, Paris, pour Paris et la région parisienne.

— Caisse régionale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés, Strasbourg, pour la circonscription de Strasbourg.

c. Accidents du travail et maladies professionnelles :

i. incapacité temporaire : Caisse primaire d'assurance maladie ;

ii. incapacité permanente :

— rentes : Caisse primaire d'assurance maladie (pour les accidents survenus depuis le 1er janvier 1947) ;

Employeur ou assureur substitué (pour les accidents antérieurs au 1er janvier 1947) ;

— majorations de rentes : Caisse primaire de Sécurité sociale (pour les accidents survenus depuis le 1er janvier 1947) ;

Caisse des dépôts et consignations (pour les accidents antérieurs au 1e janvier 1947).

d. Chômage :

Direction départementale du travail et de la main-d'œuvre.

e. Prestations familiales :

Caisse d'allocations familiales.

2. *Régime agricole*

a. Assurances maladie, maternité, décès (capital), invalidité, prestations familiales :

— Caisse départementale de mutualité sociale agricole.

b. Assurance vieillesse et prestations aux conjoints survivants :

— Caisse centrale de secours mutuels agricoles.

c. Accidents du travail ou maladies professionnelles :

— l'employeur ou l'organisme d'assurance substitué à l'employeur (sauf s'il s'agit de majorations de rentes : l'institution compétente est alors : Caisse des dépôts et consignations, Arcueil - 94).

d. Chômage :

Direction départementale du travail et de la main-d'œuvre.

3. *Régime minier*

a. Maladie, maternité, décès (allocations) :

— Société de secours minière.

b. Invalidité, vieillesse et prestations aux survivants :

— Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines.

c. Accidents du travail :

i. incapacité temporaire : la Société de secours minière ;

ii. incapacité permanente :

— rentes : Union régionale des Sociétés de secours minières (pour les accidents du travail survenus depuis le 1er janvier 1947) ;

l'employeur ou l'assureur substitué (pour les accidents du travail antérieurs au 1er janvier 1947) ;

— majorations de rentes : Union régionale des Sociétés de secours minières (pour les accidents du travail survenus depuis le 1er janvier 1947) ;

Caisse des dépôts et consignations (pour les accidents du travail antérieurs au 1er janvier 1947).

d. **Chômage :**

Direction départementale du travail et de la main-d'œuvre.

c. **Prestations familiales :**

Union régionale des Sociétés de secours minières.

4. ***Régime des marins***

a. **Maladie, maternité, invalidité, accidents du travail, pension de survivant d'un invalide ou d'une victime d'un accident du travail, allocations au décès :**

— la section « Caisse générale de prévoyance des marins » du quartier des affaires maritimes.

b. **Vieillesse - décès (pensions) :**

— la section « Caisse de retraites des marins » du quartier des affaires maritimes.

c. **Prestations familiales :**

Caisse nationale d'allocations familiales des marins du commerce ;

Caisse nationale d'allocations familiales de la pêche maritime.

d. **Chômage :**

Direction départementale du travail et de la main-d'œuvre.

B. ***Travailleurs non salariés des professions non agricoles***

a. **Maladie - maternité - accidents :**

i. immatriculation :

Caisse mutuelle régionale d'assurance des travailleurs non salariés des professions non agricoles ;

ii. versement des cotisations - service des prestations : l'organisme conventionné (Mutuelle ou Compagnie d'assurances habilitée par la Caisse nationale et conventionnée par la Caisse mutuelle régionale).

b. **Invalidité - vieillesse et survivants, décès (capital) :**

Caisse interprofessionnelle locale ou la Caisse professionnelle de l'organisation autonome de l'assurance vieillesse des professions artisanales ;

Caisse nationale des Barreaux français.

c. **Vieillesse et survivants :**

Caisse interprofessionnelle locale ou la Caisse professionnelle de l'organisation autonome de l'assurance vieillesse des professions industrielles et commerciales ;

Section professionnelle de l'organisation autonome de l'assurance vieillesse des professions libérales.

d. **Prestations familiales :**

Caisse d'allocations familiales.

C. *Travailleurs non salariés des professions agricoles*

a. Maladie - maternité - invalidité - accidents du travail de la vie privée :

i. responsable de l'immatriculation :

Caisse départementale de mutualité sociale agricole ;

ii. ayant la charge des prestations :

Caisse départementale de mutualité sociale agricole, ou Caisse d'assurance mutuelle agricole, ou l'assureur privé.

b. Vieillesse et pensions de survivants, prestations familiales :

Caisse départementale de mutualité sociale agricole.

II. Départements d'outre-mer

A. *Travailleurs salariés assujettis aux régimes suivants :*

— général

— agricole

— minier :

a. Tous risques : Caisse générale de sécurité sociale (sauf pour les majorations de rentes afférentes à des accidents du travail survenus dans les départements d'outre-mer avant le 1er janvier 1952, auquel cas l'organisme compétent est la Direction départementale de l'enregistrement).

En outre, l'aide aux travailleurs sans emploi prend la forme de chantiers de chômage dépendant de la Direction départementale du travail et de la main-d'œuvre.

b. Prestations familiales :

Caisse d'allocations familiales du département.

— marins :

a. pour tous les risques :

— section de la Caisse de retraite des marins ou de la Caisse générale de prévoyance des marins, du quartier des affaires maritimes selon les risques.

b. Prestations familiales :

Caisse d'allocations familiales du département.

B. *Travailleurs non salariés des professions non agricoles*

a. Maladie :

l'organisme compétent est en instance de création.

b. Invalidité - décès (capital) :

l'organisme compétent est en instance de création.

c. Invalidité - décès (capital) - vieillesse et survivants :

Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale (C.A.N.C.A.V.A.), Paris :

Caisse nationale des Barreaux français, Paris.

d. Vieillesse et décès :

Caisse interprofessionnelle d'assurance vieillesse des industriels et des commerçants d'Algérie et d'Outre-mer (C.A.V.I.C.O.R.G.), Paris.

Section professionnelle de chaque profession pour les professions libérales.

e. Prestations familiales :

Caisse d'allocations familiales du département.

C. ***Travailleurs non salariés des professions agricoles***

a. Maladie - maternité - vieillesse :

Caisse générale de sécurité sociale du régime des salariés.

b. Prestations familiales :

Caisse d'allocations familiales du département.

République Fédérale d'Allemagne

A. A moins que la présente Annexe en dispose autrement, la compétence des institutions allemandes est régie par la législation allemande.

1. ***Maladie***

Pour l'application de l'article 24, paragraphe 2, de la Convention :

l'institution d'assurance maladie à laquelle le titulaire de la pension aurait été affilié s'il résidait sur le territoire de la République fédérale. Si — conformément à cette procédure — l'institution compétente est la *Allgemeine Ortskrankenkasse* (Caisse générale locale d'assurance maladie) ou bien une *Landkrankenkasse* (Caisse rurale d'assurance maladie),

ou encore s'il n'y a pas d'institution compétente :

Allgemeine Ortskrankenkasse Bad Godesberg (Caisse générale locale d'assurance maladie de Bad Godesberg), Bonn-Bad Godesberg.

2. ***Vieillesse, invalidité, décès (pensions) pour les travailleurs salariés, pour les employés et pour les mineurs***

a. Pour l'attribution et le paiement de prestations à la demande de l'intéressé lorsque celui-ci a été exclusivement soit assuré soit considéré comme assuré sous la législation allemande (de même qu'à la demande de ses survivants) et qu'il réside sur le territoire d'une autre Partie Contractante ou bien que tout en étant ressortissant d'une autre Partie Contractante, réside sur le territoire d'un Etat qui n'est pas Partie Contractante :

i. Lorsque la dernière contribution a été payée à l'assurance pension des travailleurs salariés :

aa. — si l'assuré réside aux Pays-Bas ou bien si étant ressortissant néerlandais, il réside sur le territoire d'un Etat qui n'est pas Partie Contractante : *Landesversicherungsanstalt Westfalen* (Institution régionale d'assurance de Westphalie), Münster ;

— si l'assuré réside en Belgique ou bien si étant ressortissant belge, il réside sur le territoire d'un Etat qui n'est pas Partie Contractante : *Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz* (Institution régionale d'assurance de la province de Rhénanie), Düsseldorf ;

— si l'assuré réside en Italie ou bien si étant ressortissant italien, il réside sur le territoire d'un Etat qui n'est pas Partie Contractante : *Landesversicherungsanstalt Schwaben* (Institution régionale d'assurance de Souabe), Augsburg ;

— si l'assuré réside en France ou au Luxembourg ou bien si étant ressortissant français ou luxembourgeois, il réside sur le territoire d'un Etat qui n'est pas Partie Contractante : *Landesversicherungsanstalt Rheinland-Pfalz* (Institution regionale d'assurance de Rhénanie-Palatinat), Speyer ;

— si l'assuré réside en Autriche ou bien si étant ressortissant autrichien, il réside sur le territoire d'un Etat qui n'est pas Partie Contractante : *Landesversicherungsanstalt Oberbayern* (Institution régionale d'assurance de la Haute-Bavière), München ;

— si l'assuré réside en Suisse ou bien si étant ressortissant suisse, il réside sur le territoire d'un Etat qui n'est pas Partie Contractante : *Landesversicherungsanstalt Baden* (Institution régionale d'assurance de Baden), Karlsruhe :

— si l'assuré réside au Danemark, ou bien si étant ressortissant danois, il réside sur le territoire d'un Etat qui n'est Partie Contractante : *Landesversicherungsanstalt Schleswig-Holstein* (Institution régionale d'assurance de Schleswig-Holstein), Lübeck ;

— si l'assuré réside au Royaume-Uni, ou bien si étant ressortissant britannique, il réside sur le territoire d'un Etat qui n'est pas Partie Contractante : *Landesversicherungsanstalt Freie und Hansestadt Hamburg* (Institution régionale d'assurance de la Ville libre et hanséatique de Hambourg), Hamburg ;

— si l'assuré réside en Turquie, ou bien si étant ressortissant turc, il réside sur le territoire d'un Etat qui n'est pas Partie Contractante : *Landesversicherungsanstalt Oberfranken und Mittelfranken* (Institution régionale d'assurance de Franconie supérieure et de Franconie centrale), Bayreuth ;

— si l'assuré réside sur le territoire d'une autre Partie Contractante, ou bien si étant ressortissant d'une autre Partie Contractante, il réside sur le territoire d'un Etat qui n'est pas Partie Contractante : *Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz* (Institution régionale d'assurance de la province de Rhénanie), Düsseldorf ;

bb. si la dernière cotisation a été payée à la *Seekasse* (Caisse d'assurance des marins), à Hamburg, ou bien à la *Bundesbahnversicherungsanstalt* (Institution d'assurance des chemins de fer fédéraux), à Frankfurt/Main, ou — si l'intéressé réside dans un Etat membre des Communautés européennes, ou étant ressortissant d'un de ces Etats — réside sur le territoire d'un Etat non membre des Communautés européennes : à la *Landesversicherungsanstalt für das Saarland* (Institution régionale d'assurance de la Sarre), à Saarbrücken, l'institution à laquelle la dernière cotisation a été payée.

II. Si la dernière cotisation a été payée à l'assurance pension des employés :

Bundesversicherungsanstalt für Angestellte (Institution fédérale d'assurance pour les employés), Berlin, ou s'il s'agit des marins :

Seekasse (Caisse d'assurance des marins), Hamburg.

III. Si la dernière cotisation a été payée à l'assurance pension des mineurs ou, si le stage exigé est accompli ou considéré comme accompli en vue de l'octroi d'une pension de mineur, en raison d'une diminution de la capacité pour des travaux miniers :

Bundesknappschaft (Institution fédérale d'assurance pour les mineurs), Bochum.

b. Pour les décisions et le paiement des prestations demandées en application des articles 27 à 37 de la Convention, les institutions compétentes sont les suivantes :

I. si la dernière cotisation payée sous la législation allemande a été versée à l'assurance pension des travailleurs salariés :

aa. si l'intéressé réside sur le territoire de la République fédérale, mais hors de la Sarre ou bien

s'il réside hors du territoire de la République fédérale et la dernière cotisation payée en application des dispositions de la législation allemande a été versée à une institution hors de la Sarre, si la dernière cotisation payée en application des dispositions de la législation d'une autre Partie Contractante, a été versée à :

— une institution néerlandaise d'assurance pension *Landesversicherungsanstalt Westfalen* (Institution régionale d'assurance de Westphalie), Münster ;

— une institution belge d'assurance pension *Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz* (Institution régionale d'assurance de la province de Rhénanie), Düsseldorf ;

— une institution italienne d'assurance pension *Landesversicherungsanstalt Schwaben* (Institution régionale d'assurance de Souabe), Augsburg ;

— une institution française ou luxembourgeoise d'assurance pension *Landesversicherungsanstalt Rheinland-Pfalz* (Institution régionale d'assurance de Rhénanie-Palatinat), Speyer ;

— une institution autrichienne d'assurance pension *Landesversicherungsanstalt Oberbayern* (Institution régionale d'assurance de la Haute-Bavière), München ;

— une institution suisse d'assurance pension *Landesversicherungsanstalt Baden* (Institution régionale d'assurance de Baden), Karlsruhe ;

— une institution danoise d'assurance pension *Landesversicherungsanstalt Schleswig-Holstein* (Institution régionale d'assurance de Schleswig-Holstein), Lübeck ;

— une institution britannique d'assurance pension *Landesversicherungsanstalt Freie und Hansestadt Hamburg* (Institution régionale d'assurance de la Ville libre et hanséatique de Hambourg), Hamburg ;

— une institution turque d'assurance pension *Landesversicherungsanstalt Oberfranken und Mittelfranken* (Institution régionale d'assurance de Franconie supérieure et de Franconie centrale), Bayreuth ;

— une institution d'assurance pension de toute autre Partie Contractante : *Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz* (Institution régionale d'assurance de la province de Rhénanie), Düsseldorf.

bb. Si l'intéressé a été assuré sous la législation d'un Etat membre des Communautés européennes et

aaa. réside dans la Sarre ; ou bien

bbb. réside hors du territoire de la République fédérale et la dernière cotisation sous la législation allemande a été payée à l'institution régionale d'assurance de la Sarre, Département de l'assurance pension des travailleurs salariés : *Landesversicherungsanstalt für das Saarland* (Institution régionale d'assurance de la Sarre), Saarbrücken.

cc. Si la dernière cotisation sous la législation allemande a été payée à la *Seekasse* (Caisse d'assurance des marins), à Hamburg ou à la *Bundesbahnversicherungsanstalt* (Institution d'assurance des chemins de fer fédéraux), à Frankfurt/Main : l'institution à laquelle a été versée la dernière cotisation.

ii. Si la dernière cotisation sous la législation allemande a été payée à l'assurance pension des employés : *Bundesversicherungsanstalt für Angestellte* (Assurance fédérale pour les employés), à Berlin, ou bien

s'il s'agit de marins : *Seekasse* (Caisse d'assurance des marins), Hamburg.

iii. Si la dernière cotisation sous la législation allemande a été payée à l'assurance pension des mineurs, ou si — sur la seule base de périodes d'assurance accomplies en République Fédérale ou de la prise en compte des périodes d'assurance dans d'autres Etats, conformément à l'article 28 de la Convention, — le stage exigé est accompli ou considéré comme accompli en vue de l'octroi d'une pension de mineurs en raison d'une diminution de la capacité pour des travaux miniers : *Bundesknappschaft* (Institution fédérale d'assurance pour les mineurs), Bochum.

3. *Assurance pension complémentaire des travailleurs de la sidérurgie*

Landesversicherungsanstalt für das Saarland (Institution régionale d'assurance de la Sarre), Saarbrücken.

B. **Prestations de chômage et prestations familiales**

Bundesanstalt für Arbeit (Institut fédéral du travail), Nürnberg.

Grèce

1. Maladie, maternité, vieillesse, invalidité, décès (pensions), allocations de décès :

— Institut de sécurité sociale (IKA, Idryma Kinenikon Asfaliceon), Athènes.

Pour certaines catégories de salariés ou travailleurs indépendants : l'organisme auprès duquel ils sont assurés, conformément à la législation grecque.

2. Prestations de chômage et allocations familiales :

— Service d'emploi de la main-d'œuvre (OAED), Athènes.

Islande

Pour toutes les branches d'assurances :

— au niveau national :
Tryggingastofnun Stofium rikisins (Administration nationale des assurances).

— au niveau local :
les autorités locales, à l'exception de la branche de maladie, pour laquelle sont compétentes les caisses locales publiques d'assurance-maladie, et de chômage, pour laquelle est compétente *Tryggingastofnuri Stofiun rikisins* l'administration nationale des assurances pour le compte du *Atvinnu Leysistryggingasjoddor* (Fonds de chômage).

Irlande

1. Prestations en nature

Eastern Health Board, 1 James' Street, Dublin 8 ;
Midland Health Board, Arden Road, Tullamore, Offaly ;
Mid-Western Health Board, [31-33 Catherine Street] ;
North-Eastern Health Board, Ceanannus Mor, Co. Meath ;
North-Western Health Board, Manorhamilton, Co. Leitrim ;
South-Eastern Health Board, Arus Slainte, Patrick Street, Kilkenny ;
Western Health Board, Merlin Park, Galway ;
Southern Health Board, [Cork Farm Centre, Dennehy's Cross, Cork].

2. Prestations en espèces

a. Prestations de chômage : Ministère de la Protection sociale (Department of Social Welfare), Dublin 1, qui comprend les chargés des prestations de chômage ;

b. Autres prestations en espèces : Ministère de la Protection sociale (Department of Social Welfare), Dublin 1.

Italie

1. *Maladie - maternité*

a. en cas de tuberculose :
les services provinciaux de l'Institut national de la prévoyance sociale (I.N.P.S.) ;

b. en cas d'autres maladies et de maternité :
— en règle générale : Institut national pour l'assurance contre les maladies (I.N.A.M.),

ou

— pour la province de Bolzano : Caisse mutuelle de maladie de Bolzano, ou
— pour la province de Trento : Caisse mutuelle de maladie de Trento,
— l'organisme assureur auquel l'intéressé est affilié.

2. *Accidents du travail et maladies professionnelles*

Les services provinciaux de l'Institut national pour l'assurance contre les accidents du travail (I.N.A.I.L.).

3. *Invalidité, vieillesse, décès*

a. en règle générale : les services provinciaux de l'Institut national de la prévoyance sociale (I.N.P.S.) ;

b. dans les autres cas : les organismes assureurs.

4. *Allocations au décès*

Les institutions indiquées aux numéros 1, 2, 3 selon le cas.

5. *Chômage*

a. en règle générale : les services provinciaux de l'Institut national de la prévoyance sociale (I.N.P.S.) ;

b. pour les journalistes : Institut national de prévoyance pour les journalistes italiens G. Amendola », Rome.

Luxembourg

1. ***Maladie - maternité***

a. Caisse de maladie à laquelle la personne est affiliée par la suite de son activité professionnelle ou à laquelle elle était affiliée en dernier lieu.

b. Au sens du paragraphe 3 de l'article 24 de la Convention, la Caisse nationale d'assurance-maladie des ouvriers, Luxembourg.

2. ***Invalidité - vieillesse - décès (pensions)***

a. Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité, Luxembourg, s'il s'agit d'un ouvrier.

b. Caisse de pension des employés privés, Luxembourg, s'il s'agit d'un employé salarié et d'un travailleur intellectuel indépendant.

c. Caisse de pensions des artisans, des commerçants et industriels, Luxembourg, s'il s'agit d'une personne exerçant pour son propre compte une activité artisanale, commerciale ou industrielle.

d. Caisse de pension agricole, Luxembourg, s'il s'agit d'une personne exerçant pour son propre compte une activité agricole professionnelle.

3. ***Accidents du travail et maladies professionnelles***

a. Association d'assurance contre les accidents, section agricole, Luxembourg, s'il s'agit de travailleurs agricoles ou de personnes exerçant pour leur propre compte une activité professionnelle agricole ainsi que des membres de famille de ces dernières.

b. Association d'assurance contre les accidents, section industrielle, dans tous les autres cas d'assurance obligatoire ou facultative.

4. ***Chômage***

Administration de l'emploi, Luxembourg.

5. ***Prestations familiales***

a. Caisse d'allocations familiales des ouvriers près l'établissement d'assurance vieillesse et invalidité, Luxembourg, s'il s'agit d'affiliés de cet établissement.

b. Caisse d'allocations familiales des employés près la Caisse de pension des employés privés, Luxembourg, s'il s'agit d'employés salariés relevant de cette caisse.

c. Caisse d'allocations familiales des non-salariés, Luxembourg, dans tous les autres cas.

6. ***Allocations au décès***

Institutions mentionées aux points 1.*a*, 2 et 3 selon qu'il s'agit d'une prestation de l'un ou de l'autre de ces régimes.

Malte

The Department of Social Services (Département des Services sociaux).

Pays-Bas

1. ***Maladie - maternité***

a. Prestations en nature : (Caisse de maladie) *Ziekenfonds* à laquelle l'intéressé est affilié.

b. Prestations en espèces : (Association professionnelle), *Bedrijfsvereniging* à laquelle est affilié l'employeur de l'assuré.

2. ***Invalidité***

a. quand l'intéressé a également un droit à prestations en vertu de la seule législation néerlandaise, en dehors de l'application de la Convention : *Bedrijfsvereniging* (Association professionnelle), à laquelle est affilié l'employeur de l'assuré.

b. dans tous les autres cas : *Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging* (Nouvelle association professionnelle générale), Amstelveen.

3. ***Vieillesse - décès (pensions)***

Sociale Verzekeringsbank (Banque des assurances sociales), Amsterdam.

4. ***Chômage***

a. prestations de l'assurance-chômage : *Bedrijfsvereniging* (Association professionnelle) à laquelle est affilié l'employeur.

b. Prestations des pouvoirs publics : l'administration communale du lieu de résidence.

5. ***Prestations familiales***

a. quand le bénéficiaire réside aux Pays-Bas : le Conseil du travail (*Raad van Arbeid*) dans le ressort duquel il a sa résidence ;

b. quand le bénéficiaire réside hors des Pays-Bas, mais son employeur réside ou est établi aux Pays-Bas : *Raad van Arbeid* (Conseil du travail) dans le ressort duquel l'employeur réside ou est établi ;

c. dans tous les autres cas : *Sociale Verzekeringsbank* (Banque des assurances sociales), Amsterdam.

Norvège

1. ***Maladie - maternité***

Offices locaux d'assurance.

2. ***Invalidité - vieillesse et survivants***

Rikstrygdeverket (Institution nationale d'assurance).

3. ***Vieillesse, invalidité et survivants (pensions) des marins***

Pensjonstrygden for sjomenn (Assurance-pension des marins).

4. ***Vieillesse, invalidité et survivants (pensions) des pharmaciens***

Statens Pensjonskasse (Fonds de pensions de l'Etat).

5. ***Vieillesse, invalidité et survivants (pensions) des infirmières***

Kommunal Landspensjonskasse.

6. ***Prestations familiales (allocations familiales)***

Offices locaux d'assurance.

7. ***Chômage***

Direction du travail.

Portugal

1. ***Maladie, maternité et prestations*** familiales

Centre régional de sécurité sociale d'affiliation du bénéficiaire

2. ***a. Invalidité, vieillesse et décès***

— Centre national de pensions. Lisbonne.

b. Invalidité, vieillesse et décès du régime spécial de prévoyance des travailleurs agricoles

— Centre régional de sécurité sociale du lieu de la Maison du peuple qui couvre la résidence de l'intéressé.

3. ***Accidents du travail et maladies professionnelles***

Caisse national d'assurances de maladies professionnelles. Lisbonne.

4. ***Chômage***

a. Vérification des conditions relatives au chômage (p. ex. qualification, contrôle de la situation, prolongation des périodes d'octroi)

— Centre d'emploi du lieu de résidence du travailleur.

b. Vérification de la situation contributive, procédure et paiement des allocations de chômage, etc.

— Centre régional de sécurité sociale du lieu de résidence du travailleur.

Suède

1. ***Chômage***

a. prestations de soutien en espèces : *Erkänd arbetslöshetskassa* (Caisse de chômage reconnue) ;

b. indemnités versées en espèces : *Länsarbetsnämnd* (Comité régional de la main-d'œuvre) ;

2. ***Toutes les autres prestations de sécurité sociale***

Allman försäkringskassa (Fonds régional d'assurance publique).

Suisse

1. ***Maladie - maternité***

Caisses maladie qui figurent dans une liste à établir au moment de la ratification de la Convention.

2. ***Invalidité - vieillesse - décès (pensions)***

a. Caisse de compensation d'assurance-vieillesse, survivants et invalidité à laquelle l'intéressé est affilié en dernier lieu, lorsqu'il réside en Suisse ;

b. Caisse suisse de compensation, Genève, lorsque l'intéressé réside hors de la Suisse.

3. ***Accidents du travail et maladies professionnelles***

Agence d'arrondissement de la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents à laquelle l'employeur de l'intéressé est affilié.

4. ***Chômage***

Caisse d'assurance chômage à laquelle l'intéressé est affilié ou était affilié en dernier lieu.

5. ***Prestations familiales***

Caisse d'allocations familiales à laquelle l'intéressé est affilié ou était affilié en dernier lieu.

Turquie

a. Pour l'application de la législation concernant les assurances sociales des travailleurs salariés (maladie, maternité, invalidité, vieillesse et décès, accidents du travail et maladie professionnelles : Institution des Assurances Sociales (SSK) ;

b. pour l'application de la législation concernant les assurances sociales des travailleurs indépendants et des professions libérales (invalidité, vieillesse et décès) : Institution des Assurances Sociales des Travailleurs Indépendants et des Professions libérales (BAG-KUR).

Royaume-Uni

L'autorité compétente qui est indiquée à l'Annexe 1 de l'Accord.

ANNEXE 3

(Article 1, alinéas *k.* et *l.*, de la Convention et article 4, paragraphe 3, de l'Accord)

INSTITUTIONS DU LIEU DE RÉSIDENCE ET INSTITUTIONS DU LIEU DE SÉJOUR

Autriche

1. ***Maladie***

Gebietskrankenkasse (Caisse régionale de l'assurance maladie)

2. ***Accidents du travail et maladies professionnelles***

a. Gebietskrankenkasse (Caisse régionale de l'assurance maladie)

b. Allgemeine Unfallversicherungsanstalt (Office général de l'assurance accidents) à Vienne, pour autant qu'il s'agit du service de prestations en espèces (à l'exclusion des prestations en espèces au sens de l'alinéa *a.*) et pour autant qu'il s'agit de l'application de l'article 68 de l'Accord.

3. ***Chômage***

Arbeitsamt (Office de l'emploi) qui est compétent pour le lieu de résidence ou le lieu de séjour du bénéficiaire.

4. ***Prestations familiales***

Finanzamt (Service des finances) qui est compétent pour le lieu de résidence ou le lieu de séjour du bénéficiaire.

Belgique

I. Pour les institutions du lieu de résidence

1. ***Maladie - maternité***

a. Application des articles 17, 19, 22, 25, 27, 29 de l'Accord : les organismes assureurs.

b. Application de l'article 29 de l'Accord :

i. en règle générale : les organismes assureurs ;

ii. pour les marins : la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge à Anvers ou les organismes assureurs.

2. ***Invalidité***

a. Invalidité générale (ouvriers, employés, travailleurs indépendants, ouvriers-mineurs dans la mesure où ces derniers n'ont pas de droit au regard du régime spécial) : Institut national d'assurances maladie-invalidité, à Bruxelles, conjointement avec les organismes assureurs.

b. Invalidité spéciale des ouvriers-mineurs : Fonds national de retraite des ouvriers-mineurs, Bruxelles.

c. Invalidité des marins : Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge, Anvers.

3. *Vieillesse - décès (pensions)*

a. Travailleurs salariés : Office national des pensions, Bruxelles ;

b. Travailleurs indépendants : [Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, Bruxelles.]

4. *Accidents du travail*

Les organismes assureurs.

5. *Maladies professionnelles*

Fonds des maladies professionnelles, Bruxelles.

6. *Chômage*

a. en règle générale : Office national de l'emploi, Bruxelles ;

b. pour les marins : Pool des marins de la marine marchande, Anvers.

7. *Prestations familiales*

a. salariés : Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés, Bruxelles ;

b. indépendants : Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, Bruxelles.

8. *Allocations au décès*

Les organismes assureurs conjointement avec l'Institut national d'assurances maladie-invalidité.

II. Pour les institutions du lieu de séjour

1. *Maladie - maternité*

Institut national d'assurances maladie-invalidité par l'intermédiaire des organismes assureurs.

2. *Accidents du travail*

Institut national d'assurances maladie-invalidité par l'intermédiaire des organismes assureurs.

3. *Maladies professionnelles*

Fonds des maladies professionnelles, Bruxelles.

Chypre

The Department of Social Insurance of the Ministry of Labour and Social Insurance (Département des assurances sociales auprès du Ministère du Travail et des Assurances sociales).

Danemark

1. *Maladie*

[Le département des affaires sociales et de la santé de la localité de résidence.]

2. *Maternité*

a. Prestations en nature :) [le département des affaires sociales et de la santé de la
b. Prestations en espèces :) localité de résidence.]

3. *Invalidité, pensions de vieillesse et survivants*

[Le département des affaires sociales et de la santé de la localité de résidence.]

4. *Pension supplémentaire de l'emploi*

Labour Market Supplementary Pension Board (Office de pension supplémentaire de l'emploi), Hillerød.

5. *Accidents du travail et maladies professionnelles*

[L'Office national de la sécurité sociale, Copenhague.]

6. ***Décès***

[Le département des affaires sociales et de la santé de la localité de résidence.]

7. ***Chômage***

Direction du travail, Copenhague.

8. ***Prestations familiales***

[Le département des affaires sociales et de la santé de la localité de résidence.]

France

I. Métropole

A. ***Travailleurs salariés***

1. ***régime général***

a. prestations des assurances maladie maternité, décès (capital) accident du travail et maladie professionnelle (incapacité temporaire) : Caisse primaire d'assurance maladie ;

b. pensions d'invalidité : Caisse primaire d'assurance maladie, sauf en cas de résidence ou de séjour :

i. dans la région parisienne : Caisse régionale d'assurance maladie de Paris

ii. dans la région strasbourgeoise ; Caisse régionale d'assurance maladie de Strasbourg.

c. prestations de l'assurance vieillesse : la caisse liquidatrice soit :
— Caisse régionale d'assurance maladie (section vieillesse) soit
— Caisse régionale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés de Strasbourg soit
— Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés de Paris.

d. accident du travail ou maladie professionnelle (incapacité permanente)

i. rente ou majorations de rente pour les risques survenus depuis le 1er janvier 1947 : Caisse primaire d'assurance maladie ;

ii. rente pour le risque survenu antérieurement au 1er janvier 1947 : l'employeur ou l'assureur substitué ;

iii. majoration de rente pour le risque survenu antérieurement au 1er janvier 1947 : Caisse des dépôts et consignations.

e. chômage : la Direction départementale du travail et de la main-d'œuvre.

f. prestations familiales : la Caisse d'allocations familiales.

2. ***régime agricole***

a. prestations de l'assurance maladie maternité décès (capital) invalidité prestations familiales : Caisse départementale de mutualité sociale agricole.

b. prestations de l'assurance vieillesse : Caisse centrale de secours mutuels agricoles.

c. rentes pour accident du travail ou maladie professionnelle : l'employeur ou l'assureur substitué.

d. chômage : Direction départementale du travail et de la main-d'œuvre.

3. *régime minier*

a. prestations en cas de maladie, maternité, décès (allocation) incapacité temporaire à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle : la Société de secours minière.

b. prestations pour invalidité, vieillesse : la Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines à Paris.

c. accident du travail ou maladie professionnelle

i. pour le risque survenu depuis le 1er janvier 1947
— rentes
— majoration de rentes
l'Union régionale des sociétés de secours minières.

ii. pour le risque survenu antérieurement au 1er janvier 1947 :
— rentes
— l'employeur ou l'assureur substitué
— majoration de rentes
la Caisse des dépôts et consignations.

d. chômage : la Direction départementale du travail et de la main-d'œuvre.

4. *régime des marins*

a. maladie, maternité, accident du travail, pension de survivant d'un invalide ou d'une victime d'un accident du travail, allocation au décès :
— la section « Caisse générale de prévoyance des marins » du quartier des affaires maritimes.

b. vieillesse, décès (pensions)
— la section « Caisse de retraites des marins » du quartier des affaires maritimes, ou

— le comptable assignataire dans l'Etat membre où réside le bénéficiaire.

c. chômage
— la Direction départementale du travail et de la main-d'œuvre.

d. prestations familiales
— Caisse nationale d'allocations familiales des marins du commerce
— Caisse nationale d'allocations familiales de la pêche maritime.

B. *Travailleurs non salariés des professions non agricoles*

a. Maladie - maternité - accidents :
l'organisme conventionné (Mutuelle ou Compagnie d'assurance habilitée par la Caisse nationale et conventionnée par la Caisse mutuelle agricole).

b. Invalidité - vieillesse et survivants - décès (capital) :
Caisse interprofessionnelle locale ou la Caisse professionnelle de l'organisation autonome de l'assurance vieillesse des professions artisanales ;
Caisse nationale des Barreaux français.

c. Vieillesse et survivants :
Caisse interprofessionnelle locale ou la Caisse professionnelle de l'organisation autonome de l'assurance vieillesse des professions industrielles et commerciales ;

Section professionnelle de l'organisation autonome de l'assurance vieillesse des professions libérales.

d. Prestations familiales :
Caisse d'allocations familiales.

C. *Travailleurs non salariés des professions agricoles*

a. Maladie - maternité - accidents du travail - invalidité :
la société ou la caisse locale ou l'organisme d'assurance ;
Union départementale mutualiste ;
Bureau départemental du groupement des assurances maladie, pour les exploitants agricoles ou la compagnie d'assurance délégataire.

b. Vieillesse et pension de survivant, prestations familiales :
Caisse départementale de mutualité sociale agricole.

II. Départements d'outre-mer

A. *Travailleurs salariés assujettis aux régimes suivants :*

1. général
2. agricole
3. minier.

a. tous les risques sauf le chômage ou l'aide est conçue sous forme de chantier dépendant de la Direction départementale du travail et de la main-d'œuvre

— Caisse générale de sécurité sociale ;

b. prestations familiales
— Caisse départementale d'allocations familiales.

4. Marins

a. pension d'invalidité ou de vieillesse : la section de la « Caisse générale de prévoyance des marins » ou la Caisse de retraite des marins du quartier d'immatriculation selon le risque ;

b. prestations familiales : Caisse départementale d'allocations familiales.

B. *Travailleurs non salariés des professions non agricoles*

a. Maladie :
l'organisme compétent est en instance de création.

b, Invalidité - décès (capital) :
l'organisme compétent est en instance de création.

c. Invalidité - décès (capital) - vieillesse et survivants :
Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale (C.A.N.C.A.V.A.). Paris.

Caisse nationale des Barreaux français, Paris.

d. Vieillesse et décès :
Caisse interprofessionnelle d'assurance vieillesse des industriels et des commerçants d'Algérie et d'Outre-Mer (C.A.V.I.C.O.R.G.), Paris.

Section professionnelle de chaque profession pour les professions libérales.

e. Prestations familiales :
la Caisse départementale d'allocations familiales.

C. *Travailleurs non salariés des professions agricoles*

a. Maladie - maternité - vieillesse :
Caisse générale de sécurité sociale du régime général.

b. Prestations familiales
Caisse départementale d'allocations familiales.

République Fédérale d'Allemagne

1. ***Maladie***

a. Pour tous les cas (à l'exception de l'application de l'article 20, paragraphe 2 de la Convention et de l'article 17 de l'Accord) :

i. *Allgemeine Ortskrankenkasse* (Caisse générale locale d'assurance maladie) qui est compétente pour le lieu de résidence ou de séjour du bénéficiaire ou bien pour le cas où à cet endroit il n'existe pas une telle institution :

[ii. *Landkrankenkasse* (Caisse rurale de l'assurance maladie) qui est compétente pour le lieu de résidence ou de séjour du bénéficiaire ;]*

iii. en ce qui concerne les mineurs et les membres de leur famille, l'institution compétente est la *Bundesknappschaft* (Institution fédérale d'assurance des mineurs), Bochum.

b. Pour l'application de l'article 20, paragraphe 2 de la Convention et de l'article 17 de l'Accord :

[i. l'institution auprès de laquelle le travailleur a été assuré en dernier lieu ; lorsqu'une telle institution n'existe pas ou si l'intéressé a été assuré en dernier lieu auprès de la Caisse générale locale d'assurance maladie, ou d'une caisse rurale d'assurance maladie, ou encore auprès de l'institution fédérale d'assurance pour les mineurs ;]*

ii. l'institution compétente du lieu de résidence ou de séjour du bénéficiaire dans l'acception indiquée à l'alinéa *a*. ci-dessus.

2. ***Accidents***

a. Pour les prestations en nature, excepté celles relevant de mesures thérapeutiques spéciales (*Heilverfahren*) à la charge des associations professionnelles des employeurs (*Berufsgenossenschaften*) y compris l'intervention du médecin chargé des premières constatations officielles en oto-rhino-laryngologie ou en ophtalmologie, les prothèses et appareillages ; prestations en espèces (à l'exception des rentes, majorations pour tierce personne (*Pflegegeld*) et allocations au décès) :

i. *Allgemeine Ortskrankenkasse* (Caisse générale locale d'assurance maladie) compétente pour le lieu de résidence ou de séjour du bénéficiaire ;

dans le cas où cette institution n'existe pas :

[ii. *Landkrankenkasse* (Caisse rurale d'assurance maladie) compétente pour le lieu de résidence ou de séjour du bénéficiaire ;]*

iii. S'il s'agit de mineurs ou des membres de leur famille : *Bundesknappschaft* (Institution fédérale d'assurance pour les mineurs), Bochum.

b. Pour les prestations en nature ou en espèces, à l'exception de celles visées à l'alinéa *a*. ci-dessus, ou en cas d'application de l'article 68 de l'Accord :

Hauptverband der gewerblichen Berufsgenossenschaften (Fédération centrale des Associations professionnelles des employeurs de l'industrie), Bonn.

3. ***Assurance pensions***

a. Assurance pension des travailleurs salariés

i. relations avec les Pays-Bas :
Landesversicherungsanstalt Westfalen (Institution régionale d'assurance de Westphalie), Münster ;

ii. relations avec la Belgique :
Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz (Institution régionale d'assurance de la province de Rhénanie), Düsseldorf ;

* La modification non officielle consiste ici en la suppression du texte entre crochets.

III. relations avec l'Italie :

Landesversicherungsanstalt Schwaben (Institution régionale d'assurance de Souabe), Augsburg ;

IV. relations avec la France et le Luxembourg :

Landesversicherungsanstalt Rheinland-Pfalz (Institution régionale d'assurance de Rhénanie-Palatinat), Speyer ;

V. relations avec l'Autriche :

Landesversicherungsanstalt Oberbayern (Institution régionale d'assurance de la Haute-Bavière), München ;

VI. relations avec la Suisse :

Landesversicherungsanstalt Baden (Institution régionale d'assurance de Baden), Karlsruhe ;

VII. relations avec le Danemark :

Landesversicherungsanstalt Schleswig-Holstein (Institution régionale d'assurance de Schleswig-Holstein), Lübeck ;

VIII. relations avec le Royaume-Uni :

Landesversicherungsanstalt Freie und Hansestadt Hamburg (Institution régionale d'assurance de la ville libre et hanséatique de Hambourg), Hamburg ;

IX. relations avec la Turquie :

Landesversicherungsanstalt Oberfranken und Mittelfranken (Institution régionale d'assurance de Franconie supérieure et de Franconie centrale), Bayreuth ;

X. relations avec une autre Partie Contractante :

Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz (Institution régionale d'assurance de la province de Rhénanie), Düsseldorf.

b. Assurance pension des employés :

Bundesversicherungsanstalt für Angestellte (Institution fédérale d'assurance pour les employés), Berlin.

c. Assurance pension des mineurs :

Bundesknappschaft (Institution fédérale d'assurance pour les mineurs), Bochum.

4. *Prestations de chômage et prestations familiales*

Arbeitsamt (Office du travail) compétent pour le lieu de résidence ou de séjour du bénéficiaire.

Grèce

Les institutions indiquées à l'annexe 2 de l'Accord.

Islande

Les institutions indiquées à l'annexe 2 de l'Accord.

Irlande

L'institution indiquée à l'annexe 2 de l'Accord.

Italie

1. *Maladie - maternité*

a. en cas de tuberculose :

les services provinciaux de l'Institut national de la prévoyance sociale (I.N.P.S.) ;

b. en cas d'autres maladies et de maternité :

en règle générale :

— les services provinciaux de l'Institut national pour l'assurance contre les maladies (I.N.A.M.), ou

— pour la province de Bolzano : la Caisse mutuelle de maladie de Bolzano, ou

— pour la province de Trento : la Caisse mutuelle de maladie de Trento.

Dans les autres cas : l'organisme assureur.

2. ***Accidents du travail et maladies professionnelles***

Les services provinciaux de l'Institut national pour l'assurance contre les accidents du travail (I.N.A.I.L.).

3. ***Invalidité, vieillesse, décès***

a. en règle générale :
les services provinciaux de l'Institut national de la prévoyance sociale (I.N.P.S.) ;

b. dans les autres cas :
les organismes assureurs.

4. ***Allocations au décès***

Les institutions indiquées aux numéros 1, 2, 3 selon le cas.

5. ***Chômage***

a. en règle générale :
les services provinciaux de l'Institut national de la prévoyance sociale (I.N.P.S.) ;

b. pour les journalistes :
l'Institut national de prévoyance pour les journalistes italiens « G. Amendola », Rome.

6. ***Prestations familiales***

Les institutions indiquées au numéro 5.

Luxembourg

1. ***Maladie - maternité***

a. Au sens des articles 20, 21, 23 et 24, paragraphes 2,4, 6 et 7 de la Convention : la Caisse nationale d'assurance maladie des ouvriers, Luxembourg.

b. Au sens de l'article 24, paragraphe 1 de la Convention : la Caisse de maladie compétente suivant la législation luxembourgeoise pour la pension partielle luxembourgeoise.

2. ***Invalidité - vieillesse - décès (pensions)***

a. Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité, Luxembourg, s'il s'agit d'un ouvrier.

b. Caisse de pensions des employés privés, Luxembourg, s'il s'agit d'un employé salarié et d'un travailleur intellectuel indépendant.

c. Caisse de pension des artisans, des commerçants et industriels, Luxembourg, s'il s'agit d'une personne exerçant pour son propre compte une activité artisanale, commerciale ou industrielle.

d. Caisse de pension agricole, Luxembourg, s'il s'agit d'une personne exerçant une activité professionnelle agricole pour son propre compte.

3. ***Accidents du travail et maladies professionnelles***

a. Association d'assurance contre les accidents, section agricole, Luxembourg, s'il s'agit de travailleurs agricoles ou de personnes exerçant pour leur propre compte une activité professionnelle agricole ainsi que les membres de famille de ces dernières.

b. Association d'assurance contre les accidents, section industrielle, dans tous les autres cas d'assurance obligatoire ou facultative.

4. ***Chômage***

Administration de l'emploi, Luxembourg.

5. ***Prestations familiales***

a. Caisse d'allocations familiales des ouvriers près l'établissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité, Luxembourg, s'il s'agit de personnes qui en cas d'occupation au Luxembourg y seraient affiliées.

b. Caisse d'allocations familiales des employés près la Caisse de pension des employés privés, Luxembourg, s'il s'agit de personnes qui en cas d'occupation au Luxembourg y seraient affiliées.

c. Caisse d'allocations familiales des non-salariés, Luxembourg, dans tous les autres cas.

Malte

The Department of Social Services (Département des Services sociaux), Malte.

Pays-Bas

1. ***Maladie - maternité - accidents du travail - maladies professionnelles***

a. Prestations en nature

i. institutions du lieu de résidence :

une des caisses de maladie compétentes pour le lieu de résidence, au choix de l'intéressé ;

ii. institutions du lieu de séjour :

Algemeen Nederlands Onderling Ziekenfonds (Caisse mutuelle générale de maladie des Pays-Bas), Utrecht.

b. Prestations en espèces :

Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging (Nouvelle Association professionnelle générale), Amsterdam.

2. ***Invalidité***

a. Quand l'intéressé a également un droit à prestations en vertu de la seule législation néerlandaise, en dehors de l'application de la Convention : *Bedrijfsvereniging* (Association professionnelle) compétente.

b. Dans tous les autres cas :

Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging (Nouvelle Association professionnelle générale), Amsterdam.

3. ***Vieillesse et décès (pensions)***

Pour l'application de l'article 45 de l'Accord :

Sociale Verzekeringsbank (Banque des assurances sociales), Amsterdam.

4. ***Chômage***

a. Prestations de l'assurance-chômage :

Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging (Nouvelle Association professionnelle générale), Amsterdam.

b. Prestations à charge des pouvoirs publics :

L'administration communale du lieu de résidence ou de séjour.

5. ***Prestations familiales***

Raad van Arbeid (Conseil du travail), compétent pour le lieu de résidence.

Norvège

Les offices locaux d'assurance (pour toutes les branches à l'exception des prestations de chômage) ;

assurance chômage : les Offices du travail des Comtés, les Offices locaux du travail et les Offices des marins.

Portugal

1. ***Maladie, maternité et prestations familiales***

Centre régional se sécurité sociale du lieu de résidence ou de séjour.

2. *a.* ***Invalidité, vieillesse et décès***

— Centre national de pensions, Lisbonne.

b. ***Invalidité, vieillesse et décès*** du régime spécial de prévoyance des travailleurs agricoles

— Centre Régional de Sécurité Sociale du lieu de la Maison du Peuple couvre la résidence de l'intéressé.

3. ***Accidents du travail et maladies professionnelles***

Caisse nationale d'assurance maladies professionnelles, Lisbonne.

4. ***Prestations de chômage***

a. Vérification des conditions relatives au chômage (p.ex. qualification, contrôle de la situation, prolongation des périodes d'octroi)

Centre d'Emploi du lieu de résidence du travailleur.

b. Vérification de la situation contributive, procédure et paiement des allocations de chômage, etc.

Centre de sécurité sociale du lieu de résidence du travailleur.

Suède

Les institutions indiquées en Annexe 2 de l'Accord.

Suisse

1. ***Maladie - maternité***

Les caisses maladie reconnues qui figurent dans une liste à établir au moment de la ratification de la Convention.

2. ***Invalidité - vieillesse - décès (pension)***

Caisse suisse de compensation, Genève.

3. ***Accidents du travail et maladies professionnelles***

Agence d'arrondissement de la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents compétente selon le lieu de résidence ou de séjour.

4. ***Chômage***

Caisse cantonale d'assurance chômage compétente en vertu du lieu de résidence ou de séjour.

5. ***Prestations familiales***

Caisse cantonale de compensation compétente en vertu du lieu de résidence ou de séjour.

Turquie

Les offices régionaux et agences des Institutions indiquées à l'Annexe 2 de l'Accord.

Royaume-Uni

Les autorités compétentes indiquées à l'Annexe 1 de l'Accord.

ANNEXE 4

(Article 3. paragraphe 1 et Article 4. paragraphe 4 de l'Accord)

ORGANISMES DE LIAISON

Autriche

1. ***Maladie, assurance accidents et assurance pensions et rentes***

Hauptverband der österreichischen Sozialversicherungsträger (Confédération principale des Institutions de Sécurité sociale autrichienne), Vienne.

2. ***Chômage***

Bundesministerium für soziale Verwaltung (Ministère fédéral des Affaires sociales), Vienne.

3. ***Prestations familiales***

«*Bundesministerium für Familie, Jugend und Konsumentenschutz* (Ministère fédéral de la Famille, de la Jeunesse et de la Protection des consommateurs), Vienne.»

Belgique

A. **Régime des travailleurs salariés**

1. ***Maladie - maternité*** :

Institut national d'assurance maladie-invalidité.

2. ***Invalidité***

a. invalidité générale : Institut national d'assurance maladie-invalidité ;

b. invalidité spéciale des ouvriers mineurs : Fonds national de retraite des ouvriers mineurs.

3. ***Vieillesse-décès (pensions)***

a. Office national des pensions, Bruxelles ;

b. Office national des pensions, Bruxelles.

4. ***Accident du travail et maladies professionnelles***

Ministère de la Prévoyance sociale.

5. ***Allocations décès***

Institut national d'assurance maladie-invalidité.

6. ***Chômage***

Office national de l'emploi.

Allocations familiales

Ministère de la Prévoyance sociale.

B. **Régime des travailleurs indépendants**

1. ***Maladie - invalidité***

Institut national d'assurance maladie-invalidité.

2. ***Vieillesse - décès (pensions)***

a. Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants (pour l'instruction de la demande)

b. Office National des Pensions, Bruxelles (pour le paiement des prestations).

3. ***Allocations familiales***

Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants.

Chypre

Directeur des Assurances sociales, Ministère du Travail et des Assurances sociales, Nicosie.

Danemark

1. ***Maladie - maternité***

[Institut de la sécurité sociale,] Copenhague.

2. ***Invalidité - vieillesse - décès (pensions)***

[Institut national de la sécurité sociale,] Copenhague.

3. ***Accidents et maladies professionnelles***

[Institut national de la sécurité sociale,] Copenhague.

4. ***Décès***

[Institut national de la sécurité sociale,] Copenhague.

5. ***Chômage***

Direction du Travail, Copenhague.

6. ***Presations familiales***

[Institut national de la sécurité sociale,] Copenhague.

République Fédérale d'Allemagne

1. ***Assurance maladie***

Bundesverband der Ortskrankenkasse (Association fédérale des Caisses locales d'assurance maladie), Bonn-Bad Godesberg.

2. ***Assurance accidents***

Hauptverband der gewerblichen Berufsgenossenschaften (Fédération centrale des Associations professionnelles des employeurs de l'industrie), Bonn.

3. ***Assurance pension des travailleurs salariés***

a. Pour l'application de l'article 3, paragraphe 2 de l'Accord :
Verband Deutscher Rentenversicherungsträger (Fédération des Institutions allemandes d'assurance pension), Frankfurt ;

b. Pour les autres cas :

i. relations avec les Pays-Bas :
Landesversicherungsanstalt Westfalen (Institution régionale d'assurance de Westphalie), Münster ;

ii. relations avec la Belgique :
Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz (Institution régionale d'assurance de la province de Rhénanie), Düsseldorf ;

iii. relations avec l'Italie :
Landesversicherungsanstalt Schwaben (Institution régionale d'assurance de Souabe), Augsburg ;

iv. relations avec la France ou le Luxembourg :
Landesversicherungsanstalt Rheinland-Pfalz (Institution régionale d'assurance de Rhénanie-Palatinat), Speyer ;

v. relations avec l'Autriche :

Landesversicherungsanstalt Oberbayern (Institution régionale d'assurance de la Haute-Bavière). München ;

vi. relations avec la Suisse :

Landesversicherungsanstalt Baden (Institution régionale d'assurance de Baden). Karlsruhe ;

vii. relations avec le Danemark :

Landesversicherungsanstalt Schleswig-Holstein (Institution régionale d'assurance de Schleswig-Holstein). Lübeck ;

viii. relations avec le Royaume-Uni :

Landesversicherungsanstalt Freie und Hansestadt Hamburg (Institution régionale d'assurance de la ville libre et hanséatique de Hambourg). Hamburg ;

ix. relations avec la Turquie :

Landesversicherungsanstalt Oberfranken und Mittelfranken (Institution régionale d'assurance de Franconie supérieure et de Franconie centrale). Bayreuth ;

x. relations avec une autre Partie Contractante :

Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz (Institution régionale d'assurance de la province de Rhénanie). Düsseldorf ;

4. *Assurance pension des employés*

Bundesversicherungsanstalt für Angestellte (Institution fédérale d'assurance pour les employés). Berlin.

5. *Assurance pension des mineurs*

Bundesknappschaft (Institution fédérale d'assurance pour les mineurs). Bochum.

6. *Assurance pension complémentaire des travailleurs de la sidérurgie*

Landesversicherungsanstalt für das Saarland - Abteilung Hüttenknappschaftliche Zusatzversicherung (Institution régionale d'assurance de la Sarre-Départment de l'assurance pension complémentaire des travailleurs de la sidérurgie). Saarbrücken.

7. *Assurance vieillesse des agriculteurs*

Gesamtverband der landwirtschaftlichen Alterskassen (Fédération des Caisses de pensions de vieillesse des agriculteurs). Kassel.

8. *Prestations de chômage et prestations familiales*

Haupstelle der Bundesanstalt für Arbeit (Office central de l'Institut fédéral du travail). Nürnberg.

France

Centre de sécurité sociale des travailleurs migrants. Paris.

Grèce

1. *Maladie - maternité - vieillesse - invalidité - décès (pensions)*

Institut de sécurité sociale (IKA). Athènes.

2. *Prestations de chômage et allocations familiales*

Service de l'emploi de la main-d'œuvre (OAED). Athènes.

Islande

L'institution indiquée à l'Annexe 1 de l'Accord.

Irlande

1. *Prestations en nature*

An Roinn Slainte. Baile Atha Cliath 1. (Ministère de la Santé. Dublin 1).

2. *Prestations en espèces*

An Roinn Leasa Shoisialaigh, Baile Atha Cliath 1, (Ministère de la Protection Sociale, Dublin 1).

Italie

1. *Maladie (à l'exclusion de la tuberculose) - maternité*

Institut national pour l'assurance contre les maladies, (I.N.A.M.) Rome.

2. *Accidents du travail et maladies professionnelles*

Institut national pour l'assurance contre les accidents du travail, (I.N.A.I.L.) Rome.

3. *Invalidité - vieillesse - décès - tuberculose - chômage - prestations familiales*

Institut national de la prévoyance sociale, (I.N.P.S.) Rome.

Luxembourg

Pour l'application de l'article 46 de l'Accord, les institutions chargées des prestations de même nature dans le pays de résidence (voir Annexe 2).

Dans tous les autres cas, l'Inspection générale de la Sécurité sociale, Luxembourg.

Malte

Le Département des Services Sociaux.

Pays-Bas

1. *Maladie - maternité - invalidité - accidents du travail et maladies professionnelles*

a. Prestations en nature :
Ziekenfondsraad (Conseil des Caisses de maladie), Amsterdam.

b. Prestations en espèces :
Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging (Nouvelle Association professionnelle générale), Amsterdam.

2. *Vieillesse - décès (pensions) - prestations familiales*

Sociale Verzekeringsbank (Banque des assurances sociales), Amsterdam.

Norvège

Institution nationale d'assurance (pour toutes les branches, à l'exception du chômage).

Chômage : Direction du Travail.

Portugal

Caixa Central de Segurança Social dos trabahadores migrantes (Caisse Centrale de Sécurité Sociale des Travailleurs Migrants), Lisbonne.

Suède

1. *Chômage*

Arbetsmarknadsstyrelsen (Office national de l'emploi), Stockholm.

2. *Tous les autres régimes de sécurité sociale*

Riksförsäkringsverket (Office national d'assurance sociale), Stockholm.

Suisse

1. *Maladie - maternité*

Office fédéral des assurances sociales, Berne.

2. *Invalidité - vieillesse - décès (pensions)*

Caisse suisse de compensation, Genève.

3. ***Accidents du travail et maladies professionnelles***

Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents, Lucerne.

4. ***Chômage***

Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, service de l'assurance chômage, Berne.

5. ***Prestations familiales***

Office fédéral des assurances sociales, Berne.

Turquie

Les institutions indiquées à l'Annexe 2 de l'Accord.

Royaume-Uni

Les autorités compétentes mentionnées à l'Annexe 1 de l'Accord.

ANNEXE 5

(Article 4, paragraphe 5, article 6, alinéa b. et article 46, paragraphe 2, de l'Accord)

DISPOSITIONS D'APPLICATION MAINTENUES EN VIGUEUR

I. Dispositions d'arrangements multilatéraux

Arrangement pour l'application de l'Accord du 13 février 1961, concernant la sécurité sociale des bateliers rhénans ;

[Arrangement pour l'application de la Convention de sécurité sociale conclue le 5 mars 1981 entre le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède ;]

Arrangement pour l'application de la Convention européenne du 9 juillet 1956, concernant la sécurité sociale des travailleurs des transports internationaux.

[Arrangement du 28 mars 1979 pour l'application de la Convention de sécurité sociale du 9 décembre 1977 entre la République Fédérale d'Allemagne, le Liechtenstein, l'Autriche et la Suisse.]

II. Dispositions d'arrangements bilatéraux

[Autriche-Belgique

Arrangement du 1 décembre 1977 pour l'application de la Convention de sécurité sociale du 4 avril 1977.]

Autriche-France

Arrangement administratif du 1 septembre 1972 relatif aux modalités d'application de la Convention générale de sécurité sociale du 28 mai 1971.

Autriche-République Fédérale d'Allemagne

Arrangement du 22 décembre 1966 pour l'application de la Convention de sécurité sociale du 22 décembre 1966, [tel que modifié par le premier Arrangement complémentaire du 10 avril 1969 et le deuxième Arrangement complémentaire du 29 mars 1974 et le troisième Arrangement complémentaire du 29 août 1980.]

[Arrangement du 2 août 1979 pour l'application de la Convention sur l'assurance-chômage du 19 juillet 1978.]

[Autriche-Grèce

Arrangement du 17 janvier 1980 pour l'application de la Convention de sécurité sociale du 14 décembre 1979.]

Autriche-Italie

Arrangement administratif du 6 octobre 1955 pour l'application de la Convention relative aux assurances sociales du 30 décembre 1950.

Autriche-Luxembourg

"Arrangement du 4 mai 1972 pour l'application de la Convention de Sécurité Sociale, tel qu'amendé ou qu'il sera amendé."

Autriche-Pays-Bas

"Arrangement du 7 mars 1974 pour l'application de la Convention de Sécuri Sociale, tel qu'amendé ou qu'il sera amendé."

Autriche-Suède

Arrangement du 1 juin 1976 pour l'application de la Convention de sécurité sociale [du 11 novembre 1975]

Autriche-Suisse

[Arrangement du 1 octobre 1968 pour l'application de la Convention de sécurité sociale du 15 novembre 1967 tel que modifié par le premier Arrangement complémentaire du 2 mai 1974 et le deuxième Arrangement complémentaire du 1 février 1979.]

Autriche-Turquie

"Arrangement du 22 décembre 1982 pour l'application de la Convention de Sécurité Sociale, tel qu'amendé ou qu'il sera amendé."

Autriche - Royaume-Uni

[Arrangement du 10 novembre 1980 pour l'application de la Convention de sécurité sociale du 22 juillet 1980.]

Belgique-Autriche

Voir Autriche-Belgique

Belgique-Grèce

Arrangement administratif du 4 mai 1970 relatif aux modalités d'application de la Convention générale entre la Belgique et la Grèce sur la sécurité sociale du 1 avril 1958 modifié par la Convention du 27 septembre 1967.

Belgique-Portugal

Arrangement administratif du 14 septembre 1970 relatif aux modalités d'application de la Convention générale sur la sécurité sociale dans la rédaction de l'Arrangement administratif du 23 novembre 1976

[**Belgique-Suisse**

Arrangement administratif du 30 novembre 1978 pour l'application de la Convention de securité sociale du 24 septembre 1975.]

Belgique-Turquie

Arrangement administratif du 6 janvier 1969 pour l'application de la Convention générale de sécurité sociale du 4 juillet 1966.

Chypre - Royaume-Uni

Arrangement pour l'application de la Convention d'assurance sociale conclu entre Chypre et le Royaume-Uni, du 6 octobre 1969.

Danemark-Suisse

Arrangement administratif du 23 juin 1955 pour l'application de la Convention relative aux assurances sociales du 21 mai 1954.

France-Autriche

Voir Autriche-France.

France-Grèce

Arrangement administratif du 15 mai 1962 n° 1 concernant les modalités d'application de la Convention générale de sécurité sociale conclue entre la Grèce et la France le 19 avril 1958.

Arrangement administratif du 15 mai 1962 n° 2 concernant les modalités d'application de la Convention générale de sécurité sociale conclue entre la Grèce et la France le 19 avril 1958 (accidents du travail et maladies professionnelles).

Arrangement administratif du 15 mai 1962 n° 3 concernant les modalités d'application de la Convention générale complémentaire de sécurité sociale conclue le 19 avril 1958.

Arrangement administratif du 15 mai 1962 n° 4 concernant les modalités d'application aux travailleurs des mines de la Convention générale de sécurité sociale conclue entre la Grèce et la France le 19 avril 1958.

France-Portugal

Arrangement administratif général du 11 septembre 1972.

Arrangement administratif complémentaire n° 1 du 30 mars 1973.

Arrangement administratif complémentaire n° 2 du 13 février 1976.

Arrangement administratif complémentaire n° 3 du 9 décembre 1977

Arrangement administratif complémentaire n° 4 du 29 février 1980.

[**France-Suisse**

Arrangement administratif du 3 décembre 1976 pour l'application de la Convention de sécurité sociale du 3 juillet 1975.]

République Fédérale d'Allemagne-Autriche

Voir Autriche-République Fédérale d'Allemagne

République Fédérale d'Allemagne-Grèce

Accord complémentaire du 28 mars 1962 pour l'application de l'extension de la Convention de sécurité sociale du 25 avril 1961.

Deuxième Convention du 20 septembre 1974 portant modification de la Convention du 25 avril 1961 et de l'Accord complémentaire du 28 mars 1962.

Accord administratif du 19 octobre 1962 concernant la Convention du 31 mai 1961 sur l'assurance-chômage.

Deuxième Accord administratif du 23 octobre 1972 concernant la Convention du 31 mai 1961 sur l'assurance-chômage.

République Fédérale d'Allemagne-Portugal

Accord complémentaire du 8 décembre 1966 à la Convention de sécurité sociale du 6 novembre 1964 dans la rédaction de la Convention modifiée du 30 septembre 1974.

[**République Fédérale d'Allemagne-Espagne**

Arrangement complémentaire du 4 décembre 1973 à la Convention de sécurité sociale du 4 décembre 1973 dans la rédaction de l'Accord complémentaire du 17 décembre.

Arrangement administratif du 10 novembre 1967 pour l'application de la Convention sur l'assurance-chômage du 20 avril 1966.]

[**République Fédérale d'Allemagne-Suède**

Arrangement administratif du 23 février 1978 pour l'application de la Convention de securité sociale du 27 février 1976.]

République Fédérale d'Allemagne-Suisse

Arrangement administratif du 23 août 1967 pour l'application de la Convention de securité sociale du 25 février 1964. [Arrangement administratif complémentaire du 25 août 1978 pour l'application de la Convention de sécurité sociale du 25 février 1964 dans la rédaction de l'Accord complémentaire du 9 septembre 1975.]

République Fédérale d'Allemagne-Turquie

Arrangement administratif pour l'application de la Convention de sécurité sociale du 30 avril 1964 et de la Convention du 29 mai 1969 portant modification de la Convention du 30 avril 1964.

Grèce-Autriche

Voir Autriche-Grèce.

Grèce-Belgique

Voir Belgique-Grèce.

Grèce-France

Voir France-Grèce.

Grèce-République Fédérale d'Allemagne

Voir République Fédérale d'Allemagne-Grèce

Grèce - Pays-Bas

Arrangement administratif général du 19 décembre 1967 relatif aux modalités d'application de la Convention entre la Grèce et les Pays-Bas sur la sécurité sociale du 13 septembre 1966.

[**Irlande - Royaume-Uni**

Arrangements administratifs pour l'application des Accords et de la Convention de sécurité sociale visés ci-dessous :

— Accord de sécurité sociale du 29 mars 1960 ;

— Accord sur la sécurité sociale et la compensation des travailleurs entre le Ministère de la Sécurité et de l'Assistance sociales et le Ministère du Travail et des Assurances sociales de l'Irlande du Nord, du 22 juillet 1964 ;

— Accord de sécurité sociale du 28 février 1966 ;

— Accord de sécurité sociale du 3 octobre 1968 ;

— Convention de sécurité sociale du 14 septembre 1971.]

Italie-Autriche

Voir Autriche-Italie.

Italie-Suisse

Arrangement administratif du 18 décembre 1963 pour l'application de la Convention de securité sociale du 14 décembre 1962.

[Arrangement administratif complémentaire du 25 février 1974 pour l'application de la Convention complémentaire de sécurité sociale du 4 juillet 1969.]

[Arrangement administratif du 30 janvier 1982 concernant l'application du deuxième Avenant de sécurité sociale du 2 avril 1980 et la révision de l'Arrangement administratif du 18 décembre 1963.]

[**Liechtenstein-Suisse**

Arrangement administratif du 31 janvier 1967 pour l'application de la Convention relative a l'assurance-vieillesse et survivants et à l'assurance-invalidité du 3 septembre 1965.]

Luxembourg-Autriche

Voir Autriche-Luxembourg.

Luxembourg-Portugal

Arrangement administratif général du 20 octobre 1966 [tel qu'il a été modifié par les Avenants du 5 juin 1972 et du 21 mai 1979]. 1979

Arrangement administratif du 21 mai ayant pour objet l'application aux travailleurs indépendants de la Convention entre le Portugal et le Luxembourg sur la sécurité sociale.

Luxembourg-Suisse

Arrangement administratif du 17 février 1970 pour l'application de la Convention de securité sociale du 3 juin 1967.

Malte - Royaume-Uni

Arrangement administratif pour l'application de la Convention de sécurité sociale du 26 octobre 1956 et de la Convention d'assurance nationale du 21 mars 1958.

Pays-Bas - Autriche

Voir Autriche - Pays-Bas

Pays-Bas - Grèce

Voir Grèce - Pays-Bas.

Pays-Bas - Portugal

Arrangement administratif du 9 mai 1980, relatif aux modalités d'application des chapitres 1, 5 et 6 du Titre III de la Convention de sécurité sociale du 19 juillet 1979.

Pays-Bas - Suisse

Arrangement administratif du 29 mai 1970 pour l'application de la Convention de sécurité sociale du 27 mai 1970

Pays-Bas - Turquie

Les dispositions de l'Arrangement du 14 juin 1967 relatives à l'application du Titre III de la Convention de sécurité sociale du 5 avril 1966.

Norvège-Portugal

Arrangement administratif du 15 décembre 1980 pour l'application de la Convention de securité sociale du 5 juin 1980.

[**Norvège-Suisse**

Arrangement administratif du 22 septembre 1980 pour l'application de la Convention de securité sociale du 21 février 1979.]

[**Norvège-Turquie**

Arrangement administratif du 30 juillet 1981 pour l'application de la Convention de securité sociale du 20 juillet 1978.]

Norvège - Royaume-Uni

Arrangement administratif pour l'application de la Convention de sécurité sociale du 25 juillet 1957.

Portugal-Belgique

Voir Belgique-Portugal.

Portugal-France

Voir France-Portugal.

Portugal-République Fédérale d'Allemagne

Voir République Fédérale d'Allemagne-Portugal.

Portugal-Luxembourg

Voir Luxembourg-Portugal.

Portugal - Pays-Bas

Voir Pays-Bas - Portugal.

[**Portugal-Espagne**

Arrangement administratif du 22 mai 1970.

Arrangement administratif applicable aux frontaliers du 15 juillet 1971.]

Portugal-Suède

Arrangement administratif du 25 octobre 1978.

Portugal-Suisse

Arrangement administratif du 24 septembre 1976 et complément à l'Arrangement administratif du 12 juillet 1979 pour l'application de la Convention de sécurité sociale du 11 septembre 1975

[illegible]rtugal - Royaume-Uni

Arrangement administratif pour l'application de la Convention [illegible] sociale et Annexe à l'Arrangement administratif du 31 décembre [illegible]

Espagne-Portugal

Voir Portugal-Espagne

[**Espagne-Suisse**

Arrangement administratif du 27 octobre 1971 pour l'application de la Convention de securité sociale du 13 octobre 1969.]

Suède-Autriche

Voir Autriche-Suède

Suède-Suisse

Arrangement administratif du 20 octobre 1978 pour l'application de la Convention de [illegible] sociale du 20 octobre 1978.]

[**Suède-Royaume-Uni**

Arrangement administratif pour l'application de la Convention de sécurité sociale du [illegible] juin 1956.]

Suisse-Autriche

Voir Autriche-Suisse

Suisse-Belgique

Voir Belgique-Suisse.

Suisse-Danemark

Voir Danemark-Suisse.

Suisse-France

Voir France-Suisse.

Suisse-République Fédérale d'Allemagne

Voir République Fédérale d'Allemagne-Suisse.

Suisse-Italie

Voir Italie-Suisse.

Suisse-Liechtenstein

Voir Liechtenstein-Suisse.

Suisse-Luxembourg

Voir Luxembourg-Suisse.

Suisse-Pays-Bas

Voir Pays-Bas-Suisse.

Suisse-Norvège

Voir Norvège-Suisse.

Suisse-Portugal

Voir Portugal-Suisse.

Suisse-Espagne

Voir Espagne-Suisse.

Suisse-Suède

Voir Suède-Suisse.

[**Suisse-Royaume-Uni**

Arrangement administratif pour l'application de la Convention du 21 février 1968 et son Protocol.]

Suisse-Turquie

Arrangement administratif du 14 juin 1970 pour l'application de la Convention de sécurité sociale du 1 mai 1969.

Turquie-Autriche

Voir Autriche-Turquie.

Turquie-Belgique

Voir Belgique-Turquie.

Turquie-République Fédérale d'Allemagne

Voir République Fédérale d'Allemagne-Turquie.

Turquie-Norvège

Voir Norvège-Turquie.

Turquie-Pays-Bas

Voir Pays-Bas-Turquie.

Turquie-Suisse

Voir Suisse-Turquie

Turquie-Royaume-Uni

Arrangement pour l'application de la Convention d'assurance sociale du 9 septembre 1959.

ANNEXE 6

(Article 6, paragraphe 6 et article 48, paragraphe 1, de l'Accord)

INSTITUTS BANCAIRES

Autriche

Österreichische Nationalbank (Banque nationale d'Autriche), Vienne.

Chypre

Banque centrale de Chypre, Nicosie.

Danemark

Danmarks Nationalbank (Banque nationale du Danemark) [Havnegade 5, 1058], Copenhague.

France

Banque de France, Paris.

République Fédérale d'Allemagne

Deutsche Bundesbank (Banque fédérale d'Allemagne), Francfort/Main.

Grèce

Banque de Grèce à Athènes.

Islande

Landsbanki Islands, Reykjavik (banque nationale d'Islande).

Irlande

Banc Ceannais na hÉireann, Baile Átha Cliath (Banque d'Irlande), Dublin.

Luxembourg

Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg.

Malte

The Central Bank of Malta (Banque centrale de Malte), La Vallette.

Norvège

Banque de Norvège, Oslo.

Portugal

Banco de Portugal (Banque du Portugal), Lisbonne.

Suède

Sveriges Riksbank (Banque de Suède), Box 2119, 103 13 Stockholm 2.

Suisse

Banque nationale Suisse, Berne.

Turquie

Banque centrale de la République de Turquie, Ankara.

Royaume-Uni

The Bank of England (Banque d'Angleterre), Londres.

ANNEXE 7

(Article 4, paragraphe 7, de l'Accord)

INSTITUTIONS DÉSIGNÉES PAR LES AUTORITÉS COMPÉTENTES DES PARTIES CONTRACTANTES

Autriche

1 Pour l'application de l'article 7, paragraphe 1 de l'Accord :

a. l'institution autrichienne compétente d'après la nature de l'occupation exercée en dernier lieu ;

b. au cas où la nature de l'occupation exercée en dernier lieu ne peut être déterminée *Pensionsversicherungsanstalt der Arbeiter* (Office d'assurance pension des ouvriers), à Vienne

2 Pour l'application de l'article 12, paragraphe 1 de l'Accord :

a. l'institution compétente pour l'assurance maladie :

b. lorsqu'il s'agit de personnes ne relevant pas de l'assurance maladie : l'institution compétente de l'assurance accident.

3 Pour l'application de l'article 14, paragraphes 2 et 3 de l'Accord :

l'institution compétente pour l'assurance maladie.

4 Pour l'application de l'article 22, paragraphe 1er de l'Accord :

Gebietskrankenkasse (Caisse régionale d'assurance maladie)

5 Pour l'application de l'article 34 de l'Accord :

Gebietskrankenkasse (Caisse régionale d'assurance maladie)

6. Pour l'application de l'article 57, paragraphe 1 de l'Accord :

Hauptverband der österreichischen Sozialversicherungsträger (Fédération principale des institutions autrichiennes d'assurance sociale), Vienne.

7 Pour l'application de l'article 63 de l'Accord :

Gebietskrankenkasse (Caisse régionale d'assurance maladie)

8. Pour l'application de l'article 72, paragraphe 2 de l'Accord :

Gebietskrankenkasse (Caisse régionale d'assurance maladie)

9. Pour l'application de l'article 73, paragraphe 2, deuxième phrase de l'Accord :

Arbeitsamt (Office de l'emploi) dans la circonscription duquel se trouve le nouveau lieu de résidence ou le nouveau lieu de séjour du chômeur.

10. Pour l'application des articles 76 et 77 de l'Accord :

a. *Arbeitsamt* (Office de l'emploi) duquel le travailleur a reçu, en dernier lieu, des prestations en Autriche ;

b. dans les cas où le travailleur n'a pas reçu des prestations en Autriche : *Arbeitsamt* (Office de l'emploi) dans la circonscription duquel est situé le lieu du dernier emploi en Autriche.

11 Pour l'application de l'article 78, paragraphe 2 de l'Accord :

Gebietskrankenkasse (Caisse régionale d'assurance maladie)

12. Pour l'application de l'article 83, paragraphe 1 de l'Accord :

Arbeitsamt (Office de l'emploi) duquel le chômeur reçoit des prestations.

13. Pour l'application de l'article 84 de l'Accord :

Hauptverband der österreichischen Sozialversicherungsträger (Fédération principale des institutions autrichiennes d'assurance sociale), Vienne, lorsque l'institution locale compétente n'est pas connue.

14. Pour l'application de l'article 87, paragraphe 2 de l'Accord :

Hauptverband der österreichischen Sozialversicherungsträger (Fédération principale des institutions autrichiennes d'assurance sociale), Vienne, étant entendu que le remboursement des dépenses relatives aux prestations en nature sera effectué à partir des contributions des pensionnés à l'assurance maladie, versées par les institutions d'assurance pension à ladite Fédération principale.

Belgique

1. Pour l'application de l'article 15, paragraphe 1.*a*.i et ii de la Convention et des articles 12 et 14 paragraphe 1 de l'Accord :

Office national de sécurité sociale, Bruxelles.

2. Pour l'application de l'article 15, paragraphe 2.*a* de la Convention et de l'article 12 de l'Accord :

Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge, Anvers.

3. Pour l'application de l'article 22, paragraphe 1, et de l'article 87, paragraphe 2, de l'Accord :

Institut national d'assurance maladie-invalidité, Bruxelles.

4. Pour l'application de l'article 72, paragraphe 2, de l'article 73, paragraphe 2, des articles 76, 77 et 78, paragraphe 2, et 83, paragraphe 1 de l'Accord :

a. en règle générale : Office national de l'emploi, Bruxelles ;

b. pour les marins : Pool des marins de la marine marchande, Anvers.

5. Pour l'application de l'article 84 de l'Accord :

a. Invalidité spéciale des ouvriers-mineurs :
Fonds national de retraite des ouvriers-mineurs, Bruxelles ;

b. vieillesse - décès (pensions) :
Office national des pensions, Bruxelles.

Chypre

Le Département des assurances sociales auprès du Ministère du Travail et des Assurances sociales.

Danemark

1. Pour l'application de l'article 12, paragraphe 1 de l'Accord :
[Office national de la sécurité sociale], Copenhague.

2. Pour l'application de l'article 14, paragraphes 2 et 3 de l'Accord :
[Office national de la sécurité sociale], Copenhague.

3. Pour l'application de l'article 22, paragraphe 1 de l'Accord :
Office local de sécurité sociale.

4. Pour l'application de l'article 34 de l'Accord :
[Office national de la sécurité sociale], Copenhague.

5. Pour l'application de l'article 57, paragraphe 1 de l'Accord :
Office local de sécurité sociale.

6. Pour l'application de l'article 63, paragraphe 1 de l'Accord :
   Office local de sécurité sociale.
7. Pour l'application de l'article 72, paragraphe 2 de l'Accord :
   Office local de sécurité sociale.
8. Pour l'application de l'article 73, paragraphe 2 de l'Accord :
   Arbejdsdirektoratet (Direction du Travail), Copenhague.
9. Pour l'application de l'article 76 de l'Accord :
   Office local de sécurité sociale.
10. Pour l'application de l'article 77 de l'Accord :
    [Office national de la sécurité sociale], Copenhague.
11. Pour l'application de l'article 78, paragraphe 2 de l'Accord :
    Office local de sécurité sociale.
12. Pour l'application de l'article 83, paragraphe 1 de l'Accord :
    Office local de sécurité sociale.
13. Pour l'application de l'article 84 de l'Accord :
    Office local de sécurité sociale.
14. Pour l'application de l'article 87, paragraphe 2 de l'Accord :
    [Office national de la sécurité sociale], Copenhague.

France

1. Pour l'application de l'article 7, paragraphe 1 de l'Accord :
   Direction régionale de la sécurité sociale.
2. Pour l'application des articles suivants : 12, paragraphe 1 ; 57, paragraphe 1 ; 63, paragraphe 1 ; 76, 77 et 87, paragraphe 2 de l'Accord :

   i. *pour les salariés en Métropole*

   régime général :
   — Caisse primaire d'assurance maladie.

   régime agricole :
   — Caisse départementale de la mutualité sociale agricole.

   régime minier :
   — Société de secours minière.

   régime des marins :
   — Section « Caisse générale de prévoyance des marins » du quartier des affaires maritimes.

   ii. *pour les salariés dans les départements d'outre-mer*

   regime général, régime agricole et régime minier :
   — Caisse générale de sécurité sociale.

   régime des marins :
   — Section « Caisse générale de prévoyance des marins » du quartier général des affaires maritimes.
3. Pour l'application de l'article 12, paragraphe 2 de l'Accord :

   pour les régimes de salariés sur le territoire métropolitain et dans les départements d'outre-mer

   régime général et régime minier :
   — Direction régionale de sécurité sociale.

   regime agricole :
   — Inspection divisionnaire des lois sociales en agriculture.

   regime des marins :
   — Secrétariat général de la Marine marchande, Direction de l'établissement national des invalides de la marine, Sous-Direction « Sécurité sociale des gens de mer », Paris.

4. Pour l'application de l'article 14, paragraphes 2 et 3 de l'Accord :
Caisse primaire centrale d'assurance maladie de la région parisienne.

5. Pour l'application des articles 22 et 34 de l'Accord :

a. i. *pour les salariés en métropole*

régime général :
— Caisse primaire d'assurance maladie

régime agricole :
— Caisse départementale de la mutualité sociale agricole

régime minier :
— Société de secours minière

régime des marins :
— Section « Caisse générale de prévoyance des marins » du quartier des affaires maritimes.

ii. *pour les salariés dans les départements d'outre-mer*

régime général, régime agricole et régime minier :
— Caisse générale de sécurité sociale.

régime des marins :
— Section de la « Caisse générale de prévoyance des marins » du quartier général des affaires maritimes.

b. i. *pour les travailleurs non salariés en métropole*

travailleurs des professions non agricoles :
— Caisse mutuelle régionale d'assurance des travailleurs non salariés des professions non agricoles.

travailleurs des professions agricoles :
— Caisse départementale de mutualité sociale agricole.

ii. *pour les travailleurs non salariés dans les départements d'outre-mer*

travailleurs des professions non agricoles :
— organisme en voie de création.

travailleurs des professions agricoles :
— Caisse générale de sécurité sociale.

6. Pour l'application des articles 72, paragraphe 2 et 73, paragraphe 2 de l'Accord :
Direction départementale du travail et de la main-d'œuvre.

Pour l'application des articles 78, paragraphe 2 et 83, paragraphe 1 de l'Accord :

a. i. *pour les salariés en métropole*

régime général :
— Caisse d'allocations familiales.

régime agricole :
— Caisse départementale de la mutualité sociale agricole.

regime minier :
— Union régionale des sociétés de secours minières.

regime des marins :
— Caisse nationale d'allocations familiales des marins du commerce, ou
— Caisse nationale d'allocations familiales de la pêche maritime.

ii. *pour tous les régimes des salariés dans les départements d'outre-mer*
— Caisse d'allocations familiales.

b. i. *pour les travailleurs non salariés en métropole*

travailleurs non salariés des professions non agricoles :
— Caisse d'allocations familiales.

travailleurs non salariés des professions agricoles :
— Caisse départementale de la mutualité sociale agricole.

ii. *pour les travailleurs non salariés dans les départements d'outre-mer*

travailleurs non salariés des professions non agricoles ou des professions agricoles
— Caisse des allocations familiales.

8. Pour l'application de l'article 84 de l'Accord :

Directeur régional de la sécurité sociale.

République Fédérale d'Allemagne

1. **Pour l'application de l'article 7, paragraphe 1 de l'Accord :**

a. **en fonction de la nature de la dernière activité exercée :**

i. **l'institution locale compétente d'assurance pension des travailleurs salariés, ou**

ii. ***Bundesversicherungsanstalt für Angestellte*** **(Institution fédérale d'assurance pour les employés), Berlin.**

b. **Lorsqu'il n'est pas possible de déterminer la nature de la dernière activité exercée l'institution locale compétente d'assurance pension des travailleurs salariés.**

2. **Pour l'application de l'article 12, paragraphe 1 de l'Accord :**

a. **l'institution responsable en matière d'assurance maladie ;**

b. **lorsque l'intéressé n'est pas couvert par l'assurance maladie :**
l'institution responsable auprès de laquelle l'employeur verse les cotisations de l'assurance-pension ;

c. **dans tous les autres cas :**
l'institution compétente d'assurance accidents.

3. **Pour l'application de l'article 14, paragraphes 2 et 3 de l'Accord :**

a. **l'institution compétente pour l'application d'assurance maladie ;**

b. **lorsque l'assurance maladie n'est pas obligatoire en fonction de l'emploi :**
l'institution à laquelle sont versées les cotisations de l'assurance pension ;

c. **dans tous les autres cas :**
l'institution compétente d'assurance accidents.

4. **Pour l'application de l'article 22, paragraphe 1 de l'Accord :**

a. ***Allgemeine Ortskrankenkasse*** **(Caisse générale locale de l'assurance maladie) compétente pour le lieu de résidence de l'intéressé ;**

b. **lorsqu'une pareille institution n'existe pas :**
Landkrankenkasse **(Caisse rurale d'assurance maladie) compétente pour le lieu de residence de l'intéressé ;**

c. **lorsqu'il s'agit de mineurs ou des membres de leur famille :**
Bundesknappschaft **(Institution fédérale d'assurance pour les mineurs), Bochum.**

5. Pour l'application de l'article 72, paragraphe 2, de l'article 76 et de l'article 78, paragraphe 2 de l'Accord :

a. l'Office du travail qui a servi des prestations en dernier lieu au travailleur en Allemagne ; ou

b. lorsque le travailleur n'a pas reçu de prestations en Allemagne :
l'Office du travail dans le district duquel le travailleur a été employé en dernier lieu sur le territoire de la République Fédérale.

Pour l'application de l'article 73, paragraphe 2 de l'Accord :

l'Office du travail dans le district duquel se trouve le nouveau lieu de résidence ou de séjour du chômeur.

Pour l'application de l'article 83 de l'Accord :

l'Office du travail qui sert des prestations au chômeur.

Pour l'application de l'article 84 du présent Accord, dans le cas où les prestations de chômage ou les allocations familiales ont été indûment servies :

l'Office du travail compétent pour le lieu de résidence de la personne à laquelle les prestations de chômage ou les allocations familiales ont été indûment servies.

9. Pour l'application de l'article 87, paragraphe 2 de l'Accord :

a. pour le remboursement des prestations en nature servies aux travailleurs auxquels un droit n'était pas ouvert sur présentation de l'attestation visée à l'article 20, paragraphe 2 de l'Accord :

Bundesverband der Ortskrankenkassen (Association fédérale des caisses locales d'assurance maladie), Bonn-Bad Godesberg.

b. pour le remboursement des prestations en nature servies aux travailleurs auxquels un droit n'était pas ouvert sur présentation de l'attestation visée à l'article 55, paragraphe 2 de l'Accord :

i. dans le cas où pour l'ouverture du droit l'institution compétente aurait été une institution d'assurance maladie :

Bundesverband der Ortskrankenkassen (Association fédérale des caisses locales d'assurance maladie), Bonn-Bad Godesberg ;

ii. dans tous les autres cas :

Hauptverband der gewerblichen Berufsgenossenschaften (Fédération centrale des associations professionnelles des employeurs de l'industrie), Bonn.

Grèce

Les institutions indiquées à l'Annexe 2 de l'Accord.

Islande

L'administration chargée des assurances.

Irlande

Les institutions indiquées à l'Annexe 2 de l'Accord.

Italie

1. Pour l'application de l'article 7, paragraphe 1 de l'Accord.

Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, Rome.

2. Pour l'application des articles 12, paragraphe 1, 14, paragraphes 2 et 3, 22, paragraphe 1, et 34, paragraphe 1 de l'Accord :

les services provinciaux de l'Institut national pour l'assurance contre les maladies (I.N.A.M.).

3. Pour l'application de l'article 57, paragraphe 1 de l'Accord :

les services provinciaux de l'Institut national pour l'assurance contre les accidents du travail.

4. Pour l'application de l'article 63, paragraphe 1 de l'Accord :

Institut national pour l'assurance contre les maladies, Rome.

5. Pour l'application des articles 72, paragraphe 2, 73, paragraphe 2, 76, 77, 78, paragraphe 2 et 83, paragraphe 1 de l'Accord :

— en règle générale :
les services provinciaux de l'Institut national de la prévoyance sociale.

6. Pour l'application de l'article 84 de l'Accord :

les institutions mentionnées à l'Annexe 3.

7 Pour l'application de l'article 87, paragraphe 2 de l'Accord :

— la tuberculose : Institut national de la prévoyance sociale, Rome ;
— maladie : Institut national pour l'assurance contre les maladies, Rome ;
— accidents du travail et maladies professionnelles : Institut national pour l'assurance contre les accidents du travail, Rome.

Luxembourg

1. Pour l'application de l'article 7, paragraphe 1 de l'Accord :
   Caisse de pensions des employés provés, Luxembourg.
2. Pour l'application de l'article 12, paragraphe 1 de l'Accord :
   Inspection générale de la sécurité sociale, Luxembourg.
3. Pour l'application de l'article 14, paragraphes 2 et 3 de l'Accord :
   Inspection générale de la sécurité sociale, Luxembourg.
4. Pour l'application de l'article 34, paragraphe 1 de l'Accord :
   Caisse nationale d'assurance-maladie des ouvriers, Luxembourg.
5. Pour l'application de l'article 57, paragraphe 1 de l'Accord :
   Association d'assurance contre les accidents, section industrielle, Luxembourg.
6. Pour lapplication de l'article 63 de l'Accord :
   Caisse nationale d'assurance maladie des ouvriers, Luxembourg.
7. Pour l'application de l'article 72, paragraphe 2 de l'Accord :
   Administration de l'emploi, Luxembourg.
8. Pour l'application de l'article 73, paragraphe 2 de l'Accord :
   Administration de l'emploi, Luxembourg.
9. Pour l'application de l'article 76 de l'Accord :
   Administration de l'emploi, Luxembourg.
10. Pour l'application de l'article 77 de l'Accord :
    Caisse nationale d'assurance maladie des ouvriers, Luxembourg.
11. Pour l'application de l'article 78, paragraphe 2 de l'Accord :
    la Caisse de maladie à laquelle l'intéressé a été affilié en dernier lieu.
12. Pour l'application de l'article 83, paragraphe 1 de l'Accord :
    Administration de l'emploi, Luxembourg.
13. Pour l'application de l'article 84 de l'Accord :
    les institutions du lieu de résidence indiquées à l'Annexe 3 de l'Accord.
14. Pour l'application de l'article 87, paragraphe 2 de l'Accord :
    la Caisse de maladie compétente suivant l'occupation exercée.

Malte

Le Département des Services sociaux.

Pays-Bas

1. Pour l'application de l'article 7, paragraphe 1, de l'article 12, paragraphe 1 et de l'article 14, paragraphes 2 et 3 de l'Accord :

   Sociale Verzekeringsraad (Conseil des assurances sociales), Zoetermeer.

2. Pour l'application de l'article 57, paragraphe 1 et l'article 87, paragraphes 2 de l'Accord :

   Ziekenfondsraad (Conseil des caisses de maladie), Amstelveen.

3. Pour l'application de l'article 72, paragraphe 2, de l'article 73, paragraphe 2 et de l'article 76 de l'Accord :

Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging (Nouvelle Association professionnelle générale).
Amstelveen

Norvège

Les offices locaux des assurances.

Portugal

1. Pour l'application de l'article 7, paragraphe 1 de l'Accord :
   Ministre des Affaires sociales, Lisbonne.
2. Pour l'application de l'article 12, paragraphe 1 de l'Accord :
   Centre régional de sécurité sociale d'affiliation du travailleur détaché.
3. Pour l'application de l'article 14, paragraphes 2 et 3 de l'Accord :
   Caisse centrale de sécurité sociale des travailleurs migrants Lisbona.
4. Pour l'application de l'article 34 de l'Accord :
   Autorité administrative du lieu de résidence des membres de la famille
5. Pour l'application de l'article 57, paragraphe 1 de l'Accord :
   Caisse nationale d'assurances de maladies professionnelles, Lisbonne.
6. Pour l'application de l'article 63, paragraphe 1 de l'Accord :
   Autorité administrative du lieu de résidence des membres de la famille.
7. Pour l'application de l'article 72, paragraphe 2 de l'Accord :
   Centre régional de sécurité sociale où le chômeur a été affilié antérieurement en dernier lieu.
8. Pour l'application de l'article 73, paragraphe 2 de l'Accord :
   Centre régional de sécurité sociale du lieu de résidence du chômeur.
9. Pour l'application de l'article 76 de l'Accord :
   Centre régional de sécurité sociale où le chômeur a été affilié antérieurement en dernier lieu.
10. Pour l'application de l'article 77 de l'Accord :
    Autorité administrative du lieu de résidence des membres de la famille.
11. Pour l'application de l'article 78, paragraphe 2 de l'Accord :
    Centre régional de sécurité sociale où le travailleur a été affilié antérieurement en dernier lieu
12. Pour l'application de l'article 83, paragraphe 1 de l'Accord :
    Centre regional de sécurité sociale dont le chômeur recoit des prestations.
13. Pour l'application de l'article 84 de l'Accord :
    Centre régional de sécurité sociale dans la circonscription de laquelle reside le bénéficiaire
14. Pour l'application de l'article 87, paragraphe 2 de l'Accord
    Caisse nationale d'assurances de maladies professionnelles Lisbonne

Suède

1. Pour l'application de l'article 12, paragraphe 1, de l'article 14, paragraphes 2 et 3, de l'article 34, de l'article 57, paragraphe 1, de l'article 63, de l'article 78, paragraphe 2 et de l'article 87, paragraphe 2 de l'Accord :

Riksförsäkringsverket (Office national des assurances sociales), Stockholm.

2. Pour l'application de l'article 72, paragraphe 2, de l'article 73, paragraphe 2, des articles 76, 77 et 83, paragraphe 1 de l'Accord :

Arbetsmarknadsstyrelsen (Office national de l'emploi), Stockholm.

3. Pour l'application de l'article 84 du présent Accord :

a. Chômage :
Arbetsmarknadsstyrelsen (Office national de l'emploi), Stockholm.

b. Tous les autres régimes de sécurité sociale :
Riksförsäkringsverket (Office national d'assurance sociale), Stockholm.

Suisse

1. Pour l'application de l'article 12, paragraphe 1 de l'Accord :

a. la caisse maladie reconnue figure sur une liste à établir au moment de la ratification de la Convention.

b. Caisse de compensation de l'assurance vieillesse, survivants et invalidité à laquelle l'intéressé est affilié.

c. Agence d'arrondissement de la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents aupres de laquelle l'intéressé est assuré.

2. Pour l'application de l'article 14, paragraphes 2 et 3 de l'Accord :

Caisse fédérale de compensation, Berne, pour l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité

3. Pour l'application des articles 34, 63 et 77 de l'Accord :

l'autorité communale compétente selon le lieu de résidence des membres de la famille.

4. Pour l'application de l'article 57, paragraphe 1 de l'Accord :

Caisse nationale suisse d'assurance, Lucerne.

5. Pour l'application des articles 72, paragraphe 2, 73, paragraphe 2 et 76 de l'Accord :

l'institution sera désignée au moment de la ratification de la Convention.

6. Pour l'application des articles 78, paragraphe 2 et 87, paragraphe 2 de l'Accord :

l'institution sera désignée au moment de la ratification de la Convention.

Turquie

Les institutions indiquées à l'Annexe 2 de l'Accord.

Royaume-Uni

Les autorités compétentes indiquées à l'Annexe 1 de l'Accord.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE EUROPEA DI SICUREZZA SOCIALE

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa firmatari della presente Convenzione,

Considerando che l'obiettivo del Consiglio d'Europa é di raggiungere una maggiore unione tra i suoi Membri, particolarmente al fine di favorire il loro progresso sociale;

Considerando che il coordinamento multilaterale della legislazione in materia di sicurezza sociale costituisce uno dei mezzi per raggiungere tale obiettivo;

Considerando che il Codice Europeo di Sicurezza Sociale, aperto alla firma il 16 aprile 1964, stabilisce, all'Articolo 73, che le Parti Contraenti del Codice si adopreranno per concludere uno strumento speciale che regoli le questioni attinenti alla sicurezza sociale per gli stranieri e per gli immigranti, particolarmente in relazione all'eguaglianza di trattamento rispetto ai propri cittadini e al mantenimento dei diritti acquisiti e dei diritti in corso di acquisizione;

Affermando il principio dell'eguaglianza di trattamento dei cittadini delle Parti Contraenti, dei profughi e degli apo-

lidi, ai sensi della legislazione di sicurezza sociale di ciascuna Parte Contraente, ed il principio per cui le prestazioni contemplate dalla legislazione di sicurezza sociale dovrebbero essere mantenute nonostante qualsiasi cambio di residenza da parte delle persone protette entro i territori delle Parti Contraenti, principi che ispirano non solo alcune disposizioni della Carta Sociale Europea ma anche varie convenzioni dell'Organizzazione Internazionale del Lavoro,

Hanno convenuto quanto segue:

TITOLO I
Disposizioni Generali

Articolo 1

Ai fini dell'applicazione della presente Convenzione:

(a) per "Parte Contraente" s'intende ogni Stato che abbia depositato uno strumento di ratifica, accettazione o adesione, conformemente alle disposizioni dell'Articolo 75, paragrafo 1, o dell'Articolo 77;

(b) i termini "territorio di una Parte Contraente" e "cit

tadino di una Parte Contraente" sono definiti all'Allegato I; ai sensi delle disposizioni dell'Articolo 81, paragrafo 1, ciascuna Parte Contraente dovrà notificare qualsiasi emendamento da apportare all'Allegato I;

(c) per "legislazione" s'intendono tutte le leggi, regolamenti ed altri strumenti statutari che sono in vigore al momento della firma della presente Convenzione o che possano entrare in vigore successivamente su tutto o parte del territorio di ogni Stato Contraente e che attengano ai rami e regimi di sicurezza sociale specificati all'Articolo 2, paragrafi 1 e 2;

(d) per "convenzione di sicurezza sociale" s'intende qualsiasi strumento bilaterale o multilaterale che impegni o impegnerà esclusivamente due o più Parti Contraenti e qualsiasi strumento multilaterale in forza del quale almeno due Parti Contraenti e uno o altri Stati siano o saranno successivamente impegnati nel settore della sicurezza sociale rispetto a tutti o parte dei rami e dei regimi di sicurezza sociale specificati all'Articolo 2, paragrafi 1 e 2, come pure qualsiasi accordo concluso nel quadro di detti strumenti;

(e) per "autorità competente" s'intende il Ministro o i Ministri o altre autorità corrispondenti responsabili dei regimi di sicurezza sociale su tutto o parte del territorio di ciascuna Parte Contraente;

(f) per "istituzione" s'intende l'organismo o l'autorità responsabile dell'applicazione di tutta o parte della legislazione di ciascuna Parte Contraente;

(g) per "istituzione competente" s'intende:

(i) in relazione ad un regime di assicurazione sociale, o l'istituzione presso cui la persona interessata è assicurata allorché richiede la prestazione, oppure l'istituzione dalla quale ha diritto di ricevere la prestazione o avrebbe il diritto di ricevere la prestazione se fosse residente nel territorio della Parte Contraente ove tale istituzione ha sede, o l'istituzione designata dall'autorità competente della Parte Contraente interessata;

(ii) in relazione ad un regime diverso da un regime d'assicurazione sociale, o in relazione ad un regime di prestazioni familiari, l'istituzione designata dall'autorità competente della Parte Contraente interessata;

(iii) in relazione ad un regime riguardante gli obblighi del datore di lavoro rispetto alle prestazioni di cui all'Articolo 2, paragrafo 1, o il datore di lavoro o il suo assicuratore o, in mancanza di questi, l'organismo o l'autorità designati dall'autorità competente della Parte Contraente interessata;

(h) per "Stato competente" s'intende la Parte Contraente sul cui territorio ha sede l'istituzione competente;

(i) per "residenza" s'intende la residenza abituale;

(j) per "residenza temporanea" s'intende un soggiorno temporaneo;

(k) per "istituzione del luogo di residenza" s'intende l'istituzione abilitata, ai sensi della legislazione della Parte Contraente che essa applica, a corrispondere le prestazioni in questione nel luogo di residenza o, ove non esista una tale istituzione, l'istituzione designata dall'autorità competente della Parte Contraente interessata;

(l) per "istituzione del luogo di residenza temporanea" si intende l'istituzione abilitata, ai sensi della legislazione della Parte Contraente che essa applica, a corrispondere le prestazioni in questione nel luogo di residenza temporanea o, ove non esista una tale istituzione, l'istituzione designata dalla autorità competente della Parte Contraente interessata;

(m) per "lavoratore" s'intende una persona impiegata o un libero professionista o una persona considerata tale ai sensi della legislazione della Parte Contraente interessata, salvo diversamente specificato nella presente Convenzione;

(n) per "lavoratore frontaliero" s'intende una persona impiegata nel territorio di una Parte Contraente che risiede nel territorio di un'altra Parte Contraente ove ritorna, di norma, ogni giorno o almeno una volta a settimana; a condizione che:

(i) per quanto riguarda le relazioni tra la Francia e le Parti Contraenti confinanti con la Francia, la persona interessata deve, per essere considerato lavoratore frontaliero, risiedere ed essere impiegato entro un'area che, in linea di principio, non superi i venti chilometri da una parte e dall'altra della frontiera comune;

(ii) un lavoratore frontaliero impiegato nel territorio di una Parte Contraente da un'impresa che sia il suo abituale datore di lavoro, che sia inviato da detta impresa a lavorare al di là della zona di frontiera, o nel territorio della stessa Parte Contraente o nel territorio di un'altra Parte Contraente, per un periodo che si presume non debba superare i quattro mesi, conserverà lo status di lavoratore frontaliero durante tale impiego per un periodo che non superi i quattro mesi;

(o) il termine "profugo" ha il significato attribuitogli nell'Articolo 1, Sezione A, della Convenzione sullo Status dei Profughi, firmata a Ginevra il 28 luglio 1951, e nell'Articolo 1, paragrafo 2, del Protocollo sullo Status dei Profughi del 31 gennaio 1967, senza alcuna limitazione geografica;

(p) il termine "apolide" ha il significato attribuitogli nell'Articolo 1 della Convenzione sullo Status degli Apolidi, fatta a New York il 28 settembre 1954;

(q) per "membri della famiglia" s'intendono le persone definite, o riconosciute come tali, o designate come membri della casa, dalla legislazione applicata dall'istituzione responsabile della corresponsione delle prestazioni, o, nei casi di cui all'Articolo 21, paragrafo 1, comma (a) e (c) e all'Articolo 24, paragrafo 6, dalla legislazione della Parte Contraente sul cui territorio essi risiedono; tuttavia, qualora tale legislazione consideri membri della famiglia o della casa esclusivamente le persone che convivono con la persona interessata, questa condizione verrà ritenuta soddisfatta se le persone interessate erano principalmente a carico della persona interessata;

(r) per "superstiti" s'intendono le persone definite o riconosciute come tali dalla legislazione in base alla quale sono concesse le prestazioni; tuttavia, qualora tale legislazione dovesse considerare come superstiti solo le persone che convivevano con il deceduto, questa condizione verrà ritenuta soddisfatta se le persone interessate erano principalmente a carico del deceduto;

(s) per "periodi di assicurazione" s'intendono i periodi di contributo, impiego, attività professionale o residenza come definiti o riconosciuti quali periodi di assicurazione dalla legislazione in base alla quale sono stati completati e ogni altro periodo, nella misura in cui venga da detta legislazione considerato come equivalente ai periodi di assicurazione;

(t) per "periodi d'impiego" e "periodi di attività professionale" s'intendono quei periodi definiti o riconosciuti come tali dalla legislazione in base alla quale sono stati completati, e ogni altro periodo, nella misura in cui venga da detta legislazione considerato come equivalente ai periodi d'impiego o di attività professionale;

(u) per "periodi di residenza" s'intendono i periodi di residenza come definiti o riconosciuti come tali dalla legislazione in base alla quale sono stati completati;

(v) per "prestazioni" e " pensioni s'intendono tutte le prestazioni o pensioni, ivi incluse tutte le relative componenti fornite dai fondi pubblici e ogni aumento, rivalutazione, indennità supplementare, salvo diversamente specificato nella presen-

te Convenzione e qualsiasi prestazione concessa al fine di mantenere o migliorare la capacità di guadagno, le prestazioni in contanti che possono essere versate in sostituzione delle pensioni e, ove ciò sia applicabile, ogni versamento effettuato sotto forma di rimborso dei contributi;

(w) per "assegni familiari" s'intendono le prestazioni periodiche in contanti concesse in funzione del numero e dell'età dei figli; l'espressione "prestazioni familiari" significa qualsiasi prestazione in natura o in contanti concessa al fine di compensare le spese di mantenimento della famiglia, salvo la gratifica speciale di natalità esplicitamente esclusa nell'Allegato II; ciascuna Parte Contraente interessata dovrà, conformemente alle disposizioni dell'Articolo 81, paragrafo 1, notificare ogni emendamento da apportarsi all'Allegato II riguardo a qualsiasi gratifica speciale di natalità prevista dalla propria legislazione;

(x) per "assegno in caso di decesso" s'intende qualsiasi somma in contanti pagabile in caso di decesso, diversa dalle prestazioni in contanti di cui al comma (v) del presente Articolo;

(y) il termine "a carattere contributivo" si applica alle prestazioni, la cui concessione dipende o dalla partecipazione finanziaria diretta delle persone protette o del loro datore di lavoro o da un periodo di attività professionale qualificante e si applica alla legislazione o ai regimi che prevedono tali prestazioni; le prestazioni, la cui concessione non dipende dalla partecipazione finanziaria diretta dalle persone protette o

del loro datore di lavorò, o da un periodo di attività professionale qualificante, e la legislazione o i regimi ai sensi dei quali essi vengono concessi in via esclusiva vengono definiti "a carattere non retributivo";

(z) per " prestazioni concesse ai sensi di intese transitorie" s'intendono le prestazioni concesse a persone che hanno superato una certa età alla data di entrata in vigore della legislazione applicabile, o le prestazioni concesse in via provvisoria in considerazione di eventi che si sono verificati o di periodi che sono stati completati fuori delle attuali frontiere del territorio di una Parte Contraente.

Articolo 2

1. La presente Convenzione si applica a tutta la legislazione che regola i seguenti rami della sicurezza sociale:

(a) prestazioni per malattia e maternità;
(b) prestazioni d'invalidità;
(c) prestazioni di vecchiaia;
(d) prestazioni dei superstiti;
(e) prestazioni relative a incidenti sul lavoro o malattie professionali;
(f) assegni in caso di decesso;
(g) prestazioni di disoccupazione;
(h) prestazioni familiari.

2. La presente Convenzione si applica a tutti i regimi generali di sicurezza sociale ed ai regimi speciali, siano essi a ca-

rattere contributivo o non contributivo, ivi inclusi i regimi relativi agli obblighi dei datori di lavoro riguardo alle prestazioni di cui al paragrafo precedente. Accordi bilaterali o multilaterali tra due o più Parti Contraenti determineranno, per quanto possibile, le condizioni in cui la presente Convenzione si applicherà ai regimi istituiti attraverso contratti collettivi resi obbligatori per decisione delle autorità pubbliche

3. Per quanto attiene ai regimi per la gente di mare, si applicheranno le disposizioni del Titolo III della presente Convenzione, senza alcun pregiudizio alla legislazione di qualsiasi Parte Contraente che regola gli obblighi degli armatori che, ai fini dell'applicazione della presente Convenzione, saranno considerati come datori di lavoro.

4. La presente Convenzione non si applica ai regimi di assistenza sociale o medica, ai regimi di prestazioni per le vittime della guerra o delle sue conseguenze, o a regimi speciali per impiegati statali o persone assimilate ad essi.

5. La presente Convenzione non si applica alla legislazione intesa a dare effetto ad una Convenzione di Sicurezza Sociale conclusa tra una Parte Contraente e uno o più altri Stati.

Articolo 3

1. L'Allegato II specifica, rispetto a ciascuna Parte Contraente, la legislazione e i regimi di cui all'Articolo 2, paragrafi 1 e 2.

2. Ciascuna Parte Contraente dovrà, in conformità alle disposi-

zioni dell'Articolo 81, paragrafo 1, notificare ogni emendamento da apportare all'Allegato II a seguito dell'adozione di una nuova legislazione. Detta notifica dovrà essere inviata entro tre mesi dalla data di pubblicazione di tale legislazione o, nel caso della legislazione pubblicata prima della data di ratifica della presente Convenzione, alla data della ratifica.

Articolo 4

1. Le disposizioni della presente Convenzione si applicano:

(a) alle persone che sono o sono state soggette alla legislazione di una o più Parti Contraenti e siano cittadini di una Parte Contraente, o siano profughi o apolidi residenti nel territorio di una Parte Contraente, come pure ai membri delle loro famiglie e ai loro superstiti;

(b) ai superstiti delle persone che erano soggette alla legislazione di una o più Parti Contraenti, indipendentemente dalla cittadinanza di tali persone, laddove questi superstiti siano cittadini di una Parte Contraente, o profughi o apolidi residenti nel territorio di una Parte Contraente;

(c) senza pregiudizio alle disposizioni dell'Articolo 2, paragrafo 4, agli impiegati statali e alle persone assimilate ad essi ai sensi della legislazione della Parte Contraente interessata, nella misura in cui essi sono soggetti ad una qualsiasi legislazione di detta Parte Contraente cui si applichi la presente Convenzione.

2. Nonostante le disposizioni del comma (c) del paragrafo pre-

cedente, non beneficieranno delle disposizioni della presente Convenzione le categorie di persone - diverse dai membri del personale di servizio delle missioni diplomatiche o dei posti consolari e le persone impiegate al servizio privato dei funzionari di tali missioni o posti - rispetto alle quali la Convenzione di Vienna sulle Relazioni Diplomatiche e la Convenzione di Vienna sulle Relazioni Consolari prevedono l'esenzione dalle disposizioni di sicurezza sociale che sono in vigore nello Stato ricevente.

Articolo 5

1. Subordinatamente alle disposizioni dell'Articolo 6, la presente Convenzione sostituisce, rispetto alle persone cui si applica, ogni convenzione di sicurezza sociale che impegni:

(a) esclusivamnete due o più Parti Contraenti; oppure

(b) almeno due Parti Contraenti ed uno o più altri Stati rispetto a casi che non richiedano alcuna azione da parte di una istituzione di uno di questi ultimi Stati.

2. Tuttavia, qualora l'applicazione di alcune disposizioni della presente Convenzione sia soggetta alla conclusione di accordi bilaterali o multilaterali, le disposizioni delle convenzioni di cui ai comma (a) e (b) del paragrafo precedente resteranno applicabili fino all'entrata in vigore di detti accordi.

Articolo 6

1. Le disposizioni della presente Convenzione non inficieranno.

obblighi derivanti da qualsiasi convenzione adottata dalla Conferenza Internazionale del Lavoro.

2. La presente Convenzione non inficerà le disposizioni in materia di sicurezza sociale contenute nel Trattato del 25 marzo 1957 che istituiva la Comunità Economica Europea, né gli accordi di associazione previsti ai sensi di detto Trattato, né le misure adottate in applicazione di tali disposizioni.

3. Nonostante le disposizioni dell'Articolo 5, paragrafo 1, due o più Parti Contraenti potranno mantenere in vigore, di comune accordo e rispetto a loro stesse, le disposizioni di convenzioni di sicurezza sociale cui sono vincolate specificandole nell'Allegato III, oppure, nel caso di disposizioni relative all'applicazione di queste convenzioni, specificandole in un allegato all'Accordo Complementare per l'applicazione della presente Convenzione.

4. Tuttavia, la presente Convenzione si applicherà in tutti i casi che richiedano un'azione da parte di un'istituzione di una Parte Contraente diversa da quelle che sono vincolate dalle disposizioni di cui al paragrafo 2 o al paragrafo 3 del presente Articolo come pure nel caso di persone che hanno diritto a prestazioni ai sensi della presente Convenzione a cui dette disposizioni non siano esclusivamente applicabili.

5. Due o più Parti Contraenti che sono vincolate dalle disposizioni specificate nell'Allegato III potranno, di comune accordo e rispetto a loro stesse, apportare gli opportuni emendamenti al presente Allegato, dandone notifica in conformità con le disposizioni dell'Articolo 81, paragrafo 1.

Articolo 7

1. Due o più Parti Contraenti possono, se del caso, concludere fra loro convenzioni di sicurezza sociale basate sui principi della Presente Convenzione.

2. Ciascuna Parte Contraente dovrà notificare, conformemente alle disposizioni dell'Articolo 81, paragrafo 1, ogni convenzione da essa conclusa in virtù del paragrafo precedente, e ciascun emendamento o denuncia successivi di una tale convenzione. Detta notifica dovrà essere inoltrata entro tre mesi dalla data di entrata in vigore di tale convenzione o del suo emendamento, o dalla data in cui ha effetto la sua denuncia.

Articolo 8

1. Salvo diversamente specificato nella presente Convenzione, le persone, che sono residenti nel territorio di una Parte Contraente cui é applicabile la Convenzione avranno, ai sensi della legislazione di ogni Parte Contraente, gli stessi diritti e obblighi dei cittadini di tale Parte.

2. Tuttavia, il diritto a prestazioni non contributive, il cui ammontare non dipende dalla lunghezza dei periodi di residenza completati, potrà essere subordinato al fatto che il beneficiario abbia risieduto nel territorio della Parte Contraente interessata, ovvero nel caso delle prestazioni ai superstiti, al fatto che il defunto vi abbia risieduto, per un periodo che non può essere fissato:

(a) a più di sei mesi immediatamente precedenti la domanda

di prestazione, per le prestazioni di maternità e di disoccupazione;

(b) a più di cinque anni consecutivi immediatamente precedenti la presentazione della domanda per prestazioni d'invalidità, o, immediatamente precedenti il decesso, per le prestazioni ai superstiti;

(c) a più di dieci anni tra il sedicesimo anno d'età e la età pensionabile, dei quali può essere richiesto che cinque anni debbano precedere immediatamente la presentazione della domanda di prestazioni di vecchiaia.

3. Se una persona non soddisfa le condizioni stabilite al comma (b) o (c) del presente paragrafo, ma è stato soggetto - o, nel caso di prestazioni ai superstiti, se il defunto è stato soggetto - alla legislazione della Parte Contraente interessata per almeno un anno, tale persona, o i superstiti del defunto, potrà comunque senza pregiudizio per le disposizioni dell'Articolo 27, avere diritto alle prestazioni calcolate sulla base della prestazione completa e fino ad un ammontare che non la superi:

(a) nel caso di prestazioni d'invalidità o di decesso, in proporzione al quoziente del numero di anni di residenza completati dall'interessato o dal defunto in base a detta legislazione tra la data in cui ha compiuto il 16° anno d'età e la data della sua inabilità al lavoro a seguito d'invalidità o di decesso e i due terzi del numero di anni che intercorrono tra tali due date, senza tener conto degli anni posteriori all'età pensionabile;

(b) nel caso di pensione di vecchiaia, in proporzione al quoziente del numero di anni di residenza completati dall'interessato

in base a detta legislazione tra la data in cui ha compiuto il 16° anno d'età e l'età pensionabile, e 30 anni.

4. L'Allegato IV specifica, per ciascuna Parte Contraente interessata, le prestazioni previste dalla propria legislazione cui sono applicabili le disposizioni del paragrafo 2 o del paragrafo 3 del presente Articolo..

5. Ciascuna Parte Contraente interessata dovrà, conformemente alle disposizioni dell'Articolo 81, paragrafo 1, notificare ogni emendamento apportato all'Allegato IV. Se tale emendamento risulta d... l'adozione di una nuova legislazione, tale notifica dovrà essere data entro 3 mesi dalla data di pubblicazione di tale legislazione o, nel caso di una legislazione pubblicata prima della data di ratifica della presente Convenzione, alla data della ratifica stessa

6. Le disposizioni del parafrafo 1 del presente Articolo non pregiudicheranno la legislazione di qualsiasi Parte Contraente per quanto attiene alla sua partecipazione all'amministrazione di, o all'appartenenza a, tribunali di sicurezza sociale.

7. Misure speciali potrannno venir adottate circa la partecipazione ad assicurazioni volontarie o facoltative continuate da parte di persone non residenti nel territorio della Parte Contraente interessata, o il diritto alle prestazioni ai sensi degli accordi transitori specificati all'Allegato VII.

ARTICOLO 9

1. I benefici delle disposizioni di convenzioni di sicurezza sociale che restano in vigore in virtù dell'Articolo 6, paragrafo 3, e le disposizioni di convenzioni di sicurezza sociale concluse in virtù dell'Articolo 7, paragrafo 1, potranno essere estesi di comune accordo tra le Parti Contraenti delle stesse, ai cittadini di ogni Parte Contraente.

2. L'Allegato V specifica le disposizioni delle convenzioni di sicurezza sociale che restano in vigore in virtù dell'Articolo 6, paragrafo 3, e la cui applicazione deve essere estesa, conformemente al paragrafo 1 del presente Articolo, ai cittadini di ogni Parte Contraente.

3. Le Parti Contraenti interessate dovranno notificare, conformemente alle disposizioni dell'Articolo 81, paragrafo 1, le disposizioni delle convenzioni di sicurezza sociale da esse concluse in virtù dell'Articolo 7, paragrafo 1, la cui applicazione viene estesa,

conformemente al paragrafo 1 del presente Articolo, ai cittadini di ogni Parte Contraente. Le disposizioni di dette convenzioni verranno indicate nell'Allegato V.

4. Due o più Parti Contraenti, che sono vincolate dalle disposizioni specificate all'Allegato V, possono, di comune accordo e per quanto le concerne, apportare opportuni emendamenti al suddetto Allegato dandone notifica, conformemente alle disposizioni dell'Articolo 81, paragrafo 1.

ARTICOLO 10

Se la legislazione di una Parte Contraente subordina l'ammissione all'assicurazione volontaria o facoltativa continuata al completamento di periodi di assicurazione, l'istituzione che applicherà detta legislazione dovrà, a tal fine ed allo scopo di computare i periodi, prendere in considerazione, nella misura necessaria, i periodi di assicurazione completati ai sensi della legislazione di qualsiasi altra Parte Contraente, e, ove opportuno, dei periodi di residenza completati dopo il compimento del 16° anno d'età in base al regime non contributivo di qualsiasi altra Parte Contraente, come se essi fossero stati periodi di assicurazione completati ai sensi della legislazione della prima Parte.

ARTICOLO 11

1. Salvo diversamente specificato nella presente Convenzione, le prestazioni in contanti per invalidità, vecchiaia, superstiti, le pensioni derivanti da incidenti sul lavoro o malattie professionali, gli assegni per decessi pagabili ai sensi della legislazione di una o più Parti Contraenti non potranno subire alcuna riduzione, modifica, sospensione, soppressione o confisca, per il fatto che il beneficiario è residente nel territorio di una Parte Contraente diversa da quella in cui si trova l'istituzione debitrice.

2. Tuttavia, nonostante le disposizioni dell'Articolo 8, paragrafi 1 e 2, le prestazioni per invalidità, vecchiaia e superstiti specificate all'Allegato IV verranno calcolate conformemente al comma (a) o comma (b) del paragrafo 3 di detto Articolo 8, a seconda del caso, se il beneficiario è residente nel territorio di una Parte Contraente diversa da quella in cui si trova l'istituzione debitrice.

3. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 del presente Articolo non si applicheranno alle seguenti prestazioni, nella misura in cui sono specificate nell'Allegato VI:

(a) prestazioni speciali non contributive concesse ad invalidi che non siano in grado di guadagnarsi da vivere;

(b) prestazioni speciali non contributive concesse a persone non aventi diritto a prestazioni normali;

(c) prestazioni concesse ai sensi di accordi transitori;

(d) prestazioni speciali concesse sottoforma di assistenza o in caso di bisogno.

4. Ciascuna Parte Contraente interessata, conformemente alle disposizioni dell'Articolo 81, paragrafo 1, notificherà ogni emendamento da apportarsi all'Allegato VI. Se un tale emendamento risultasse dall'adozione di una nuova legislazione, tale notifica dovrà essere inoltrata entro tre mesi dalla data di pubblicazione di detta legislazione o, nel caso di una legislazione pubblicata prima della data di ratifica della presente Convenzione, alla data della ratifica.

5. Qualora la legislazione di una Parte Contraente subordini il rimborso dei contributi al fatto che la persona interessata abbia cessato di essere assoggettata ad un'assicurazione obbligatoria, tale condizione non verrà considerata soddisfatta fintantoché tale persona sarà assoggettata ad un'assicurazione obbligatoria ai sensi della legislazione di una qualsiasi altra Parte Contraente.

6. Le Parti Contraenti fisseranno per mezzo di accordi bilaterali o multilaterali, le condizioni del pagamento delle prestazioni di cui al paragrafo 1 del presente Articolo dovute a persone che godano dei diritti contemplati nella presente Convenzione e che siano residenti nel territorio di uno Stato che non è una delle Parti Contraenti.

ARTICOLO 12

Le regole riguardanti la rivalutazione della prestazione stabilite dalla legislazione di una Parte Contraente sarannno applicabili alle prestazioni pagabili ai sensi di tale legislazione, conformemente alle disposizioni della presente Convenzione.

ARTICOLO 13

1. Salvo che per le prestazioni di invalidità, vecchiaia, superstiti o malattia professionale che vengono pagate dalle istituzioni di due o più Parti Contraenti in conformità alle disposizioni

dell'Articolo 29 o dell'Articolo 47, comma (b), la presente Convenzione non conferirà né manterrà il diritto a più prestazioni della stessa natura o a più prestazioni relative a uno ed allo stesso periodo di assicurazione obbligatoria.

2. Le disposizioni nella legislazione di una Parte Contraente relative alla riduzione, sospensione o soppressione in caso di cumulo di una prestazione con altre prestazioni o con altri redditi,o derivanti dall'esercizio di un'attività professionale, si applicheranno anche ad un beneficiario rispetto alle prestazioni acquisite ai sensi della legislazione di un'altra Parte Contraente o rispetto a redditi ottenuti a occupazione svolta sul territorio di un'altra Parte Contraente. Questa disposizione, tuttavia, non si applicherà alle prestazioni della stessa natura pagabili rispetto a invalidità vecchiaia, superstiti o malattia professionale da parte delle istituzioni di due o più Parti Contraenti, conformemente alle disposizioni dell'Articolo 29 o dell'Articolo 47, comma (b).

T I T O L O II

Disposizioni che determinano la legislazione applicabile

ARTICOLO 14

Per quanto attiene alle persone ammesse a beneficiare delle disposizioni contenute nella presente Convenzione, la legislazione applicabile verrà determinata conformemente alle seguenti disposizioni:

(a) le persone impiegate che sono impiegate sul territorio di una Parte Contraente saranno soggette alla legislazione di detta Parte, anche se sono residenti nel territorio di un'altra Parte Contraente o se l'impresa che li impiega ha la sede principale, o il datore di lavoro la sua residenza, sul territorio di un'altra Parte Contraente;

(b) i lavoratori che esercitano la loro attività professionale a bordo di una nave che batte la bandierea di una delle Parti Contraenti saranno soggetti alla legislazione di tale Parte;

(c) i lavoratori indipendenti che esercitano la propria attività professionale nel territorio di una Parte Contraente saranno soggetti alla legislazione di tale Parte, anche se risiedono r nel territorio di un'altra Parte Contraente;

(d) gli impiegati statali e le persone assimilate ad essi saranno soggetti alla legislazione della Parte Contraente nella cui amministrazione sono impiegati.

ARTICOLO 15

1. La norma stabilita all'Articolo 14, comma (a), si applicherà subordinatamente alle seguenti eccezioni o modifiche;

(a) (i) quei lavoratori dipendenti che sono impiegati nel territorio di una Parte Contraente da un'impresa che è il loro normale datore di lavoro e che vengono inviati da tale impresa a lavorare per essa sul territorio di un'altra Parte Contraente, resteranno soggetti alla legislazione della prima Parte, a condizione che la durata prevista del lavoro non superi i dodici mesi e che essi non vengano inviati per sostituire altri impiegati che hanno terminato il loro periodo di distacco all'estero;

(ii) se il lavoro da svolgere dovesse protrarsi, a causa di circostanze imprevedibili per un periodo superiore a quello originariamente previsto e superiore ai dodici mesi, la legislazione della prima Parte continuerà ad essere applicabile fino al completamento dei lavori, a condizione che l'autorità competente della seconda Parte o l'organismo da essa designato diano il proprio consenso;

(b) (i) quei lavoratori dipendenti che sono impiegati nel trasporto internazionale nel territorio di due o più Parte Contraente come personale viaggiante al servizio di un'impresa che ha la sua sede principale nel territorio di una Parte Contraente e che, per conto altrui o per suo conto, trasporti passeggeri o merci per ferrovia, strada, aria o vie d'acqua interne, saranno soggetti alla legislazione di quest'ultima Parte;

(ii) tuttavia, se detti dipendenti sono impiegati da una filiale o da un'agenzia permanente che la summenzionata impresa ha stabilito nel territorio di una Parte Contraente diversa dalla Parte sul cui territorio essa ha la sua sede principale, essi saranno soggetti alla legislazione della Parte Contraente sul cui territorio è situata la filiale o l'agenzia permanente;

(iii) se tali lavoratori dipendenti sono impiegati solo o principalmente sul territorio della Parte Contraente ove risiedono essi saranno soggetti alla legislazione di tale Parte anche se la impresa che li impiega non ha su tale territorio nè la sua sede

principale nè una filiale o un'agenzia permanente;

(c) (i) quei lavoratori dipendenti, diversi da quelli impiegati nei trasporti internazionali, che normalmente esercitano la loro attività nel territorio di due o più Parti Contraenti saranno soggetti alla legislazione della Parte Contraente nel cui territorio risiedono, se la loro attività viene svolta in parte su tale territorio o dipendono da più imprese o da più datori di lavoro che hanno la loro sede principale o la loro residenza nel territorio di diverse Parti Contraenti;

(ii) negli altri casi, tali lavoratori dipendenti saranno soggetti alla legislazione della Parte Contraente sul cui territorio l'impresa da cui dipendono ha la sua sede principale o il datore di lavoro la sua residenza;

(d) quei lavoratori dipendenti che sono impiegati nel territorio di una Parte Contraente da un'impresa che ha la sua sede principale sul territorio di un'altra Parte Contraente che è attraversato dalla frontiera comune delle Parti Contraenti interessate saranno soggetti alla legislazione della Parte Contraente sul cui territorio l'impresa ha la sua sede principale.

2. La norma stabilita all'Articolo 14, comma (b), si applicherà subordinatamente alle seguenti eccezioni:

(a) quei lavoratori dipendenti che sono impiegati da un'impresa che è il loro datore di lavoro normale, o nel territorio di una Parte Contraente, o a bordo di una nave che batte la bandiera di una Parte Contraente, e che vengono inviati da detta impresa a lavorare per essa a bordo di una nave che batte la bandiera di un'altra Parte Contraente, resteranno soggetti alla legislazione della prima Parte, subordinatamente alle condizioni stabilite nel paragrafo 1, comma (a), del presente Articolo;

(b) quei lavoratori dipendenti che normalmente esercitano la loro attività nelle acque territoriali o in un porto di una Parte Contraente, a bordo di una nave che batte la bandiera di un'altra Parte Contraente, ma che non sono membri dell'equipaggio della nave, saranno soggetti alla legislazione della prima Parte; e

(c) quei lavoratori dipendenti che sono impiegati a bordo di una nave che batte la bandiera di una Parte Contraente e che vengono pagati per tale attività da un'impresa che abbia la sua sede principale, o da un datore di lavoro che risieda, nel territorio di un'altra Parte Contraente saranno soggetti alla legislazione

di quest'ultima Parte se risiedono sul suo territorio; ai fini dell'applicazione di detta legislazione, l'impresa o la persona che corrisponde lo stipendio sarà considerata datore di lavoro.

3. La norma stabilita all'Articolo 14, comma (c), si applicherà subordinatamente alle seguenti eccezioni o modifiche:

(a) i liberi professionisti che risiedono sul territorio di una Parte Contraente e che svolgono la propria attività nel territorio di un'altra Parte Contraente saranno soggetti alla legislazione della prima Parte;

(i) se la seconda Parte non ha alcuna legislazione applicabile ad essi; oppure

(ii) se, ai sensi della legislazione delle due Parti interessate, detti lavoratori indipendenti sono soggetti a tale legislazione solo a causa del fatto che sono residenti nel territorio di dette Parti;

(b) i lavoratori indipendenti che normalmente esercitano la loro attività sul territorio di due o più Parti Contraenti saranno soggetti alla legislazione della Parte Contraente nel cui territorio risiedono, se lavorano in parte su tale territorio o se, ai sensi di tale legislazione, sono soggetti ad essa solo a causa del fatto che sono residenti nel territorio di tale Parte;

(c) qualora i lavoratori indipendenti di cui al comma precedente non esercitano una parte della loro attività nel territorio della Parte Contraente ove risiedono, o qualora, ai sensi della legislazione di tale Parte, essi non sono soggetti a tale legislazione solo a causa del fatto che sono residenti, o, qualora tale Parte non ha alcuna legislazione applicabile ad essi, essi saranno soggetti alla legislazione concordata congiuntamente dalle Parti Contraenti interessate o dalle loro autorità competenti.

4. Qualora, in virtù dei paragrafi precedenti del presente Articolo, un lavoratore sia soggetto alla legislazione di una Parte Contraente nel cui territorio non esercita il proprio lavoro, tale legislazione sarà applicabile ad esso come se egli lavorasse sul territorio di tale Parte.

ARTICOLO 16

1. Le disposizioni degli Articoli 14 e 15 non si applicheranno all'assicurazione volontaria o a quella facoltativa continuata.

2. Qualora l'applicazione della legislazione di due o più Parti Contraenti risultasse nell'iscrizione ad un régime di assicurazione obbligatoria e permettesse l'ammissione contemporanea a uno o più regimi di assicurazione volontaria o facoltativa continuata, l'interessato sarà soggetto esclusivamente al regime di assicurazione obbligatoria. Tuttavia riguardo all'invalidità, vecchiaia e morte (pensioni), la presente Convenzione non pregiudicherà le disposizioni della legislazione di alcuna Parte Contraente che permetta l'ammissione contemporanea ad un regime di assicurazione volontaria o facoltativa continuata e ad un regime di assicurazione obbligatoria.

3. Qualora l'applicazione della legislazione di due o più Parti Contraenti risultasse nella possibilità di ammissione a due o più regimi di assicurazione volontaria o facoltativa continuata, la persona interessata verrà ammessa solo al regime di assicurazione volontaria o facoltativa continuata della Parte Contraente nel cui territorio risiede o, se non è residente nel territorio di una di tali Parti Contraenti, al regime di quella Parte Contraente per la cui legislazione la persona ha optato.

Articolo 17

1. Le disposizioni dell'Articolo 14, comma (a), si applicheranno anche ai membri del personale di servizio delle missioni diplomatiche o dei posti consolari ed anche alle persone impiegate al servizio privato dei funzionari di tali missioni o posti.

2. Tuttavia, i lavoratori di cui al paragrafo precedente che sono cittadini di una Parte Contraente che è lo Stato inviante, potranno optare per l'applicazione della legislazione di tale Parte. Tale diritto di opzione potrà esercitarsi una sola volta, entro i tre mesi successivi all'entrata in vigore della presente Convenzione o alla data in cui l'interessato viene impiegato dalla missione diplomatica o dal posto consolare, o al servizio privato di un funzionario di tale missione o posto, a seconda del caso. L'opzione avrà effetto dalla data in cui viene esercitata.

Articolo 18

1. Le autorità competenti di due o più Parti Contraenti potranno, di comune accordo, stabilire delle eccezioni alle disposizioni degli Articoli dal 14 al 17, a favore degli interessati.

2. L'applicazione delle disposizioni del paragrafo precedente saranno, ove necessario, soggette ad una richiesta da parte degli

interessati e, ove opportuno, da parte dei loro datori di lavoro. Inoltre, tale applicazione sarà oggetto di una decisione con cui le autorità competenti della Parte Contraente la cui legislazione è applicabile confermano che i suddetti lavoratori non sono più soggetti alla summenzionata legislazione a partire da quel momento saranno soggetti alla legislazione di un'altra Parte Contraente.

TITOLO III

Disposizioni speciali che disciplinano le diverse categorie di prestazioni.

CAPITOLO I

Malattia e Maternità

Articolo 19

1. Qualora la legislazione di una Parte Contraente condizioni l'acquisizione, il mantenimento o la riacquisizione del diritto a prestazioni al completamento dei periodi di assicurazione, l'istituzione competente di tale Parte dovrà a tale scopo ed al fine di totalizzare i periodi, tener conto, nella misura necessaria, dei periodi di assicurazione completati in base alla legislazione di qualsiasi altra Parte Contraente e, ove opportuno, dei periodi di residenza completati dopo il sedicesimo anno d'età in base a regimi non-contributivi di qualsiasi altra Parte Contraente, come se fossero periodi di assicurazione completati ai sensi della legislazione della prima Parte.

2. Qualora la legislazione di una Parte Contraente condizioni l'ammissione all'assicurazione obbligatoria al completamento di periodi di assicurazione, i periodi di assicurazione completati ai sensi della legislazione di qualsiasi altra Parte Contraente e, ove opportuno, i periodi di residenza completati dopo il sedicesimo anno d'età in base ai regimi non-contributivi di qualsiasi altra Parte Contraente dovranno, a tal fine ed allo scopo di totalizzare i periodi, essere presi in considerazione, nella misura necessaria, come se fossero periodi di assicurazione completati ai sensi della legislazione della prima Parte.

Articolo 20

1. Le persone che risiedono nel territorio di una Parte Contraente diversa dallo Stato competente e che soddisfino le condizio-

ni per diverntare aventi diritto,prescritte dalla legislazione di quest'ultimo Stato, tenuto conto, ove opportuno, delle disposizioni dell'Articolo 19, riceveranno nel territorio della Parte Contraente in cui risiedono:

a) prestazioni in natura, fornite a spese dell'istituzione competente dell'istituzione del luogo di residenza, conformemente alle disposizioni della legislazione applicata da quest'ultima istituzione, come se dette persone fossero ad essa iscritte;

b) prestazioni in denaro, versate dall'istituzione competente, conformemente alle disposizioni della legislazione che essa applica, come se tali persone fossero residenti nel territorio dello Stato competente. Tuttavia,tramite accordo tra l'istituzione competente e l'istituzione del luogo di residenza, potranno venir pagate prestazioni in denaro attraverso quest'ultima istituzione, a nome della istituzione competente.

2. Le disposizioni del paragrafo precedente, sono applicabili, mutatis mutandis, per quanto riguarda il beneficio delle prestazioni in natura, ai membri della famiglia che risiedono nel territorio di una Parte Contraente diversa dallo Stato competente.

3. Le prestazioni possono ugualmente essere corrisposte ai lavoratori frontalieri dalle istituzioni competenti sul territorio dello Stato competente secondo le disposizioni della legislazione di tale Stato, come se essi risiedessero sul suo territorio. Tuttavia, i membri della loro famiglia beneficieranno delle prestazioni in natura alle stesse condizioni solo dove esista un accordo a tal fine tra le autorità competenti delle Parti Contraenti interessate, o in mancanza di questo, ove esista un'autorizzazione preventiva dell'istituzione competente, salvo in caso di urgenza.

4. Se le persone cui si applica il presente Articolo, che non siano i lavoratori frontalieri o i membri delle loro famiglie, soggiornano nel territorio dello Stato competente, esse potranno beneficiare delle prestazioni secondo le disposizioni legislative di tale Stato come se esse risiedessero nel suo territorio, anche se hanno già ricevuto prestazioni per lo stesso caso di malattia e di maternità prima dell'inizio del loro soggiorno.

5. Se le persone cui si applica il presente Articolo trasferiscono la loro residenza nel territorio dello Stato competente, esse beneficieranno delle prestazioni secondo le disposizioni legislative di tale Stato anche se esse stessero già richiedendo pre-

stazioni per lo stesso caso di malattia o di maternità prima del trasferimento della loro residenza.

Articolo 21

1. Le persone che soddisfano le condizioni richieste dallla legislazione dello Stato competente per avere diritto alle prestazioni, tenuto conto, all'occorrenza, delle disposizioni dell'Articolo 19,e

a) le cui condizioni richiedono la concessione immediata di prestazioni nel corso di un soggiorno nel territorio di una Parte Contraente diversa dallo Stato Competente, o

b) che, dopo essere state ammesse al beneficio delle prestazioni a carico dell'istituzione competente, sono autorizzate da questa istituzione a ritornare nel territorio di una Parte Contraente diversa dallo Stato competente in cui esse risiedono, o a trasferire la loro residenza nel territorio di una Parte Contraente diversa dallo Stato competente, o

c) che sono autorizzate dall'istituzione competente a recarsi nel territorio di una Parte Contraente diversa dallo Stato competente per riceverVi le cure richieste dalle loro condizioni, beneficiano:

i) di prestazioni in natura a carico dell'istituzione competente tramite l'istituzione del luogo di soggiorno o di residenza, secondo le disposizioni applicate da quest'ultima istituzione, come se queste persone vi fossero iscritte per un periodo di tempo non superiore a quello fissato dalla legislazione dello Stato competente;

ii) prestazioni in denaro, pagate dall'istituzione competente, secondo le disposizioni della legislazione che essa applica, come se tali persone si trovassero nel territorio dello Stato competente, Tuttavia tramite accordo tra l'istituzione competente e l'istituzione del luogo di soggiorno o di residenza le prestazioni in denaro possono ugualmente essere concesse tramite quest'ultima istituzione per conto dell'istituzione competente.

2. a) L'autorizzazione considerata al capoverso b) del paragrafo precedente può essere rifiutata solo nel caso in cui lo spostamento dell'interessato possa pregiudicare il suo stato di salute o l'applicazione di una terapia medica;

b) l'autorizzazione considerata al capoverso c) del paragrafo precedente non può essere rifiutata quando le cure di cui trattasi non possono essere fornite all'interessato sul territorio della Parte Contraente in cui risiede.

3. Le disposizioni dei paragrafi precedenti del presente Articolo sono applicabili per analogia ai membri della famiglia, per quanto riguarda il beneficio delle prestazioni in natura.

Articolo 22

1. Se la legislazione di una Parte Contraente subordina la concessione delle prestazioni in natura ai membri della famiglia alla condizione che essi siano personalmente assicurati, le disposizioni degli Articoli 20 e 21 sono applicabili ai membri della famiglia di una persona sottoposta a questa legislazione solo se essi sono iscritti personalmente presso la stessa istituzione della sopraddetta Parte come tale persona, oppure presso un'altra istituzione della sopramenzionata Parte che accordi prestazioni corrispondenti.

2. Se la legislazione di una Parte Contraente prevede che il calcolo delle prestazioni in natura si debba basare su di un guadagno medio, l'istituzione competente di detta Parte determina tale guadagno medio esclusivamente in funzione dei guadagni registrati durante i periodi trascorsi sotto detta legislazione.

3. Se la legislazione di una Parte Contraente prevede che il calcolo delle prestazioni in denaro si basi su di un guadagno forfettario, l'istituzione competente di questa Parte tiene conto esclusivamente del guadagno forfettario, o, all'occorrenza, della media dei guadagni forfettari corrispondenti ai periodi trascorsi sotto detta legislazione.

4. Se la legislazione di una Parte Contraente prevede che l'ammontare delle prestazioni in denaro vari col numero dei membri della famiglia, l'istituzione competente di tale Parte tiene conto ugualmente dei membri della famiglia residenti sul territorio di un'altra Parte Contraente, come se essi risiedessero sul territorio della prima Parte.

Articolo 23

I disoccupati che soddisfino alle condizioni richieste dalla legislazione della Parte Contraente alla quale incombe l'onere delle prestazioni di disoccupazione per aver diritto alle prestazioni in natura, tenuto conto, all'occasione, delle disposizioni

dell'Articolo 19, beneficiano delle prestazioni in natura come per i membri della loro famiglia allorché essi risiedono sul territorio di un'altra Parte Contraente. In questo caso, le prestazioni in natura sono fornite dall'istituzione del luogo di residenza, secondo le disposizioni della legislazione applicata da questa istituzione, come se l'interessato avesse diritto a vecchie prestazioni in virtù di tale legislazione ma l'onere ricade sull'istituzione competente della prima Parte.

Articolo 24

1. Quando il titolare di pensioni o di rendite dovute in base alle legislazioni di due o più Parti Contraenti ha diritto alle prestazioni in natura in base alla legislazione della Parte Contraente sul cui territorio egli risiede,tenuto conto, se del caso delle disposizioni dell'Articolo 19, tali prestazioni sono fornite a detto titolare e ai membri della sua famiglia tramite l'istituzione del luogo di residenza e sono a carico di questa istituzione, come se egli fosse titolare di una pensione o di una rendita dovuta secondo la sola . legislazione di quest'ultima Parte.

2. Quando il titolare di una pensione o di una rendita dovuta in base alla legislazione di una Parte Contraente, o di pensioni o rendite dovute ai sensi delle legislazioni di due o più Parti Contraenti, non ha diritto alle prestazioni in natura in base alla legislazione della Parte Contraente sul cui territorio risiede egli beneficierà tuttavia di tali prestazioni, come pure i membri della sua famiglia, purché egli abbia diritto a dette prestazioni secondo la legislazione della prima parte, o di una delle prime Parti, tenuto conto, se del caso, delle disposizioni dell'articolo 19, o purché egli ne avesse avuto diritto se residente nel territorio di una di queste Parti. Le prestazioni in natura sono fornite dall'istituzione del luogo di residenza, secondo le sue disposizioni legislative, come se l'interessato avesse diritto a dette prestazioni in virtù di questa legislazione ma l'onere ricadrà sull'istituzione secondo le regole enunciate nel paragrafo seguente.

3. Nei casi previsti al paragrafo precedente, l'onere delle prestazioni in natura ricade sull'istituzione determinata secondo le regole seguenti:

a) se il pensionato ha diritto a dette prestazioni in base alla legislazione di una sola Parte Contraente, l'onere spetta all'istituzione competente di questa Parte;

b) Se il titolare ha diritto a dette prestazioni secondo le legislazioni di due o più Parti Contraenti, l'onere ricade sull'istituzione competente della Parte Contraente sotto la cui legislazione il titolare ha completato il più lungo periodo di assicurazione o di residenza; nel caso in cui l'applicazione di tale norma avesse l'effetto di attribuire l'onere delle prestazioni a due o più istituzioni, l'onere spetta a quella della Parte Contraente alla cui legislazione il titolare è stato sottoposto da ultimo.

4. Allorché i membri della famiglia del titolare di una pensione o di una rendita dovuta secondo la legislazione di una Parte Contraente o di pensioni o di rendite dovute ai sensi delle legislazioni di due o più Parti Contraenti, risiedono sul territorio di una Parte Contraente diversa da quella in cui risiede tale titolare, essi beneficiano delle prestazioni in natura come se il titolare risiedesse sullo stesso loro territorio, purché egli abbia diritto a dette prestazioni in virtù della legislazione di una Parte Contraente. Tali prestazioni sono fornite dall'istituzione del luogo di residenza dei membri della famiglia, secondo le disposizioni della legislazione che essa applica, come se essi avessero diritto a dette prestazoini in virtù di tale legislazione; ma l'onere ricade sull'istituzione del luogo di residenza del titolare.

5. Se i membri della famiglia condiderati nel paragrafo precedente trasferiscono la loro residenza nel territorio della Parte Contraente in cui risiede il titolare, beneficiano delle prestazioni, secondo le disposizioni legislative di tale Parte anche se essi hanno già beneficiato di prestazioni per lo stesso caso di malattia o di maternità prima del trasferimento della loro residenza.

6. Il titolare di una pensione o di una rendita dovuta secondo la legislazione di una Parte Contraente, o di pensioni o rendite dovute secondo le legislazioni di due o più Parti Contraenti, che ha diritto alle prestazioni in natura in base alla legislazione di una di tali Parti, benéficia di dette prestazioni come pure i membri della sua famiglia:

a) durante un soggiorno nel territorio di una Parte Contraente diversa da quella in cui essi risiedono, quando le loro condizioni richiedano la concessione immediata di prestazioni; o

b) allorché essi siano stati autorizzati dall'istituzione del

luogo di residenza a recarsi nel territorio di una Parte Contraente diversa da quella in cui risiedono, per ricevervi le cure richieste dalle loro condizioni.

7. Nei casi considerati nel paragrafo precedente, le prestazioni in natura sono fornite dall'istituzione del luogo di soggiorno, secondo le disposizioni legislative che essa applica, come se l'interessato avesse diritto a dette prestazioni in virtù di tale legislazione, ma l'onere ricade sull'istituzione del luogo di residenza del titolare.

8. Se la legislazione di una Parte Contraente prevede delle ritenute di contributi a carico del titolare di pensioni o di rendita a garanzia delle prestazioni in natura, l'istituzione di tale Parte che è debitrice di una pensione o di una rendita, è autorizzata ad operare tali ritenute quando l'onere delle prestazioni in natura spetti ad una istituzione di detta Parte in virtù del presente Articlo.

Articlo 25

1. Se la legislazione applicata dall'istituzione del luogo di residenza o di soggiorno prevede due o più regimi di assicurazione-malattia o maternità, le disposizioni applicabili alla corresponsione delle prestazioni in natura, nei casi considerati ai paragrafi 1 e 2 dell'articolo 20 ai paragrafi 1 e 3 dell'articolo 21, all'articolo 23 e ai paragrafi 2, 4 e 6 dell'articolo 24 sono quelle del regime generale o, in mancanza, del regime adottato per i lavoratori dell'industria.

2. Se la legislazione di una Parte Contraente subordina la concessione di prestazioni a una condizione relativa all'origine della malattia, tale condizione non è applicabile alle persone alle quali è applicabile la presente Convenzione, quale che sia il territorio della Parte Contraente in cui esse risiedono.

3. Se la legislazione di una Parte Contraente fissa un periodo massimo per la concessione di prestazioni, l'istituzione che applica tale legislazione può tener conto, se del caso, del periodo durante il quale prestazioni sono state già fornite dall'istituzione un'altra Parte Contraente per lo stesso caso di malattia o di maternità.

Articolo 26

1. L'applicazione delle disposizioni degli articoli 20, 21,

e 24 tra due o più Parti Contraenti è subordinata alla conclusione di accordi bilaterali o multilaterali tra queste Parti, i quali potranno inoltre prevedere modalità particolari di applicazione.

2. Gli accordi considerati nel paragrafo precedente stabiliranno in particolare:

a) le categorie di persone alle quali gli articoli 20, 21, 22 e 24 saranno applicabili;

b) il periodo durante il quale le prestazioni in natura potranno essere effettuate dall'istituzione di una Parte Contraente a carico dell'istituzione di un'altra Parte Contraente;

c) le condizioni particolari relative alla concessione di protesi, di protesi di grandi dimensioni e di altre prestazioni in natura di costo considerevole;

d) le norme per prevenire il cumulo delle prestazioni dello stesso genere;

e) le modalità di rimborso delle prestazioni fornite dall'istituzione di una Parte Contraente a carico dell'istituzione di una altra Parte Contraente.

3. Due o più Parti Contraenti possono convenire di rinunciare ad ogni rimborso tra istituzioni sottoposte alla loro giurisdizione.

CAPITOLO II

Invalidità, vecchiaia e decesso (pensioni)

Sezione 1: Disposizioni comuni

Articolo 27

Qualora ad una persona siano state applicate successivamente o alternativamente le legislazioni di due o più Parti Contraenti, questa persona o i suoi superstiti beneficiano delle prestazioni conformemente alle disposizioni del presente capitolo, anchè nel caso in cui gli interessati potrebbero fare valere dei diritti a prestazioni in base alla legislazione di una o più Parti Contraenti senza l'applicazione di dette disposizioni.

Articolo 28

1. Se la legislazione di una Parte Contraente subordina l'acquisizione, il mantenimento o il recupero del diritto alle prestazioni al completamento di periodi di assicurazione, l'istituzione che applica questa legislazione tiene conto a tale scopo, ai fini della totalizzazione, di periodi di assicurazione completati sotto la legislazione di ogni altra Parte Contraente, così come, all'occorrenza, dei periodi di residenza trascorsi dopo i 16 anni sotto la legislazione a carattere non contributivo di ogni altra Parte Contraente, come se si trattasse di periodi di assicurazione trascorsi sotto la legislazione della prima Parte.

2. Se la legislazione di una Parte Contraente subordina l'acquisizione, il mantenimento o il recupero del diritto alle prestazioni al completamento di periodi di residenza, l'istituzione che applica questa legislazione tiene conto a tale scopo, ai fini della totalizzazione, dei periodi di assicurazione completati sotto la legislazione di ogni altra Parte Contraente, così come, all'occorrenza, dei periodi di residenza trascorsi dopo i 16 anni sotto la legislazione a carattere non contributivo di ogni altra Parte Contraente, come se si trattasse di periodi di residenza trascorsi sotto la legislazione della prima Parte.

3. Se in virtù della legislazione di una Parte Contraente una persona è stata contemporaneamente sottoposta ad un regime a carattere contributivo e ad un regime a carattere non contributivo per la stessa eventualità l'istituzione di ogni altra Parte Contraente in causa tiene conto, per l'applicazione dei paragrafi 1 o 2 del presente articolo del più lungo periodo di assicurazione o di residenza completati sotto la legislazione della prima Parte.

4. Se la legislazione di una Parte Contraente subordina la concessione di certe prestazioni alla condizione che i periodi di assicurazione siano stati completati, professione sottoposta ad un regime speciale o, all'occorrenza, in una professione o impiego determinati, i periodi completati sotto le legislazioni di altre Parti Contraenti sono presi in considerazione per la concessione di tali prestazioni solo se sono stati completati sotto un regime corrispondente o, in mancanza, nella stessa professione o, all'occorrenza, nello stesso impiego. Se, tenuto conto dei periodi così completati, l'interessato non soddisfa alle condizioni richieste per beneficiare di dette prestazioni, questi periodi sono presi in considerazione per la concessione delle prestazioni del regime generale o in mancanza del regime applicabile agli operai o agli impiegati secondo il caso.

5. Se la legislazione di una Parte Contraente che non esige alcuna durata di assicurazione o di impiego per l'apertura e la determinazione del diritto alle prestazioni, ne subordina la concessione alla condizione che l'interessato o, se si tratta di prestazioni di superstiti, il defunto sia stato sottoposto a questa legislazione al momento del verificarsi dell'evento; tale condizione è considerata soddisfatta se l'interessato o il defunto, secondo il caso, era sottoposto a quel momento alla legislazione di un'altra Parte Contraente.

6. Se la legislazione di una Parte Contraente prevede che il periodo di pagamento di una pensione può essere preso in considerazione per l'acquisizione, il mantenimento o il recupero del diritto alle prestazioni, l'istituzione competente di questa Parte tiene conto, a tale effetto, del periodo durante il quale una pensione o una rendita sono state pagate in base alla legislazione di ogni altra Parte Contraente.

Articolo 29

1. L'istituzione di ciascuna Parte Contraente alla cui legislazione la persona considerata è stata sottoposta, determinerà, secondo le disposizioni della legislazione che essa applica, se tale persona soddisfa alle condizioni richieste per aver diritto alle prestazioni, tenuto conto, all'occorrenza, delle disposieioni dell'articolo 28.

2. Nel caso in cui l'interessato soddisfi a tali condizioni, detta istituzione calcola l'ammontare teorico della prestazione che egli potrebbe pretendere se tutti i periodi di assicurazione e di residenza, completati sotto le legislazioni delle Parti Contraenti in causa e presi in considerazione conformemente alle disposizioni dell'articolo 28, per la determinazione del diritto, fossero stati completati unicamente sotto la legislazione che essa applica.

3. Tuttavia,

a) se si tratta di prestazioni il cui ammontare è indipendente dalla durata dei periodi completati, tale ammontare è considerato come l'ammontare teorico preso in considerazione nel paragrafo precedente;

b) se si tratta di prestazioni menzionate all'Annesso IV, l'ammontare teorico preso in considerazione al paragrafo precedente può essere calcolato sulla base e a concorrenza dell'ammontare della prestazione completa:

i) in caso di invalidità o di decesso, al pro-rata della durata totale dei periodi di assicurazione e di residenza completati dall'interessato o dal defunto prima del verificarsi dell'evento sotto le legislazioni di tutte le Parti Contraenti in causa e considerate conformemente alle disposizioni dell'art. 28, in rapporto ai due terzi del numero di anni trascorsi tra la data alla quale l'interessato o il defunto ha raggiunto l'età di sedici anni e la data in cui è sopravvenuta l'incapacità di lavoro seguita dall'invalidità o dal decesso secondo i casi, senza tener conto degli anni posteriori all'età di ammissione alla pensione di vecchiaia;

ii) in caso di vecchiaia, al pro-rata della durata totale dei periodi di assicurazione e di residenza completati dall'interessato sotto le legislazioni di tutte le Parti Contraenti in causa e considerate conformemente alle disposizioni dell'articolo 28, in rapporto a trent'anni, senza tenr conto degli anni successivi all'età pensionabile.

4. Detta istituzione calcola quindi l'ammontare effettivo della prestazione che deve all'interessato, sulla base dell'ammontare teorico calcolato conformemente alle disposizioni del paragrafo 2 o del paragrafo 3 del presente articolo, secondo i casi, al pro-rata della durata dei periodi di assicurazione o di residenza completati, prima del verificarsi dell'evento sotto le legislazioni di tute le Parti Contraenti in causa.

5. Nei casi in cui la legislazione di una Parte Contraente preveda che l'ammontare delle prestazioni o di certi elementi di prestazioni è proporzionale alla durata dei periodi di assicurazione o di residenza completati, l'istituzione competente di questa Parte può procedere al calcolo diretto di queste prestazioni, in funzione dei soli periodi completati sotto la legislazione che essa applica, nonostante le disposizioni dei paragrafi da 2 a 4 del presente articolo.

ARTICOLO 30

1. Per il calcolo dell'ammontare teorico previsto al paragrafo 2 dell'articolo 29:

(a) se la legislazione di una Parte Contraente prevede che il calcolo delle prestazioni si basi su un guadagno medio, su una contribuzione media, su una maggiorazione media o sulla relazione esistente, durante i periodi di assicurazione, tra il guadagno lordo dell'interessato e la media dei guadagni lordi di tutti gli assicurati con esclusione degli apprendisti; queste cifre medie o proporzionali vengono determinate dall'istituzione competente di questa Parte sulla base dei soli periodi compiuti sotto la legislazione della detta Parte e del guadagno lordo percepito dall'interessato durante questi soli periodi;

(b) se la legislazione di una Parte contraente prevede che il calcolo delle prestazioni si basi sull'ammontare dei guadagni, delle contribuzioni e di eventuali maggiorazioni, i guadagni, le contribuzioni e le maggiorazioni da tenere in considerazione da parte dell'istituzione competente di questa parte, relativamente ai periodi compiuti sotto le legislazioni di altre Parti Contraenti, sono determinati sulla base della media dei guadagni, delle contribuzioni e delle maggiorazioni constatate per i periodi compiuti sotto la legislazione della prima Parte;

(c) se la legislazione di una Parte contraente prevede che il calcolo delle prestazioni si basi su un guadagno o su un ammontare forfettario, il guadagno o l'ammontare da tenere in considerazione da parte dell'istituzione competente di questa Parte, relativamente ai periodi compiuti sotto le legislazioni d'altre Parti Contraenti, è pari al guadagno o all'ammontare forfettario o, all'occorrenza, alla media

dei guadagni e degli ammontare forfettari corrispondenti ai periodi compiuti sotto la legislazione della prima Parte;

(d) se la legislazione di una Parte Contraente prevede che il calcolo delle prestazioni si basi, per alcuni periodi, sull'ammontare dei guadagni e, per altri periodi, su un guadagno e un ammontare forfettario, l'istituzione competente di questa Parte tiene in considerazione, relativamente ai periodi compiuti sotto le legislazioni d'altre Parti Contraenti, i guadagni e gli ammontari determinati conformemente alle disposizioni del capoverso b) e del capoverso (c) del presente paragrafo, secondo i casi; se, per tutti i periodi compiuti sotto la legislazione della prima Parte, il calcolo delle prestazioni si basa su un guadagno e un ammontare forfettario, il guadagno da tenere in considerazione da parte dell'istituzione competente di questa Parte, relativamente ai periodi compiuti sotto le legislazioni d'altre Parti Contraenti, è pari al guadagno fittizio corrispondente a questo guadagno e ammontare forfettario.

2. Se la legislazione di una Parte Contraente comporta regole di rivalutazione degli elementi presi in considerazione per il calcolo delle prestazioni, tali regole sono applicabili, all'occorrenza, agli elementi presi in considerazione dall'Istituzione competente di questa parte, conformemente alle disposizioni del paragrafo precedente, relativamente ai periodi compiuti sotto le legislazioni d'altre Parti Contraenti.

3. Se la legislazione di una Parte Contraente prevede che l'ammontare delle prestazioni vari con il numero dei membri della famiglia, l'istituzione competente di questa Parte tiene ugualmente conto dei membri della famiglia residenti sul territorio di un'altra Parte Contraente, come se risiedessero sul territorio della prima Parte.

ARTICOLO 31

1. Nenestante le dispesizieni dell'articele 29, se la durata tetale dei periedi di assicurazione e di residenza cempiuti sette la legislazione di una Parte Centraente nen raggiunge un anne e se, tenute cente di questi seli periedi nen è state acquisite alcun diritte a prestazieni in virtù di questa legislazione, l'istituziene di questa Parte nen è tenuta ad accerdare prestazieni relativamente ai suddetti periedi.

2. I periedi previsti al paragrafe precedente vengene tenuti in censideraziene dall'istituziene di egnuna delle altre Parti Centraenti in causa per l'applicaziene delle dispesizieni dell'articele 29, ad ecceziene di quelle del sue paragrafe 4.

3. Tuttavia, nel case in cui l'applicaziene delle dispesizieni del paragrafe 1 del presente articele avesse per effette di dispensare tutte le istituzieni in causa dall'obblige di accerdare delle prestazieni, le prestazieni vengene accerdate esclusivamente in base alla legislaziene dell'ultima Parte Centraente, alle cui cendizieni l'interessate rispende, tenute cente delle dispesizieni dell'articele 28, ceme se tutti i periedi previsti al paragrafe 1 del presente aricele fessere stati cempiuti sette la legislaziene di questa parte.

ARTICOLO 32

1. Nenestante le dispesizieni dell'articele 29, se la durata cemplessiva dei periedi di assicuraziene e di residenza cempiuti

sotto la legislazione di una Parte Contraente è pari almeno ad un anno, ma inferiore a cinque anni, l'istituzione di questa Parte non è tenuta ad accordare prestazioni di vecchiaia relativamente ai suddetti periodi.

2. I periodi previsti al paragrafo precedente sono tenuti in considerazione per l'applicazione dell'articolo 29, da parte dell'istituzione della Parte Contraente sotto la legislazione della quale la persona in questione ha compiuto il più lungo periodo di assicurazione e di residenza, come se questi periodi fossero stati compiuti sotto la legislazione di questa Parte. Nel caso in cui, a seguito di questa regola, i detti periodi dovessero essere tenuti in considerazione da più istituzioni, detti periodi vengono presi in considerazione da quella della Parte Contraente alla cui legislazione la persona in questione è stata soggetta per ultimo.

3. L'istituzione prevista al paragrafo 1 del presente articolo trasferisce all'istituzione prevista al paragrafo 2, a saldo definitivo, una somma forfettaria pari a dieci volte l'ammontare annuo della frazione di prestazione che quest'ultima istituzione è tenuta ad accordare, conformemente alle disposizioni dell'articolo 29, relativamente ai periodi compiuti sotto la legislazione applicata dalla prima istituzione. Le autorità competenti delle Parti Contraenti interessate potranno concordare diverse modalità di compensazione degli oneri afferenti a questi periodi.

4. Tuttavia, nel caso in cui l'applicazione delle disposizioni

del paragrafo 1 del presente articolo avesse per effetto di esonerare tutte le istituzioni in causa dall'obbligo di accordare prestazioni, le prestazioni vengono elargite conformemente alle disposizioni dell'articolo 29.

5. Nel caso in cui l'applicazione congiunta delle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 31 e del paragrafo 1 del presente articolo avesse per effetto di esonerare tutte le istituzioni in causa dall'obbligo di accordare prestazioni, le prestazioni vengono elargite conformemente alle disposizioni dell'articolo 29, senza pregiudizio delle disposizioni dei paragrafi 1 e 2 dell'articolo 31.

6. L'applicazione delle disposizioni dei paragrafi precedenti del presente articolo tra due o più Parti Contraenti è subordinata alla conclusione di accordi bilaterali e multilaterali tra queste Parti e limitata ai casi in cui gli interessati siano stati sottoposti esclusivamente alle legislazioni delle dette Parti.

ARTICOLO 33

1. Se l'interessato non risponde, in un determinato momento, alle condizioni richieste dalle legislazioni di tutte le Parti Contraenti in causa, tenuto conto delle disposizioni dell'articolo 28, ma soddisfa solo alle condizioni di una o più tra queste, sono applicabili le seguenti disposizioni:

(a) l'ammontare delle prestazioni dovute viene calcolato in conformità alle disposizioni dei paragrafi da 2 a 4 e del paragrafo

5 dell'articolo 29, a seconda del caso, da parte di ognuna delle istituzioni competenti che applicano una legislazione le cui condizioni siano soddisfatte;

(b) tuttavia;

(i) se l'interessato soddisfa le condizioni di almeno due legislazioni, senza che vi sia bisogno di richiamarsi ai periodi di assicurazione o di residenza compiuti sotto le legislazioni le cui condizioni non sono soddisfatte, questi, periodi non sono presi in considerazione per l'applicazione delle disposizioni dei paragrafi da 2 a 4 dell'articolo 29;

(ii) se l'interessato soddisfa le condizioni di una sola legislazione, senza che vi sia bisogno di richiamarsi alle disposizioni dell'articolo 28, l'ammontare della prestazione dovuta viene calcolato in conformità alle disposizioni della sola legislazione le cui condizioni sono soddisfatte e tenuto conto dei soli periodi compiuti sotto questa legislazione.

2. Le prestazioni accordate nel caso previsto al paragrafo precedente relativamente all'una o a più delle legislazioni in causa vengono ricalcolate d'ufficio in conformità alle disposizioni dei paragrafi da 2 a 4 o del paragrafo 5 dell'articolo 29, a seconda del caso, a seconda che le condizioni richieste da parte dell'una o più delle altre legislazioni in causa vengano ad essere soddisfatte, tenuto conto, all'occorrenza, delle disposizioni dell'articolo 28.

3. Le prestazioni accordate in base alle legislazioni di due o più parti Contraenti vengono ricalcolate conformemente alle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, su richiesta degli interessati, allorché le condizioni richieste dall'una o più di queste legislazioni cessino di essere soddisfatte.

ARTICOLO 34

1. Se l'ammontare delle prestazioni che l'interessato potrebbe pretendere, in base alla legislazione di una Parte Contraente, senza l'applicazione delle disposizioni degli articoli da 28 a 33, è superiore all'ammontare totale delle prestazioni devute in conformità a queste disposizioni, l'istituzione competente di questa Parte è tenuta a corrispondere un supplemento pari alla differenza tra questi due ammontare. L'onere di questo supplemento è integralmente a carico della detta istituzione.

2. Nel caso in cui l'applicazione delle disposizioni del paragrafo precedente avesse per effetto quello di attribuire all'interessato dei supplementi da parte delle istituzioni di due o più Parti Contraenti, questi beneficia esclusivamente del supplemento più alto. L'onere di questo supplemento viene ripartito tra le istituzioni competenti delle dette Parti Contraenti, secondo la proporzione corrispondente al rapporto che esiste tra l'ammontare del supplemento di cui ognuna di queste sarebbe debitrice se fosse la sola in causa e l'ammontare totale dei supplementi che tutte queste istituzioni dovrebbero pagare.

3. Il supplemento previsto ai paragrafi precedenti del presente articolo è considerato come un elemento delle prestazioni erogate dall'istituzione debitrice. Il suo ammontare viene determinato a

titolo definitivo, salvo il caso in cui si ~~avrà~~ dovessero applicare le disposizioni del paragrafo 2 e del paragrafo 3 dell'articolo 33.

Sezione 2: Disposizioni attinenti all'invalidità

ARTICOLO 35

1. Nel caso di un aggravamento di un'invalidità per la quale una persona gode di prestazioni in base alla legislazione di una sola Parte Contraente, sono applicabili le seguenti disposizioni:

(a) se l'interessato, da quando gode di prestazioni, non è stato soggetto alla legislazione di un'altra Parte Contraente, l'istituzione competente della prima Parte è tenuta ad accordare le prestazioni, tenendo conto dell'aggravamento, secondo le disposizioni della legislazione che applica;

(b) se l'interessato, da quando gode di prestazioni, è stato soggetto alla legislazione di una o più delle altre Parti Contraenti, le prestazioni gli vengono elargite, tenendo conto dell'aggravamento in conformità alle disposizioni degli articolo da 28 a 34;

(c) nel caso previsto al capoverso precedente, la data in cui l'aggravamento è stato constatato viene considerata come la data della realizzazione dell'evento;

(d) se, nel caso previsto al capoverso (b) del presente paragrafo, l'interessato non ha diritto a prestazioni da parte dell'istituzione di un'altra Parte Contraente, l'istituzione competente della prima Parte è tenuta ad accordare le prestazioni, tenendo conto dell'aggravamento, secondo le disposizioni della legislazione che essa applica.

2. Nel caso di aggravamento di un'invalidità per la quale una persona beneficia di prestazioni in base alle legislazioni di due o più Parti Contraenti, le prestazioni gli vengono elargite, tenendo conto dell'aggravamento, in conformità alle disposizioni degli articoli da 28 a 34. Le disposizioni del capoverso (c) del paragrafo precedente sono applicabili per analogia.

ARTICOLO 36

1. Se, dopo la sospensione delle prestazioni, il servizio deve essere ripreso, questo viene assicurato dall'istituzione o dalle istituzioni che erano debitrici delle prestazioni al momento della loro sospensione, senza pregiudizio delle disposizioni dell'articolo 37.

2. Se, dopo la sospensione delle prestazioni, lo stato dell'interessato giustifichi la concessione di nuove prestazioni, queste vengono accordate conformemente alle disposizioni degli articoli da 28 a 34.

ARTICOLO 37

1. Le prestazioni d'invalidità vengono convertite, all'occorrenza, in prestazioni di vecchiaia, nelle condizioni previste dalla legislazione o dalle legislazioni in base alle quali queste sono state accordate e in conformità alle disposizioni degli articoli da 28 a 34.

2. Quando, nel caso previsto dall'articolo 33, il beneficiario di prestazioni di invalidità acquisite in base alla legislazione dell'una o più Parti Contraenti può far valere diritti a prestazioni di vecchiaia, ogni istituzione debitrice di prestazioni di invalidità seguita ad elargire a tale beneficiario le prestazioni alle quali ha diritto in base alla legislazione che essa applica, fino a quando divengono applicabili nei confronti di questa istituzione le disposizioni del paragrafo precedente.

CAPITOLO 3

Incidenti di lavoro e malattie professionali

ARTICOLO 38

1. I lavoratori che risiedono sul territorio di una Parte Contraente diversa dallo Stato competente, vittime di un incidente

sul lavoro e di una malattia professionale, godono, sul territorio della Parte Contraente in cui risiedono:

(a) di ~~indennità~~ prestazioni in natura, a carico dell'istituzione competente, da parte dell'istituzione del luogo di residenza, secondo le disposizioni della legislazione che quest'ultima istituzione applica, come se questi lavoratori vi fossero affiliati;

(b) di prestazioni in ~~denaro~~ contanti, a carico dell'istituzione competente, secondo le disposizioni della legislazione che essa applica, come se questi lavoratori risiedessero sul territorio dello Stato competente. Nondimeno , previo accordo tra l'istituzione competente e l'istituzione del luogo di residenza, le prestazioni in denaro possono ugualmente essere elargite ~~dxxxx~~ tramite quest'ultima istituzione per conto dell'istituzione competente.

2. Le prestazioni possono ugualmente essere elargite ai lavoratori frontalieri dall'istituzione competente sul territorio dello Stato competente, secondo le disposizioni della legislazione di questo Stato, come se esso risiedessero sul suo territorio.

3. Se dei lavoratori previsti al presente articolo, che non siano lavoratori frontalieri, risiedono sul territorio dello Stato competente, questi godono delle prestazioni secondo le disposizioni della legislazione di questo Stato, come se risiedessero sul suo territorio, anche se hanno già goduto di prestazioni prima dell'inizio del loro soggiorno.

4. Se dei lavoratori previsti al presente articolo trasferiscono la loro residenza sul territorio dello Stato competente, godono delle prestazioni secondo le disposizioni della legislazione di questo Stato, anche se hanno già goduto di prestazioni prima del trasferimento della loro residenza.

ARTICOLO 39

L'incidente di viaggio sopravvenuto sul territorio di una Parte Contraente diversa dallo Stato competente viene considerato come sopravvenuto sul territorio dello Stato competente.

ARTICOLO 40

1. Le vittime di un incidente di lavoro o di una malattia professionale,

(a) che,risiedono sul territorio di una Parte Contraente diversa dallo Stato competente, o

(b) che, dopo essere state ammesse al beneficio delle prestazioni a carico dell'istituzione competente, sono autorizzate da questa istituzione a ritornare sul territorio di una Parte Contraente diversa dallo Stato competente in cui risiedono, o a trasferire la loro residenza sul territorio di una Parte Contraente diversa dallo Stato competente, o

(c) che sono autorizzate dall'istituzione competente a recarsi sul territorio di una Parte Contraente diversa dallo Stato competente, per ricevervi cure appropriate al loro stato di salute,

beneficiano:

(i) di prestazioni in natura, a carico dell'istituzione competente, da parte dell'istituzione del luogo di soggiorno e di residenza, secondo le disposizioni della legislazione che quest'ultima istituzione applica, come se tali vittime vi fossero affiliate, nel limite della durata fissata, all'occorrenza, dalla legislazione dello Stato competente;

(ii) di prestazioni in contanti, a carico dell'istituzione competente, secondo le disposizioni della legislazione che essa applica, come se tali vittime si trovassero sul territorio dello Stato competente. Nondimeno, previo accordo tra l'istituzione competente e l'istituzione del luogo di soggiorno e di residenza, le prestazioni in contanti possono ugualmente essere elargite tramite questa ultima istituzione per conto dell'istituzione competente.

2. (a) L'autorizzazione prevista al capoverso (b) del paragrafo precedente può essere rifiutata solo se lo spostamento dell'interessato è tale da compromettere il suo stato di salute e l'applicazione di un trattamento medico;

(b) l'autorizzazione prevista al capoverso (c) del paragrafo precedente può essere rifiutata solo se le cure necessarie non possono essere elargite all'interessato sul territorio della Parte contraente in cui risiede.

ARTICOLO 41

Nei casi previsti al paragrafo 1 dell'articolo 38 e al paragrafo 1 dell'articolo 40, le autorità competenti di due o più Parti Contraenti possono convenire di subordinare la concessione di protesi , di apparecchiature specifiche e di altre indennità di grande importanza all'autorizzazione dell'istituzione competente.

ARTICOLO 42

1. Se la legislazione dello Stato competente prevede il carico delle spese di trasporto della vittima, sia alla sua residenza che all'ospedale, le spese occorse per il trasporto della vittima fino al luogo di destinazione sul territorio di un'altra Parte Contraente in cui risiede la vittima sono a carico dell'istituzione competente, secondo le disposizioni della legislazione che essa applica, a condizione che abbia dato la sua autorizzazione preliminare al detto trasporto, tenuto debitamente conto dei motivi che lo giustificano.

2. Se la legislazione dello Stato competente prevede il carico delle spese di trasporto del corpo della vittima fino al luogo d'inumazione, le spese occorrenti per il trasporto del corpo fino al luogo di destinazione sul territorio di un'altra Parte Contraente, in cui risiedeva la vittima, sono a carico dell'istituzione competente, secondo le disposizioni della legislazione che essa applica.

3. L'applicazione delle disposizioni dei paragrafi precedenti del presente articolo tra due o più Parti Contraenti è subordinata alla conclusione di accordi bilaterali o multilaterali tra queste Parti. Tali accordi determineranno in ispecie le categorie di persone alle quali le dette disposizioni saranno applicabili e le modalità di ripartizione delle spese di trasporto tra le Parti contraenti in causa.

ARTICOLO 43

1. Se non esiste assicurazione contro gli infortuni sul lavoro e le malattie professionali sul territorio della Parte Contraente in cui la vittima si trova, o se una tale assicurazione esiste ma non implica un'istituzione responsabile per il servizio delle prestazioni in natura, queste prestazioni sono elargite dall'istituzione del luogo di soggiorno o di residenza responsabile per il servizio delle prestazioni in natura in caso di malattia.

2. Se la legislazione dello Stato competente subordina la completa gratuità delle prestazioni in natura all'utilizzazione del servizio medico organizzato dal datore di lavoro, le prestazioni in natura elargite nei casi previsti al paragrafo 1 dell'articolo 38 e al paragrafo 1 dell'articolo 40 vengono considerate come elargite da un tale servizio medico.

3. Se la legislazione dello Stato competente comporta un regime relativo agli obblighi del datore di lavoro, le prestazioni in natura elargite nei casi previsti al paragrafo 1 dell'articolo 38 e al

paragrafo 1 dell'articolo 40 vengono considerate come elargite su richiesta dell'istituzione competente.

4. Se la legislazione di una Parte contraente prevede esplicitamente o implicitamente che gli infortuni di lavoro e le malattie professionali sopravvenute anteriormente siano prese in considerazione per valutare il grado di inabilità, l'istituzione competente di questa Parte prende egualmente in considerazione a tale effetto gli infortuni di lavoro e le malattie professionali anteriormente riconosciuti secondo la legislazione di tutt'altra Parte Contraente, come se fossero sopravvenuti sotto la legislazione che questa applica.

ARTICOLO 44

1. Se la legislazione applicata dall'istituzione del luogo di soggiorno e di residenza comporta vari regimi di risarcimento, le disposizioni applicabili al servizio delle prestazioni in natura, nei casi previsti al paragrafo 1 dell'articolo 38 e al paragrafo 1 dell'articolo 40, sono quelle del regime generale e, in mancanza, del regime da cui dipendono i lavoratori dell'industria.

2. Se la legislazione di una Parte Contraente fissa una durata massima alla concessione delle prestazioni, l'istituzione che applica tale legislazione può tener conto, all'occorrenza, del periodo durante il quale delle prestazioni sono state già elargite da parte dell'istituzione di un'altra Parte Contraente per lo stesso caso di infortunio di lavoro e di malattia professionale.

ARTICOLO 45

1. Se la legislazione di una Parte Contraente prevede che il calcolo delle prestazioni in contanti sia basato su un guadagno medio, l'istituzione competente di questa Parte determina tale guadagno medio esclusivamente sulla base dei guadagni registrati durante i periodi compiuti sotto la detta legislazione.

2. Se la legislazione di una Parte Contraente prevede che il calcolo delle prestazioni in contanti sia basato su un guadagno forfettario, l'istituzione competente di questa Parte tiene esclusivamente conto del guadagno forfettario e , all'occorrenza, della media dei guadagni forfettari corrispondenti ai periodi compiuti sotto la detta legislazione.

3. Se la legislazione di una Parte Contraente prevede che l'ammontare delle prestazioni in contanti vari con il numero dei membri familiari, l'istituzione competente di questa Parte tiene ugualmente conto dei membri familiari che risiedono sul territorio di un'Altra Parte Contraente, come se questi risiedessero sul territorio della prima Parte.

ARTICOLO 46

1. Qualora la vittima di una malattia professionale abbia esercitato un'attività suscettibile di provocare questa malattia sotto la legislazione di due o più Parti Contraenti, le prestazioni alle quali questa vittima e i suoi superstiti possono pretendere vengono accordate esclusivamente in base alla legislazione dell'ultima delle dette Parti alle cui condizioni rispondono, tenuto conto , all'occorrenza, delle

disposizioni dei paragrafi 2, 3 e 4 del presente articolo.

2. Se lalegislazione di una Parte Contraente subordina il beneficio delle prestazioni di malattia professionale alla condizione che la malattia considerata sia stata constatata medicalmente per la prima volta sul suo territorio, questa condizione è dichiarata valida allorché questa malattia viene constatataxx per la prima volta sul territorio di un altra Parte Contraente.

3. Se la legislazione di una Parte Contraente subordina esplicitamente il beneficio delle prestazioni di malattia professionale alla condizione che la malattia considerata sia stata constatata in un lasso di tempo determinato dopo la cessazione dell'ultima attività suscettibile di provocare una tale malattia, l'istituzione competente di questa Parte, quando esamina in quale momento è stata esercitata quest'ultima attività, tiene conto, nellr decuta misura, delle attività della stessa natura esercitate sotto la legislazione della prima Parte.

4. Se lalegislazione di una Parte Contraente subordina esplicitamente o implicitamente il beneficio delle prestazioni di malattia professionale alla condizione che un'attività suscettibile di provocare la malattia in questione sia stata esercitata per una certa durata, l'istituzione competente di questa Parte tiene conto, nella dovuta misura, ai fini della totalizzazione, dei periodi durante i quali una tale attività è stata esercitata sotto la legislazione di qualsiasi altra Parte Contraente.

5. L'applicazione delle disposizioni dei paragrafi 3 e 4 del presente articolo tra due o più Parti Contraenti è subordinata alla conclusione di accordi bilaterali e multilaterali tra queste Parti. Tali accordi determineranno segnatamente le malattie professionali alle quali le dette disposizioni saranno applicabili e le modalità di ripartizione dell'onere delle prestazioni tra le Parti Contraenti in causa.

ARTICOLO 47

Qualora la vittima di una malattia professionale abbia beneficiato o benefici di un risarcimento a carico dell'istituzione di una Parte Contrente e fa valere, in caso di aggravamento, dei diritti a prestazioni presso l'istituzione di un'altra Parte Contraente, sono applicabili le seguenti disposizioni:

(a) Se la vittima non ha esercitato sotto la legislazione della seconda Parte un'attività suscettibile di provocare o di aggravare

la malattia in questione, l'istituzione competente della prima Parte è tenuta ad assumere l'onere delle prestazioni , tenuto conto dell'aggravamento , secondo le disposizioni della legislazione che essa applica;

(b) se la vittima ha esercitato una tale attività sotto la legislazione della seconda Parte, l'istituzione competente della prima Paste è tenuta ad assumere l'onere delle prestazioni, non tenebdo conto dell'aggravamento, secondo le disposizioni della legislazione che essa applica; l'istituzione competente della seconda Parte accorda all'interessato un supplemento il cui ammontare è pari alla differenza tra l'ammontare delle prestazioni dovute dopo l'aggravamento e l'ammontare delle prestazioni che sarebbero state dovute prima dell'aggravamento , secondo le disposizioni della legislazione che essa applica, se la malattia considerata fosse sopravvenuta sotto la legislazione di questa Parte.

ARTICOLO 48

1. L'istituzione competente è tenuta a rimborsare l'ammontare delle prestazioni in natura elargite per suo conto in virtù del paragrafo 1 dell'articolo 38 e del paragrafo 1 dell'articolo 40.

2. I rimborsi previsti al paragrafo precedente saranno determinati od effettuati secondo modalità da convenire tra le autorità competenti delle Barti Contraenti.

3. Due o più Parti Contraenti possono convenire di rinunciare ad ogni rimborso tra le istituzioni che ricadono sotto la loro competenza.

CAPITOLO 4

Decesso (indennità)

ARTICOLO 49

1. Se la legislazione di una Parte Contraente subordina l'acquisizione , il mantenimento o la detenzione del diritto alle indennità di morte al compimento di periodi di assicurazione, l'istituzione che applica tale legislazione tiene conto a tale effetto, nella dovuta misura, ai fini della totalizzazione, dei periodi di assicurazione compiuti sotto la legislazione di ogni altra Parte Contraente, così come, all'occorrenza, dei periodi di residenza compiuti dall'età di 16 anni sotto la legislazione a carattere non contributivo di ogni altra Parte Contraente, come se si trattasse di periodi di assicurazione compiuti sotto la legislazione della prima Parte.

2. Se la legislazione di una Parte Contraente subordina l'acquisizione, il mantenimento o la detenzione del diritto alle indennità

di merte al compimento di periedi di residenza, l'istituziene che applica questa legislaziene tiene cente a tale effette, nella devuta misura, ai fini della tetalizzaziene, dei periedi di assicuraziene cempiuti sette la legislaziene di egni altra Parte Centraente, cesì ceme, all'eccorrenza, dei periedi di residenza cempiuti dall'età di 16 anni sette la legislaziene a carattere nen centributive di egni altra Parte Centraente, ceme se si trattasse di periedi di residenza cempiuti sette la legislaziene della prima Parte.

ARTICOLO 50

1. Quande una persena sia deceduta sul territerie di una Parte Centraente diversa dalle State cempetente, il decesse è registrate ceme sopravvenute sul territerie delle State cempetente.

2. L'istituziene cempetente è tenuta ad accordare le indennità di merte devute a nerma della legislaziene che essa applica, anche se il beneficiarie risiede sul terruterie di una Parte Centraente diversa dalle State cempetente.

3. Le dispesizieni dei paragrafi precedenti del presente articele sene parimenti applicabili nel caso in cui il decesse sia causate da un infertunie di lavere e da una malattia prefessienale.

CAPITOLO 5

Disoccupazione

ARTICOLO 51

1. Se la legislazione di una Parte Contraente subordina l'acquisizione, il mantenimento o la detenzione del diritto alle prestazioni al compimento di periodi di assicurazione, l'istituzione che applica questa legislazione tiene conto a tale effetto , nella dovuta misura, ai fini della totalizzazione, dei periodi di assicurazione , di impiego o di attività professionale compiuti sotto la legislazione di qualsiasi altra Parte Contraente come se si trattasse di periodi di assicurazione compiuti sotto la legislazione della prima Parte, a condizione tuttavia che , se si tratta di periodi di impiego o di attività professionale, tali periodi siano stati considerati come periodi di assicurazione compiuti sotto quest'ultima legislazione.

2. Se la legislazione di una Parte Contraente subordina la concessione delle prestazioni al compimento di periodi di impiego, di attività professionale o di residenza, l'istituzione che applica tale legislazione tiene conto a tale effetto, nella dovuta misura, ai fini della totalizzazione, dei periodi di assicurazione, di impiego o di attività professionale compiuti sotto

la legislazione di qualsiasi altra Parte Contraente, come se si trattasse di periodi di impiego , di attività professionale e di residenza, compiuti sotto la legislazione della prima Parte.

3. Se la legislazione di una Parte Contraente subordina la concessione di alcune prestazioni alla condizione che i periodi di assicurazione siano stati compiuti in una professione sottoposta a regime speciale, i periodi compiuti sotto le legislazioni di altre Parti Contraenti non sono tenute in considerazione per la concessione di tali prestazioni a meno che non siano state compiute sotto un regime corrispondente oppure nella stessa professione. Se, tenuto conto dei periodi così compiuti, l'interessato non soddisfa alle condizioni richieste per beneficiare delle dette prestazioni, questi periodi vengono tenuti in conto per la concessione delle prestazioni del regime generale.

4. L'applicazione delle disposizioni dei precedenti paragrafi del presente articolo è subordinata alla condizione che l'interessato sia stato soggetto per ultimo alla legislazione della Parte Contraente a titolo della quale le prestazioni vengono richieste, salvo nei casi previsti ai capoversi (a) (ii) e (b) (ii) del paragrafo 1 dell'articolo 53.

ARTICOLO 52

I disoccupati che soddisfano alle condizioni richieste dalla legislazione di una Parte Contraente per aver diritto alle prestazioni, relativamente al compimento di periodi di assicurazione, d'impiego, di attività professionale o di residenza, tenuto conto, all'occorrenza, delle disposizioni dell'articolo 51 , e che trasferiscono la loro residenza sul territorio di un'altra Parte Contraente, sono tenuti a soddisfare ugualmente alle condizioni richieste a riguardo dalla legislazione della seconda Parte per aver diritto alle prestazioni, a condizione che essi presentino una domanda all'istituzione del luogo della loro nuova residenza entro trenta giorni dal trasferimento di residenza. Le prestazioni vengono elargite dall'istituzione del luogo di residenza, secondo le disposizioni della legislazione che tale istituzione applica , a carico dell'istituzione competente della prima Parte.

ARTICOLO 53

1. Senza pregiudizio delle disposizioni dell'articolo 52, un disoccupato che, durante il suo ultimo impiego, risiedeva sul territorio di una Parte Contraente diversa dallo Stato competente, beneficia delle prestazioni secondo le seguenti disposizioni:

(a) (i) un lavoratore frontaliere, in disoccupazione parziale o accidentale nell'impresa in cui lavora, gode delle

prestazioni secondo le disposizioni della legislazione dello Stato competente, come se risiedesse sul territorio di questo Stato, tenuto conto, all'occorrenza, delle disposizioni dell'articolo 51; tali prestazioni vengono elargite dall'istituzione competente;

(ii) un lavoratore frontaliero , in totale disoccupazione, gode delle prestazioni secondo le disposizioni della legislazione della Parte Contraente sul territorio della quale risiede, come se fosse stato sottoposto a questa legislazione durante il suo ultimo impiego, tenuto conto, all'occorrenza, delle disposizioni dell'articolo 51; tali prestazioni vengono elargite dall'istituzione del luogo di residenza;

(b) (i) un lavoratore che non sia un lavoratore frontaliero, in disoccupazione parziale, accidentale o completa, che rimane a disposizione del suo datore di lavoro o dei servizi dell'impiego sul territorio dello Stato competente, gode delle prestazioni secondo le disposizioni della legislazione dello Stato competente, come se risiedesse sul territorio di tale Stato, tenuto conto, all'occorrenza, delle disposizioni dell'articolo 51; tali prestazioni vengono elargite dall'istituzione competente;

(ii) un lavoratore che non sia un lavoratore frontaliero, in disoccupazione completa, che si metta a disposizione dei servizi dell'impiego sul territorio della Parte Contraente in cui risiede o che torna su questo territorio,

gode delle prestazioni secondo le disposizioni della legislazione di questa Parte, come se fosse stato soggetto a questa legislazione durante il suo ultimo impiego, tenuto conto, all'occorrenza, delle disposizioni dell'articolo 51; tali prestazioni vengono elargite dall'istituzione del luogo di residenza;

(iii) tuttavia, se il lavoratore previsto al capoverso (b) (ii) del presente paragrafo è stato ammesso al beneficio delle prestazioni dall'istituzione competente della Parte Contraente, alla cui legislazione è stato soggetto per ultimo, gode delle prestazioni conformemente alle disposizioni dell'articolo 52, come se avesse trasferito la sua residenza sul territorio della Parte Contraente prevista al capoverso (b) (ii) del presente paragrafo.

2. Per tutto il tempo che un disoccupato ha diritto a delle prestazioni in virtù del capoverso (a) (i) e del capoverso (b) (i) del paragrafo precedente, non può pretendere a delle prestazioni a norma della legislazione della Parte Contraente sul territorio della quale risiede.

ARTICOLO 54

Nei casi previsti all'articolo 52 ed al capoverso (b) (iii) del paragrafo 1 dell'articolo 53, se la legislazione applicata

dall'istituzione del luogo di residenza fissa una durata massima alla concessione delle prestazioni, tale istituzione può tener conto, all'occorrenza, del periodo durante il quale delle prestazioni sono già state elargite dall'istituzione di un'altra Parte Contraente previa l'ultima constatazione del diritto alle prestazioni.

ARTICOLO 55

1. Se la legislazione di una Parte Contraente prevede che il calcolo delle prestazioni si basi sull'ammontare del guadagno anteriore, l'istituzione che applica tale legislazione tiene conto esclusivamente del guadagno percepito dall'interessato nella ultima attività che questi ha esercitato sul territorio della detta Parte e , se l'interessato ha esercitato la sua ultima attività per meno di quattro settimane su tale territorio, del guadagno normale corrispondente, nel luogo in cui il disoccupato risiede, a un'attività equivalente e analoga a quella che egli ha esercitato per ultimo sul territorio di un'altra Parte Contraente.

2. Se la legislazione di una Parte Contraente prevede che l'ammontare delle prestazioni vari con il numero dei membri di famiglia, l'istituzione che applica questa legislazione tiene ugualmente conto dei membri di famiglia che risiedono sul territorio di un'altra Parte Contraente, come se questi risiedessero sul territorio della prima Parte.

3. Se la legislazione applicata dall'istituzione del luogo di residenza prevede che la durata della concessione delle prestazioni dipenda dalla durata dei periodi compiuti, la durata della concessione delle prestazioni viene determinata tenendo conto , all'occorrenza, delle disposizioni del paragrafo 1 e del paragrafo 2 dell'articolo 51.

ARTICOLO 56

1. L'applicazione delle disposizioni degli articoli da 52 a 54 tra due o più Parti Contraenti è subordinata alla conclusione di accordi bilaterali o multilaterali tra queste Parti, che potranno inoltre prevedere delle modalità particolari appropriate.

2. Gli accordi previsti al paragrafo precedente determineranno segnatamente :

(a) le categorie di persone alle quali le disposizioni degli articoli da 52 a 54 saranno applicabili;

(b) la durata durante la quale il servizio delle prestazioni potrà essere effettuato dall'istituzione di una Parte Contraente a carico dell'istituzione di un'altra Parte Contraente;

(c) le modalità di rimborso delle prestazioni elargite dall'Istituzione di una Parte Contraente a carico dell'istituzione di un'altra Parte Contraente.

3. Due o più Parti Contraenti possono convenire di rinunciare a qualunque rimborso tra le istituzioni che ricadono sotto la loro competenza.

CAPITOLO 6

Prestazioni familiari

ARTICOLO 57

Se la legislazione di una Parte Contraente subordina l'acquisizione del diritto alle prestazioni al compimento di periodi di impiego , di attività professionale o di residenza, l'istituzione che applica tale legislazione tiene conto a questo effetto, nella dovuta misura, ai fini della totalizzazione, dei periodi di impiego, di attività professionale e di residenza compiuti sotto la legislazione di qualsiasi altra Parte Contraente, come se si trattasse di periodi di impiego, di attività professionale e di residenza compiuti sotto la legislazione della prima Parte.

ARTICOLO 58

1. L'applicazione delle disposizioni della sezione 1 e della sezione 2 del presente capitolo tra due o più Parti Contraenti è subordinata alla conclusione di accordi bilaterali e multilaterali tra queste Parti, che potranno inoltre prevedere delle

modalità particolari appropriate.

2. Gli accordi previsti al paragrafo precedente determineranno segnatamente :

(a) le categorie di persone alle quali le disposizioni degli articoli da 59 a 62 saranno applicabili;

(b) le regole destinate ad evitare il cumulo di prestazioni della stessa natura;

(c) il mantenimento dei diritti acquisiti, all'occorrenza, in virtù di convenzioni di sicurezza sociale.

Sezione 1: Assegni familiari

ARTICOLO 59

1. Per l'applicazione del presente articolo e dell'articolo 60, il termine "figli" designa, nei limiti fissati dalla legislazione della Parte Contraente in causa:

(a) i figli legittimi, legittimati, naturali riconosciuti, adottivi e i bambini orfani dell'assegnatario;

(b) i figli legittimi, legittimati, naturali riconosciuti, adottivi e i bambini orfani del coniuge dell'assegnatario, a condizione che vivano nel domicilio di quest'ultimo e risiedano sul territorio di una Parte Contraente.

2. Le persone soggette alla legislazione di una Parte Contraente, che abbiano figli che risiedono o sono allevati sul territorio di un'altra Parte Contraente, hanno diritto, per tali figli, agli assegni familiari previsti dalla legislazione della prima Parte, come se questi figli risiedessero o fossero allevati sul territorio di questa Parte.

3. Tuttavia, nel caso previsto al paragrafo precedente, l'ammontare degli assegni familiari può essere limitato a concorrenza dell'ammontare degli assegni familiari previsti dalla legislazione della Parte Contraente sul territorio della quale i figli risiedono o sono allevati.

4. In caso di applicazione delle disposizioni del paragrafo precedente, il confronto dell'ammontare degli assegni familiari secondo le due legislazioni in causa è effettuato tenendo conto del numero totale dei figli a carico dello stesso assegnatario. Se la legislazione della Parte Contraente sul territorio della quale i figli risiedono o sono allevati prevede un ammontare differente di assegni familiari per le diverse categorie di assegnatari, si tiene conto dell'ammontare che sarebbe dovuto se l'assegnatario fosse soggetto a tale legislazione.

5. Le disposizioni dei paragrafi 3 e 4 del presente articolo non sono applicabili ad un lavoratore dipendente previsto al capoverso (a) del paragrafo 1 dell'articolo 15, per quanto riguarda i figli che lo seguono sul territorio della Parte Contraente in cui è stato distaccato.

6. Gli assegni familiari vengono elargiti secondo le disposizioni della legislazione della Parte Contraente alla quale l'assegnatario è soggetto, anche se la persona fisica o morale alla quale tali assegni devono essere corrisposti risiede o si trova sul territorio di un'altra Parte Contraente.

ARTICOLO 60

1. I disoccupati che godono di un'indennità di disoccupazione a carico dell'istituzione di una Parte Contraente e che hanno figli che risiedono e che sono allevati sul territorio di un'altra Parte Contraente, hanno diritto per questi figli agli assegni familiari previsti in tal caso dalla legislazione della prima Parte, come se questi figli risiedessero e fossero allevati sul territorio di questa Parte.

2. Nel caso previsto al paragrafo precedente, le disposizioni dei paragrafi 1, 3, 4 e 6 dell'articolo 59 sono applicabili per analogia.

Sezione 2: Prestazioni familiari

ARTICOLO 61

1. Le persone sottoposte alla legislazione di una Parte Contraente hanno diritto , per i membri della loro famiglia che risiedono sul territorio di un'altra Parte Contraente, alle prestazioni previste

dalla legislazione di quest'ultima Parte, come se le dette persone fossero soggette alla sua legislazione. Tali prestazioni vengono elargite ai membri della famiglia dall'istituzione del luogo della loro residenza, secondo le disposizioni della legislazione che questa istituzione applica, a carico dell'istituzione competente.

Nonostante le disposizioni del paragrafo precedente, un lavoratore dipendente previsto al capoverso (a) del paragrafo 1 dell'articolo 15 ha diritto , per i membri della sua famiglia che lo seguono sul territorio della Parte Contraente in cui è distaccato, alle prestazioni previste dalla legislazione della Parte Contraente alla quale è soggetto. Tali prestazioni vengono elargite dall'istituzione competente di quest'ultima Parte. Nondimeno, previo accordo tra l'istituzione competente e l'istituzione del luogo di residenza, le prestazioni possono parimenti essere elargite tramite questa ultima istituzione per conto dell'istituzione competente.

ARTICOLO 62

I disoccupati che godono di indennità di disoccupazione a carico dell'istituzione di una Parte Contraente hanno diritto , per i membri della loro famiglia che risiedono sul territorio di un'altra Parte Contraente, alle prestazioni familiari previste dalla legislazione di quest'ultima Parte, a condizione che la legislazione della prima Parte accordi prestazioni familiari in caso di disoccupazione. Le prestazioni familiari vengono elargite ai membri della famiglia dall'istituzione del luogo della loro residenza , secondo le disposizioni della legislazione che questa istituzione applica, a carico dell'istituzione competente della prima Parte.

ARTICOLO 63

1. In caso di applicazione delle disposizioni della presente sezione tra due o più Parti Contraenti, gli accordi bilaterali e multilaterali previsti al paragrafo 1 dell'articolo 58 determineranno le modalità di rimborso delle prestazioni elargite dall'istituzione di una Parte Contraente a carico dell'istituzione di un'altra Parte Contraente.

2. Due o più Parti Contraenti possono convenire di rinunciare a qualsiasi rimborso tra le istituzioni che ricadono sotto la loro competenza.

TITOLO IV

Disposizioni varie

ARTICOLO 64

1. Le autorità competenti delle Parti Contraenti si comunicano:

(a) tutte le informazioni che concernono le misure prese per l'applicazione della presente Convenzione;

(b) tutte le informazioni che concernono le modifiche della loro legislazione che potrebbero incidere sull'applicazione della presente Convenzione.

2. Per l'applicazione della presente Convenzione, le autorità e istituzioni delle Parti Contraenti collaborano vicendevolmente come se si trattasse dell'applicazione della loro propria legislazione. La collaborazione amministrativa di tali autorità e istituzioni è generalmente gratuita. Tuttavia, le autorità competenti delle Parti Contraenti possono convenire il rimborso di alcune spese.

3. Per l'applicazione della seguente Convenzione, le autorità e istituzioni delle Parti Contraenti possono comunicare direttamente tra di loro, così come con gli interessati è o i loro mandatari.

4. Le autorità , istituzioni e giurisdizioni di una Parte Contraente non possono respingere le istanze e altri documenti loro indirizzati per il fatto di essere compilati in una lingua ufficiale di un'altra Parte Contraente.

ARTICOLO 65

1. Il beneficio delle esenzioni e riduzioni di tasse, di bolli, di diritti di cancelleria e di registro, previsti dalla legislazione di una Parte Contraente per i certificati e documenti da presentare in applicazione della legislazione di questa Parte, viene esteso ai certificati e documenti analoghi da presentare in applicazione della legislazione di un'altra Parte Contraente e della presente Convenzione.

2. Tutti gli atti , documenti e certificati di natura ufficiale da presentare ai fini dell'applicazione della presente Convenzione sono esonerati dalla legalizzazione e da ogni altra formalità similare.

ARTICOLO 66

1. Se il richiedente risiede sul territorio di una Parte Contraente diversa dallo Stato Competente, può validamente presentare la sua domanda all'istituzione del luogo di residenza che provvederà ad inoltrarla all'istituzione o alle istituzioni competenti menzionate nella domanda.

2. Le domande, dichiarazioni e ricorsi che avrebbero dovuto essere presentati, secondo la legislazione di una Parte Contraente, entro un limite di tempo determinato, presso un'autorità, istituzione o giurisdizione di questa Parte, sono accettabili qualora vengano presentati entro lo stesso limite di tempo, presso un'autorità, istituzione o giurisdizione di un'altra Parte Contraente. In questo caso, l'autorità, l'istituzione o la giurisdizione prescelta trasmette immediatamente queste domande, dichiarazioni e ricorsi all'autorità, istituzione o giurisdizione competente della prima Parte, sia direttamente, sia tramite autorità competenti delle Parti Contraenti in causa. La data in cui queste domande, dichiarazioni e ricorsi sono stati presentati presso una autorità, istituzione o giurisdizione della seconda Parte, è considerata come la data di presentazione presso l'autorità, istituzione o giurisdizione competente a prenderne conoscenza.

ARTICOLO 67

1. Gli esami medici previsti dalla legislazione di una Parte Contraente, possono, su richiesta dell'istituzione che applica tale legislazione, essere effettuati sul territorio di un'altra Parte Contraente da parte dell'istituzione del luogo di soggiorno o di residenza. In questo caso vengono registrati come effettuati sul territorio della prima Parte.

2. L'applicazione delle disposizioni del paragrafo precedente tra due o più Parti Contraenti è subordinata alla conclusione di accordi bilaterali o multilaterali tra queste Parti.

ARTICOLO 68

1. Quando, in virtù della presente Convenzione, l'istituzione di una Parte Contraente è debitrice di prestazioni in contanti verso un beneficiario che si trova sul territorio di un'altra Parte Contraente, il debito viene espresso nella moneta della prima Parte. La detta istituzione estingue validamente il debito nella moneta della seconda Parte.

2. Quando, in virtù della presente Convenzione, l'istituzione di una Parte Contraente è debitrice di somme destinate al rimborso di prestazioni elargite dall'istituzione di un'altra Parte Contraente, il debito viene espresso nella moneta della seconda Parte. La prima Istituzione estingue validamente il debito nella detta moneta, a meno che le Parti Contraenti in causa non abbiano convenuto diverse modalità.

3. I trasferimenti di somme che risultano dall'applicazione della presente Convenzione vengono effettuati conformemente agli accordi in vigore in tale materia , al momento del trasferimento, tra le Parti Contraenti in causa. Altrimenti, le misure necessarie per effettuare tali trasferimenti vengono fissate di comune accordo tra le dette Parti.

ARTICOLO 69

1. Per fissare l'ammontare delle contribuzioni dovute all'istituzione di una Parte Contraente, si tiene conto, all'occorrenza, dei redditi percepiti sul territorio di ogni altra Parte Contraente.

2. La copertura delle contribuzioni dovute all'istituzione di una Parte Contraente può essere effettuata sul territorio di un' altra Parte Contraente, secondo la procedura amministrativa e con le garanzie e privilegi applicabili alla copertura delle contribuzioni dovute a un'istituzione corrispondente di questa ultima Parte.

3. L'applicazione delle disposizioni dei paragrafi 1 e 2 del presente articolo tra due o più Parti Contraenti è subordinata alla conclusione di accordi bilaterali o multilaterali tra tali Parti. Questi accordi potranno ugualmente riguardare la procedura giudiziaria di copertura.

ARTICOLO 70

1. Se una persona beneficia di prestazioni in base alla legislazione di una Parte Contraente per un danno causato o sopravvenuto sul territorio di un'altra Parte Contraente, i diritti dell'istituzione debitrice delle prestazioni, nei confronti dei terzi tenuti al risarcimento del danno, sono regolati nella maniera seguente:

(a) quando l'istituzione debitrice subentra, in virtù della legislazione che le è applicabile, ai diritti che il beneficiario detiene nei confronti di terzi, ogni Parte Contraente riconosce una tale sostituzione;

(b) quando l'istituzione debitrice ha un diritto diretto nei confronti di terzi, ogni Parte Contraente riconosce tale diritto.

2. L'applicazione delle disposizioni del paragrafo precedente tra due o più Parti Contraenti è subordinata alla conclusione di accordi bilaterali o multilaterali tra tali Parti.

3. Le regole applicabili alla responsabilità del datore di lavoro e dei suoi preposti, in caso di infortunio sul lavoro e in viaggio sopravvenuto sul territorio di una Parte Contraente diversa dallo Stato competente, verranno determinate tramite accordi tra le Parti Contraenti interessate.

ARTICOLO 71

1. Ogni controversia che sia sollevata tra due o più Parti Contraenti in merito all'interpretazione e all'applicazione della presente

Convenzione, sarà innanzitutto oggetto di negoziati tra le Parti in lite.

2. Se una delle Parti in lite ritiene che si tratti di una questione di natura tale da interessare l'insieme delle Parti Contraenti, le Parti in lite, agendo di comune accordo, o, altrimenti, una di esse, ricorreranno al Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa, che emetterà una sentenza sulla questione entro un termine di sei mesi.

3. Se la controversia non ha potuto essere regolata, sia, a seconda del caso, entro un termine di sei mesi a partire dalla prima richiesta intesa ad avviare i negoziati prescritti dal paragrafo 1 del presente articolo, sia entro un termine di tre mesi dalla comunicazione alle Parti Contraenti della sentenza emessa dal Comitato dei Ministri, la controversia può essere oggetto di una procedura arbitrale dinnanzi ad un arbitro unico su richiesta di ogni Parte in lite. La Parte richiedente renderà noto all'altra Parte, tramite il Segretario Generale del Consiglio d'Europa, l'oggetto della richiesta che intende sottoporre all'arbitrato, così come i presupposti di tale richiesta.

4. Salvo accordo contrario delle Parti in lite, l'arbitro sarà designato dal Presidente della Corte europea dei Diritti dell'Uomo. L'arbitro non dovrà essere cittadino di una delle Parti in lite né avere la sua residenza abituale sul territorio di una di queste Parti, né essere impiegato alle loro dipendenze, né essersi già occupato della questione ad altro titolo.

5. Se, nel caso previsto al paragrafo precedente, il Presidente della Corte europea dei Diritti dell'Uomo si trova impossibilitato o è cittadino di una delle Parti in lite, la designazione dell'arbitro spetterà al Vice-Presidente della Corte o al membro più anziano della Corte che non si trovi impossibilitato e che non sia cittadino di una delle Parti in lite.

6. In mancanza di un compromesso speciale tra le Parti in lite e in mancanza di sufficienti precisazioni nel compromesso, l'arbitro si pronuncerà sulla base delle disposizioni della presente Convenzione, tenendo conto dei principi generali del diritto internazionale.

7. La sentenza dell'arbitro sarà vincolante e senza appello.

ARTICOLO 72

1. L'Allegato VII cita per ogni Parte Contraente interessata le modalità particolari di applicazione della sua legislazione.

2. Ogni Parte Contraente interessata notificherà, in conformità alle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 81, ogni emendamento da apportare all'Allegato VII. Se tale emendamento risulta dall'adozione di una nuova legislazione, la notificazione sarà effettuata in un termine di tre mesi a far data dalla pubblicazione della detta legislazione e, se questa legislazione è pubblicata prima della data di ratifica della presente Convenzione, a far data da questa ratifica.

ARTICOLO 73

1. Gli allegati previsti al capoverso (b) dell'articolo 1, al paragrafo 1 dell'articolo 3, al paragrafo 3 dell'articolo 6, al paragrafo 4 dell'articolo 8, al paragrafo 2 dell'articolo 9, al paragrafo 3 dell'articolo 11 e al paragrafo 1 dell'articolo 72, così come gli emendamenti che saranno apportati a tali allegati, fanno parte integrante della presente Convenzione.

2. Ogni emendamento agli allegati previsti al paragrafo precedente sarà considerato come adottato se, nei tre mesi successivi alla notifica prevista al ~~paragrafo~~ capoverso (d) del paragrafo 2 dell'articolo 81, della presente Convenzione, nessuna Parte Contraente o nessuno Stato firmatario vi si è opposto con notifica al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

3. In caso di notifica al Segretario Generale del Consiglio d'Europa di una tale opposizione, la questione sarà oggetto di una regolamentazione in conformità ad una procedura che verrà stabilita dal Comitato dei Ministri.

TITOLO V

Disposizioni transitorie e finali

ARTICOLO 74

1. La presente Convenzione non conferisce alcun diritto per un

periodo anteriore alla sua entrata in vigore riguardo alla Parte Contraente e alle Parti Contraenti in causa.

2. Qualsiasi periodo di assicurazione, così come, all'occorrenza, qualsiasi periodo di impiego, di attività professionale e di residenza compiuto sotto la legislazione di una Parte Contraente prima dell'entrata in vigore della presente Convenzione viene tenuto in considerazione per la determinazione dei diritti aperti in conformità alle disposizioni di questa Convenzione.

3. Con riserva delle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, un diritto è aperto, in virtù della presente Convenzione, anche se si riferisce ad una eventualità realizzatasi anteriormente alla sua entrata in vigore.

4. Ogni prestazione che non sia stata liquidata o che sia stata sospesa a causa della nazionalità dell'interessato o in ragione della sua residenza sul territorio di una Parte Contraente diversa da quella in cui si trova l'istituzione debitrice sarà, su richiesta dell'interessato, liquidata o ripristinata a partire dall'entrata in vigore della presente Convenzione, salvo che i diritti anteriormente liquidati abbiano dato luogo a un pagamento in contanti.

5. I diritti degli interessati che abbiano ottenuto, prima dell'entrata in vigore della presente Convenzione, la liquidazione di una pensione o di una rendita, saranno ripresi in esame, su loro richiesta, tenendo conto delle disposizioni

di questa Convenzione. Tali diritti possono ugualmente essere riesaminati d'ufficio. In nessun caso, tale revisione dovrà ridurre i precedenti diritti degli interessati.

6. Se la domanda prevista al paragrafo 4 o la domanda prevista al paragrafo 5 del presente articolo viene presentata entro due danni a partire dalla data di entrata in vigore della presente Convenzione, i diritti aperti in conformità alle disposizioni di questa Convenzione vengono acquisiti a partire da questa data, senza che le disposizioni della legislazione di qualsiasi Parte Contraente, relative alla decadenza o alla prescrizione dei diritti, siano opponibili agli interessati.

7. Se la domanda prevista al paragrafo 4 o la domanda prevista al paragrafo 5 del presente articolo viene presentata dopo la scadenza del termine di due anni dall'entrata in vigore della presente Convenzione, i diritti che non sono decaduti o prescritti, vengono acquisiti solo tenendo conto della data della domanda, con riserva delle disposizioni più favorevoli della legislazione della Parte Contraente in causa.

ARTICOLO 75

1. La presente Convenzione è aperta alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa. Essa sarà ratificata o accettata. Gli strumenti di ratifica o di accettazione saranno depositati presso

il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2. La presente Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del terzo mese che segue quello nel corso del quale sarà avvenuto il deposito del terzo strumento di ratifica o di accettazione.

3. Essa entrerà in vigore, relativamente ad ogni Stato firmatario che la ratificherà o l'accetterà ulteriormente, tre mesi dopo la data del deposito del suo strumento di ratifica o di accettazione.

ARTICOLO 76

A partire dall'entrata in vigore della presente Convenzione, le disposizioni dell'Accordo interinale europeo che concernono la sicurezza sociale con esclusione dei regimi relativi alla vecchiaia, all'invalidità e ai superstiti e dell'Accordo interinale europeo che concerno i regimi di sicurezza sociale relativi alla vecchiaia all'invalidità e ai superstiti, come pure dei loro Protocolli addizionali, cessano di essere applicabili nei rapporti tra Parti Contraenti.

ARTICOLO 77

1. Dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa potrà invitare tutti

gli Stati che non sono membri del Consiglio ad aderire a questa Convenzione. La risoluzione concernente questo invito dovrà avere l'approvazione unanime degli Stati membri del Consiglio che hanno ratificato o accettato detta Convenzione.

2. L'adesione si effettuerà attraverso il deposito, presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa, di uno strumento di adesione che avrà effetto tre mesi dopo la data del suo deposito.

ARTICOLO 78

1. La presente Convenzione resterà in vigore senza limiti di durata.

2. Ogni Parte Contraente potrà, per quanto la concerne, cinque anni dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione nei suoi riguardi, denunciare questa Convenzione rivolgendo una notifica al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

3. La denuncia avrà effetto sei mesi dopo la data della ricezione della notifica da parte del Segretario Generale.

ARTICOLO 79

1. In caso di denuncia della presente Convenzione, ogni diritto acquisito in virtù delle sue disposizioni viene mantenuto.

2. I diritti in corso di acquisizione, relativi ai periodi compiuti anteriormente alla data da cui la denuncia ha effetto, non si estinguono a causa della denuncia; la loro ulteriore conservazione viene determinata tramite accordo o , in mancanza di un tale accordo, dalla legislazione che applica l'istituzione in causa.

ARTICOLO 80

1. L'applicazione della presente Convenzione viene regolamentata dalle disposizioni di un Accordo complementare, che è aperto alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa.

2. Le Parti Contraenti,o, se le disposizioni costituzionali di tali Parti lo permettono, le loro autorità competenti, prenderanno tutte le altre misure necessarie all'applicazione della presente Convenzione.

3. Ogni Stato firmatario della presente Convenzione, che la ratifichi o la accetti, deve, sia ratificare o accettare al tempo stesso l'Accordo complementare, sia firmare il detto Accordo complementare senza riserva di ratifica o di accettazione, non più tardi che alla data del deposito del suo strumento di ratifica o di accettazione della Convenzione.

4. Ogni Stato che aderisce alla presente Convenzione deve, al tempo stesso, aderire all'Accordo complementare.

5. Ogni Parte Contraente che denuncia la presente Convenzione deve, al tempo stesso, denunciare l'Accordo Complementare.

ARTICOLO 81

1. Le notifiche e dichiarazioni previste ai capoversi (b) e (w) dell'articolo 1, al paragrafo 2 dell'articolo 3, al paragrafo 5 dell'articolo 6, al paragrafo 2 dell'articolo 7, al paragrafo 5 dell'articolo 8, ai paragrafi 3 e 4 dell'articolo 9, al paragrafo 4 dell'articolo 11 e al paragrafo 2 dell'articolo 72 vanno indirizzate al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà, entro il termine di un mese, alle Parti Contraenti, agli Stati firmatari così come al Direttore Generale dell'Organizzazione Internazionale del Lavoro:

(a) ogni firma, così come il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione e di adesione;

(b) ogni data di entrata in vigore della presente Convenzione conformemente alle disposizioni dell'articolo 75 e dell'articolo 77;

(c) ogni notifica di denuncia ricevuta in applicazione delle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 78 e la data in cui la denuncia avrà effetto;

(d) ogni notifica e dichiarazione ricevuta in applicazione delle disposizioni del paragrafo 1 del presente aricolo.

In fede di ciò, i sottoscritti, debitamente autorizzati allo scopo, hanno firmato la presente Convenzione.

Stipulata a Parigi, il 14 dicembre 1972, in francese ed in inglese; i testi fanno ambedue fede in un unico esemplare che verrà depositato negli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne xxxxx trasmetterà copia autenticata conforme ad ognuno degli Stati firmatari ed aderenti.

A L L E G A T I

A L L A C O N V E N Z I O N E E U R O P E A

D I S I C U R E Z Z A S O C I A L E

I testi che appaiono dentro le parentesi quadre sono delle modificazioni non ufficiali del testo degli Annessi; Essi dovranno essere notificati conformemente alla procedura appropriata prevista dalla Convenzione o dall'Accordo complementare allorché lo Stato o gli Stati interessati avranno ratificato la Convenzione e l'Accordo complementare.

ALLEGATO I

(Articolo 1, capoverso b)

Definizione dei territori e dei cittadini delle Parti Contraenti

Austria

Territorio: il territorio dell'Austria

Cittadini: le persone di nazionalità austriaca

Belgio

Territorio: il territorio del Belgio

Cittadini: le persone di nazionalità belga

Cipro

Territorio: il territorio della Repubblica di Cipro

Cittadini: i cittadini della Repubblica di Cipro

Danimarca

Territorio: il territorio della Danimarca ad eccezione delle isole Feroe e della Groenlandia

Cittadini: le persone di nazionalità danese

Francia:

Territorio: il territorio dei dipartimenti europei e dei dipartimenti d'oltremare (Guadalupa, Guyana, Martinica e Reunione) della Repubblica francese

Cittadini: le persone di nazionalità francese

Repubblica Federale di Germania

Territorio: il territorio in cui si applica la Legge fondamentale per la Repubblica Federale di Germania

Cittadini: i tedeschi ai sensi della Legge fondamentale per la Repubblica Federale di Germania

Grecia

Territorio: il territorio della Grecia

Cittadini: le persone di nazionalità greca

Islanda

Territorio: il territorio dell'Islanda

Cittadini: le persone di nazionalità islandese

Irlanda

Territorio: il territorio soggetto alla giurisdizione del Governo dell'Irlanda

Cittadini: le persone di nazionalità irlandese

Italia

Territorio: il territorio dell'Italia

Cittadini: le persone di nazionalità italiana

Lussemburgo

Territorio: il territorio del Gran Ducato di Lussemburgo

Cittadini: le persone di nazionalità lussemburghese

Malta

Territorio: il territorio di Malta e delle sue dipendenze

Cittadini: i cittadini di Malta

Paesi Bassi

Territorio: il territorio del Regno dei Paesi Bassi in Europa

Cittadini: le persone di nazionalità olandese

Norvegia

Territorio: il territorio del Regno di Norvegia, ivi comprese le isole delle Spitsberg, di Jan Mayen e le dipendenze norvegesi

Cittadini: le persone di nazionalità norvegese

Portogallo

Territorio: il territorio del Portogallo

Cittadini: le persone di nazionalità portoghese

Svezia

Territorio: il territorio del Regno di Svezia

Cittadini: le persone di nazionalità svedese

Svizzera

Territorio: il territorio della Confederazione svizzera

Cittadini: le persone di nazionalità svizzera

Turchia

Territorio: il territorio della Turchia

Cittadini: le persone di nazionalità turca

Regno Unito

Territorio: il territorio del Regno Unito e, per quanto concerne alcune convenzioni menzionate all'allegato III, le isol di Man, di Jersey, di Guernesey e d'Aurigny, ma non gli altri territori per i quali il Governo del Regno Unito assume la responsabilità dei rapporti internazionali.

Cittadini: i cittadini del Regno Unito e delle colonie.

A L L E G A T O II

(Articolo 3, paragrafo 1)

Legislazioni e regimi ai quali si applica la presente Convenzione

Quando il presente allegato comporta l'enumerazione di leggi determinate, è tenuto a coprire ugualmente qualsiasi atto legislativo che codifichi, modifichi, completi e metta in vigore le dette leggi.

Austria

Legislazioni che concernono:

(a) l'assicurazione-malattia (malattia, maternità e morte);

(b) l'assicurazione -pensioni degli operai;

(c) l'assicurazione-pensioni degli impiegati;

(d) l'assicurazione-pensioni dei minatori;.

(e) l'assicurazione-pensioni dei lavoratori indipendenti del commercio;

(f) l'assicurazione-pensioni dei coltivatori diretti e dei silvicultori;

(g) l'assicurazione dei notai;

(h) l'assicurazione-infortuni di lavoro e di malattie professionali;

(i) l'assicurazione-disoccupazione;

(j) gli assegni familiari.

Belgio

Legislazioni che concernono:

(a) l'assicurazione-malattia-invalidità (malattia, maternità, invalidità e morte);

(i) regimi dei lavoratori dipendenti (operai, impiegati, minatori e personale del pubblico impiego);

(ii) regime dei marinai della marina mercantile;

(iii) regime dei lavoratori indipendenti (assicurazione-malattia);

(b) le pensioni di anzianità e dei superstiti:

(i) regimi dei lavoratori dipendenti (operai, impiegati, minatori e marinai della marina mercantile);

(ii) regime dei lavoratori indipendenti;

(c) l'indennizzo dei danni risultanti da infortuni sul lavoro:

(i) regime dei lavoratori dipendenti in generale;

(ii) regime del personale marittimo;

(d) l'indennizzo dei danni risultanti da malattie professionali;

(e) l'organizzazione degli aiuti ai disoccupati involontari;

(f) [gli assegni familiari dei lavoratori dipendenti e gli assegni familiari dei datori di lavoro e dei non dipendenti, ad esclusione dei sussidi di nascita previsti da queste legislazioni.]

Cipro

Legislazioni che concernono:

le assicurazioni sociali (malattia, disoccupazione, maternità, vedove, orfani, vecchiaia e morte; prestazioni in contanti ivi compresa l'assistenza medica gratuita per gli infortuni sul lavoro e le malattie professionali);

Danimarca

Legislazioni che concernono:

(a) la sicurezza sociale nazionale, il servizio ospedaliero e la maternità (cure mediche);

(b) le prestazioni giornaliere in contanti in caso di malattia e di parto;

(c) la riabilitazione;

(d) l'assicurazione concernente gli infortuni sul lavoro e le malattie professionali;

(e) gli assegni familiari;

(f) l'assicurazione-disoccupazione;

(g) la pensione-vecchiaia nazionale;

(h) la pensione di invalidità;

(i) la pensione per le vedove;

(j) la pensione supplementare di contratto di lavoro (ATP).

Francia

(a) la legislazione che fissa l'organizzazione della sicurezza sociale;

(b) la legislazione concernente le disposizioni generali che fissano il regime delle assicurazioni sociali applicabile ai lavoratori dipendenti delle professioni non agricole e la legislazione;

(c) la legislazione relativa la prevenzione e l'indennizzo degli infortuni sul lavoro e delle malattie professionali;

(d) la legislazione relativa all'assicurazione contro gli infortuni nella vita privata, gli infortuni sul lavoro e le malattie professionali delle persone non dipendenti delle professioni agricole;

(e) la legislazione relativa alle prestazioni familiari;

(f) la legislazione relativa ai regimi speciali di sicurezza sociale:

- attività che comportano l'affiliazione al regime dei marittimi;
- imprese minerarie e assimilate;
- Società nazionale delle ferrovie francesi;
- Ferrovie di interesse generale secondario e di interesse locale e tramvie;
- Regime autonomo dei trasporti parigini;
- Aziende di produzione, di trasporto e di distribuzione di energia elettrica e di gas;
- Compagnia generale delle acque;
- Banca di Francia, Credito Fondiario di Francia;
- Opéra, Opéra comique, Comédie française;
- studi notarili e organismi assimilati.

(g) la legislazione concernente l'assicurazione malattia, maternità dei lavoratori non dipendenti delle professioni non agricole e la legislazione relativa alle assicurazioni malattia, invalidità e maternità dei coltivatori diretti;

(h) la legislazione generale relativa alla pensione di vecchiaia e l'assicurazione vecchiaia dei lavoratori non dipendenti delle professioni non agricole (la legislazione relativa al regime gestito dalla Cassa nazionale degli avvocati francesi) e la legislazione relativa all'assicurazione vecchiaia dei coltivatori diretti;

(i) il sussidio ai vecchi lavoratori dipendenti,/sussidio alle madri di famiglia e la rendita vitalizia;

(j) gli assegni contributivi e non contributivi di vecchiaia delle persone non dipendenti;

(k) l'assegno speciale;

(l) l'assegno supplementare del Fondo nazionale di solidarietà;

(m) le prestazioni di disoccupazione (di aiuto pubblico, di assicurazione disoccupazione degli ASSEDIC, il supplemento di risorse).

Repubblica Federale di Germania

Legislazioni che concernono:

(a) l'assicurazione-malattia (malattia, maternità e morte);

(b) la protezione delle lavoratrici madri, per quanto si tratti di prestazioni in natura e in contanti dovute dall'istituzione di assicurazione-malattia durante la gravidanza e dopo il parto;

(c) l'assicurazione-pensioni degli operai e degli artigiani;

(d) l'assicurazione-pensioni degli impiegati;

(e) l'assicurazione-pensioni dei lavoratori delle miniere e, per la Saar, l'assicurazione -pensioni nella siderurgia, così come il regime di assistenza ai vecchi agricoltori;

(f) l'assicurazione-infortuni;

(g) l'assicurazione-disoccupazione e l'assistenza-disoccupazione;

(h) gli assegni familiari.

Grecia

Legislazioni che concernono:

(a) le prestazioni di malattia e di maternità;

(b) le prestazioni di invalidità;

(c) le prestazioni di vecchiaia;

(d) le indennità ai superstiti;

(e) le indennità per i decessi;

(f) le prestazioni di disoccupazione;

(g) gli assegni familiari;

(h) gli infortuni sul lavoro e le malattie professionali.

Islanda

Legge n° 40 del 30 aprile 1963 sulla sicurezza sociale.

Legge n° 86 dell'11 giugno 1938 sull'assicurazione-pensioni delle levatrici.

Legge n° 65 del 2 settembre 1955 sull'assicurazione-pensioni delle infermiere.

Legge n° 78 del 28 aprile 1962 sull'assicurazione-pensioni dei marittimi pescatori e dei marittimi della marina mercantile.

Legge n° 29 del 7 aprile 1956 sull'assicurazione-disoccupazione.

Irlanda

Legislazioni che concernono:

(a) le prestazioni di inabilità (malattia e invalidità), di maternità e gli assegni di morte;

(b) le pensioni di anzianità, le pensioni di vecchiaia, di vedove e di orfani;

(c) le prestazioni dèll'assicurazione-disoccupazione e dell'assistenza-disoccupazione;

(d) le prestazioni in caso di infortuni sul lavoro e di malattie professionali;

(e) gli assegni familiari;

(f) i servizi per la salute.

Italia

Legislazioni che concernono:

(a) l'assicurazione-malattia (malattia, maternità e morte);

(b) l'assicurazione-tubercolosi;

(c) la protezione fisica e economica delle lavoratrici madri, benché si tratti di prestazioni elargite dalle istituzioni di assicurazioni sociali;

(d) l'assicurazione-invalidità, vecchiaia e superstiti;

(e) l'assicurazione- infortuni sul lavoro e malattie professionali;

(f) l'assicurazione-disoccupazione involontaria;

(g) gli assegni familiari;

(h) i regimi speciali di assicurazioni sociali stabiliti per categorie determinate di lavoratori, benché riguardino eventualità e prestazioni coperte dalle legislazioni sopra menzionate.

Lussemburgo

Legislazioni che concernono:

(a) l'assicurazione-malattia (malattia, maternità e morte):
- regime degli operai, regime degli impiegati e dei funzionari, regime delle libere professioni e regime agricolo;

(b) l'assicurazione-pensioni (invalidità, vecchiaia e morte):
- regime degli operai, regime degli impiegati privati (ivi compresi i lavoratori intellettuali indipendenti), regime degli artigiani, regime dei commercianti e industriali e regime agricolo;

(c) l'assicurazione-pensioni supplementare degli operai minatori e metallurgici, degli impiegati tecnici delle miniere del sottosuolo e degli autisti di professione;

(d) l'assicurazione-infortuni sul lavoro e malattie professionali;

(e) le indennità di disoccupazione;

(f) le prestazioni familiari con esclusione degli assegni di nascita.

Malta

Legge sull'assicurazione nazionale (malattia, disoccupazione, invalidità, vecchiaia, morte e lesioni professionali) (1956).

Paesi Bassi

Legislazioni che concernono:

(a) le prestazioni di malattia e di maternità;

(b) le prestazioni di inabilità al lavoro (invalidità, infortuni sul lavoro e malattie professionali);

(c) le prestazioni di vecchiaia;

(d) le prestazioni a favore dei superstiti;

(e) le prestazioni di disoccupazione;

(f) gli assegni familiari.

Norvegia

Legge del 6 luglio 1957 sul coordinamento e l'integrazione delle pensioni e prestazioni d'assicurazione.

Legge del 17 giugno 1966 sull'assicurazione nazionale (malattia e maternità, disoccupazione, malattie professionali, invalidità, vecchiaia e morte).

Legge del 27 giugno 1947 sull'impiego, capitolo V.

Legge del 3 dicembre 1948 sull'assicurazione-pensioni dei marittimi.

Legge del 3 dicembre 1951 sulla assicurazione-pensioni dei lavoratori stranieri.

Legge del 26 giugno 1953 sull'assicurazione-pensioni dei farmacisti.

Legge del 28 giugno 1957 sull'assicurazione-pensioni dei marittimi pescatori.

Legge del 22 giugno 1962 sull'assicurazione-pensioni delle infermiere.

Legge del 12 dicembre 1958 sull'assicurazione contro gli infortuni sul lavoro e le malattie professionali.

Legge del 24 ottobre 1946 sugli assegni familiari.

Portogallo

Legislazioni che concernono:

(a) l'assicurazione malattia (ivi incluso il regime speciale di tubercolosi);

(b) l'assicurazione maternità;

(c) l'assicurazione pensioni (invalidità e vecchiaia);

(d) l'assicurazione decessi (indennità di morte e pensione ai superstiti);

(e) il risarcimento dei danni derivanti da infortuni sul lavoro e malattie professionali;

(f) l'assicurazione disoccupazione;

(g) le prestazioni familiari;

(h) i regimi speciali di assicurazioni sociali stabiliti per determinate categorie di lavoratori, purchè riguardino eventualità o prestazioni coperte dalle legislazioni sopra menzionate (particolarmente per i lavoratori agricoli e per i lavoratori autonomi).

Svezia

Legislazioni che concernono:

(a) l'assicurazione malattia ivi inclusa l'assicurazione parentale;

(b) le pensioni base;

(c) l'assicurazione per pensioni complementari;

(d) l'assicurazione infortuni professionali (infortuni sul lavoro e malattie professionali);

(e) l'assicurazione disoccupazione e le prestazioni di sostegno in denaro;

(f) le prestazioni generali per i bambini.

Svizzera

Legislazioni federali che concernono:

(a) l'assicurazione-malattia, ivi compresa l'assicurazione--tubercolosi e le prestazioni di maternità;

(b) l'assicurazione-invalidità;

(c) l'assicurazione-vecchiaia e superstiti;

(d) l'assicurazione-infortuni obbligatoria in caso di infortuni professionali e non professionali e in caso di malattie professionali;

(e) l'assicurazione-disoccupazione;

(f) gli assegni familiari ai lavoratori agricoli e ai piccoli coltivatori.

Turchia

Legislazioni che concernono:

(a) le assicurazioni sociali dei lavoratori dipendenti (malattia maternità, invalidità, vecchiaia, morte, infortuni sul lavoro e malattie professionali);

(b) le assicurazioni sociali dei lavoratori indipendenti e delle professioni liberali (invalidità, vecchiaia e morte).

Regno Unito

Legislazioni che concernono:

(a) i servizi nazionali di sanità;

(b) l'assicurazione nazionale (prestazioni in contanti, di disoccupazione, di malattia, di maternità, di vedove, di orfani, di pensione di anzianità e di morte);

(c) l'assicurazione contro le lesioni professionali,

(d) gli assegni per i bambini;

(e) l'assicurazione insulare (Jersey);

(f) l'assicurazione sociale (Guernesey).

ALLEGATO III

(Articolo 6, paragrafo 3)

Disposizioni mantenute in vigore nonostante le disposizioni dell'articolo 5

I - CONVENZIONI MULTILATERALI

1. Le disposizioni in vigore dell'Accordo del 27 luglio 1950 e dell'Accordo riveduto del 13 febbraio 1961 concernenti la sicurezza sociale dei battellieri del Reno.

2. [Le disposizioni della Convenzione di sicurezza sociale conclusa il 5 marzo 1981 tra la Danimarca, la Finlandia, l'Islanda, la Norvegia e la Svezia.]

3. Le disposizioni della Convenzione europea del 9 luglio 1956 concernenti la sicurezza sociale dei lavoratori dei trasporti internazionali.

4. [Le disposizioni della Convenzione di sicurezza sociale del 9 dicembre 1977 tra la Repubblica Federale di Germania, il Lienchtst- l'Austria e la Sviezera.]

II - CONVENZIONI BILATERALI

Rilievi di carattere generale

1. Nella misura in cui le disposizioni di accordi complementari e di una convenzione speciale sull'assicurazione-disoccupazione menzionate nel presente allegato prevedono riferimenti alle disposizioni di una convenzione generale, tali riferimenti sono sostituiti da riferimenti alle disposizioni corrispondenti della presente Convenzione, benché le disposizioni in questione della detta convenzione generale non siano esse stesse menzionate nel presente allegato.

2. Le clausole di interpretazione e di denuncia previste in una convenzione di sicurezza sociale, di cui alcune disposizioni vengono menzionate nel presente allegato, restano applicabili per quanto riguarda le dette disposizioni.

[Austria-Belgio

Convenzione di sicurezza sociale del 4 aprile 1977.]

Austria-Francia

Convenzione di sicurezza sociale del 28 maggio 1971

Austria - Repubblica Federale di Germania

Convenzione di sicurezza sociale del 22 dicembre 1966

Prima Convenzione complementare del 10 aprile 1969 alla Convenzione di sicurezza sociale del 22 dicembre 1966

Seconda Convenzione complementare del 19 marzo 1974 alla Convenzione del 22 dicembre 1966

[Terza Convenzione complementare del 29 agosto 1980 alla Convenzione del 22 dicembre 1966]

Austria-Grecia

Convenzione di sicurezza sociale del 14 dicembre 1979]

Austria-Italia

Convenzione relativa alle assicurazioni sociali del 30 dicembre 1950.

Austria-Lussemburgo

Convenzione di sicurezza sociale del 21 dicembre 1971

Prima Convenzione complementare del 16 maggio 1973 alla Convenzione di sicurezza sociale del 21 dicembre 1971

Seconda Convenzione complementare del 9 ottobre 1979 alla Convenzione di sicurezza sociale del 21 dicembre 1971

Austria-Paesi Bassi

Convenzione di sicurezza sociale del 7 marzo 1974

Convenzione complementare del 5 novembre 1980 alla Convenzione di sicurezza sociale del 7 marzo 1974

Austria-Svezia

Convenzione di sicurezza sociale dell'11 novembre 1975

Austria-Svizzera

Convenzione di sicurezza sociale e protocollo finale del 15 novembre 1967

Prima Convenzione complementare del 17 maggio 1973 alla Convenzione di sicurezza sociale del 15 novembre 1967

Seconda Convenzione complementare del 30 novembre 1977 alla Convenzione del 15 novembre 1967

Convenzione di assicurazione disoccupazione del 14 dicembre 1978

Austria-Turchia

Convenzione di sicurezza sociale del 12 ottobre 1966

Prima Convenzione complementare del 6 agosto 1974 alla Convenzione di sicurezza sociale del 12 ottobre 1966

Seconda Convenzione complementare del 30 novembre 1979 alla Convenzione del 12 ottobre 1966

Austria-Regno Unito

Convenzione di sicurezza sociale del 22 luglio 1980

Belgio-Austria

Vedere Austria-Belgio.

Belgio-Grecia

Convenzione di sicurezza sociale del 1° aprile 1958

Convenzione del 27 settembre 1967 che modifica la Convenzione del 1° aprile 1958

Belgio-Portogallo

Convenzione generale sulla sicurezza sociale e Protocollo allegato del 14 settembre 1970

Belgio-Svizzera

Convenzione relativa alle assicurazioni sociali e Protocollo finale del 24 settembre 1975

Belgio-Tùrchia

Convenzione generale di sicurezza sociale del 4 luglio 1966

Cipro-Regno Unito

Convenzione di sicurezza sociale del 6 settembre 1969

Danimarca-Svizzera

Convenzione relativa alle assicurazioni sociali [e Protocollo finale] del 21 maggio 1954

Convenzione complementare alla Convenzione del 21 maggio 1954 relativa alle assicurazioni sociali, coclusa il 15 novembre 1962

Danimarca-Turchia

Convenzione di sicurezza sociale del 21 gennaio 1976]

Francia- Austria

Vedere Austria-Francia

Francia-Grecia

Convenzione generale di sicurezza sociale del 19 aprile 1968

Francia-Norvegia

Convenzione generale di sicurezza sociale del 30 settembre 1954

Francia-Portogallo

Convenzione generale di sicurezza sociale del 29 luglio 1971, nella redazione deglo Accordi aggiuntivi del 7 febbraio 1977 e 1° ottobre 1979

Protocollo finale del 29 luglio 1971 e Protocollo complementare del 1° ottobre 1979

Francia-Svizzera

Convenzione di sicurezza sociale del 3 luglio 1975 e Protocolli relativi

Accordo del 9 giugno 1933 concernente l'assistenza reciproca ai disoccupati dei due paesi

Convenzione di assicurazione-disoccupazione del 14 dicembre 1978

Francia-Turchia

Convenzione di sicurezza sociale del 20 gennaio 1972

Repubblica Federale di Germania-Austria

Vedere Austria-Repubblica Federale di Germania

Repubblica Federale di Germania-Grecia

Convenzione di sicurezza sóciale del 25 aprile 1961 nella redazione della Convenzione del 21 marzo 1967 che modifica ed estende la Convenzione del 25 aprile 1961 e che estende l'Accordo complementare del 28 marzo 1962 alla Convenzione di sicurezza sociale del 25 aprile 1961

Protocollo finale del 25 aprile 1961 alla Convenzione di sicurezza sociale del 25 aprile 1961

Convenzione sull'assicurazione-disoccupazione del 31 maggio 1961 e Protocollo finale del 31 maggio 1961

Seconda Convenzione del 20 settembre 1974 recante modifica alla Convenzione del 25 aprile 1961 di sicurezza sociale e all'Accordo complementare del 28 marzo 1962 alla Convenzione di sicurezza sociale nonché al suo Protocollo finale

[Repubblica Federale di Germania-Liechtenstein

Convenzione di sicurezza sociale del 7 aprile 1977]

Repubblica Federale di Germania-Norvegia

Accordo del 2-6 settembre 1965 sul territorio reciproco di prestazioni sociali

Repubblica Federale di Germania-Portogallo

Convenzione di sicurezza sociale del 6 novembre 1964 così come modificata dalla Convenzione del 30 settembre 1974

[Repubblica Federale di Germania-Spagna

Convenzione di sicurezza sociale del 4 dicembre 1973

Convenzione complementare alla Convenzione del 4 dicembre 1973 conclusa il 17 dicembre 1975

Convenzione sull'assicurazione-disoccupazione del 20 aprile 1966]

[Repubblica Federale di Germania-Svezia

Convenzione di sicurezza sociale del 27 febbraio 1976

Convenzione sulle prestazioni ai disoccupati del 28 giugno 1976]

Repubblica Federale di Germania - Svizzera

Convenzione di sicurezza sociale [e Protocollo finale] del 25 febbraio 1964

Convenzione complementare alla Convenzione di sicurezza sociale del 24 ottobre 1950, conclusa il 24 dicembre 1962

Convenzione tra il Reich tedesco e la Svizzera concernente l'assicurazione - disoccupazione dei lavoratori delle regioni di frontiera del 4 febbraio 1928

Convenzione complementare del 5 settembre 1975 alla Convenzione del 25 febbraio 1964

Repubblica Federale di Germania - Turchia

Convenzione di sicurezza sociale del 30 aprile 1964

Convenzione addizionale del 28 maggio 1969 che modifica la convenzione di sicurezza sociale del 30 aprile 1964

Grecia-Austria

vedere Austria-Grecia

Grecia-Belgio

vedere Belgio-Grecia

Grecia- Francia

vedere Francia-Grecia

Grecia-Repubblica Federale di Germania

vedere Repubblica Federale di Germania-Grecia

Grecia-Paesi Bassi

Convenzione di sicurezza sociale del 13 settembre 1966

Grecia-Svizzera

Convenzione di sicurezza sociale [e Protocollo finale] del 1.6.1973

Irlanda - Regno Unito

Convenzione di sicurezza sociale del 29 marzo 1960

Convenzione del 22 luglio 1964 relativa all'assicurazione sociale e all'indennizzo delle lesioni professionali conclusa tra il Ministro della Previdenza sociale d'Irlanda e il Ministero del Lavoro e dell'Assicurazione nazionale d'Irlanda del Nord

Convenzione di Sicurezza sociale del 28 febbraio 1966

Convenzione di Sicurezza sociale del 3 ottobre 1968

Convenzione di sicurezza sociale del 14 settembre 1971]

Italia-Austria

vedere Austria-Italia

Italia - Svizzera

Convenzione di sicurezza sociale [e Protocollo finale] del 14.12.1962

Accordo complementare alla Convenzione di sicurezza sociale del 14 dicembre 1962, concluso il 18 dicembre 1963

Accordo supplementare del 4 luglio 1969 alla Convenzione di sicurezza sociale del 14 dicembre 1962

[Accordo sulla retrocessione finanziaria in materia di assicurazione-disoccupazione dei lavoratori frontalieri del 12.12.1978]

Secondo accordo aggiuntivo del 2 aprile 1980 alla Convenzione complementare del 14 dicembre 1962

Liechtenstein-Svizzera

Convenzione relativa all'assicurazione-vecchiaia e superstiti e all'assicurazione invalidità con Protocollo finale del 3.9.1965

Convenzione sugli assegni familiari del 26 febbraio 1969

Accordo di assicurazione-disoccupazione del 15 gennaio 1979]

Lussemburgo-Austria

vedere Austria-Lussemburgo

Lussemburgo-Svizzera

Convenzione di sicurezza sociale del 3 giugno 1967, ad eccezione degli artt. da 18 a 21 [nella redazione dell'Accordo aggiuntivo del 26 marzo 1976]

Lussemburgo-Portogallo

Convenzione sulla sicurezza sociale del 12 febbraio 1965 e Protocollo così come modificati dagli Accordi aggiuntivi del 5 giugno 1972 e 20 maggio 1977

Malta - Regno Unito

Convenzione di sicurezza sociale del 26 ottobre 1956

Convenzione di sicurezza sociale del 21 marzo 1958

Paesi Bassi-Austria

vedere Austria-Paesi Bassi

Paesi Bassi-Grecia

vedere Grecia-Paesi Bassi

Paesi Bassi-Portogallo

Capitoli 1, 5 e 6 del Titolo III della Convenzione di sicurezza sociale del 19 luglio 1979

Paesi Bassi-Svizzera

Convenzione di sicurezza sociale [e Protocollo finale] del 27.5.70

Paesi Bassi-Turchia

Titolo III della Convenzione di sicurezza sociale del 5.4.1966

Norvegia-Francia

vedere Francia-Norvegia

Norvegia-Repubblica Federale di Germania

vedere Repubblica Federale di Germania-Norvegia

Norvegia-Portogallo

Convenzione di sicurezza sociale e Protocollo finale del 5.6.1980

Norvegia-Regno Unito

Convenzione di sicurezza sociale del 25 luglio 1957

Norvegia-Svizzera

Convenzione di sicurezza sociale e Protocollo finale del 21.2.1979

Norvegia-Turchia

Convenzione di sicurezza sociale del 20.7.1978]

Portogallo-Belgio

vedere Belgio-Portogallo

Portogallo-Francia

vedere Francia-Portogallo

Portogallo-Repubblica Federale di Germania

vedere Repubblica Federale di Germania-Portogallo

Portogallo-Lussemburgo

vedere Lussemburgo-Portogallo

Portogallo-Paesi Bassi

vedere Paesi Bassi-Portogallo

Portogallo-Spagna

Convenzione generale di sicurezza sociale dell'11 giugno 1969
nella redazione dell'Accordo aggiuntivo del 7 maggio 1973

Accordo addizionale del 22 maggio 1970 alla Convenzione generale dell'11 giugno 1969]

Portogallo-Svezia

Convenzione di sicurezza sociale del 25 ottobre 1978

Portogallo-Svizzera

Convenzione di sicurezza sociale e Protocollo finale dell'11.9.1975

Portogallo-Regno Unito

Convenzione di sicurezza sociale e Protocollo relativo al trattamento sanitario del 15 novembre 1978

Spagna-Svizzera

Convenzione di sicurezza sociale e Protocollo finale del 13.10.69

Spagna-Portogallo

vedere Portogallo-Spagna

Spagna-Regno Unito

Convenzione di sicurezza sociale del 13.9.1974 così come modificata dallo Scambio di note 4 novembre 1976

Svezia-Austria

vedere Austria-Svezia

Svezia-Svizzera

Convenzione di sicurezza sociale e Protocollo finale del 20.10.1978

Svezia-Regno Unito

Convenzione di sicurezza sociale del 9 giugno 1956

Svizzera-Austria

vedere Austrìa-Svizzera

Svizzera-Belgio

vedere Belgio-Svizzera

Svizzera-Danimarca

vedere Danimarca-Svizzera

Svizzera-Francia

vedere Francia-Svizzera

Svizzera-Repubblica Federale di Germania

vedere Repubblica Federale di Germania-Svizzera

Svizzera-Grecia

vedere Grecia-Svizzera

Svizzera-Italia

vedere Italia-Svizzera

Svizzera-Liechtenstein

vedere Lienchstein-Svizzera

Svizzera-Lussemburgo

vedere Lussemburgo-Svizzera

Svizzera-Norvegia

vedere Norvegia-Svizzera

Svizzera-Paesi Bassi

vedere Paesi Bassi-Svizzera

Svizzera-Portogallo

vedere Portogallo-Svizzera

Svizzera-Spagna

vedere Spagna-Svizzera

Svizzera-Svezia

vedere Svezia-Svizzera

Svizzera-Turchia

Convenzione di sicurezza sociale [e Protocollo finale] del 1.5.1969

[Convenzione complementare del 25.5.1979 alla Convenzione di sicurezza sociale del 1.5.1969]

Svizzera-Regno Unito

Convenzione di sicurezza sociale del 21 febbraio 1968 [e relativo Protocollo]

Turchia-Austria

vedere Austria-Turchia

Turchia-Belgio

vedere Belgio-Turchia

Turchia-Francia

vedere Francia-Turchia

Turchia-Repubblica Federale di Germania

vedere Repubblica Federale di Germania-Turchia

Turchia-Svizzera

vedere Svizzera-Turchia

Turchia-Regno Unito

Convenzione di assicurazione sociale del 9 settembre 1959

Regno Unito-Austria

vedere Austria-Regno Unito

Regno Unito-Cipro

vedere Cipro-Regno Unito

Regno Unito-Irlanda

vedere Irlanda-Regno Unito

Regno Unito-Malta

vedere Malta-Regno Unito

Regno Unito-Norvegia

vedere Norvegia-Regno Unito

Regno Unito-Portogallo

vedere Portogallo-Regno Unito

Regno Unito-Spagna

vedere Spagna-Regno Unito

Regno Unito-Svezia

vedere Svezia-Regno Unito

Regno Unito-Svizzera

vedere Svizzera-Regno Unito

Regno Unito-Turchia

vedere Turchia-Regno Unito

ALLEGATO IV

(Articolo 8, paragrafo 4)

Prestazioni alle quali sono applicabili le disposizioni del paragrafo 2 e del paragrafo 3 dell'articolo 8

Danimarca

Articolo 8, paragrafo 2, capoverso (a):

- Maternità:

- le prestazioni di maternità previste dalla legge n. 262 "Daily Cash Benefits (Sickness and Maternity) Atto del 7 giugno 1972 ed emendamenti successivi.

  Decreto n. 66 del 21.2.978

  Legge di emendamento n. 43 del 15.2.1980 e n. 233 del 4.6.1980

Articolo8, paragrafo 2, capoverso (b) e paragrafo 3, capoverso (a):

Invalidità:

[- le prestazioni previste dal decreto n. 677 del 15.12.1978 sulle pensioni di invalidità]

Morte:

[- le prestazioni previste dal decreto n. 678 del 15.12.1978 sulle pensioni di vedovanza ed assistenza alle vedove]

Articolo 8, paragrafo 2, capoverso (c) e paragrafo 3, capoverso (b):

Vecchiaia:

[- le prestazioni previste dal Decreto n. 676 del 15.12.1978 sulle pensioni di vecchiaia.]

Repubblica Federale di Germania

Articolo 8, paragrafo 2, capoverso (a):

Disoccupazione:

- le prestazioni previste dal regime di assistenza-disoccupazione

Islanda

Articolo 8, paragrafo 2, capoverso (a):

Maternità:

- il premio alla nascita previsto dall'articolo 18 della Legge n. 40 del 30 aprile 1963 sulla sicurezza sociale

Articolo 8, paragrafo 2, capoverso (b) e paragrafo 3, capoverso (a):

Invalidità:

- le prestazioni di invalidità previste al capitolo II-B della Legge n° 40 del 30 aprile 1963 sulla sicurezza sociale

Morte:

- le prestazioni ai superstiti previste al capitolo II-B della Legge n° 40 del 30 aprile 1963 sulla sicurezza sociale

Articolo 8, paragrafo 2, capoverso (c) e paragrafo 3, capoverso (b):

Vecchiaia:

- le prestazioni-vecchiaia previste al capitolo II-B della Legge n° 40 del 30 aprile 1963 sulla sicurezza sociale

Norvegia

Articolo 8, paragrafo 2, capoverso (a):

Disoccupazione:

- le differenti categorie di assistenza previste ai capoversi (b), (c), (d), (e) della Sezione 1 del Capitolo 4 della Legge del 17 giugno 1966 sull'assicurazione nazionale

Svezia

Articolo 8, paragrafo 2, capoverso (b) e paragrafo 3, capoverso (a):

Invalidità:

- la porzione di invalidità versata a titolo del regime generale delle pensioni

Articolo 8, paragrafo 2, capoverso (c) e paragrafo 3, capoverso (b):

Morte:

- pensioni ai superstiti versate a titolo del regime delle pensioni

Articolo 8, paragrafo 2, capoverso (c) e paragrafo 3, capoverso (b):

Vecchiaia:

- pensione di vecchiaia versata a titolo del regime generale delle pensioni

ALLEGATO V

(Articolo 9, paragrafi 2 e 3)

Disposizioni il cui beneficio è esteso ai cittadini

di tutte le Parti Contraenti

I - (Articolo 9, paragrafo 2)

Austria-Lussemburgo

Convenzione sulla sicurezza sociale del 21 dicembre 1971
Prima convenzione complementare del 16.5.1973 alla Convenzione di sicurezza sociale del 21.12.1971
Seconda Convenzione complementare del 9.10.1978 alla Convenzione di sicurezza sociale del 21.12.1971

Austria-Turchia

Convenzione di sicurezza sociale del 12 ottobre 1966
Prima convenzione complementare del 6.8.1974 alla convenzione del 12.10.1966
Seconda convenzione complementare del 30.11.1979 alla Convenzione del 12.10.1966

Belgio-Portogallo

Convenzione generale sulla sicurezza sociale con Protocollo allegato del 14 settembre 1970

Cipro-Regno Unito

Convenzione di sicurezza sociale del 6 ottobre 1969

Francia-Portogallo

Convenzione generale del 29.7.1971 nella redazione degli accordi aggiuntivi del 7.2.1977 e 1.10.1979
Protocollo generale del 29.7.1971 e Protocollo complementare del 1.10.1979

Repubblica Federale di Germania-Portogallo

Convenzione di sicurezza sociale del 6 novembre 1964 nella redazione della Convenzione del 30.9.1974

Repubblica Federale di Germania-Turchia

Convenzione di sicurezza sociale del 30 aprile 1964 nella versione della convenzione provvisoria del 25.1.1974, a eccezione dell'art. 4, paragrafo 1 e dell'articolo 8

Lussemburgo-Austria

vedere Austria-Lussemburgo

Lussemburgo-Portogallo

Convenzione di sicurezza sociale del 12.2.1965 ad eccezione dell'art. 3, comma 2 e protocollo così come modificati dagli accordi aggiuntivi del 5.6.1972 e 20.5.1977

Malta-Regno Unito

Convenzione di sicurezza sociale del 26 ottobre 1956
Convenzione di sicurezza sociale del 21 marzo 1958

Paesi Bassè-Portogallo

Capitoli 1, 5 e 6 del Titolo III della Convenzione di sicurezza sociàle del 19 luglio 1979

Paesi Bassi-Turchia

Titolo III della Convenzione di sicurezza sooiale del 5.4.1966

Norvegia-Portogallo

Convenzione di sicurezza sociale del 5.6.1980

Portogallo-Belgio

vedere Belgio-Portogallo

Portogallo+Francia

vedere Francia-Portogallo

Portogallo-Repubblica Federale di Germania

vedeere Repubblica Federale di Germania-Portogallo

Portogallo-Lussemburgo

vedere Lussemburgo-Portogallo

Portogallo-Paesi Bassi

vedere Paesi Bassi-Portogallo

Portogallo-Norvegia

vedere Norvegia-Portogallo

Portogallo-Spagna

Convenzione generale di sicurezża sociale dell'11.6.1969,nella redazione dell'accordo aggiuntivo del 7.5.1973 e l'Accordo addi-

zionale del 22.5.1970 alla Convenzione generale]

Portogallo-Svezia

Convenzione di sicurezza sociale del 25.10.1978

Portogallo-Svizzera

Convenzione di sicurezza sociale e Protocollo finale annesso dell'11.9.1975

Portogallo-Regno Unito

Convenzione di sicurezza sociale del 15.11.1978 e Protocollo relativo al trattamento sanitario ad eccezione dell'art. 2, paragrafo 1, del 15.11.1978

Svezia-Portogallo

vedere Portogallo-Svezia

Svizzera-Portogallo

vedere Portogallo-Svizzera

Turchia-Austria

vedere Austria-Turchia

Turchia-Repubblica Federale di Germania

vedere Repubblica Federale di Germania-Turchia

Turchia-Paesi Bassi

vedere Paesi Bassi-Turchia

Regno Unito-Cipro

vedere Cipro-Regno Unito

Regno Unito-Malta

vedere Malta-Regno Unito

Regno Unito-Portogallo

vedere Portogallo-Regno Unito

II - (Articolo 9, paragrafo 3)

Nulla.

ALLEGATO VI

(Articolo 11, paragrafo 3)

Prestazioni alle quali non sono applicabili le disposizioni del paragrafo 1 e del paragrafo 2 dell'articolo 11

Austria

Articolo 11, paragrafo 3 capoverso (b):

- le disposizioni del paragrafo 1 e dell'articolo 11 non sono applicabili al supplemento compensativo dell'assicurazione-pensioni

Belgio

Articolo 11, paragrafo 3, capoverso (c):

- le pensioni di anzianità e dei superstiti dei regimi degli operai e degli impiegati accordate in base alle disposizioni legali in vigore prima del primo gennaio 1962, per quella parte della pensione che corrisponde agli anni anteriori al 1945 qualora questi anni non corrispondano a periodi di assicurazione effettiva.

Danimarca

Articolo 11 , paragrafo 3 , capoverso (b):

[- le prestazioni di invalidità previste all'articolo 15 del Decreto n. 677 del 15.12.1978 sulla pensione di invalidità]

Articolo 11, paragrafo 3, capoverso (d):

[- il supplemento di pensione previsto all'articolo 11 del Decreto n. 677 del 15.12.78 sulla pensione di invalidità, all'articolo 10 del Decreto n. 676 del 15.12.1978 sulla pensione di vecchiaia e all'articolo 4 del Decreto n. 678 del 15.12.1978 sulla pensione di vedovanza e di assistenza alle vedove.]

Francia

Articolo 11 , paragrafo 3, capoverso (b):

- l'assegno speciale

Articolo 11, paragrafo 3, capoverso (c):

- gli assegni non contributivi di vecchiaia dei non dipendenti

Articolo 11, paragrafo 3, capoverso (d):

- l'assegno supplementare del Fondo nazionale di solidarietà

Islanda

Articolo 11 , paragrafo 3, capoverso (d):

- il supplemento di pensione di vecchiaia e di invalidità previsto all'articolo 21 della Legge n° 40 del 30 aprile 1963 sulla sicurezza sociale

Irlanda

Articolo 11, paragrafo 3, capoverso (b):

- le pensioni non contributive di vecchiaia e le pensioni non contributive per le vedove e gli orfani e gli assegni alle mogli abbandonate

Norvegia

Articolo 11 , paragrafo 3, capoverso (c):

- le maggiorazioni transitorie di prestazioni previste al paragrafo 5 dell'articolo 5, al paragrafo 5 dell'articolo 7, al paragrafo 4 dell'articolo 8 e ai paragrafi 4, 5, 6 e 11 dell'articolo 10 della Legge n° del 17 giugno 1966 sull'assicurazione nazionale

Articolo 11, paragrafo 3, capoverso (b):

- Prestazioni di invalidità, diverse da quelle pagate come supplemento alla pensione
- complementi generali alle pensioni di base
- pensione alla vedova accordate alle donne il cui marito è deceduto prima del 1° luglio 1960.

Articolo 11, paragrafo 3, capoverso (d):

- Indennità speciali accordate agli aventi a carico bambini infermi
- complementi alle pensioni di base accordate alle rendite modeste.

<u>Svizzera</u>

Articolo 11, paragrafo 3, capoverso (a):

- le pensioni per inabili

Articolo 11, paragrafo 3, capoverso (b):

- le rendite straordinarie dell'assicurazione-invalidità
- le rendite straordinarie dell'assicurazione-vecchiaia e superstiti

Articolo 11, paragrafo 3 , capoverso (d):

- le rendite ordinarie di invalidità assegnate agli invalidi il cui grado di invalidità è inferiore al 50%.

ALLEGATO VII

(Articolo 72, paragrafo 1)

Modalità particolari di applicazione delle legislazioni delle Parti Contraenti

I. APPLICAZIONE DELLA LEGISLAZIONE AUSTRIACA

A. APPLICAZIONE DELLA LEGISLAZIONE AUSTRIACA IN FATTO DI ASSICURAZIONE-MALATTIA, ASSICURAZIONE-INFORTUNI SUL LAVORO E MALATTIE PROFESSIONALI E ASSICURAZIONE -PENSIONI

(1) Le disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 8 della presente Convenzione e le disposizioni corrispondenti delle convenzioni bilaterali menzionate nell'Allegato III non incidono sulle disposizioni della legislazione austriaca in fatto di diritti a prestazioni acquisiti e in corso di acquisizione nell'assicurazione-pensioni e nell'assicurazione - - infortuni sul lavoro e malattie professionali relativi ad attività professionali esercitate all'estero, così come le disposizioni che concernono il conteggio dei periodi di attività professionale compiuti in qualità di lavoratore indipendente sul territorio dell'ex-Monarchia austro-ungarica ,

ma fuori del territorio della Repubblica austriaca.

(2) Le disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 8 della presente Convenzione non incidono sulle disposizioni delle convenzioni bilaterali fra l'Austria ed altri Stati, che regolano l'onere della assicurazione.

(3) Le disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 8 della presente Convenzione non pregiudicano le disposizioni della legislazione austriaca relativa al computo dei periodi di servizio di guerra e dei periodi assimilati.

(4) Nella misura in cui, in virtù delle disposizioni della legislazione austriaca l'esercizio di una attività professionale e l'assicurazione obbligatoria hanno effetti legali sul diritto a prestazioni o sulla concessione di prestazioni di assicurazione sociale, l'attività esercitata o l'assicurazione obbligatoria sul territorio o sotto la legislazione di una altra Parte contraente, comportano gli stessi effetti.

(5) Le disposizioni del Capitolo 2 del Titolo III della presente Convenzione non sono applicabili alle prestazioni dell'assicurazione-pensioni dei lavoratori indipendenti del commercio concesse alle persone che, al momento dell'entrata in vigore delle disposizioni legali applicabili, avevano già oltrepassato un limite d'età, ne' alle prestazioni di assicurazioni-pensioni complementare nell'agricoltura.

(6) Ai fini della determinazione nell'assicurazione-pensioni austriaca, del regime verso cui esiste un diritto a prestazioni e dell'istituzione competente per il servizio delle prestazioni, sono presi in considerazione i periodi di assicurazione compiuti sotto la legislazione austriaca.

(7) Per l'applicazione dei paragrafi 1, 2 e 4 dell'articolo 29 della presente Convenzione, i periodi di assicurazione da prendere in considerazione in virtù di disposizioni di legislazioni di altre Parti contraenti, devono essere presi in considerazione senza tener conto delle disposizioni della legislazione austriaca concernente la presa in considerazione di periodi di assicurazione.

(8) Per l'applicazione delle disposizioni del paragrafo 2 e 4 dell'articolo 29 della presente Convenzione, il supplemento compensatorio in virtù delle disposizioni della legislazione austriaca è da calcolare dopo la determinazione dell'ammontare delle prestazioni dovute.

(9) Quando, nel calcolare l'ammontare del supplemento austriaco, il numero massimo di mesi di assicurazione deve essere preso in considerazione, il rateo previsto al paragrafo 4 dell'articolo 29 della presente Convenzione deve essere determinato sulla base di tutti i periodi di assicurazione presi in considerazione per il calcolo dell'ammontare teorico, tenendo conto di tale numero massimo.

(10) I periodi di assicurazione compiuti sotto le legislazioni di altre Parti Contraenti non sono presi in considerazione per quanto riguarda le condizioni di apertura del diritto al premio di fedeltà dei minatori e la concessione di tale premio.

(11) L'assegno di inabilità deve essere calcolato, in virtù delle disposizioni della legislazione austriaca, sulla base dell'ammontare della prestazione austriaca determinata in applicazione delle disposizioni del paragrafo 4 dell'articolo 29 della presente Convenzione, nei limiti dell'ammontare massimo ridotto al rateo secondo tali disposizioni;

Se, diversamente un diritto a prestazioni è aperto sulla base dei periodi di assicurazione che sono da prendere in considerazione in virtù delle disposizioni della legislazione austriaca, l'indennità di inabilità è pagabile per un ammontare equivalente a tali ptestazioni, a meno che un'attività di inabilità o una prestazione similare non siano accordate in virtù di disposizioni della legislazione di una Parte contraente.

(12) I pagamenti speciali di pensioni previsti dall'assicurazione--pensioni austriaca sono pagabili nello stesso ammontare della prestazione determinata in virtù delle disposizioni del paragrafo 4 dell'articolo 29 della presente Convenzione; le disposizioni dell'articolo 34 della presente Convenzione sono applicabili per analogia.

(13) La presente Convenzione non pregiudica i diritti acquisiti in virtù delle disposizioni della legge austriaca da chiunque sia stato leso nella sua situazione di assicurazione sociale per dei motivi politici o religiosi o per motivi legati alla sua origine.

B. APPLICAZIONE DELLA LEGISLAZIONE AUSTRIACA IN FATTO DI ASSICURAZIONE - DISOCCUPAZIONE

(1) Le disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 8 della presente Convenzione non incidono sulle disposizioni della legislazione austriaca in fatto di soccorsi d'emergenza.

(2) Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 dell'articolo 51 della presente Convenzione in fatto di totalizzazione dei periodi non sono applicabili per l'acquisizione del diritto all'assegno di congedo non retribuito.

II. APPLICAZIONE DELLA LEGISLAZIONE DANESE

In fatto di prestazioni di disoccupazione, il Governo di Danimarca si impegna ad incoraggiare le Casse di integrazione ad applicare le disposizioni della presente Convenzione, nella misura in cui esse sono in vigore riguardo alla Danimarca.

III. APPLICAZIONE DELLA LEGISLAZIONE FRANCESE

(1) Il principio dell'uguaglianza di trattamento enunciato all'articolo 8 della presente Convenzione non si applica alla legge n° 65/555 del 10 luglio 1965 che accorda ai francesi che esercitano o abbiano esercitato all'estero un'attività professionale retribuita o non retribuita la facoltà di accesso al regime dell'assicurazione volontaria di vecchiaia.

(2) Il diritto all'assegno agli ex-lavoratori dipendenti, agli assegni non contributivi di vecchiaia delle persone non dipendenti e all'assegno speciale non è aperto , in applicazione della presente Convenzione, che alle persone le quali provino di aver risieduto in Francia per almeno 10 anni,tra i 16 anni e l'età di ammissione al beneficio dei detti assegni, di cui 5 anni consecutivi immediatamente precedenti la domanda di assegni.

(3) Le disposizioni della presente Convenzione non violano le disposizioni della legislazione francese in virtù delle quali sono prese in considerazione,per l'apertura del diritto all'assegno agli ex-lavoratori dipendenti e agli assegni non contributivi di vecchiaia delle persone non dipendenti, i periodi di attività professionale compiuti sul territorio francese.

(4) L'assegno speciale e l'indennità cumulativa previsti dal regime di sicurezza sociale applicabile ai lavoratori delle miniere non vengono elargiti che alle persone che lavorano nelle miniere francesi.

(5) Il principio di eguaglianza di trattamento enunciato all'articolo 8 della presente convenzione non si applica alla legislazione relativa alle garanzie di riserva dei lavoratori privati di impiego. Il diritto alle prestazioni previste da questa legislazione è subordinato alla condizione che l'interessato abbia risieduto in Francia per tre mesi immediatamente prima della domanda di prestazioni.

IV. APPLICAZIONE DELLA LEGISLAZIONE DELLA REPUBBLICA FEDERALE DI GERMANIA

(1) (a Sempreché tale indennizzo non sia previsto dalla legislazione tedesca in materia di assicurazione obbligatoria contro gli infortuni, le istituzioni tedesche indennizzano ugualmente, in virtù

delle disposizioni della presente Convenzione, finché la vittima o i suoi superstiti risiedono sul territorio di una Parte Contraente, gli infortuni e le malattie professionali sopravvenuti in Alsazia-Lorena anteriormente al 1° gennaio 1919 e il cui onere non è stato assunto dalle istituzioni francesi in conformità alla decisione del Consiglio della Società delle Nazioni in data 21 giugno 1921 (Reichsgesetzblatt, p. 1289).

(b) Le disposizioni dell'articolo 11 della presente Convenzione non violano le disposizioni della legislazione tedesca in virtù delle quali gli infortuni e malattie professionali sopravvenuti fuori del territorio della Repubblica Federale di Germania, così come i periodi compiuti fuori di tale territorio, non danno luogo e non danno luogo che a certe condizioni al pagamento di prestazioni quando i beneficiari risiedono fuori del territorio della Repubblica Federale di Germania.

(2) (a) Per determinare se periodi considerati dalla legislazione tedesca come periodi di interruzione (Ausfallszeiten) e ~~primi~~ periodi complementari (Zurechnungszeiten) devono essere presi in considerazione come tali, i contributi obbligatori versati in virtù della legislazione di un'altra Parte Contraente, e l'affiliazione all'assicurazione-pensioni di un'altra Parte Contraente sono assimilati ai contributi obbligatori versati in virtù della legislazione tedesca e all'affiliazione all'assicurazione-pensioni tedesca. Al momento del calcolo del numero dei mesi trascorsi tra la data dell'affiliazione all'assicurazione e la data della realizzazione dell'evento , i periodi assimilati in virtù della legislazione di un'altra Parte Contraente, che sono compresi tra queste

due date, non sono presi in considerazione, come pure i periodi nel corso dei quali l'interessato ha beneficiato di una pensione o di una rendita.

(b) Il capoverso precedente non è applicabile alla durata forfettaria di interruzione (pauschale)(Ausfallzeit).

(c) La presa in considerazione di un periodo complementare (Zurechnungszeit) in virtù della legislazione tedesca sull'assicurazione - pensioni dei lavoratori delle miniere è inoltre subordinata alla condizione che l'ultimo contributo versato in virtù della legislazione tedesca sia stato versato all'assicurazione-pensioni dei lavoratori delle miniere.

(d) Per la presa in considerazione dei periodi tedeschi di compensazione (Ersatzzeiten), è applicabile solo la legislazione tedesca.

(3) (a) Se si ha il cumulo di una pensione di invalidità professionale (Berufsunfähigkeit) e di invalidità generale (Erwerbsunfähigkeit) e di una pensione di vecchiaia devuta in virtù della legislazione tedesca con una rendita dovuta in virtù della legislazione di un'altra Parte Contraente a causa di un infortunio sul lavoro e di una malattia professionale, si prenderà in considerazione come remunerazione annuale quella che, in virtù della

legislazione tedesca, dovrebbe essere presa in considerazione al momento dell'infortunio per una vittima che si trovi in una situazione simile; a tale effetto, vanno applicate le disposizioni in vigore nel luogo di residenza dell'interessato sul territorio della Repubblica Federale di Germania o , se questi risiede fuori di tale territorio, le disposizioni in vigore nel luogo dove ha sede l'istituzione competente dell'assicurazione-pensioni tedesca. La remunerazione della vittima in questione deve essere determinata e ricalcolata secondo le disposizioni della legislazione tedesca.

(b) Il totale della rendita di assicurazione-infortuni e l'ammontare teorico della prestazione, ai sensi del paragrafo 2 dell'articolo 29 della presente Convenzione, ad esclusione delle prestazioni complementari, supplementi per figli e maggiorazioni dell'assicurazione complementare (Höherversicherung), viene comparata all'ammontare massimo preso in considerazione in applicazione del precedente capoverso; la somma di cui tale totale eccede l'ammontare massimo in questione costituisce l'ammontare fittizio della riduzione. Questo è ripartito in proporzione alla durata di assicurazione , secondo le disposizioni del paragrafo 4 dell'articolo 29 della presente Convenzione; la parte corrispondente alla durata di assicurazione tedesca deve essere dedotta dal rateo tedesco.

(4) Per quanto riguarda la soppressione della prestazione

compensativa del regime minerario, le imprese minerarie sul territorio di un'altra Parte Contraente vengono assimilate alle imprese minerarie tedesche.

(5) Le istituzioni tedesche di assicurazione-pensioni [non applicano] il paragrafo 5 dell'articolo 29 della presente Convenzione, quando:

(a) la legislazione in vigore anteriormente al 1° gennaio 1957 concernente il calcolo della pensione è applicabile;

(b) un periodo complementare (Zurechnungszeit) deve essere preso in considerazione; e

(c) [un supplemento per figli o un'ammontare di cui è maggiorata la pensione di orfano deve essere preso in considerazione.]

(6) Le disposizioni del Capitolo 2 del Titolo III della presente Convenzione non sono applicabili all'assicurazione-pensioni nella siderurgia e al regime di assistenza agli ex-agricoltori.

(7) L'articolo 57 non si applica alle disposizioni della legge federale sugli assegni e figli che prevede, a certe condizioni, l'esistenza di un diritto agli assegni per i figli che non risiedano sul territorio nel quale si applica la legge federale sugli assegni ai figli, quando il beneficiario ha risieduto legalmente o abitualmente sul territorio in cui si applica la legge federale sugli assegni ai figli, o in casi speciali, sul territorio del Reich tedesco a partire dal 31 dicembre 1937, per

un periodo di almeno 15 anni, o se in virtù della legge federale sulla gente espulsa egli ha diritto alle prestazioni.

V. APPLICAZIONE DELLA LEGISLAZIONE LUSSEMBURGHESE

(1) In deroga alle disposizioni del paragrafo 3 dell'articolo 74 della presente Convenzione, i periodi di assicurazione e i periodi assimilati compiuti anteriormente al 1° gennaio 1946 sotto la legislazione lussemburghese di assicurazione-pensioni (invalidità, vecchiaia e morte) non saranno presi in considerazione per l'applicazione di questa legislazione che nella misura in cui i diritti in corso di acquisizione saranno stati mantenuti al momento della

entrata in vigore della detta Convenzione e ulteriormente coperti in conformità a questa sola legislazione e alle convenzioni bilaterali di sicurezza sociale in vigore e da concludersi. Nel caso in cui più convenzioni sono chiamate a intervenire, i periodi di assicurazione e i periodi assimilati sono presi in considerazione a partire dalla data più lontana.

(2) Per l'attribuzione della parte fondamentale nelle pensioni lussemburghesi, i periodi di assicurazione compiuti sotto la legislazione lussemburghese da lavoratori che non risiedono sul territorio lussemburghese sono assimilati a periodi di residenza.

(3) Il complemento dovuto, all'occorrenza, per completare la pensione minima, così come il supplemento per figli, viene versato nella stessa proporzione della parte fondamentale a carico dello Stato e dei comuni.

VI. APPLICAZIONE DELLA LEGISLAZIONE OLANDESE

A. APPLICAZIONE DELLA LEGISLAZIONE OLANDESE SULL'ASSICURAZIONE-VECCHIAIA GENERALE

(1) Per l'applicazione dell'articolo 29 della presente Convenzione, sono ugualmente considerati come periodi di assicurazione

compiuti sotto la legislazione olandese sull'assicurazione-vecchiaia generale i periodi anteriori al 1° gennaio 1957 durante i quali il beneficiario, che non risponde alle condizioni che gli permettono di beneficiare dell'assimilazione di tali periodi ai periodi di assicurazione, ha risieduto sul territorio dei Paesi Bassi dall'età dei 15 anni compiuti e durante i quali, pur risiedendo sul territorio di una altra Parte Contraente, ha esercitato un'attività retribuita nei Paesi Bassi per un datore di lavoro che opera in questo paese. Se detta attività è stata esercitata su una nave battente bandiera olandese questa è assimilata ad un'attività nei Paesi Bassi.

(2) I periodi di cui al precedente paragrafo non sono tenuti in considerazione allorché coincidono con dei periodi presi in considerazione per il calcolo della pensione di vecchiaia dovuta ai sensi della legislazione di un'altra Parte Contraente.

(3) Nel caso della donna sposata il cui marito ha diritto a una pensione in virtù della legislazione olandese sull'assicurazione-vecchiaia generale, sono parimenti presi in considerazione per l'applicazione dell'articolo 29 della Convenzione i periodi anteriori alla data in cui l'interessata ha raggiunto l'età di 65 anni compiuti e durante i quali, essendo sposata, ha risieduto per la durata del matrimonio sul territorio di una o più Parti Contraenti, purché tali periodi coincidano con i periodi di assicurazione compiuti dal marito sotto questa legislazione e con quelli da prendere in considerazione in virtù del paragrafo 1 di cui sopra.

(4) Nel caso di una donna sposata, in virtù del precedente paragrafo, non sono da prendersi in considerazione i periodi che coincidono con altri periodi già presi in considerazione per il calcolo della pensione di vecchiaia che le è dovuta in base alla legislazione di un'altra Parte Contraente e con altri periodi durante i quali questa ha beneficiato di una pensione di vecchiaia in virtù di una tale legislazione.

(5) Nel caso della donna che è stata sposata e il cui marito è stato sottoposto alla legislazione olandese sull'assicurazione vecchiaia e si ritiene che abbia compiuto dei periodi di assicurazione ai sensi del paragrafo 1 di cui sopra, le disposizioni dei due paragrafi precedenti sono applicabili per analogia.

(6) I periodi anteriori al 1° gennaio 1957 non sono presi in considerazione per il calcolo della pensione di vecchiaia a meno che l'interessato abbia risieduto per sei anni sul territorio di una o più Parti Contraenti dall'età di cinquantanove anni compiuti e risieda sul territorio dell'una delle due Parti.

B. APPLICAZIONE DELLA LEGISLAZIONE OLANDESE SULL'ASSICURAZIONE GENERALE DELLE VEDOVE E DEGLI ORFANI

(1) Per l'applicazione delle disposizioni dell'articolo 29 della presente Convenzione, sono parimenti considerati come

periodi di assicurazione compiuti sotto la legislazione olandese sull'assicurazione generale delle vedove e degli orfani, i periodi anteriori al 1° ottobre 1959 durante i quali il defunto ha risieduto sul territorio dei Paesi Bassi dall'età di 15 anni compiuti e durante i quali, pur risiedendo sul territorio di un'altra Parte Contraente, ha esercitato un'attività retribuita nei Paesi Bassi per un datore di lavoro che opera in questo paese.

(2) Non va tenuto conto dei periodi da prendere in considerazione in virtù del paragrafo precedente, quando coincidono con periodi di assicurazione compiuti sotto la legislazione di un'altra Parte Contraente relativa alle prestazioni ai superstiti.

C. APPLICAZIONE DELLA LEGISLAZIONE OLANDESE SULL'ASSICURAZIONE CONTRO L'INABILITA' AL LAVORO

(1) Per l'applicazione delle disposizioni dell'art. 29 della Convenzione, le istituzioni olandesi rispettano le seguenti disposizioni:

a) Se l'interessato nel momento in cui si è verificata l'inabilidità al lavoro a seguito d'invalidità era un lavoratore dipendente o assimilato l'istituzione competente fissa l'ammontare delle prestazioni in denaro in conformità alle disposizioni della legge del 18 febbraio 1966 relativa all'assicurazione contro l'inabilità al lavoro (WAO), tenendo conto:

- dei periodi di assicurazione compiuti sotto la citata legge 18.2.1966 (WAO),
- dei periodi di assicurazione compiuti dopo l'età di 15 anni sotto la legge dell'11.12.1975 relativa all'inabilità al lavoro (AAW), nella misura in cui essi non coincidono con periodi di assicurazione compiuti dall'interessato sotto la citata legge del 18.2.66 (WAO),
- dei periodi di impiego e assimilati compiuti nei Paesi Bassi prima del 1° luglio 1967.

b) se l'interessato, al momento in cui si è verificata l'inabilità al lavoro a seguito d'invalidità non era un lavoratore dipendente o assimilato l'istituzione competente fissa l'ammontare delle prestazioni in denaro in conformità alle disposizioni della legge 11 dècembre 1975 relativa all'inabilità al lavoro (AAW), tenendo conto:

- dei periodi di assicurazione compiuti dall'interessato dopo l'età di 15 anni sotto la citata legge 11?12.75 (AAW),
- dei periodi di assicurazione compiuti sotto la legge del 18.2.66 relativa all'assicurazione contro l'inabilità al lavoro (WAO), nella misura in cui questi non coincidano con i periodi di assicurazione in virtù della citata legge 11.12.75 (AAW),
- i periodi di impiego o assimilati compiuti nei Paesi Bassi prima del 1.7.1967.

(2) Le disposizioni dei capoversi (a) e (d) del paragrafo 1 dell'articolo 35 della presente Convenzione non vengono applicati dalle istituzioni olandesi alle prestazioni calcolate sulla base di una invalidità inferiore al % 45 per cento, se l'aggravamento dell'invalidità preesistente è manifestamente dovuto a una causa che non sia quella che ha comportato l'invalidità a titolo della quale le prestazioni sono percepite.

D. APPLICAZIONE DELLA LEGISLAZIONE OLANDESE SULL'ASSICURAZIONE FACOLTATIVA CONTINUATA

Il principio dà uguaglianza di trattamento enunciato all'art. 8 della presente Convenzione non si applica alle assicurazioni di vecchiaia e superstiti facoltative in ciò che concerne il pagamento dei contributi ridotti.

E. APPLICAZIONE DI ALCUNE DISPOSIZIONI TRANSITORIE

Per stabilire il diritto alle prestazioni previste dalle disposizioni transitorie della legge generale sull'assicurazione-vecchiaia, della legge generale sull'assicurazione alle vedove e agli orfani e della legge generale di inabilità al lavoro, l'art. 28. 2 della presente Convenzione non sarà applicato.

VII . APPLICAZIONE DELLA LEGISLAZIONE NORVEGESE

L'applicazione delle disposizioni del secondo capoverso del paragrafo 4 dell'articolo 1 della legge del 17 giugno 1966 sull'assicurazione nazionale non può essere estesa ai non-nazionali.

[L'applicazione della legislazione norvegese non può essere estesa ai non-nazionali nelle isole delle Spitsberg, Jan Mayen e le Dipendenze norvegesi, a meno che non siano dipendenti di un datore di lavoro norvegese.] *

La prestazione supplementare compensatoria dell'assicurazione nazionale, prevista dalla legge del 19 dicembre 1969, non è concessa che alle persone domiciliate in Norvegia.

VIII . APPLICAZIONE DELLA LEGGE SVEDESE

Il principio di uguaglianza di trattamento fissato dall'art. 8 della presente Convenzione non si applica:

a) alle disposizioni concernenti i cittadini svedesi che regolano le assicurazioni per le pensioni complementari acquisite a titolo di una attività professionale esercitata all'estero;

b) alle disposizioni transitorie riguardanti i cittadini svedesi nati prima del 1° gennaio 1924 e relative al calcolo delle pensioni nel quadro di regime di pensioni complementari.

Nel calcolo delle pensioni-base e loro integrazioni le pensioni accordate a titolo di regime a carattere contributivo di altre Parti contraenti saranno considerate come equivalenti ad una pensione integrativa svedese.

IX. APPLICAZIONE DELLA LEGISLAZIONE SVIZZERA

(1) Il principio di uguaglianza di trattamento enunciato all'art. 8 della presente Convenzione non si applica:

----

* La modifica non ufficiale consiste nella soppressione del testo tra parentesi.

(a) all'assicurazione-vecchiaia e superstiti facoltativa e all'assicurazione invalidità facoltativa dei cittadini svizzeri all'estero;

(b) all'assicurazione-vecchiaia e superstiti e all'assicurazione-invalidità dei cittadini svizzeri che lavorano all'estero per conto di un datore di lavoro in Svizzera;

(c) alle prestazioni di sussidio versate ad invalidi svizzeri residenti all'estero;

(d) a pensioni straordinarie dell'assicurazione-vecchiaia e superstiti versate ai cittadini svizzeri nati anteriormente al 1° luglio 1883 e ai loro superstiti.

(2) Le pensioni straordinarie dell'assicurazione-invalidità e le pensioni di vecchiaia che vengono a sostituirvisi sono concesse ai cittadini delle Parti Contraenti, a condizione che abbiano risieduto in Svizzera per cinque anni immediatamente prima della domanda di prestazioni. Fermo restando le disposizioni dell'art. 39, par. 2 e 3 della legge federale sull'assicurazione-invalidità.

Le pensioni straordinarie dell'assicurazione-vecchiaia e superstiti vengono accordate ai cittadini delle Parti Contraenti a condizione che questi abbiano risieduto in Svizzera per 10 anni immediatamente prima della domanda di prestazioni, se si tratta di pensioni di vecchiaia, e a condizione che il defunto vi abbia risieduto per cinque anni immediatamente prima della domanda di prestazioni, se si tratta di pensioni di superstiti e di pensioni

di vecchiaia che vanno a sostituirvisi.

La durata di residenza in questione viene considerata come ininterrotta , quando il soggiorno fuori del territorio svizzero non superi tre mesi nel corso di un anno. I periodi di residenza in Svizzera, durante i quali la persona interessata è stata esentata dall'assoggettamento all'assicurazione-invalidità, vecchiaia e superstiti svizzera, non sono presi in conto nella durata di residenza richiesta.

(3) Quando cittadini delle Parti Contraenti hanno acquisito un diritto alle prestazioni dell'assicurazione-invalidità, vecchiaia e superstiti svizzera, saranno applicate le disposizioni del paragrafo 5 dell'articolo 29 della presente Convenzione per il calcolo dell'ammontare delle pensioni dovute dall'assicurazione svizzera.

(4) Per quanto riguarda il diritto alla pensione ordinaria di invalidità, i cittadini delle Parti Contraenti sono considerati come assicurati ai sensi delle disposizioni legali svizzere se, al momento del sopravvenire dell'invalidità, questi sono affiliati all'assicurazione-pensioni dell'una delle Parti Contraenti e possono far valere dei diritti a prestazioni di invalidità in base alla legislazione dell'una delle Parti Contraenti.

(5) (a) I cittadini delle Parti Contraenti possono pretendere il

beneficio delle misure di riabilitazione, in conformità alla legislazione federale sull'assicurazione-invalidità per tutto il tempo che conservano il loro domicilio in Svizzera, purché abbiano versato contributi all'assicurazione svizzera almeno per un anno intero immediatamente precedente al momento in cui debbono beneficiare di tali misure.

(b) Le mogli e le vedove che non esercitano attività lucrativa, così come i figli minori dei cittadini delle Parti Contraenti, possono pretendere il beneficio delle misure di riabilitazione, in conformità alla legislazione federale sull'assicurazione-invalidità, per tutto il tempo che conservano il loro domicilio in Svizzera, purché vi abbiano risieduto ininterrottamente almeno per un anno immediatamente precedente al momento in cui devono beneficiare di tali misure.

(c) I figli minori dei cittadini delle Parti Contraenti possono pretendere il beneficio delle misure di riabilitazione , in conformità alla legislazione federale sull'assicurazione-invalidità, quando hanno il loro domicilio in Svizzera e vi sono nati invalidi e quando hanno risieduto in Svizzera ininterrottamente dalla loro nascita.

ACCORDO COMPLEMENTARE

PER L'APPLICAZIONE DELLA CONVENZIONE EUROPEA

DI SICUREZZA SOCIALE

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari della Convenzione europea di Sicurezza sociale e del presente Accordo complementare,

Considerando che ai termini del paragrafo 1 dell'articolo 80 della Convenzione europea di Sicurezza Sociale, l'applicazione di questa è regolata dalle disposizioni di un Accordo complementare,

hanno convenuto quanto segue:

TITOLO I

Disposizioni generali

ARTICOLO I

Ai fini dell'applicazione del presente Accordo complementare:

(a) il termine "Convenzione" designa la Convenzione europea di Sicurezza sociale;

(b) il termine "Accordo" designa l'Accordo complementare per l'applicazione della Convenzione;

(c) il termine "Comitato" designa il Comitato di esperti in materia di Sicurezza sociale del Consiglio d'Europa e ogni altro

Comitato che il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa può incaricare di adempiere ai compiti previsti all'articolo 2 dell'Accordo;

(d) il termine "lavoratore stagionale" designa un lavoratore che si reca sul territorio di una Parte Contraente diversa da quella in cui risiede, per compiervi , per conto di un'impresa o di un datore di lavoro di questa Parte, un lavoro a carattere stagionale la cui durata non deve superare gli otto mesi, e che soggiorna sul territorio della detta Parte per la durata del suo lavoro; per lavoro a carattere stagionale va inteso un lavoro che dipende dal ritmo delle stagioni e che si ripete automaticamente ogni anno; lo status di stagionale viene stabilito dalla esibizione del contratto di lavoro vistato dai servizi dell'occupazione della Parte Contraente sul territorio della quale il lavoratore stagionale va ad esercitare la sua attività o di un documento vistato da questi servizi e che attesti che l'interessato ha un impiego stagionale su questo territorio;

(e) i termini definiti all'articolo 1 della Convenzione hanno il significato che viene loro attribuito al detto articolo.

ARTICOLO 2

1. I moduli dei certificati, attestati, dichiarazioni , domande

ed altri documenti necessari all'applicazione della Convenzione e dell'Accordo sono stabiliti dal Comitato. Se due o più Parti Contraenti convengono di utilizzare altri ~~moduli~~ modelli di tali documenti, sono tenute ad informarne il Comitato.

2. Il Comitato può raccogliere, su richiesta delle autorità competenti di ogni Parte Contraente, informazioni sulle disposizioni delle legislazioni alle quali si applica la Convenzione.

3. Il Comitato può preparare dei prontuitari destinati a far conoscere agli interessati i loro diritti, come pure le formalità amministrative cui debbono adempiere per farli valere.

ARTICOLO 3

1. Le autorità competenti delle Parti Contraenti possono designare organismi di collegamento autorizzati a comunicare direttamente fra di loro, come pure con le istituzioni di ogni Parte Contraente, a condizione di esservi autorizzati dall'autorità competente di tale Parte.

2. Ogni istituzione di una Parte Contraente, così come ogni persona che risieda o che soggiorni sul territorio di una Parte Contraente, può rivolgersi all'istituzione di un'altra Parte Contraente , sia direttamente, sia tramite gli organismi di collegamento.

ARTICOLO 4

1. L'Allegato 1 indica l'autorità competente e le autorità competenti di ogni Parte Contraente.

2. L'Allegato 2 indica le istituzioni competenti di ogni Parte Contraente.

3. L'Allegato 3 indica le istituzioni del luogo di residenza e le istituzioni del luogo di soggiorno di ogni Parte Contraente.

4. L'Allegato 4 indica gli organismi di collegamento designati dalle autorità competenti delle Parti Contraenti in virtù del paragrafo 1 dell'articolo 3 dell'Accordo.

5. L'Allegato 5 enumera le disposizioni previste al capoverso (b) dell'articolo 6 e al paragrafo 2 dell'articolo 46 dell'Accordo.

6. L'Allegato 6 indica la denominazione e la sede delle banche previste al paragrafo 1 dell'articolo 48 dell'Accordo.

7. L'Allegato 7 indica le istituzioni designate dalle autorità competenti delle Parti Contraenti in virtù delle disposizioni

del paragrafo 1 dell'articolo 7, del paragrafo 1 dell'articolo 12, dei paragrafi 2 e 3 dell'articolo 14, dell'articolo 34, del paragrafo 1 dell'articolo 57, del paragrafo 1 dell'articolo 63, del paragrafo 2 dell'articolo 72, del paragrafo 2 dell'articolo 73, dell'articolo 76, dell'articolo 77, del paragrafo 2 dell'articolo 78, del paragrafo 1 dell'articolo 83, dell'articolo 84 e del paragrafo 2 dell'articolo 87 dell'Accordo.

ARTICOLO 5

Due o più Parti Contraenti possono fissare di comune accordo, per quanto le concerne, modalità di applicazione diverse da quelle previste dall'Accordo.

ARTICOLO 6

L'Accordo si sostituisce:

(a) agli accordi relativi all'applicazione delle convenzioni di sicurezza sociale alle quali si sostituisce la Convenzione;

(b) alle disposizioni relative all'applicazione delle disposizioni di convenzioni di sicurezza sociale previste al pa-

ragrafo 3 dell'articolo 6 della Convenzione, a meno che tali disposizioni non siano indicate all'Allegato 5 .

TITOLO II

Applicazione del Titolo I della Convenzione

(Disposizioni generali)

Applicazione dell'articolo 10 della Convenzione

ARTICOLO 7

1. Se, tenuto conto delle disposizioni dell'articolo 10 della Convenzione, l'interessato risponde alle condizioni richieste per l'ammissione all'assicurazione facoltativa continuata in caso di invalidità , di vecchiaia e di morte (pensioni), in più regimi , in base alla legislazione di una Parte Contraente, e se non è stato soggetto all'assicurazione obbligatoria in uno di tali regimi in virtù del suo ultimo impiego, non può beneficiare di tali disposizioni che per l'ammissione all'assicurazione facoltativa continuata nel regime che sarebbe stato competente , se egli avesse

occupato, sotto la legislazione di questa Parte, l'impiego soggetto all'assicurazione-pensione che egli ha occupato per ultimo sotto la legislazione di un'altra Parte Contraente. Nel caso in cui il detto impiego non avesse comportato l'assoggettamento all'assicurazione obbligatoria in virtù della legislazione della prima Parte e se non è possibile determinare la natura di tale impiego, l'autorità competente di questa Parte e l'istituzione designata da essa determina il regime nel quale l'assicurazione facoltativa può essere continuata.

2. Per beneficiare delle disposizioni dell'articolo 10 della Convenzione, l'interessato presenta all'istituzione della Parte Contraente in causa un certificato relativo ai periodi d'assicurazione compiuti sotto la legislazione di ogni altra Parte Contraente, come pure, all'occorrenza, ai periodi di residenza compiuti dall'età di sedici anni sotto la legislazione a carattere non contributivo di ogni altra Parte Contraente. Tale certificato viene rilasciato, su richiesta dell'interessato o della detta istituzione, dall'istituzione o istituzioni presso le quali egli ha compiuto i periodi in questione.

Applicazione dell'articolo 13 della Convenzione

ARTICOLO 8

Quando il beneficiario di una prestazione dovuta in base

alla legislazione di una Parte Contraente ha parimenti diritto a prestazioni in base alla legislazione di una o di più delle altre Parti Contraenti, sono applicabili le seguenti regole:

(a) nel caso in cui l'applicazione delle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 13 della Convenzione comporterebbe la riduzione , la sospensione o la soppressione concomitante di tali prestazioni, ognuna di queste non può essere ridotta , sospesa o soppressa per un ammontare superiore all'ammontare ottenuto dividendo l'ammontare sul quale verte la riduzione, sospensione o soppressione, in virtù della legislazione in base alla quale tale prestazione è dovuta per il numero di prestazioni soggette a riduzione , a sospensione o a soppressione alle quali il beneficiario ha diritto;

(b) tuttavia, se si tratta di prestazioni di invalidità, di vecchiaia o di morte (pensioni) liquidate in conformità alle disposizioni dell'articolo 29 della Convenzione dall'istituzione di una Parte Contraente, tale istituzione tiene conto delle prestazioni , rendite o remunerazioni tali da comportare la riduzione, la sospensione o la soppressione della prestazione da essa dovuta, non per il calcolo dell'ammontare teorico previsto ai paragrafi 2 e 3 dell'articolo 29 della Convenzione, ma esclusivamente per la riduzione, la sospensione o la soppressione dell'ammontare previsto al paragrafo 4 e al paragrafo 5 del detto articolo 29; tuttavia, tali prestazioni, rendite o remunerazioni non sono conteggiate che per una

frazione del loro ammontare, determinata in base al rateo della durata dei periodi compiuti, in conformità alle disposizioni del paragrafo 4 dell'articolo 29 della Convenzione;

(c) per l'applicazione delle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 13 della Convenzione, le istituzioni competenti in causa si comunicano, su richiesta, ogni adeguata informazione;

(d) per l'applicazione delle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 13 della Convenzione, il corso ufficiale di cambio da prendere in considerazione è il corso valido il primo giorno del mese durante il quale si effettua l'ultima operazione di liquidazione e, all'occorrenza, il corso valido al momento del nuovo calcolo della pensione e della rendita.

ARTICOLO 9

Se una persona o un membro della sua famiglia può pretendere il beneficio delle prestazioni di maternità in base alle legislazioni di due o più Parti Contraenti, queste prestazioni vengono concesse esclusivamente in base alla legislazione di quella di queste Parti sul territorio della quale ha avuto luogo il parto o, se il parto non ha avuto luogo sul territorio di una di queste Parti, esclusivamente in base alla legislazione alla quale questa persona è stata sottoposta per ultimo.

ARTICOLO 10

1. In caso di decesso sopravvenuto sul territorio di una Parte Contraente, viene mantenuto solo il diritto all'assegno di morte acquisito in base alla legislazione di questa Parte, con esclusione dei diritti acquisiti in base alla legislazione di ogni altra Parte Contraente.

2. In caso di morte sopravvenuta sul territorio di una Parte Contraente, quando il diritto all'assegno di morte viene acquisito esclusivamente in base alle legislazioni di due o più altre Parti Contraenti, o in caso di morte sopravvenuta fuori del territorio di ogni Parte Contraente, quando tale diritto è acquisito in base alle legislazioni di due o più Parti Contraenti, viene solo mantenuto il diritto acquisito in base alla legislazione della Parte Contraente alla quale una persona che acquisisce il diritto all'assegno di morte è stata soggetta per ultimo, ad esclusione dei diritti acquisiti in base alla legislazione di ogni altra Parte Contraente.

ARTICOLO 11

Se, nel corso dello stesso periodo, due o più persone hanno diritto ad assegni familiari in base alle legislazioni

di due o più Parti Contraenti per gli stessi membri di famiglia, la Parte Contraente alla legislazione della quale è soggetto il principale sostegno della famiglia viene considerata come solo Stato competente. Tuttavia, nel caso in cui degli assegni familiari sono dovuti in virtù della legislazione della Parte Contraente sul territorio della quale risiedono e sono allevati i figli, a motivo dello svolgimento di un lavoro o di un'attività professionale, tale Parte viene considerata come solo Stato Competente.

TITOLO III

Applicazione del Titolo II della Convenzione

(Disposizioni relative alla legislazione applicabile)

Applicazione dei paragrafi 1 e 2 dell'articolo 15 della Convenzione

ARTICOLO 12

1. Nei casi previsti al ~~paragrafo~~ capoverso (a) (i) del paragrafo 1 e al capoverso (a) del paragrafo 2 dell'articolo 15 della Convenzione, l'istituzione designata dall'autorità competente della Parte Contraente la cui legislazione è applicabile,

rilascia al lavoratore dipendente, su domanda di questi e del suo datore di lavoro, se si risponde alle condizioni richieste, un certificato di distaccamento che attesta che questi è soggetto a tale legislazione.

2. L'accordo previsto al capoverso (a) (ii) del paragrafo 1 dell'articolo 15 della Convenzione deve essere richiesto dal datore di lavoro. Il consenso del lavoratore interessato viene richiesto se la legislazione della Parte Contraente prevista al paragrafo precedente lo prevede.

ARTICOLO 13

Quando, in virtù del capoverso (b) e del capoverso (c) del paragrafo 1 dell'articolo 15 della Convenzione, la legislazione di una Parte Contraente è applicabile a un lavoratore dipendente il cui datore di lavoro non si trova sul territorio della detta Parte, tale legislazione viene applicata come se questo lavoratore fosse occupato nel luogo in cui risiede sul detto territorio, segnatamente al fine di determinare l'istituzione competente.

Applicazione dell'articolo 17 della Convenzione

ARTICOLO 14

1. Le disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 17 della Convenzione sono applicabili fino alla data dell'opzione prevista

al paragrafo 2 del suddetto articolo 17.

2. Il lavoratore dipendente che esercita il suo diritto di opzione ne informa l'istituzione competente della Parte Contraente sul territorio della quale è occupato, come pure l'istituzione designata dall'autorità competente della Parte Contraente per la legislazione della quale egli ha optato, avvisando al tempo stesso il suo datore di lavoro. Questa istituzione ne informa, all'occorrenza, ogni altra istituzione di questa ultima Parte, conformemente alle direttive emesse dall'autorità competente di questa Parte

3. L'istituzione designata dall'autorità competente della Parte contraente, per la legislazione della quale il lavoratore dipendente ha optato, rilascia a questi un certificato attestante che egli è soggetto alla legislazione di questa Parte per il periodo in cui è occupato nella missione diplomatica o nel posto consolare in questione, e per il periodo in cui è al servizio privato di titolari di questa missione o di questo posto.

4. Se il lavoratore dipendente ha optato per l'applicazione della legislazione della Parte Contraente, Stato di accredito o Stato che lo ha inviato in missione, le disposizioni di questa legislazione sono applicate come se il lavoratore dipendente fosse occupato nel luogo in cui ha sede il Governo della detta Parte.

TITOLO IV

Totalizzazione dei periodi di assicurazione e di residenza

Applicazione degli articoli 10, 19, 28, 49 e 51 della Convenzione

ARTICOLO 15

1. Nei casi previsti all'articolo 10, all'articolo 19, ai paragrafi da 1 a 4 dell'articolo 28, all'articolo 49 e ai paragrafi da 1 a 3 dell'articolo 51 della Convenzione, senza pregiudizio, all'occorrenza, delle disposizioni del paragrafo 4 dell'articolo 28 e del paragrafo 3 dell'articolo 51 della Convenzione, la totalizzazione dei periodi d'assicurazione e di residenza si effettua in conformità alle seguenti regole:

(a) ai periodi di assicurazione e di residenza compiuti sotto la legislazione di una Parte Contraente si aggiungono i periodi di assicurazione compiuti sotto la legislazione di ogni altra Parte Contraente, come pure, all'occorrenza, i periodi di residenza compiuti dall'età di sedici anni sotto la legislazione a carattere non contributivo di ogni altra Parte Contraente, nella misura in cui è necessario farvi appello per completare i periodi di assicurazione e di residenza compiuti sotto la legislazione della prima Parte, ai fini dell'ammissione, del mantenimento e del recupero del diritto alle prestazioni, a

condizione che tali periodi non si sovrappongano; se si tratta di prestazioni di invalidità, di vecchiaia e di morte (pensioni) da liquidarsi da parte delle istituzioni di due o più Parti Contraenti in conformità alle disposizioni dell'articolo 29 della Convenzione, ognuna delle istituzioni in causa procede separatamente a tale totalizzazione, tenendo conto dell'insieme dei periodi di assicurazione e di residenza compiuti dall'interessato sotto le legislazioni di tutte le Parti Contraenti alle quali è stato soggetto;

(b) quando un periodo di assicurazione compiuto in base ad una assicurazione obbligatoria sotto la legislazione di una Parte Contraente coincide con un periodo di assicurazione compiuto in base ad una assicurazione volontaria o facoltativa continuata sotto la legislazione di un'altra Parte Contraente, viene tenuto in conto solo il primo, senza pregiudizio delle disposizioni della seconda frase del paragrafo 2 dell'articolo 16 della Convenzione;

(c) quando un periodo di assicurazione effettiva compiuto sotto la legislazione di una Parte Contraente coincide con un periodo assimilato ad un periodo di assicurazione effettiva in virtù della legislazione di un'altra Parte Contraente, viene tenuto in conto solo il primo;

(d) ogni periodo assimilato ad un periodo di assicurazione effettiva in virtù delle legislazioni di due o più Parti Contraenti

non è tenuto in conto che dall'istituzione di quella di tali Parti alla legislazione della quale l'interessato è stato soggetto a titolo obbligatorio per ultimo prima del detto periodo; nel caso in cui l'assicurato non sarebbe stato soggetto a titolo obbligatorio alla legislazione dell'una di queste Parti prima del detto periodo, questo viene tenuto in conto dall'istituzione di quella delle dette Parti alla legislazione della quale egli è stato soggetto a titolo obbligatorio per la prima volta dopo detto periodo;

(e) nel caso in cui l'epoca alla quale alcuni periodi di assicurazione sono stati compiuti sotto la legislazione di una Parte Contraente non può essere determinata in modo preciso, si presume che questi periodi non si sovrappongano a periodi compiuti sotto la legislazione di un'altra Parte Contraente e ne viene tenuto conto, nella misura in cui questi possono utilmente essere presi in considerazione;

(f) nel caso in cui, secondo la legislazione di una Parte Contraente, alcuni periodi di assicurazione non sono tenuti in conto tranne che nel caso in cui siano stati compiuti entro un termine determinato, l'istituzione che applica questa legislazione non tiene conto di periodi compiuti sotto la legislazione di un'altra Parte Contraente tranne che non siano stati compiuti entro lo stesso termine.

2. I periodi di assicurazione compiuti sotto un regime di una Parte Contraente alla quale non si applichi la Convenzione, ma che sono tenuti in conto da un regime della stessa Parte cui la Convenzione è applicabile, sono considerati come periodi di assicurazione da tenere in conto ai fini della totalizzazione.

3. Quando i periodi di assicurazione compiuti sotto la legislazione di una Parte Contraente sono espressi in unità differenti da quelle che vengono utilizzate dalla legislazione di un'altra Parte Contraente, la conversione necessaria ai fini della totalizzazione si effettua secondo le seguenti regole:

(a) se l'interessato è stato soggetto al regime della settimana di sei giorni:

(i) un giorno equivalente a 8 ore e viceversa;
(ii) sei giorni sono equivalenti a una settimana e viceversa;
(iii) ventisei giorni sono equivalenti ad un mese e viceversa;
(iv) tre mesi o tredici settimane o 78 giorni sono equivalenti ad un trimestre e viceversa;
(v) per la conversione delle settimane in mesi e viceversa, le settimane e i mesi sono convertiti in giorni;
(vi) l'applicazione delle regole precedenti non può avere per effetto di far risultare, per l'insieme dei periodi compiuti nel corso di un anno civile, un totale superiore a 312 giorni o cinquantadue settimane o dodici mesi o quattro trimestri;

(b) se l'interessato è stato soggetto al regime della settimana di cinque giorni:

(i) un giorno è equivalente a 9 ore e viceversa;

(ii) cinque giorni sono equivalenti a una settimana e viceversa;

(iii) ventidue giorni sono equivalenti a un mese e viceversa;

(iv) tre mesi o tredici settimane o 66 giorni sono equivalenti a un trimestre e viceversa;

(v) per la conversione delle settimane in mesi e viceversa, le settimane e i mesi sono convertiti in giorni;

(vi) l'applicazione delle regole precedenti non può avere per effetto di far risultare, per l'insieme dei periodi compiuti nel corso di un anno civile, un totale superiore a 264 giorni o 52 settimane o 12 mesi o 4 trimestri.

4. Quando, in virtù del capoverso (b) del paragrafo 1 del presente articolo, periodi di assicurazione compiuti in base ad una assicurazione volontaria o facoltativa continuata sotto la legislazione di una Parte Contraente, in materia di invalidità, di vecchiaia e di morte (pensioni), non sono presi in considerazione ai fini della totalizzazione, i contributi afferenti a tali periodi vengono considerati come destinati a migliorare le prestazioni dovute in base a detta legislazione. Se questa legislazione prevede un'assicurazione complementare, i detti contributi vengono presi in considerazione per il calcolo delle prestazioni dovute in base ad una tale assicurazione.

TITOLO V

APPLICAZIONE DEL TITOLO III DELLA CONVENZIONE

(Disposizioni particolari per le diverse categorie di prestazioni)

CAPITOLO I: Malattia e maternità

Applicazione dell'articolo 19 della Convenzione

ARTICOLO 16

1. Per beneficiare delle disposizioni dell'articolo 19 della Convenzione, l'interessato presenta all'istituzione competente un certificato che indica i periodi di assicurazione compiuti sotto la legislazione della Parte Contraente alla quale egli è stato soggetto anteriormente per ultimo e fornisce tutte le informazioni complementari richieste dalla legislazione che questa istituzione applica.

2. Il certificato previsto al paragrafo precedente è rilasciato, su richiesta dell'interessato, dall'istituzione competente in materia di malattia della Parte Contraente alla legislazione della quale egli è stato soggetto anteriormente per ultimo.

Se l'interessato non presenta il detto certificato, l'istituzione competente si rivolge a questa istituzione per ottenerlo.

3. Se è necessario tener conto di periodi di assicurazione compiuti anteriormente sotto la legislazione di ogni altra Parte Contraente per soddisfare alle condizioni richieste dalla legislazione dello Stato competente, le disposizioni dei paragrafi precedenti del presente articolo sono applicabili per analogia.

Applicazione dell'articolo 20 della Convenzione

ARTICOLO 17

1. Per beneficiare delle prestazioni in natura in virtù dell'articolo 20 della Convenzione, l'interessato si iscrive, così come i membri della sua famiglia, presso l'istituzione del luogo di residenza, presentando un certificato con il quale attesti di aver diritto a queste prestazioni, per lui e per i membri della sua famiglia. Questo certificato è rilasciato dall'istituzione competente, tenendo in considerazione, all'occorrenza, le informazioni fornite dal datore di lavoro. Se l'interessato e i membri della sua famiglia non presenta il detto certificato, l'istituzione del luogo di residenza si rivolge all'istituzione competente per ottenerlo.

2. Il certificato previsto al paragrafo precedente rimane valido finché l'istituzione del luogo di residenza non riceve notifica del suo annullamento.

3. Se l'interessato ha la qualifica di lavoratore stagionale, il certificato previsto al paragrafo 1 del presente articolo è valido per tutta la durata prevista del lavoro stagionale, a meno che l'istituzione competente non notifichi nel frattempo il suo annullamento all'istituzione del luogo di residenza.

4. L'istituzione del luogo di residenza avvisa l'istituzione competente di qualsiasi iscrizione alla quale ha proceduto in conformità alle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo.

5. Per ogni domanda di prestazioni in natura, il richiedente presenta i giustificativi normalmente richiesti per la concessione delle prestazioni in natura in virtù della legislazione della Parte Contraente sul territorio della quale egli risiede.

6. In caso di ricovero ospedaliero, l'istituzione del luogo di residenza notifica all'istituzione competente appena ne viene a conoscenza, la data di ricovero ospedaliero, la probabile durata del ricovero stesso e la data di dimissione.

7. L'interessato e i membri della sua famiglia sono tenuti ad informare l'istituzione del luogo di residenza di ogni cambiamento nella loro situazione suscettibile di modificare il diritto alle prestazioni in natura, segnatamente ogni abbandono o cambiamento di impiego o di attività professionale dell'interessato, oppure ogni trasferimento della residenza o del soggiorno di questi o di un membro della sua famiglia. L'istituzione Competente informa parimenti l'istituzione del luogo di residenza della cessazione dell'affiliazione e della fine dei diritti a prestazioni dell'interessato. L'istituzione del luogo di residenza può richiedere in quqlsiasi momento all'istituzione competente di fornirle ogni informazione relativa all'affiliazione e ai diritti a prestazioni dell'interessato.

ARTICOLO 18

Se si tratta di lavoratori frontalieri e di membri della loro famiglia, le medicine, i bendaggi, gli occhiali, l'apparecchiatura minuta, le analisi e gli esami di laboratorio non possono essere autorizzati e effettuati se non sul territorio della Parte Contraente in cui questi sono stati prescritti, secondo le disposizioni della legislazione di questa Parte.

ARTICOLO 19

1. Per beneficiare di prestazioni in contanti in virtù del capoverso (b) del paragrafo 1 dell'articolo 20 della Convenzione,

l'interessato si rivolge all'istituzione del luogo di residenza, entro un termine di tre giorni a contare dall'inizio dell'inabilità al lavoro, presentando un avviso di sospensione dal lavoro e, se la legislazione applicata dall'istituzione competente o dall'istituzione del luogo di residenza lo prevede, un certificato di inabilità al lavoro rilasciato dal medico curante. E' inoltre tenuto a produrre tutti gli altri documenti richiesti in virtù della legislazione dello Stato competente, secondo la natura delle prestazioni domandate.

2. Allorché i medici curanti del paese di residenza non rilasciano certificati di inabilità al lavoro, l'interessato si rivolge direttamente all'istituzione del luogo di residenza entro il termine fissato dalla legislazione che questa applica. Questa istituzione fa procedere immediatamente alla constatazione medica dell'inabilità al lavoro e alla redazione del certificato previsto al paragrafo precedente.

3. L'istituzione del luogo di residenza trasmette immediatamente all'istituzione competente i documenti previsti ai paragrafi precedenti del presente articolo, precisando la probabile durata dell'inabilità al lavoro.

4. Appena possibile, l'istituzione del luogo di residenza procede al controllo medico e amministrativo dell'interessato e ne comunica immediatamente i risultati all'istituzione competente che conserva la facoltà di far procedere all'esame dell'interessato da un medico di sua scelta e a proprio carico. Se quest'ultima istitu-

sione decide di rifiutare le prestazioni perché le regole di controllo non sono state osservate dall'interessato, notifica a quest'ultimo la sua decisione e ne invia contemporaneamente copia all'istituzione del luogo di residenza.

5. La fine dell'inabilità al lavoro viene immediatamente notificata all'interessato dall'istituzione del luogo di residenza che ne avvisa subito l'istituzione competente. Quando quest'ultima istituzione decide essa stessa che l'interessato è ridivenuto abile al lavoro, gli notifica questa decisione e ne invia contemporaneamente copia all'istituzione del luogo di residenza.

6. Se, nello stesso caso, due date differenti vengono rispettivamente fissate dall'istituzione del luogo di residenza e dall'istituzione competente circa la fine dell'inabilità al lavoro, viene considerata valida la data fissata dall'istituzione competente.

7. Allorché l'interessato riprende il lavoro, ne avvisa l'istituzione competente, se così è previsto dalla legislazione che questa istituzione applica.

8. L'istituzione competente fornisce le prestazioni in contanti in tutti i modi appropriati, segnatamente attraverso vaglia postali internazionali, e ne avvisa l'istituzione del luogo di residenza. Se tali prestazioni vengono erogate dall'istituzione del luogo di residenza per conto dell'istituzione competente, l'istituzione competente informa l'interessato dei propri diritti secondo le

modalità prescritte dalla legislazione che essa applica e gli indica al tempo stesso l'istituzione incaricata di elargire le dette prestazioni. Essa ~~fa~~ rende contemporaneamente note all'istituzione del luogo di residenza l'ammontare delle prestazioni, le date in cui devono essere corrisposte e la durata massima della loro concessione, quale è prevista dalla legislazione dello Stato competente. La conversione dell'ammontare delle prestazioni da elargirsi da parte di quest'ultima istituzione viene effettuata al corso ufficiale di cambio in vigore il primo giorno del mese nel corso del quale tali prestazioni sono elargite.

Applicazione dell'articolo 21 della Convenzione

ARTICOLO 20

1. Per beneficiare delle prestazioni in natura, a suo favore e a favore dei membri della sua famiglia che lo accompagnano nel trasferimento, il lavoratore previsto al capoverso (a) (i) del paragrafo 1 e al capoverso (a) del paragrafo 2 dell'articolo 15 della Convenzione, presenta all'istituzione del luogo di soggiorno il certificato previsto al paragrafo 1 dell'articolo 12 dell'Accordo. Quando il suddetto lavoratore ha presentato questo certificato, si ritiene che egli risponda alle condizioni di accesso al diritto alle prestazioni in natura.

2. Per beneficiare delle prestazioni in natura, per lui e per i membri della famiglia che lo accompagnano, il lavoratore previsto al capoverso (b) del paragrafo 1 dell'articolo 15 della Convenzione, che si trova ad esercitare il suo lavoro sul territorio di una Parte contraente diversa dallo Stato competente, presenta, nel più breve termine possibile, all'istituzione del luogo di soggiorno un attestato rilasciato dal datore di lavoro o da un suo incaricato nel corso dei due mesi precedenti. Questo attestato indica in particolare la data a partire dalla quale l'interessato lavora per conto del detto datore di lavoro, così come la denominazione e la sede dell'istituzione competente; tuttavia, se in virtù della legislazione dello Stato competente, il datore di lavoro non è tenuto a conoscere l'istituzione competente, il detto lavoratore indica per iscritto la denominazione e la sede di questa istituzione al momento della presentazione della domanda all'istituzione del luogo di soggiorno. Allorché presenta questo attestato si ritiene che egli risponda alle condizioni di accesso al diritto alle prestazioni in natura. Se egli non è in grado di rivolgersi all'istituzione del luogo di soggiorno prima del trattamento medico, può nondimeno beneficiare di questo trattamento dietro presentazione del detto attestato come se fosse assicurato presso questa istituzione.

3. L'istituzione del luogo di soggiorno si rivolge immediatamente all'istituzione competente per sapere se il lavoratore previsto al paragrafo 1 e al paragrafo 2 del presente articolo, secondo il caso, e i membri della famiglia interessati, soddisfano alle condizioni

di accesso al diritto alle prestazioni in natura. Essa è tenuta ad erogare tali prestazioni fino alla ricezione della risposta dell'istituzione competente e al più tardi entro un termine di trenta giorni.

4. L'istituzione competente invia la sua risposta all'istituzione del luogo di soggiorno entro un termine di 10 giorni a partire dalla ricezione della domanda di questa istituzione. Se questa risposta è affermativa, l'istituzione competente indica, all'occorrenza, la legislazione che essa applica, e l'istituzione del luogo di soggiorno continua ad erogare le dette prestazioni.

5. In sostituzione del certificato e dell'attestazione previsti rispettivamente ai paragrafi 1 e 2 del presente articolo, il lavoratore può presentare all'istituzione del luogo di soggiorno il certificato previsto al paragrafo 1 dell'articolo 21 dell'Accordo. In questo caso, le disposizioni dei paragrafi precedenti del presente articolo non sono applicabili.

6. Le disposizioni del paragrafo 6 dell'articolo 17 dell'Accordo sono applicabili per analogia.

ARTICOLO 21

1. Per beneficiare delle prestazioni in natura in virtù del capoverso (a) (i) del paragrafo 1 dell'articolo 21 della Convenzione,

salvo i casi in cui è invocata la presunzione stabilita ai paragrafi 1 e 2 dell'articolo 20 dell'Accordo, l'interessato presenta all'istituzione del luogo di soggiorno un certificato attestante che egli ha diritto a queste prestazioni. Questo certificato, rilasciato dall'istituzione competente su richiesta dell'interessato, prima che egli lasci il territorio della Parte Contraente in cui risiede, indica segnatamente, all'occorrenza, la durata massima della concessione delle prestazioni in natura quale è prevista dalla legislazione dello Stato competente. Se l'interessato non presenta il detto certificato, l'istituzione del luogo di soggiorno si rivolge all'istituzione competente per ottenerlo.

2. Le disposizioni del paragrafo 6 dell'articolo 17 dell'Accordo sono applicabili per analogia.

ARTICOLO 22

1. Per beneficiare delle prestazioni in natura in virtù del capoverso b) (i) del paragrafo 1 dell'articolo 21 della Convenzione, l'interessato presenta all'istituzione del luogo di residenza un certificato attestante che egli è autorizzato a conservare il beneficio di queste prestazioni. Questo certificato, rilasciato dall'istituzione su domanda dell'interessato, prima della sua partenza, indica in particolare, all'occorrenza, la durata massima per la quale le dette prestazioni possono ancora essere elargite, secondo le disposizioni della legislazione dello Stato competente. Il certificato può essere rilasciato dopo la partenza dell'interessato, su domanda di quest'ultimo, qualora non si sia potuto rilasciarlo prima per motivi di forza maggiore.

2. Le disposizioni del paragrafo 6 dell'articolo 17 dell'Accordo sono applicabili per analogia.

3. Le disposizioni dei paragrafi precedenti del presente articolo sono applicabili per analogia nei casi previsti al capoverso (c) (i) del paragrafo 1 dell'articolo 21 della Convenzione.

ARTICOLO 23

Le disposizioni dell'articolo 21 e dell'articolo 22 dell'Accordo, secondo il caso, sono applicabili per analogia per la concessione delle prestazioni in natura ai membri di famiglia previsti al paragrafo 3 dell'articolo 21 della Convenzione.

ARTICOLO 24

1. Per beneficiare delle prestazioni in contanti in virtù del capoverso (a) (ii) del paragrafo 1 dell'articolo 21 della Convenzione, l'interessato si rivolge all'istituzione del luogo di soggiorno, entro tre mesi dall'inizio dell'inabilità al lavoro, presentando, se la legislazione applicata dall'istituzione competente e dall'istituzione del luogo di soggiorno lo prevede, un certificato di inabilità al lavoro rilasciato dal medico curante. Egli indica inoltre il suo indirizzo nel paese in cui soggiorna, come pure la denominazione e l'indirizzo dell'istituzione competente.

2. Quando i medici curanti del paese di soggiorno non rilasciano certificati di inabilità al lavoro, le disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 19 dell'Accordo sono applicabili per analogia.

3. L'istituzione del luogo di soggiorno trasmette immediatamente all'istituzione competente i documenti previsti ai paragrafi precedenti del presente articolo, precisando in particolare la probabile durata dell'inabilità al lavoro.

4. Se si tratta di persone diverse dai lavoratori previsti al capoverso (a) (i) del paragrafo 1 e al capoverso (a) del paragrafo 2 dell'articolo 15 della Convenzione e se è medicalmente constatato che il loro stato di salute non impedisce loro di rientrare nel territorio della Parte contraente in cui risiedono, l'istituzione del luogo di soggiorno lo notifica loro immediatamente ed invia copia di questa notifica all'istituzione competente.

5. Inoltre, le disposizioni dei paragrafi da 4 a 8 dell'articolo 19 dell'Accordo sono applicabili per analogia.

Applicazione del paragrafo 4 dell'articolo 22 della Convenzione

ARTICOLO 25

1. Per beneficiare delle disposizioni del paragrafo 4 dell'articolo 22 della Convenzione, l'interessato presenta all'istituzione

competente un certificato relativo ai membri della sua famiglia che risiedono sul territorio di una Parte Contraente diversa dallo Stato competente. Questo certificato è rilasciato dall'istituzione del luogo di residenza di questi membri di famiglia.

2. Il certificato previsto al paragrafo precedente è valido per un periodo di dodici mesi a partire dalla data del suo rilascio. Esso può essere rinnovato; in questo caso, la durata della sua validità decorre dalla data del rinnovo. L'interessato è tenuto a notificare immediatamente all'istituzione competente ogni modifica da apportare a questo certificato. Una tale modifica ha effetto a partire dal giorno in cui l'evento che la giustifica è sopravvenuto.

3. In luogo del certificato previsto al paragrafo 1 del presente articolo, l'istituzione competente può richiedere all'interessato l'esibizione di documenti recenti di stato civile relativi ai membri della sua famiglia che risiedono sul territorio di una Parte Contraente diversa dallo Stato Competente, se tali documenti vengono normalmente rilasciati dalle autorità di questa Parte.

Applicazione dell'articolo 23 della Convenzione

ARTICOLO 26

Le disposizioni dell'articolo 17 dell'Accordo sono applicabili per analogia per la concessione delle prestazioni in natura ai disoccupati e ai membri della loro famiglia che risiedono sul territorio di una Parte Contraente diversa dallo Stato competente.

Applicazione dell'articolo 24 della Convenzione

ARTICOLO 27

1. Per beneficiare delle prestazioni in natura sul territorio della Parte Contraente in cui risiede, in virtù del paragrafo 2 dell'articolo 24 della Convenzione, il titolare di pensione o di rendita si iscrive, come pure i membri della sua famiglia, presso l'istituzione del luogo di residenza, presentando un certificato attestante che egli ha diritto alle prestazioni in natura per sé e per i membri della sua famiglia, in virtù della legislazione o di una delle legislazioni a norma delle quali è dovuta una pensione o una rendita.

2. Il certificato previsto al paragrafo precedente è rilasciato, su domanda del titolare, dall'istituzione o da una delle istituzioni debitrici di pensione o di rendita o, all'occorrenza, dall'istituzione incaricata di decidere in merito al diritto alle prestazioni in natura, purché il titolare risponda alle condizioni di accesso al diritto a queste prestazioni. Se il titolare non presenta questo certificato, l'istituzione del luogo di residenza si rivolge, per ottenerlo, all'istituzione o alle istituzioni debitrici di pensione o di rendita, o, all'occorrenza, a qualsiasi altra istituzione incaricata a rilasciare il detto certificato. In attesa di ricevere questo certificato, l'istituzione del luogo di residenza può procedere a un'iscrizione provvisoria del titolare e dei membri della sua famiglia, in base ai giustificativi da essa ammessi. Questa iscrizione non è opponibile all'istituzione alla quale incombe il carico delle prestazioni in natura se non allorché quest'ultima isti-

tuzione abbia rilasciato il detto certificato.

3. L'istituzione del luogo di residenza avvisa l'istituzione che ha rilasciato il certificato previsto al paragrafo 1 del presente articolo di ogni iscrizione alla quale ha proceduto in conformità alle disposizioni di questo stesso paragrafo.

4. In occasione di ogni domanda di prestazioni in natura, l'istituzione del luogo di residenza può esigere dal titolare la prova che egli ha ancora diritto ad una pensione o rendita, tramite la ricevuta o la matrice del mandato corrispondente all'ultimo arretrato corrisposto.

5. Il titolare e i membri della sua famiglia sono tenuti ad informare l'istituzione del luogo di residenza di ogni cambiamento della loro situazione suscettibile di modificare il diritto alle prestazioni in natura, segnatamente ogni sospensione o soppressione della pensione o della rendita e ogni trasferimento della loro residenza. Le istituzioni in causa parimenti informano l'istituzione del luogo di residenza del titolare di ogni cambiamento di cui sono a conoscenza.

ARTICOLO 28

1. Per beneficiare delle prestazioni in natura sul territorio della Parte Contraente in cui risiedono, in virtù del paragrafo 4 dell'articolo 24 della Convenzione, i membri della famiglia di un titolare di

pensione e di rendita si iscrivono presso l'istituzione del luogo della loro residenza, presentando i giustificativi normalmente richiesti, in virtù della legislazione che tale istituzione applica, per la concessione di queste prestazioni ai membri della famiglia di un titolare di pensione e di rendita, come pure un certificato analogo a quello previsto al paragrafo 1 dell'articolo 27 dell'Accordo. La detta istituzione avvisa l'istituzione del luogo di residenza del titolare di ogni iscrizione alla quale ha proceduto in conformità alle disposizioni del presente paragrafo.

2. Al momento della domanda di prestazioni in natura, i membri di famiglia presentano all'istituzione del luogo della loro residenza un certificato attestante che il titolare ha diritto alle prestazioni in natura per sé e per i membri della sua famiglia; tale certificato, rilasciato dall'istituzione del luogo di residenza del titolare, rimane valido finché l'istituzione del luogo di residenza dei membri di famiglia non abbia ricevuto notifica del suo annullamento.

3. L'istituzione del luogo di residenza del titolare informa la istituzione del luogo di residenza dei membri di famiglia della sospensione o soppressione della pensione o della rendita e di ogni trasferimento della residenza del titolare. L'istituzione del luogo di residenza dei membri di famiglia può richiedere in ogni momento all'istituzione del luogo di residenza del titolare di fornirle qualsiasi informazione relativa ai diritti a prestazioni di quest'ultimo.

4. I membri di famiglia sono tenuti ad informare l'istituzione del luogo della loro residenza di ogni cambiamento nella loro situazione suscettibile di modificare il diritto alle prestazioni in natura, segnatamente ogni trasferimento della loro residenza.

ARTICOLO 29

1. Per beneficiare delle prestazioni in natura in virtù del paragrafo 6 dell'articolo 24 della Convenzione, il titolare di pensione e di rendita presenta all'istituzione del luogo di soggiorno un certificato attestante che egli ha diritto a queste prestazioni. Questo certificato, rilasciato dall'istituzione ~~rilasciato~~ del luogo di residenza del titolare, prima che questi lasci il territorio della Parte Contraente ove risiede, indica in particolare, all'occorrenza, la durata massima per la concessione delle prestazioni in natura quale è prevista dalla legislazione di questa Parte. Se il titolare non presenta il detto certificato, l'istituzione del luogo di soggiorno si rivolge all'istituzione del luogo di residenza per ottenerlo.

2. Le disposizioni del paragrafo 6 dell'articolo 17 dell'Accordo sono applicabili per analogia. In questo caso, l'istituzione del luogo di residenza del titolare è considerata come l'istituzione competente.

3. Le disposizioni dei paragrafi precedenti del presente articolo sono applicabili per analogia per la concessione delle prestazioni in natura ai membri di famiglia previsti al paragrafo 6 dell'articolo 24 della Convenzione.

4. Se le formalità previste ai paragrafi precedenti del presente articolo non hanno potuto essere compiute durante il soggiorno dell'interessato sul territorio di una Parte Contraente diversa dallo Stato competente, le disposizioni dell'articolo 30 dell'Accordo sono applicabili per analogia.

Applicazione degli articoli 21 e 24 della Convenzione

ARTICOLO 30

Se le formalità previste ai paragrafi 1, 2 e 5 dell'articolo 20 e agli articoli 21 e 22 dell'Accordo non hanno potuto essere compiute durante il soggiorno dell'interessato sul territorio di una Parte Contraente diversa dallo Stato competente, le spese anticipate vengono rimborsate, su richiesta dell'interessato, dall'istituzione competente in base alle tariffe di rimborso applicate dall'istituzione del luogo di soggiorno. L'istituzione del luogo di soggiorno fornisce all'istituzione competente che le richieda le indicazioni necessarie in merito a tali tariffe.

Applicazione del paragrafo 3 dell'articolo 25 della Convenzione

ARTICOLO 31

Per l'applicazione delle disposizioni del paragrafo 3 dell'articolo 25 della Convenzione, l'istituzione di una Parte Contraente chiamata ad erogare delle prestazioni, si rivolge, se è il caso, all'istituzione di un'altra Parte Contraente, al fine di ottenere le informazioni relative alla durata durante la quale quest'ultima istituzione ha già elargito delle prestazioni, per le stesse caso di malattia e di maternità.

CAPITOLO II: Invalidità, vecchiaia e morte (pensioni)

Applicazione degli articoli da 27 a 37 della Convenzione

Presentazione ~~xxx~~ ed ed esame delle domande di prestazioni

ARTICOLO 32

1. Per beneficiare delle prestazioni in virtù degli articoli da 28 a 34 della Convenzione, il richiedente rivolge una domanda all'istituzione del luogo di residenza, secondo le modalità previste

dalla legislazione che applica tale istituzione. Se il richiedente o il defunto non è stato sottoposto a questa legislazione, l'istituzione del luogo di residenza trasmette la domanda all'istituzione della Parte Contraente alla cui legislazione il richiedente o il defunto è stato soggetto per ultimo, indicando la data in cui la domanda è stata presentata. Tale data viene considerata come la data di presentazione della domanda presso quest'ultima istituzione.

2. Quando il richiedente risiede sul territorio di una Parte Contraente alla cui legislazione egli stesso o il defunto non è stato soggetto, può rivolgere la sua domanda all'istituzione della Parte Contraente alla cui legislazione egli o il defunto sono stati soggettà per ultimo.

ARTICOLO 33

La presentazione delle domande previste all'articolo 32 dell'Accordo è sottoposta alle regole seguenti:

(a) la domanda deve essere accompagnata dai giustificativi richiesti e redatta nelle formule previste

(i) sia dalla legislazione della Parte Contraente sul territorio della quale risiede il richiedente, nel caso previsto al paragrafo 1 dell'articolo 32,

(ii) sia dalla legislazione della Parte Contraente alla quale il richiedente o il defunto sono stati soggetti per ultimo, nel caso previsto al paragrafo 2 dell'articolo 32;

(b) l'esattezza delle informazioni fornite dal richiedente deve essere fondata sui documenti ufficiali allegati al modulo di domanda, e confermata dagli organi competenti della Parte Contraente sul territorio della quale egli risiede;

(c) il richiedente deve indicare, per quanto possibile, sia l'istituzione o le istituzioni di assicurazione-invalidità, vecchiaia e morte (pensioni) di ogni Parte Contraente alla cui legislazione egli è o il defunto è stato soggetto, sia il datore di lavoro o i datori di lavoro presso i quali egli stesso o il defunto è stato occupato sul territorio di ogni Parte Contraente, presentando i certificati di lavoro che possono essere in suo possesso.

ARTICOLO 34

Per beneficiare delle disposizioni del paragrafo 3 dell'articolo 30 della Convenzione, il richiedente presenta un certificato relativo ai membri della sua famiglia che risiedono sul territorio di una Parte Contraente diversa da quella in cui si trova l'istituzione incaricata di liquidare prestazioni. Questo certificato viene rilasciato sia dall'istituzione del luogo di residenza di questi membri di famiglia, competente in materia di malattia, sia da un'altra istituzione designata dall'autorità competente della Parte Contraente sul territorio della quale questi membri di famiglia risiedono. Le disposizioni dei paragrafi 2 e 3 dell'articolo 25 dell'Accordo sono applicabili per analogia.

ARTICOLO 35

Per determinare il grado di invalidità, l'istituzione di una Parte Contraente prende in considerazione tutte le informazioni di ordine medico e amministrative raccolte dall'istituzione di ogni altra Parte Contraente. Tuttavia, ogni istituzione conserva la facoltà di far procedere all'esame del richiedente da parte di un medico di sua scelta, a proprio carico.

ARTICOLO 36

1. Le domande di prestazioni vengono esaminate dall'istituzione in causa alla quale sono state indirizzate o trasmesse, a seconda del caso, in conformità alle disposizioni dell'articolo 32 dell'Accordo. Tale istituzione viene designata con il termine "istituzione d'istruzione".

2. L'istituzione d'istruzione notifica immediatamente le domande di prestazioni a tutte le istituzioni in causa, affinché tali domande possano essere istruite simultaneamente e immediatamente da tali istituzioni.

ARTICOLO 37

1. Per l'istruzione delle domande di prestazioni, l'istituzione d'istruzione utilizza un modulo che comporta segnatamente l'estratto e la ricapitolazione dei periodi di assicurazione e di residenza

compiuti dallo stesso interessato o dal defunto sotto le legislazioni di tutte le Parti Contraenti in causa.

2. La trasmissione di tale modulo all'istituzione di ogni altra Parte Contraente è sostitutiva della trasmissione dei giustificativi.

ARTICOLO 38

1. L'istituzione d'istruzione riporta, sul modulo previsto al paragrafo 1 dell'articolo 37 dell'Accordo, i periodi di assicurazione e di residenza compiuti sotto la legislazione che essa applica e comunica un esemplare di tale modulo all'istituzione di assicurazione-invalidità, vecchiaia e morte (pensioni) di ogni Parte Contraente alla cui legislazione l'interessato o il defunto è stato soggetto, aggiungendovi, all'occorrenza, i certificati di lavoro presentati dal richiedente.

2. Se c'è solo un'altra istituzione in causa, tale istituzione completa il modulo che le è stato comunicato , in conformità alle disposizioni del paragrafo precedente, con l'indicazione dei periodi di assicurazione e di residenza compiuti sotto la legislazione che essa applica. Questa istituzione determina quindi i diritti cui dà luogo tale legislazione, tenuto conto delle disposizioni dell'articolo 28 della Convenzione, e indica su questo modulo l'ammontare teorico e l'ammontare effettivo della prestazione che essa ha calcolato in conformità alle disposizioni dei para-

grafi 2,3,4 e 5 dell'articolo 29 della Convenzione, come pure , all'occorrenza, l'ammontare della prestazione cui il richiedente potrebbe pretendere, senza applicare gli articoli da 28 a 33 della Convenzione, per i soli periodi compiuti sotto la legislazione che essa applica. L'indicazione delle vie e dei tempi di ricorso viene aggiunta sul detto modulo, che è restituito all'istituzione d'istruzione.

3. Se vi sono due o più altre istituzioni in causa, ognuna di tali istituzioni completa il modulo che le è stato comunicato , in conformità alle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, con l'indicazione dei periodi di assicurazione e di residenza compiuti sotto la legislazione che essa applica e lo restituisce all'istituzione d'istruzione. Questa istituzione ne rimette il modulo così completato a tutte le istituzioni in causa; ognuna di tali istituzioni determina i diritti cui dà luogo la legislazione che essa applica, tenuto conto delle disposizioni dell'articolo 28 della Convenzione, e indica su questo modulo l'ammontare teoric l'ammontare effettivo della prestazione che ha calcolato in conformità alle disposizioni dei paragrafi 2,3,4 e 5 dell'articolo 29 della Convenzione, come pure , all'occorrenza, l'ammontare della prestazione cui il richiedente potrebbe pretendere, senza applicare le disposizioni degli articoli da 28 a 33 della Convenzione, per i soli periodi compiuti sotto la legislazione che essa applica. L'indicazione delle vie e dei tempi di ricorso viene aggiunta sul detto modulo, che è restituito all'istituzione d'istruzione.

4. Quando l'istituzione d'istruzione ~~xxx~~ è in possesso dell'insieme delle informazioni previste al paragrafo 2 e al paragrafo 3 del presente articolo, tale istituzione determina a sua volta i diritti cui dà luogo la legislazione che essa applica, tenuto conto delle disposizioni dell'articolo 28 della Convenzione , e calcola l'ammontare teorico e l'ammontare effettivo della prestazione che essa deve , in conformità alle disposizioni dei paragrafi 2,3, 4 e 5 dell'articolo 29 della Convenzione, come pure, all'occorrenza, l'ammontare della prestazione cui il richiedente potrebbe pretendere senza applicare le disposizioni degli articoli da 28 a 33 della Convenzione, per i soli periodi compiuti sotto la legislazione che essa applica.

5. Al momento in cui l'istituzione d'istruzione, ricevute le informazioni previste ai paragrafi 2 e 3 del presente articolo, constata che vi sia luogo ad applicare le disposizioni dei paragrafi 2 e 3 dell'articolo 31 , dei paragrafi 2, 4 e 5 dell'articolo 32 e del paragrafo 1 dell'articolo 34 della Convenzione, ne avvisa le altre istituzioni in causa.

ARTICOLO 39

1. Se l'istituzione d'istruzione constata che il richiedente ha diritto a prestazioni in base alla legislazione che essa applica, senza che vi sia bisogno di fare appello ai periodi di assicurazione e di residenza compiuti sotto le legislazioni delle altre Parti

Contraenti alle quali l'interessato o il defunto è stato soggetto, gli corrisponde immediatamente tali prestazioni a titolo provvisorio.

2. Ogni istituzione incaricata, conformemente alle disposizioni del paragrafo 5 dell'articolo 29 della Convenzione, a procedere al calcolo diretto delle prestazioni o prestazioni parziali che essa deve al beneficiario, gli corrisponde immediatamente queste prestazioni. Se si tratta di un'istituzione diversa dall'istituzione d'istruzione che corrisponde direttamente le prestazioni al beneficiario, essa ne avvisa subito l'istituzione d'istruzione e trattiene l'ammontare degli eventuali arretrati dovuti, in conformità all'applicazione del paragrafo 7 del presente articolo, a profitto di ogni istituzione che abbia versato delle somme in eccedenza.

3. Nel caso in cui l'istituzione d'istruzione fornisce prestazioni in virtù del paragrafo 1 del presente articolo, riduce, all'occorrenza, l'ammontare di tali prestazioni dell'ammontare delle prestazioni elargite da ogni altra istituzione in virtù del paragrafo precedente, dal momento in cui ne viene a conoscenza.

4. Se, nel corso dell'istruzione della domanda, una delle istituzioni in causa, diversa dall'istituzione d'istruzione, constata che il richiedente ha diritto a prestazioni in base alla legislazione che essa applica, senza che vi sia bisogno di fare appello ai periodi di assicurazione o di residenza compiuti sotto la legislazioni delle altre Parti Contraenti alle quali l'interessatto o il defunto è stato soggetto, ne avvisa subito l'istituzione d'istruzione,

che rimette immediatamente l'ammontare di tali prestazioni al beneficiario, a titolo provvisorio, per conto della prima istituzione, senza pregiudizio, all'occorrenza, delle disposizioni dei paragrafi 2 e 3 del presente articolo.

5. Nel caso in cui l'istituzione d'istruzione dovesse fornire delle prestazioni in virtù del paragrafo 1 e del paragrafo 4 del presente articolo, questa fornisce la prestazione di ammontare più elevato, senza pregiudizio, all'occorenza, delle disposizioni di cui ai paragrafi 2 e 3 del presente articolo.

6. Nel caso in cui l'istituzione d'istruzione non fornisce prestazioni in virtù dei paragrafi 1,2 e 4 del presente articolo e nei casi che possono dar luogo a ritardo, versa all'interessato un anticipo recuperabile, il cui ammontare viene determinato in conformità alle disposizioni dei paragrafi da 1 a 4 dellàarticolo 29 della Convenzione.

7. In sede di definizione della domanda di prestazioni, l'istituzione d'istruzione e le altre istituzioni interessate procedono alla regolarizzazione dei conti che corrispondono alle prestazioni elargite a titolo provvisorio e agli anticipi consentiti in conformità alle disposizioni dei paragrafi 1,3,4,5 e 6 del presente articolo. Le somme versate in eccedenza a tal titolo dalle dette istituzioni possono essere ~~xxxxxx~~ trattenute sull'ammontare degli arretrati che esse debbono versare all'interessato.

ARTICOLO 40

1. Nel caso previsto al paragrafo 2 dell'articolo 34 della Convenzione, l'istituzione d'istruzione calcola e notifica a tutte le istituzioni in causa l'ammontare definitivo del supplemento che ognuna di

queste istituzioni deve accordare.

2. Per l'applicazione delle disposizioni dell'articolo 34 della Convenzione, la conversione dei montanti calcolati nelle diverse monete nazionali viene effettuata al corso ufficiale di cambio in vigore il primo giorno del mese nel corso del quale è intervenuta l'ultima operazione di liquidazione della prestazione.

ARTICOLO 41

Per l'applicazione delle disposizioni dei paragrafi 2 e 3 dell'articolo 33 della Convenzione, le disposizioni degli articoli 38 e 40 dell'Accordo sono applicabili per analogia.

ARTICOLO 42

1. Ognuna delle istituzioni in causa comunica al richiedente la decisione che ha preso in merito alla sua domanda di prestazioni, non appena tale decisione può essere considerata come definitiva, previa consultazione con l'istituzione d'istruzione, e ne avvisa simultaneamente quest'ultima istituzione. Ogni decisione deve indicare il carattere parziale della liquidazione intervenuta e prevedere l'indicazione delle vie e tempi di ricorso previsti dalla legislazione in questione.

2. Previa definizione della domanda di prestazioni, l'istituzione d'istruzione ricapitola e trasmette al richiedente lèinsieme delle decisioni prese dalle istituzioni in causa.

ARTICOLO 43

Al fine di accelerare la liquidazione delle prestazioni, sono applicabili le seguenti regole:

(a) quando una persona, precedentemente soggetta alla legislazione di una o più delle Parti Contraenti, è soggetta alla legislazione di un'altra Parte Contraente, l'istituzione competente di questa ultima Parte si rivolge all'organismo di collegamento dell'una o delle altre Parti Contraenti, per ottenere tutte le informazioni relative particolarmente alle istituzioni presso le quali l'interessato è stato affiliato e , all'occorrenza, ai numeri di immatricolazione che gli sono stati assegnati;

(b) Le istituzioni in causa procedono, per quanto è possibile, su richiesta dell'interessato e dell'istituzione alla quale questi è affiliato, alla ricostruzione della sua carriera, a partire dalla data che precede di un anno la data nella quale egli raggiungerà l'età di ammissione alla pensione di vecchiaia.

<u>Controllo amministrativo e medico</u>

ARTICOLO 44

1. Quando un beneficiario di:

(a) prestazioni di invalidità,

(b) prestazioni di vecchiaia concesse in caso di inabilità al lavoro,

(c) prestazioni di vecchiaia concesse ai disoccupati anziani,

(d) prestazioni di vecchiaia concesse in caso di cessazione dell'attività professionale,

(e) prestazioni di superstiti concesse in caso di invalidità i inabilità al lavoro,

(f) prestazioni concesse a condizione che le risorse del beneficiario non eccedano un limite prescritto,

soggiorna o risiede sul territorio di una Parte Contraente diversa dallo Stato competente, il controllo amministrativo e medico viene effettuato , su richiesta dell'istituzione competente, dall'istituzione del luogo di soggiorno e di residenza, secondo le modalità previste dalla legislazione che quest'ultima istituzione applica. Tuttavia , l'istituzione competente conserva la facoltà di far procedere all'esame del beneficiario da parte di un medico di sua scelta , a proprio carico.

2. Se, in seguito al controllo previsto al paragrafo precedente, viene constatato che il beneficiario è occupato o che dispone di

risorse che eccedono il limite prescritto, l'istituzione del luogo di soggiorno e di residenza è tenuta ad inviare un rapporto all'istituzione competente che ha richiesto il controllo. Tale rapporto tiene conto delle informazioni richieste dall'istituzione competente, secondo il caso, e indica segnatamente la natura dell'impiego occupato, l'ammontare dei redditi e risorse di cui l'interessato ha disposto nel corso dell'ultimo trimestre trascorso, la retribuzione normale percepita nella stessa regione da un lavoratore della categoria professionale alla quale apparteneva l'interessato nella professione che esercitava, prima di divenire invalido, nel corso di un periodo-campione da determinarsi da parte dell'istituzione competente, come pure, all'occorrenza, il parere di un medico esperto sullo stato di salute dell'interessato.

ARTICOLO 45

Quando, dopo una sospensione delle prestazioni di cui beneficiava, l'interessato ricopre il suo diritto a prestazioni, allorché risiede sul territorio di una Parte Contraente diversa dallo Stato competente, le istituzioni in causa si scambiano ogni informazione utile in vista di riprendere l'erogazione delle dette prestazioni.

Pagamento delle prestazioni

ARTICOLO 46

1. Se l'istituzione debitrice di una Parte Contraente non fornisce direttamente le prestazioni dovute ai beneficiari che risiedono sul territorio di un'altra Parte Contraente, il pagamento di tali prestazioni viene effettuato su richiesta dell'istituzione debitrice, dall'organismo di collegamento di quest'ultima Parte e dall'istituzione del luogo di residenza, secondo le modalità previste agli articoli da 47 a 51 dell'Accordo; Se l'istituzione debitrice fornisce direttamente le prestazioni a questi beneficiari, ne notifica il pagamento all'istituzione del luogo di residenza.

2. Le disposizioni di accordi precedenti, relative al pagamento delle prestazioni e applicabili il giorno che precede l'entrata in vigore dell'Accordo,restano applicabili,per quanto siano indicate nell'Allegato 5.

ARTICOLO 47

L'istituzione debitrice di prestazioni rivolge, in duplice copia, all'organismo di collegamento della Parte Contraente sul territorio della quale risiede il beneficiario e all'istituzione del luogo di residenza, designati con il termine di "organismo pagante", un bordereau degli arretrati che deve pervenire a questo organismo al più tardi venti giorni prima della data di scadenza delle prestazioni.

ARTICOLO 48

1. Dieci giorni prima della data di scadenza delle prestazioni, l'istituzione debitrice versa, nella moneta della Parte Contraente sul territorio della quale essa si trova, la somma necessaria al pagamento degli arretrati indicati nel bordereau previsto all'articolo 47 dell'Accordo. Il versamento viene effettuato presso la banca nazionale o un'altra banca di questa Parte, sul conto aperto a nome della banca nazionale o di un'altra banca della Parte Contraente sul territorio della quale si trova l'organismo pagante, all'ordine di questo organismo. Questo versamento è liberatorio. L'istituzione debitrice invia simultaneamente all'organismo pagante un avviso di versamento.

2. La banca sul conto della quale il versamento è stato effettuato accredita l'organismo pagante del controvalore del versamento nella moneta della Parte Contraente sul territorio della quale questo organismo si trova.

3. Il nome e la sede delle banche previste al paragrafo 1 del presente articolo sono indicati all'Allegato 6.

ARTICOLO 49

1. Gli arretrati indicati sul bordereau previsto all'articolo 47 dell'Accordo sono pagati al beneficiario dall'organismo pagante,

per conto dell'istituzione debitrice. Questi pagamenti sono effettuati secondo le modalità previste dalla legislazione che applica l'organismo pagante.

2. La somma spettante al beneficiario viene convertita nella moneta della Parte Contraente sul territorio della quale egli risiede, al corso al quale la somma versata conformemente alle disposizioni dell'articolo 48 dell'Accordo è stata accreditata all'organismo pagante.

3. Dal momento in cui l'organismo pagante o qualsiasi altro organismo da questi designato viene a conoscenza di una circostanza che giustifichi la sospensione o la soppressione delle prestazioni, esso interrompe ogni pagamento. Lo stesso avviene allorché il beneficiario trasferisce la sua residenza sul territorio di una Parte Contraente diversa da quella in cui si trova l'organismo pagante.

4. L'organismo pagante avvisa l'istituzione debitrice di qualsiasi motivo di mancato pagamento e le indica, all'occorrenza, la data di qualsiasi evento che lo giustifichi.

ARTICOLO 50

1. I pagamenti previsto al paragrafo 1 dell'articolo 49 dell'Accordo sono oggetto di una verifica alla fine di ogni periodo di pagamento, al fine di determinare i montanti effettivamente versati ai beneficiari o ai loro rappresentanti legali o mandatari, come pure i montanti non versati.

2. L'ammontare totale , è espresso in cifre e in lettere nella moneta della Parte Contraente sul cui territorio si trova l'istituzione debitrice, è certificato conforme ai pagamenti effettuati dall'organismo pagante e investito della firma dal rappresentante di questo organismo.

3. L'organismo pagante si fa garante della regolarità dei pagamenti constatati.

4. La differenza tra le somme versate dall'istituzione debitrice, espresse nella moneta della Parte Contraente sul cui territorio questa si trova, e il valore, espresso nella stessa moneta, dei pagamenti giustificati dall'organismo pagante è imputata sulle somme da versarsi ulteriormente allo stesso titolo dall'istituzione debitrice.

ARTICOLO 51

Le spese relative al pagamento delle prestazioni , segnatamente le spese postali e bancarie, possono essere recuperate sui beneficiari dall'organismo pagante, nelle condizioni previste dalla legislazione che tale organismo applica.

ARTICOLO 52

Quando il beneficiario di prestazioni dovute in base alla legislazione dell'una o più delle Parti Contraenti trasferisce la sua

residenza dal territorio di una Parte Contraente a quello di un'altra Parte Contraente, è tenuto a notificarlo all'istituzione e alle istituzioni debitrici di tali prestazioni e, all'occorrenza, all'organismo pagante.

CAPITOLO III: Incidenti sul lavoro e malattie professionali

<u>Disposizioni generali</u>

Applicazione dell'articolo 38 della Convenzione

ARTICOLO 53

1. Per beneficiare delle prestazioni in natura in virtù del capoverso (a) del paragrafo 1 dell'articolo 38 della Convenzione, il lavoratore presenta all'istituzione del luogo di residenza un certificato che attesta che egli ha diritto a tali prestazioni. Questo certificato è rilasciato dall'istituzione competente, sulla base delle informazioni fornite dal datore di lavoro, all'occorrenza. Inoltre, se la legislazione dello Stato competente lo prevede, il lavoratore presenta all'istituzione del luogo di residenza un avviso di ricevimento della dichiarazione di infortunio sul lavoro e di malattia professionale. Se egli non presenta tali documenti, l'istituzione del luogo di residenza si rivolge all'istituzione

competente per ottenerli e, nell'attesa, gli elargisce le prestazioni in natura di malattia, purché abbia diritto a tali prestazioni.

2. Il certificato previsto al paragrafo precedente rimane valido fintanto che l'istituzione del luogo di residenza non abbia ricevuto notifica del suo annullamento.

3. Se il lavoratore ha la qualifica di stagionale, il certificato previsto al paragrafo 1 del presente articolo è valido per tutta la durata prevista del lavoro stagionale, a meno che l'istituzione competente non notifichi nel frattempo il suo annullamento all'istituzione del luogo di residenza.

4. Al momento di ogni domanda di prestazioni in natura, il lavoratore presenta i giustificativi normalmente richiesti per la concessione delle prestazioni in natura, in virtù della legislazione della Parte Contraente sul cui territorio egli risiede.

5. In caso di ricovero ospedaliero, l'istituzione del luogo di residenza notifica all'istituzione competente , appena ne viene a conoscenza, la data del ricovero in ospedale, la probabile durata della degenza e la data di dimissione.

6. Il lavoratore è tenuto ad informare l'istituzione del luogo di residenza di ogni cambiamento nella sua situazione suscettibile di modificare il diritto alle prestazioni in natura, segnatamente ogni

abbandono o cambiamento di impiego o di attività professionale oppure ogni trasferimento di residenza o di soggiorno. L'istituzione competente informa parimenti l'istituzione del luogo di residenza della cessazione dei diritti a prestazioni del lavoratore. L'istituzione del luogo di residenza può richiedere in qualsiasi momento all'istituzione competente di fornirle tutte le informazioni relative ai diritti a prestazioni del lavoratore.

7. Se si tratta di lavoratori frontalieri, i medicamenti, i bendaggi, gli occhiali, l'apparecchiatura minuta, le analisi e gli esami di laboratorio non possono essere autorizzati e effettuati se non sul territorio della Parte Contraente nella quale sono stati prescritti, secondo le disposizioni della legislazione di questa Parte.

ARTICOLO 54

1. Per beneficiare delle prestazioni in contanti, diverse dalle rendite, in virtù del capoverso (b) del paragrafo 1 dell'articolo 38 della Convenzione, il lavoratore si rivolge all'istituzione del luogo di residenza , entro tre giorni dall'inizio dell'inabilità al lavoro, presentando un certificato di sospensione del lavoro e, se la legislazione applicata dall'istituzione competente o dall'istituzione del luogo di residenza lo prevede, un certificato di inabilità al lavoro rilasciato dal medico curante. Egli è inoltre tenuto a produrre tutti gli altri documenti richiesti in virtù della legislazione dello Stato competente, a seconda della natura delle prestazioni richieste.

Francia-Portogallo

Convenzione generale di sicurezza sociale del 29 luglio 1971, nella redazione deglo Accordi aggiuntivi del 7 febbraio 1977 e 1° ottobre 1979

Protocollo finale del 29 luglio 1971 e Protocollo complementare del ottobre 1979

Francia-Svizzera

Convenzione di sicurezza sociale del 3 luglio 1975 e Protocolli relativi

Accordo del 9 giugno 1933 concernente l'assistenza reciproca ai disoccupati dei due paesi

Convenzione di assicurazione-disoccupazione del 14 dicembre 1978

Francia-Turchia

Convenzione di sicurezza sociale del 20 gennaio 1972

Repubblica Federale di Germania-Austria

Vedere Austria-Repubblica Federale di Germania

Repubblica Federale di Germania-Grecia

Convenzione di sicurezza sociale del 25 aprile 1961 nella redazione della Convenzione del 21 marzo 1967 che modifica ed estende la Convenzione del 25 aprile 1961 e che estende l'Accordo complementare del 28 marzo 1962 alla Convenzione di sicurezza sociale del 25 aprile 1961

Protocollo finale del 25 aprile 1961 alla Convenzione di sicurezza sociale del 25 aprile 1961

Convenzione sull'assicurazione-disoccupazione del 31 maggio 1961 e Protocollo finale del 31 maggio 1961

Seconda Convenzione del 20 settembre 1974 recante modifica alla Convenzione del 25 aprile 1961 di sicurezza sociale e all'Accordo complementare del 28 marzo 1962 alla Convenzione di sicurezza sociale nonché al suo Protocollo finale

istituzione decide essa stessa che il lavoratore è ridivenuto abile al lavoro, gli notifica questa decisione e ne invia contemporaneamente copia all'istituzione del luogo di residenza.

6. Se, nello stesso caso, due date differenti vengono fissate rispettivamente dall'istituzione del luogo di residenza e dall'istituzione competente per il termine dell'inabilità al lavoro, viene ritenuta valida la data fissata dall'istituzione competente.

7. Quando il lavoratore riprende il lavoro, ne avvisa l'istituzione competente, se così viene previsto dalla legislazione che questa istituzione applica.

8. L'istituzione competente fornisce le prestazioni in contanti con tutti i mezzi appropriati, segnatamente attraverso vaglia postali internazionali, e ne avvisa l'istituzione del luogo di residenza. Se tali prestazioni vengono elargite dall'istituzione del luogo di residenza per conto dell'istituzione competente, l'istituzione competente informa il lavoratore dei suoi diritti, secondo le modalità prescritte dalla legislazione che essa applica, e gli indica al tempo stesso l'istituzione incaricata di fornire le dette prestazioni. Essa rende contemporaneamente noto all'istituzione del luogo di residenza l'ammontare delle prestazioni, le date in cui queste devono essere elargite e la durata massima della loro concessione, quale è prevista dalla legislazione dello Stato competente. La conversione dell'ammontare

delle prestazioni da fornirsi da parte di quest'ultima istituzione viene effettuata al corso uffiale di cambio in vigore il primo giorno del mese nel corso del quale tali prestazioni vengono elargite.

Applicazione dell'articolo 40 della Convenzione

ARTICOLO 55

1. Per beneficiare delle prestazioni in natura , il lavoratore previsto al capoverso (a) (i) del paragrafo 1 e al capoverso (a) del paragrafo 2 dell'articolo 15 della Convenzione, presenta all'istituzione del luogo di soggiorno il certificato previsto al paragrafo 1 dell'articolo 12 dell'Accordo. Quando il detto lavoratore ha presentato questo certificato, si presume che egli risponda alle condizioni per ottenere il diritto alle prestazioni in natura.

2. Per beneficiare delle prestazioni in natura, il lavoratore previsto al capoverso (b) (i) del paragrafo 1 dell'articolo 15 della Convenzione, che si trovi nell'esercizio del suo impiego sul territorio di una Parte Contraente che non sia lo Stato competente, presenta , nel più breve tempo possibile all'istituzione del luogo di soggiorno, un attestato rilasciato dal datore di lavoro o da un suo incaricato nel corso dei due mesi precedenti. Tale attestato indica segnatamente la data dalla quàle l'interessato lavora per conto del detto datore di

lavoro, come pure il nome e la sede dell'istituzione competente. Quando il lavoratore ha presentato tale attestato, si presume che egli risponda alle condizioni per ottenere il diritto alle prestazioni in natura. Se egli non è in grado di rivolgersi all'istituzione del luogo di soggiorno prima del trattamento medico, beneficia comunque di questo trattamento dietro presentazione del detto attestato, come se fosse stato assicurato presso questa istituzione.

3. L'istituzione del luogo di soggiorno si rivolge immediatamente all'istituzione competente per sapere se il lavoratore previsto al paragrafo 1 o al paragrafo 2 del presente articolo, a seconda del caso, soddisfi alle condizioni di accesso al diritto alle prestazioni in natura. Essa è tenuta ad elargire tali prestazioni fino al ricevimento della risposta da parte dell'istituzione competente e al massimo per un periodo di trenta giorni.

4. L'istituzione competente invia la sua risposta all'istituzione del luogo di soggiorno entro il termine di dieci giorni dal ricevimento della domanda di questa istituzione. Se la risposta è affermativa, l'istituzione competente indica, all'occorrenza, la durata massima di concessione delle prestazioni in natura, quale è prevista dalla legislazione che essa applica, e l'istituzione del luogo di soggiorno continua ad elargire le dette prestazioni.

5. In sostituzione del certificato e dell'attestato previsti

rispettivamente ai paragrafi 1 e 2 del presente articolo, il lavoratore può presentare all'istituzione del luogo di soggiorno il certificato previsto al paragrafo 1 dell'articolo 56 dell'Accordo. In questo caso, le disposizioni dei paragrafi precedenti del presente articolo non sono applicabili.

6. Le disposizioni del paragrafo 5 dell'articolo 53 dell'Accordo sono applicabili per analogia.

ARTICOLO 56

1. Per beneficiare delle prestazioni in natura in virtù del capoverso (a) (i) del paragrafo 1 dell'articolo 40 della Convenzione, salvo i casi in cui si fa richiamo alla presunzione prevista ai paragrafi 1 e 2 dell'articolo 55 dell'Accordo, il lavoratore presenta all'istituzione del luogo di soggiorno un certificato attestante che egli ha diritto a queste prestazioni. Questo certificato, rilasciato dall'istituzione competente su domanda del lavoratore, prima che egli lasci il territorio della Parte Contraente ove risiede, indica segnatamente, all'occorrenza, la durata massima della concessione delle prestazioni in natura, quale è prevista dalla legislazione dello Stato competente. Se il lavoratore non presenta il detto certificato, l'istituzione del luogo di soggiorno si rivolge all'istituzione competente per ottenerlo.

2. Le disposizioni del paragrafo 5 dell'articolo 53 dell'Accordo sono applicabili per analogia.

ARTICOLO 57

1. Per beneficiare delle prestazioni in natura in virtù del capoverso (b) (i) del paragrafo 1 dell'articolo 40 della Convenzione, il lavoratore presenta all'istituzione del luogo di residenza un certificato attestante che egli è autorizzato a conservare il beneficio di queste prestazioni. Questo certificato, rilasciato dall'istituzione competente, indica segnatamente, all'occorrenza, la durata massima durante la quale le dette prestazioni possono ancora essere elargite, secondo le disposizioni della legislazione dello Stato competente. L'istituzione competente invia una copia del detto certificato all'organismo designato dall'autorità competente della Parte Contraente sul territorio della quale l'interessato è ritornato o ha trasferito la sua residenza. Il certificato può essere rilasciato dopo la partenza del lavoratore, dietro domanda di quest'ultimo, quando non ha potuto essere rilasciato prima per motivi di forza maggiore.

2. Le disposizioni del paragrafo 5 dell'articolo 53 dell'Accordo sono applicabili per analogia.

3. Le disposizioni dei paragrafi precedenti del presente articolo sono applicabili per analogia nel caso previsto al capoverso (c) (i) del paragrafo 1 dell'articolo 40 della Convenzione.

ARTICOLO 58

1. Per beneficiare delle prestazioni in contanti, diverse dalle rendite, in virtù del capoverso (a) (ii) del paragrafo 1 dell'articolo 40 della Convenzione, il lavoratore si rivolge all'istituzione del luogo di soggiorno entro un termine di tre giorni dall'inizio dell'inabilità al lavoro, presentando, se la legislazione applicata dall'istituzione competente e dall'istituzione del luogo di soggiorno lo prevede, un certificato di inabilità al lavoro rilasciato dal medico curante. Egli indica, inoltre, il suo indirizzo nel paese in cui soggiorna, come pure la denominazione e l'indirizzo dell'istituzione competente.

2. Quando i medici curanti del paese di soggiorno non rilasciano certificati di inabilità al lavoro, le disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 54 dell'Accordo sono applicabili per analogia.

3. L'istituzione del luogo di soggiorno trasmette immediatamente all'istituzione competente i documenti previsti ai paragrafi precedenti del presente articolo, precisando in particolare la presunta durata dell'inabilità al lavoro.

4. Se si tratta di lavoratori diversi da quelli previsti al capoverso (a) (i) del paragrafo 1 e al capoverso (a) del paragrafo 2 dell'articolo 15 della Convenzione e se da un esame medico ri-

sulta che il loro stato di salute non impedisce loro di rientrare sul territorio della Parte Contraente in cui risiedono, l'istituzione del luogo di soggiorno le notifica loro immediatamente e invia una copia di tale notifica all'istituzione competente.

5. Inoltre, le disposizioni dei paragrafi da 4 a 8 dell'articolo 54 dell'Accordo sono applicabili per analogia.

Applicazione degli articoli da 38 a 40 della Convenzione

ARTICOLO 59

1. Quando l'infortunio sul lavoro e la malattia professionale sono sopravvenuti sul territorio di una Parte Contraente diversa dallo Stato competente, la dichiarazione deve essere effettuata in conformità alle disposizioni della legislazione dello Stato competente, senza pregiudizio, all'occorrenza, di tutte le disposizioni legali, in vigore sul territorio della Parte Contraente in cui l'infortunio la malattia sono sopravvenuti, e la cui applicazione rimane obbligatoria in tal caso. Tale dichiarazione è ~~rivolt~~ inviata all'istituzione competente e una copia viene trasmessa, all'occorrenza, all'istituzione del luogo di residenza.

2. L'istituzione della Parte Contraente sul territorio della quale l'infortunio sul lavoro e la malattia professionale so-

pravvenuti comunica all'istituzione competente, in duplice copia, i certificati medici rilasciati su questo territorio e, su domanda di quest'ultima istituzione, tutte le informazioni necessarie.

3. Il certificato attestante la guarigione della vittima e, all'occorrenza, il consolidamento del suo diritto, deve descrivere in maniera precisa lo stato della vittima e riportare le indicazioni sulle conseguenze definitive dell'infortunio sul lavoro e della malattia professionale. Gli onorari relativi sono pagati dall'istituzione del luogo di residenza o dall'istituzione del luogo di soggiorno, a seconda del caso, secondo le tariffe applicate da questa istituzione e a carico dell'istituzione competente.

4. L'istituzione competente notifica all'istituzione del luogo di residenza o all'istituzione del luogo di soggiorno, a seconda del caso, la decisione che stabilisce la data di guarigione o di consolidamento, come pure, all'occorrenza, la decisione relativa all'attribuzione di una rendita.

ARTICOLO 60

1. Quando l'istituzione in causa contesta, nel caso previsto al paragrafo 1 dell'articolo 38 o al paragrafo 1 dell'articolo 40 della Convenzione, l'applicabilità della legislazione relativa agli infortuni sul lavoro e alle malattie professionali, ne avvisa immediatamente l'istituzione del luogo di residenza o l'isti-

tuzione del luogo di soggiorno che ha elargito le prestazioni in natura, che vengono pertanto considerate come attinenti al regime di malattia e continuano ad essere versate a tale titolo, purché l'interessato abbia diritto a tali prestazioni.

2. Quando una decisione definitiva è intervenuta in seguito a questa contestazione, l'istituzione in causa ne avvisa immediatamente l'istituzione del luogo di residenza e l'istituzione del luogo di soggiorno che ha elargito le prestazioni in natura. Se non si tratta di un'infortunio sul lavoro o di una malattia professionale, questa istituzione continua ad elargire le prestazioni in natura di malattia, purché l'interessato abbia diritto a tali prestazioni. Al contrario, se si tratta di un infortunio sul lavoro o di una malattia professionale, le prestazioni di cui il lavoratore ha beneficiato in base al regime di malattia vengono considerate come prestazioni di infortunio sul lavoro o di malattia professionale.

Applicazione del paragrafo 4 dell'articolo 43 della Convenzione

ARTICOLO 61

1. Per la valutazione del grado di invalidità, nel caso previsto al paragrafo 4 dell'articolo 43 della Convenzione, il lavoratore fornisce all'istituzione competente della Parte Contraente alla cui legislazione era soggetto, nel momento in cui

sono sopravvenuti l'infortunio sul lavoro e la malattia professionale, tutte le informazioni relative agli infortuni sul lavoro e alle malattie professionali di cui egli è stato vittima precedentemente, quando era soggetto alla legislazione di un'altra Parte Contraente, quale che sia il grado di invalidità provocata da questi casi precedenti di infortunio sul lavoro e di malattia professionale.

2. L'istituzione competente può rivolgersi a qualsiasi altra istituzione che sia stata competente precedentemente, al fine di ottenere le informazioni che ritenga necessarie.

Applicazione del paragrafo 2 dell'articolo 44 della Convenzione

ARTICOLO 62

Per l'applicazione delle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 44 della Convenzione, l'istituzione di una Parte Contraente chiamata ad elargire delle prestazioni può richiedere , nei limiti del necessario, all'istituzione di un'altra Parte Contraente, di comunicarle informazioni relative alla durata durante la quale quest'ultima istituzione ha già elargito prestazioni, per lo stesso caso di infortunio sul lavoro e di malattia professionale.

Applicazione del paragrafo 3 dell'articolo 45 della Convenzione

ARTICOLO 63

Per beneficiare delle disposizioni del paragrafo 3 dell'articolo 45 della Convenzione, il richiedente presenta all'istituzione competente un certificato relativo ai membri della sua famiglia che risiedono sul territorio di una Parte Contraente diversa dallo Stato competente. Questo certificato viene rilasciato, sia dall'istituzione del luogo di residenza di questi membri di famiglia, competente in materia di malattia, sia da un'altra istituzione designata dall'autorità competente della Parte Contraente sul cui territorio tali membri di famiglia risiedono. Inoltre, le disposizioni dei paragrafi 2 e 3 dell'articolo 25 dell'Accordo sono applicabili per analogia.

Applicazione dell'articolo 46 della Convenzione

ARTICOLO 64

1. Nel caso previsto al paragrafo 1 dell'articolo 46 della Convenzione, la dichiarazione della malattia professionale viene inviata, sia all'istituzione competente in materia di malattia professionale della Parte Contraente sotto la cui legislazione la vittima per ultimo ha esercitato un'attività suscettibile di provocare la malattia in questione, sia all'istituzione del luogo di

residenza che trasmette la dichiarazione alla prima istituzione.

2. Se l'istituzione cui è stata inviata la dichiarazione ritiene che un'attività suscettibile di provocare la malattia professionale in questione è stata esercitata per ultimo sotto la legislazione di un'altra Parte Contraente, questa trasmette la dichiarazione e i giustificativi che l'accompagnano all'istituzione corrispondente di questa Parte e ne informa al tempo stesso l'interessato.

3. Quando l'istituzione della Parte Contraente, sotto la legislazione della quale la vittima ha esercitato per ultimo un'attività suscettibile di provocare la malattia professionale in questione, constata che la vittima o i suoi superstiti non soddisfano alle condizioni di questa legislazione, tenuto conto delle disposizioni dei paragrafi 2, 3 e 4 dell'articolo 46 della Convenzione, la detta istituzione:

(a) trasmette immediatamente, all'istituzione della Parte Contraente sotto la cui legislazione la vittima ha esercitato precedentemente un'attività suscettibile di provocare la malattia in questione, la dichiarazione e tutti i giustificativi che l'accompagnano, ivi compresi le rilevazioni e i rapporti ~~[illegible]~~ delle analisi mediche alle quali la prima istituzione ha proceduto, unitamente ad una copia della decisione prevista al capoverso seguente;

(b) notifica ~~immediatamente~~ al tempo stesso all'interessato la

propria decisione, indicando segnatamente le ragioni che motivano il rifiuto delle prestazioni, le vie e i termini di ricorso, come pure la data in cui la pratica è stata trasmessa all'istituzione prevista al precedente capoverso.

4. Se è il caso, secondo la stessa procedura, si può risalire all'istituzione corrispondente della Parte Contraente sotto la cui legislazione la vittima ha esercitato per la prima volta un'attività sucettibile di provocare la malattia professionale in questione.

ARTICOLO 65

1. Se viene avviato un ricorso contro una decisione di rifiuto presa dall'istituzione di una delle Parti Contraenti, sotto ~~ixxxxi~~ la legislazione delle quali la vittima ha esercitato un'attività suscettibile di provocare la malattia professionale in questione, tale istituzione è tenuta ad informarne l'istituzione alla quale la dichiarazione è stata eventualmente trasmessa, secondo la procedura prevista al paragrafo 3 dell'articolo 64 dell'Accordo, e ad avvisarla successivamente della decisione definitiva intervenuta.

2. Se il diritto alle prestazioni è aperto in base alla legislazione che applica l'istituzione alla quale la dichiarazione è stata trasmessa, secondo la procedura prevista al paragrafo 3 dell'articolo 64 dell'Accordo, tenuto conto delle

disposizioni dei paragrafi 2, 3 e 4 dell'articolo 46 della Convenzione, tale istituzione concede all'interessato degli anticipi il cui ammontare viene determinato previa consultazione dell'istituzione contro la cui decisione il ricorso è stato avviato. Se, in seguito al ricorso, quest'ultima istituzione è tenuta ad elargire le prestazioni, rimborsa alla istituzione precedente l'ammontare degli anticipi concessi e trattiene un ammontare corrispondente sulle prestazioni dovute all'interessato.

Applicazione dell'articolo 47 della Convenzione

ARTICOLO 66

Nel caso previsto all'articolo 47 della Convenzione, il lavoratore è tenuto a fornire all'istatuzione della Parte Contraente presso la quale fa valere diritti a prestazioni, tutte le informazioni relative alle prestazioni concesse precedentemente per la malattia professionale in questione e alle attività professionali che ha esercitato dopo la concessione di queste prestazioni. Tale istituzione può rivolgersi a qualsiasi altra istituzione che è stata precedentemente competente per ottenere le informazioni che ritenga necessarie.

<u>Presentazione e istruzione delle domande di rendite</u>

ARTICOLO 67

1. Quando un lavoratore e i suoi superstiti che risiedono sul

territorio di una Parte Contraente sollecitano il beneficio di una rendita o di un assegno destinato a completare una rendita, in base alla legislazione di un'altra Parte Contraente, rivolgono la loro domanda, sia all'istituzione competente, sia all'istituzione del luogo di residenza, che la trasmette all'istituzione competente. La presentazione della domanda è sottoposta alle seguenti regole:

(a) la domanda deve essere accompagnata dai giustificativi richiesti e compilata sui moduli previsti dalla legislazione dello Stato competente;

(b) l'esattezza delle informazioni fornite dal richiedente deve essere provata da documenti ufficiali allegati al modulo di domanda, e confermata dagli organismi competenti della Parte Contraente sul territorio della quale egli risiede.

2. L'istituzione competente notifica la sua decisione al richiedente direttamente o tramite l'organismo di collegamento dello Stato competente; invia copia di tale notifica all'organismo di collegamento della Parte Contraente sul territorio della quale il richiedente risiede.

Controllo amministrativo e medico

ARTICOLO 68

Quando un titolare di rendita soggiorna o xxxxde risiede sul

territorio di una Parte Contraente diversa dallo Stato competente, il controllo amministrativo e medico , come pure gli esami medici necessari alla revisione delle rendite, vengono effettuati, su richiesta dell'istituzione competente, dall'istituzione del luogo di soggiorno o di residenza, secondo le modalità previste dalla legislazione che quest'ultima istituzione applica. Tuttavia, l'istituzione competente conserva la facoltà di far procedere all'esame del beneficiario da parte di un medico di sua scelta, a proprie spese.

Pagamento delle rendite

ARTICOLO 69

Il pagamento delle rendite dovute dall'istituzione di una Parte Contraente a titolari che risiedono sul territorio di un'altra Parte Contraente viene effettuato in conformità alle disposizioni previste agli articoli da 46 a 51 dell'Accordo.

CAPITOLO 4: Morte (assegni)

Applicazione degli articoli 49 e 50 della Convenzione

ARTICOLO 70

Quando una persona che risiede sul territorio di una Parte Contraente sollecita il beneficio di un assegno di morte in

3. Se è necessario tener conto di periodi di assicurazione e di residenza compiuti precedentemente sotto la legislazione di qualsiasi altra Parte Contraente, per soddisfare alle condizioni richieste dalla legislazione dello Stato competente, le disposizioni dei paragrafi precedenti del presente articolo sono applicabili per analogia.

CAPITOLO 5: Disoccupazione

Applicazione dell'articolo 51 della Convenzione

ARTICOLO 72

1. Per beneficiare delle disposizioni del paragrafo 1 e del paragrafo 2 dell'articolo 51 della Convenzione, l'interessato presenta all'istituzione competente un certificato che indica i periodi di assicurazione , di impiego e di attività professionale compiuti sotto la legislazione della Parte Contraente alla quale è stato soggetto precedentemente per ultimo e fornisce tutte le informazioni supplementari richieste dalla legislazione che questa istituzione applica.

2. Il certificato previsto al paragrafo precedente viene rilasciato, su richiesta dell'interessato, sia dall'istituzione competente in materia di disoccupazione della Parte Contraente alla cui legislazione è stato soggetto precedentemente per

virtù della legislazione di un'altra Parte Contraente, rivolge la sua domanda, sia all'istituzione competente, sia all'istituzione del luogo di residenza, con i giustificativi richiesti dalla legislazione che applica l'istituzione competente. L'esattezza delle informazioni fornite dal richiedente deve essere provata da documenti ufficiali allegati alla domanda e confermata dagli organi competenti della Parte Contraente sul cui territorio egli risiede.

ARTICOLO 71

1. Per beneficiare delle disposizioni dell'articolo 49 della Convenzione, l'interessato presenta all'istituzione competente un certificato che indica i periodi di assicurazione e di residenza compiuti sotto la legislazione della Parte Contraente alla quale la persona che accede al diritto all'assegno di morte è stata soggetta per ultimo.

2. Il certificato previsto al paragrafo precedente viene rilasciato, su richiesta dell'interessato, dall'istituzione competente in materia di malattia e di vecchiaia,a seconda del caso, della Parte Contraente alla cui legislazione la persona che accede al diritto all'assegno di morte è stata soggetta per ultimo. Se l'interessato non presenta il detto certificato, l'istituzione competente si rivolge a quest'ultima istituzione per ottenerlo.

ultimo, sia da un'altra istituzione designata dall'autorità competente di questa Parte. Se l'interessato non presenta il detto certificato, l'istituzione competente si rivolge ad una di queste istituzioni per ottenerlo, a meno che l'istituzione competente in materia di malattia non sia in grado di trasmetterle copia del certificato previsto al paragrafo 1 dell'articolo 16 dell'Accordo.

3. Se è necessario tener conto di periodi di assicurazione, di impiego e di attività professionale compiuti precedentemente sotto la legislazione di qualsiasi altra Parte Contraente, per soddisfare alle condizioni richieste dalla legislazione dello Stato competente, le disposizioni dei paragrafi precedenti del presente articolo sono applicabili per analogia.

Applicazione dell'articolo 52 della Convenzione

ARTICOLO 73

1. Per beneficiare delle disposizioni dell'articolo 52 della Convenzione, l'interessato presenta all'istituzione del luogo della sua nuova residenza un certificato attestante che egli soddisfa alle condizioni richieste dalla legislazione dello Stato competente per aver diritto alle prestazioni, in merito al compimento dei periodi di assicurazione, di occupa-

zione, di attività professionale e di residenza, e fornisce tutte le informazioni supplementari richieste dalla legislazione che questa istituzione applica.

2. Il certificato previsto al paragrafo precedente viene rilasciato dall'istituzione competente, su richiesta dell'interessato, prima del trasferimento di residenza. Tale istituzione ne invia copia all'istituzione designata dall'autorità competente della Parte Contraente sul territorio della quale l'interessato trasferisce la sua residenza. Se l'interessato non presenta tale certificato e se l'istituzione del luogo della nuova residenza non ha ricevuto copia del detto certificato, questa istituzione si rivolge all'istituzione competente per ottenerlo.

Applicazione dell'articolo 53 della Convenzione

ARTICOLO 74

1. Nei casi previsti al capoverso (a) (ii) e al capoverso (b) (ii) del paragrafo 1 dell'articolo 53 della Convenzione, l'istituzione del luogo di residenza viene considerata come l'istituzione competente per l'applicazione delle disposizioni dell'articolo 72 dell'Accordo.

2. Nel caso previsto al capoverso (b) (iii) del paragrafo 1 dell'articolo 53 della Convenzione, le disposizioni dell'articolo 73 dell'Accordo sono applicabili per analogia.

3. Per l'applicazione delle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 53 della Convenzione, l'istituzione del luogo di residenza richiede all'istituzione competente tutte le informazioni relative ai diritti dell'interessato nei confronti di questa ultima istituzione.

Applicazione dell'articolo 54 della Convenzione

ARTICOLO 75

Per l'applicazione delle disposizioni dell'articolo 54 della Convenzione, l'istituzione competente indica , all'occorrenza, nel certificato previsto al paragrafo 1 dell'articolo 73 dell'Accordo, la durata durante la quale ha già elargito prestazioni dopo l'ultima constatazione del diritto alle prestazioni.

Applicazione dell'articolo 55 della Convenzione

ARTICOLO 76

Per il calcolo delle prestazioni che incombono ad una istituzione prevista al paragrafo 1 dell'articolo 55 della Convenzione,

nel caso in cui l'interessato non ha esercitato il suo ultimo impiego per almeno quattro settimane sul territorio della Parte Contraente dove si trova questa istituzione, le presenta un attestato che indica la natura dell'ultimo impiego esercitato sul territorio di un'altra Parte Contraente per almeno quattro settimane, come pure il settore economico nel quale questo impiego è stato esercitato. Se il lavoratore non presenta questo attestato, la detta istituzione si rivolge, per ottenerlo, sia all'istituzione competente in materia di disoccupazione di quest'ultima Parte, sia a un'altra istituzione designata dall'autorità competente della detta Parte.

ARTICOLO 77

Per beneficiare delle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 55 della Convenzione, l'interessato presenta all'istituzione competente un certificato relativo ai membri della sua famiglia che risiedono sul territorio di una Parte Contraente diversa dallo Stato competente. Tale certificato viene rilasciato, sia dall'istituzione del luogo di residenza di tali membri di famiglia, competente in materia di malattia, sia da un'altra istituzione designata dall'autorità competente della Parte Contraente sul cui territorio tali membri di famiglia risiedono. Inoltre, le disposizioni dei paragrafi 2 e 3 dell'articolo 25 dell'Accordo sono applicabili per analogia.

CAPITOLO 6: Prestazioni familiari

Applicazione dell'articolo 57 della Convenzione

ARTICOLO 78

1. Per beneficiare delle disposizioni dell'articolo 57 della Convenzione, l'interessato presenta all'istituzione competente un certificato che indica i periodi di impiego, di attività professionale e di residenza compiuti sotto la legislazione della Parte Contraente alla quale è stato soggetto anteriormente per ultimo e fornisce tutte le informazioni supplementari richieste dalla legislazione che questa istituzione applica.

2. Il certificato previsto al paragrafo precedente viene rilasciato, su domanda dell'interessato, sia dall'istituzione competente in materia di prestazioni familiari della Parte Contraente alla cui legislazione è stato soggetto anteriormente per ultimo, sia da un'altra istituzione designata dall'autorità competente di questa Parte. Se l'interessato non presenta il detto certificato, l'istituzione competente si rivolge a una di queste istituzioni per ottenerlo, a meno che l'istituzione competente in materia di malattia non sia in grado di comunicarle copia del certificato previsto al paragrafo 1 dell'articolo 16 dell'Accordo.

3. Se è necessario tener conto di periodi di impiego, di attività professionale e di residenza compiuti anteriormente sotto la legislazione di qualsiasi altra Parte Contraente, per soddisfare alle condizioni richieste dalla legislazione dello Stato competente, le disposizioni dei paragrafi precedenti del presente articolo sono applicabili per analogia.

Applicazione degli articoli 59 e 60 della Convenzione

ARTICOLO 79

1. Per beneficiare delle disposizioni dell'articolo 59 della Convenzione, l'interessato rivolge una domanda all'istituzione competente, all'occorrenza, tramite il suo datore di lavoro.

2. In caso di applicazione del paragrafo 3 dell'articolo 59 della Convenzione, al fine di effettuare il confronto previsto al paragrafo 4 del detto articolo, l'istituzione competente riceve le informazioni relative all'ammontare degli assegni familiari previsti dalla legislazione della Parte Contraente sul cui territorio risiedono e sono allevati i figli, tramite l'autorità competente da cui dipende. Tale autorità competente si rivolge alla fine di ogni trimestre all'autorità competente della detta Parte Contraente per ottenere tali informazioni , che devono essere fondate sullo stato della legislazione applicabile al 15° giorno dell'ultimo mese dell'ultimo trimestre considerato

e che costituiscono le basi valide di liquidazione degli assegni familiari afferenti al trimestre successivo.

3. L'interessato presenta, a supporto della sua domanda, uno stato di famiglia rilasciato dalle autorità competenti in materia di stato civile sul territorio della Parte Contraente in cui risiedono e sono allevati i figli, se tali documenti vengono normalmente rilasciati da tali autorità e, altrimenti, dall'istituzione designata dall'autorità competente di questa Parte. Questo stato di famiglia deve essere rinnovato una volta l'anno.

4. Inoltre, l'interessato fornisce , all'occorrenza, su richiesta dell'istituzione competente, le informazioni che permettono di individuare la persona alla quale debbono essere elargiti gli assegni familiari sul territorio della Parte Contraente in cui risiedono e sono allevati i figli.

5. L'interessato è tenuto ad informare l'istituzione competente, all'occorrenza, tramite il suo datore di lavoro, di ogni cambiamento in merito alla situazione dei suoi figli suscettibile di modificare il diritto agli assegni familiari, segnatamente di ogni trasferimento della loro residenza e di ogni modifica del numero dei figli per i quali sono dovuti assegni familiari.

6. Le disposizioni dei paragrafi 1, 3 e 5 del presente arti-

colo sono applicabili nel caso previsto al paragrafo 5 dell'articolo 59 della Convenzione.

ARTICOLO 80

1. Se l'interessato ha esercitato un impiego o un'attività professionale o se ha risieduto nel corso di un mese o di un trimestre sul territorio di due Parti Contraenti, gli assegni familiari ai quali può pretendere , in virtù delle legislazioni di ognuna di queste Parti, corrispondono al numero degli assegni giornalieri dovuti in applicazione della legislazione in questione. Se l'una o l'altra di tali legislazioni prevede , sia la concessione di assegni mensili, sia la concessione di assegni trimestrali, viene accordato in base a questa legislazione sia un ventiseiesimo dell'ammontare degli assegni mensili, sia un settantottesimo dell'ammontare degli assegni trimestrali per ogni giorno di impiego, di attività professionale e di residenza compiuto sul territorio della Parte Contraente in questione e per ogni giorno assimilato dalla legislazione di questa Parte.

2. Se l'istituzione di una Parte Contraente ha elargito assegni familiari per un mese o una frazione di mese, allorché l'onere incombeva all'istituzione di un'altra Parte Contraente, gli assegni elargiti indebitamente danno luogo ad un aggiustamento fra queste due istituzioni.

Applicazione dell'articolo 61 della Convenzione

ARTICOLO 81

1. Per beneficiare delle prestazioni familiari sul territorio della Parte Contraente in cui risiedono, i membri di famiglia previsti al paragrafo 1 dell'articolo 61 della Convenzione si iscrivono presso l'istituzione del luogo di loro residenza, presentando i giustificativi normalmente richiesti per la concessione delle prestazioni familiari, in virtù della legislazione che questa istituzione applica, nonché un certificato attestante che l'interessato soddisfa alle condizioni di accesso al diritto alle prestazioni e comportante, a tal fine, le seguenti indicazioni:

(a) se la legislazione dello Stato competente non subordina la concessione del diritto alle prestazioni ad alcuna condizione di impiego o di attività professionale, il certificato indica unicamente che l'interessato è soggetto alla legislazione di questo Stato;

(b) se la legislazione dello Stato competente subordina la concessione del diritto alle prestazioni a una durata prestabilita di impiego o di attività professionale, il certificato attesta che questa condizione è stata soddisfatta;

(c) se la legislazione dello Stato competente prevede che il diritto alle prestazioni venga concesso per una durata corrispondente alla durata dei periodi di impiego o di attività

professionale, il certificato indica la durata dell'impiego e dell'attività professionale compiuta durante il periodo considerato.

Questo certificato è rilasciato dall'istituzione competente su domanda dell'interessato, non appena questi risponda alle condizioni richieste. Se i membri della famiglia non presentano il detto certificato, l'istituzione del luogo di loro residenza si rivolge all'istituzione competente per ottenerlo.

2. Il certificato previsto al paragrafo precedente, nei casi menzionati ai capoversi (a) e (b), rimane valido fin quando l'istituzione del luogo di residenza non abbia ricevuto notifica del suo annullamento. Tuttavia, nel caso menzionato al capoverso (c), questo certificato rimane valido solo per un periodo di tre mesi dalla data del suo rilascio e deve essere rinnovato d'ufficio ogni tre mesi dall'istituzione competente.

3. Se l'interessato ha la qualifica di lavoratore stagionale, il certificato previsto al paragrafo 1 del presente articolo è valido per la durata prevista del lavoro stagionale, a meno che l'istituzione competente non notifichi nel frattempo il suo annullamento all'istituzione del luogo di residenza.

4. Se la legislazione della Parte Contraente sul territorio della quale risiedono i membri di famiglia prevede la concessione di prestazioni mensili o trimestrali, mentre la legislazione dello Stato competente prevede che il diritto alle presta-

sioni abbia una durata corrispondente alla durata d'impiego di attività professionale compiuta, le prestazioni sono accordate proporzionalmente a questa durata con riferimento alla durata prevista dalla legislazione del paese di residenza dei membri di famiglia.

5. Se la legislazione della Parte Contraente sul territorio della quale risiedono i membri di famiglia prevede la concessione delle prestazioni per un numero di giorni corrispondente ai giorni di impiego e di attività professionale compiuti, mentre la legislazione dello Stato competente prevede che il diritto alle prestazioni sia concesso per un mese e un trimestre intero, le prestazioni sono accordate per un mese e un trimestre.

6. Nei casi previsti ai paragrafi 4 e 5 del presente articolo, quando i periodi di impiego e di attività professionale compiuti sotto la legislazione dello Stato competente sono espressi in unità diverse da quelle che servono per il calcolo delle prestazioni in virtù della legislazione della Parte Contraente sul territorio della quale risiedono i membri di famiglia, la conversione si effettua conformemente alle disposizioni del paragrafo 3 dell'articolo 15 dell'Accordo.

7. L'istituzione competente informa immediatamente l'istituzione del luogo di residenza dei membri di famiglia della data alla quale l'interessato cessa di avere diritto alle prestazioni e trasferisce la sua residenza dal territorio di una Parte Contraente a quello di un'altra Parte Contraente. L'istituzione del

luogo di residenza dei membri di famiglia può chiedere in qualsiasi momento all'istituzione competente di fornirle tutte le informazioni relative ai diritti a prestazioni dell'interessato.

8. I membri di famiglia sono tenuti ad informare l'istituzione del luogo della loro residenza di ogni cambiamento della loro situazione suscettibile di modificare il diritto alle prestazioni, segnatamente di ogni trasferimento della loro residenza.

ARTICOLO 82

Se dei membri di famiglia trasferiscono la loro residenza dal territorio di una Parte Contraente a quello di un'altra Parte Contraente nel corso di un mese o di un trimestre, le prestazioni familiari che vengono loro accordate in base alla legislazione di ognuna di queste Parti corrispondono al numero di prestazioni giornaliere dovute in applicazione della legislazione in questione. Se l'una o l'altra di tali legislazioni prevede sia la concessione di prestazioni mensili, sia la concessione di prestazioni trimestrali, tali prestazioni vengono accordate proporzionalmente alla durata di residenza degli interessati sul territorio della Parte in causa per il mese o il trimestre considerato.

Applicazione dell'articolo 62 della Convenzione

ARTICOLO 83

1. Per beneficiare delle prestazioni familiari sul territorio

della Parte Contraente in cui risiedono, i membri di famiglia previsti all'articolo 62 della Convenzione presentano all'istituzione del luogo della loro residenza un certificato che attesta che l'interessato beneficia di prestazioni di disoccupazione in base alla legislazione di un'altra Parte Contraente e che avrebbe diritto alle prestazioni familiari se risiedesse con i membri della sua famiglia sul territorio dello Stato competente. Tale certificato viene rilasciato sia dall'istituzione competente in materia di disoccupazione di quest'ultimo Stato, sia da un'altra istituzione designata dall'autorità competente di questo Stato. Se i membri di famiglia non presentano il detto certificato, l'istituzione del luogo della loro residenza si rivolge all'istituzione competente al fine di ottenerlo.

2. Le disposizioni degli articoli 81 e 82 dell'Accordo sono applicabili per analogia.

TITOLO VI

Disposizioni diverse

ARTICOLO 84

L'istituzione del luogo di residenza di un beneficiario che ha ottenuto indebitamente delle prestazioni, e l'istituzione designata dall'autorità competente della Parte Contraente sul cui

territorio tale beneficiario risiede, collabora con l'istituzione di ogni altra Parte Contraente che abbia elargito queste prestazioni, in caso di ricorso avviato da quest'ultima istituzione nei confronti del detto beneficiario.

ARTICOLO 85

1. Se, in sede di liquidazione o di revisione di prestazioni d'invalidità, di vecchiaia e di morte (pensioni), in applicazione del Capitolo 2 del Titolo III della Convenzione, l'istituzione di una Parte Contraente ha versato a un beneficiario di prestazioni una somma eccedente quella cui ha diritto, questa istituzione può richiedere all'istituzione di qualsiasi altra Parte Contraente, debitrice di prestazioni corrispondenti in favore di tale beneficiario, di trattenere l'ammontare pagato in eccedenza sulle riscossioni di arretrati che questa versa al detto beneficiario. Quest'ultima istituzione trasferisce l'ammontare così trattenuto all'istituzione creditrice. Se il recupero non può essere effettuato sulle riscossioni di arretrati, sono applicabili le disposizioni del paragrafo seguente.

2. Quando l'istituzione di una Parte Contraente ha versato a un beneficiario di prestazioni una somma che eccede quella alla quale ha diritto, tale istituzione può, nelle condizioni e limiti previsti dalla legislazione che applica, chiedere all'istituzione di qualsiasi altra Parte Contraente, debitrice di prestazioni in

favore di tale beneficiario, di trattenere l'ammontare pagato in eccedenza sulle somme che essa versa al detto beneficiario. Quest'ultima istituzione effettua la trattenuta nelle condizioni e limiti nei quali una tale compensazione è autorizzata dalla legislazione che essa applica, come se si trattasse di somme elargite in eccedenza da lei stessa, e trasferisce l'ammontare così trattenuto all'istituzione creditrice.

3. Quando l'istituzione di una Parte Contraente ha versato un anticipo su prestazioni per un periodo nel corso del quale il beneficiario aveva diritto a ricevere prestazioni corrispondenti in base alla legislazione di un'altra Parte Contraente, tale istituzione può chiedere all'istituzione dell'altra Parte di trattenere l'ammontare del detto anticipo sulle somme che essa deve al detto beneficiario per lo stesso periodo. Quest'ultima istituzione effettua la trattenuta e trasferisce l'ammontare così trattenuto all'istituzione creditrice.

ARTICOLO 86

Quando una persona ha beneficiato dell'assistenza sociale sul territorio di una Parte Contraente, durante un periodo nel corso del quale aveva diritto a ricevere delle prestazioni in base alla legislazione di un'altra Parte Contraente, l'organismo che ha fornito l'assistenza sociale può, se dispone legalmente di un ricorso sulle prestazioni dovute ai beneficiari dell'assistenza sociale, chiedere all'istituzione di qualsiasi altra Parte Con-

traente , debitrice di prestazioni in favore di tale persona, di trattenere l'ammontare delle spese di assistenza sociale concesse nel corso del detto periodo sulle somme che essa versa alla detta persona. Quest'ultima istituzione effettua la trattenuta e trasferisce l'ammontare così trattenuto all'organismo creditore.

ARTICOLO 87

1. Nel caso in cui il diritto a prestazioni non è riconosciuto dall'istituzione indicata come competente, le prestazioni in natura elargite dall'istituzione del luogo di soggiorno, in virtù della presunzione stabilita al paragrafo 2 dell'articolo 20 e al paragrafo 2 dell'articolo 55 dell'Accordo, sono rimborsate dalla prima istituzione.

2. Le spese affrontate dall'istituzione del luogo di residenza e dall'istituzione del luogo di soggiorno a titolo di prestazioni in natura elargite in virtù delle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 60 dell'Accordo, qualora l'interessato non abbia diritto a prestazioni, vengono rimborsate dall'istituzione designata dall'autorità competente della Parte Contraente in causa.

3. L'istituzione che ha rimborsato prestazioni non dovute, in virtù delle disposizioni del paragrafo 1 e del paragrafo 2 del presente articolo, conserva sul beneficiario un credito

pari all'ammontare delle prestazioni indebitamente elargite.

ARTICOLO 88

In caso di contestazione tra le istituzioni e le autorità competenti di due o più Parti Contraenti in merito, sia alla legislazione applicabile in virtù del Titolo II della Convenzione, sia alla designazione dell'istituzione chiamata ad elargire prestazioni, l'interessato che potrebbe pretendere prestazioni , in mancanza di contestazione, beneficia a titolo provvisorio delle prestazioni previste dalla legislazione che applica l'istituzione del luogo di residenza e , se l'interessato non risiede sul territorio di una delle Parti Contraenti in causa, dalla legislazione della Parte Contraente alla quale è stato soggetto anteriormente per ultimo. In seguito al regolamento della contestazione, il carico delle prestazioni elargite a titolo provvisorio spetta all'istituzione riconosciuta competente per il servizio delle prestazioni.

ARTICOLO 89

Se l'istituzione competente di una Parte Contraente ritiene, in vista dell'applicazione della sua legislazione e della Convenzione, in determinati casi, che sia il caso di

procedere ad u 'inchiesta sul territorio di un'altra Parte Contraente, può designare un inquirente a tal fine, previo accordo tra le autorità competenti delle due Parti in causa. L'autorità competente della Parte Contraente sul cui territorio l'inchiesta viene effettuata, presta la sua collaborazione al detto inquirente, designando segnatamente una persona incaricata di assisterlo per la consultazione dei processi verbali e di tutti gli altri documenti relativi al caso in questione.

ARTICOLO 90

Se la legislazione di una Parte Contraente non considera come membro della famiglia e del ménage se non le persone che vivono sotto il tetto dell'interessato, l'istituzione che applica questa legislazione può richiedere la prova che questi membri della famiglia e del ménage , qualora non soddisfino a questa condizione, sono effettivamente a carico dell'interessato, attraverso documenti che comprovino che l'interessato sopperisce in maniera determinante al loro mantenimento.

ARTICOLO 91

Gli accordi che saranno conclusi in virtù del paragrafo 1 dell'articolo 26, del paragrafo 3 e del paragrafo 6 dell'articolo 32, dell'articolo 41, del paragrafo 3 dell'articolo 42,

del paragrafo 5 dell'articolo 46, del paragrafo 1 dell'articolo 56, del paragrafo 1 dell'articolo 58, del paragrafo 2 dell'articolo 67, del paragrafo 3 dell'articolo 69, del paragrafo 2 e del paragrafo 3 dell'articolo 70 della Convenzione, così come in virtù dell'articolo 5 dell'Accordo, verranno comunicati al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, entro un termine di tre mesi a partire dalla loro entrata in vigore.

ARTICOLO 92

1. Gli allegati previsti all'articolo 4 dell'Accordo fanno parte integrante di questo.

2. Ogni emendamento agli allegati all'Accordo sarà notificato dalla Parte Contraente o dalle Parti Contraenti interessate al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

3. In caso di proposta di emendamento all'Allegato 5 dell'Accordo, la procedura prevista ai paragrafi 2 e 3 dell'articolo 73 della Convenzione è applicabile per analogia.

TITOLO VII

Disposizioni transitorie e finali

ARTICOLO 93

L'inoltro di una domanda di prestazioni di invalidità, di vec-

chiaia e di superstiti, dopo l'entrata in vigore della Convenzione, presso l'istituzione di una Parte Contraente, comporta la revisione d'ufficio, in conformità alle disposizioni della detta Convenzione, delle prestazioni liquidate prima della sua entrata in vigore, per la stessa eventualità, dall'istituzione o dalle istituzioni di una o più delle altre Parti Contraenti.

ARTICOLO 94

1. L'Accordo è aperto alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa che hanno firmato la Convenzione che possono divenirvi Parti attraverso:

(a) la firma senza riserva di ratifica o di accettazione;

(b) la firma con riserva di ratifica o di accettazione, seguita da ratifica o da accettazione.

2. Ogni Stato che firma l'Accordo senza riserva di ratifica o di accettazione o che lo ratifica o lo accetta, deve al tempo stesso ratificare o accettare la Convenzione.

3. Gli strumenti di ratifica o di accettazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

ARTICOLO 95

1. L'Accordo entrerà in vigore alla stessa data della Convenzione.

2. Per ogni Stato membro che lo firmerà successivamente senza riserva di ratifica o di accettazione o che lo ratificherà o lo accetterà, l'Accordo entrerà in vigore tre mesi dopo la data della firma o del deposito dello strumento di ratifica o di accettazione.

ARTICOLO 96

1. Ogni Stato che non è membro del Consiglio d'Europa e che, su invito del Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa, conformemente all'articolo 77 della Convenzione, aderirà a questa, dovrà al tempo stesso aderire all'Accordo.

2. L'adesione sarà effettuata attraverso il deposito, presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa, di uno strumento di adesione che avrà effetto tre mesi dopo la data del suo deposito.

ARTICOLO 97

1. L'Accordo avrà la stessa durata della Convenzione.

2. Nessuna Parte Contraente può denunciare l'Accordo senza denunciare al tempo stesso la Convenzione nelle condizioni fissate alle disposizioni dell'articolo 78 di questa.

3. La denuncia avrà effetto sei mesi dopo la data di ricevimento della sua notifica da parte del Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 98

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà, nel termine di un mese alle Parti contraenti, agli Stati firmatari, nonchè al Direttore Generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro:

a) ogni firma senza riserva di ratifica o approvazione;
b) ogni firma con riserva di ratifica o approvazione;
c) il deposito di ogni strumento di ratifica, accettazione o adesione;
d) ogni data di entrata in vigore dell'Accordo, conformemente alle disposizioni dei suoi articoli 95 e 96;
e) ogni notifica ricevuta in applicazione delle disposizioni dell'art. 97 e la data in cui la denuncia avrà effetto;
f) ogni comunicazione o notifica ricevuta in applicazione delle disposizioni dell'art. 91 e del paragrafo 2 dell'art.92 dell'Accordo.

In fede di ciò, i sottoscritti, debitamente autorizzati allo scopo, hanno firmato il presente Accordo complementare.

Stipulato a Parigi, il 14 dicembre 1972, in francese ed in inglese; i testi fanno ambedue fede in un unico esemplare che verrà depositato negli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne trasmetterà copia autenticata conforme ad ognuno degli Stati firmatari ed aderenti.

A L L E G A T I

ALL'ACCORDO COMPLEMENTARE PER L'APPLICAZIONE

DELLA CONVENZIONE EUROPEA DI SICUREZZA SOCIALE

A L L E G A T O I

(Articolo 1, capoverso (e), della Convenzione e articolo 4, paragrafo 1, dell'Accordo)

Autorità competenti

Austria

Bundesminister für soziale Verwaltung (Il ministro federale degli Affari sociali), Vienna;

per quanto riguarda le prestazioni familiari: Bundesminister für Finanzen (Il ministro federale delle Finanze), Vienna.

Belgio

Le ministre de la Prévoyance sociale, (Il ministro della Previdenza sociale), Bruxelles;

per quanto riguarda gli obblighi imposti in virtù del regime della sicurezza sociale dei lavoratori indipendenti come pure per le prestazioni familiari e le prestazioni in caso di vecchiaia e di morte (pensioni) previste da tale regime: le ministre des Classes moyennes (il ministro delle Classi medie), Bruxelles.

Cipro

The Minister of Labour and Social Insurance (il ministro del Lavoro e delle Assicurazioni sociali), Nicosia.

Danimarca

Socialministeriet (Ministero degli Affari sociali), Copenaghen,

Arbejdsministeriet (Ministro del Lavoro), Copenaghen.

Francia

Le Ministère chargé de la Sécurité sociale, (il Ministero incaricato della Sicurezza sociale), Parigi;

le ministre de l'Agriculture (il ministro dell'Agricoltura), Parigi;

le ministre chargé de la Marine marchande (il ministro incaricato della Marina mercantile), Parigi.

Repubblica federale di Germania

Bundesminister für Arbeit und Sozialordnung (ministro federale del Lavoro e degli Affari sociali), Bonn.

Grecia

Ministero dei servizi sociali, Atene;
Ministero del Lavoro, Atene;
Ministero della Marina Mercantile, Atene.

Islanda

The Minister of Social Affairs (ministro degli Affari sociali), Reykjavik;

The Minister of Health and Social Security (ministro della Sanità e della Sicurezza Sociale), Reykjavik.

Irlanda

An tAire Leasa Shòisialaigh, Baile Atha Cliath1(ministro incaricato della Sicurezza e dell'Assistenza sociali), Dublino1.

An tAire Slainte, Baile Atha Cliath 1 (Ministro incaricato della Sanità), Dublino 1.

Italia

Il Ministro del Lavoro e della Previdenza sociale, Roma.

Lussemburgo

Le ministre du Travail et de la Sécurité sociale (il ministro del lavoro e della Sicurezza sociale), Lussemburgo;

le ministre de la Famille (il Ministro della Famiglia), Lussemburgo;

Malta

The Minister Responsible for the Department of Social Services (Ministro responsabile dei Servizi Sociali), La Valletta.

Paesi Bassi

Minister van sociale zaken wen werkgelegenheid (Ministro degli Affari sociali e dell'occupazione), L'Aja.

Norvegia

Ministero della Sanità e degli Affari sociali, Oslo;
per quanto riguarda l'assicurazione disoccupazione: Ministero del Lavoro e degli Affari comunali, Oslo.

Portogallo

Ministro dos assuntos sociais (Ministro degli Affari sociali), Lisbona
Ministro del Lavoro, Lisbona.
Segretario regionale degli Affari sociali della regione autonoma di Madera, Funchal.
Segretario regionale degli Affari sociali della regione autonoma delle Açores, Angra do Heroismo.

Svezia

Il Governo svedese.

Svizzera

Per quanto riguarda i regimi di assicurazione malattia e maternità, di assicurazione invalidità, vecchiaia e superstiti, di assicurazione in caso di infortuni sul lavoro e di malattie professionali così come il regime federale degli assegni familiari: Office fédéral des Assurances sociales (Ufficio federale delle Assicurazioni sociali), Berna;

per quanto riguarda il regime di assicurazione disoccupazione: Office fédéral de l'Industrie, des Arts et Métiers et du Travail (Ufficio federale dell'Industria, delle Arti e Mestieri e del Lavoro), Berna.

Turchia

Il Ministero della sicurezza sociale, Ankara.

Regno Unito

The Secretary of State for Social Services (Segretario di Stato per i Servizi sociali);

The Secretary of State for Scotland (segretario di Stato per la Scozia);

The Secretary of State for Wales (Segretario di Stato per i Paesi del Galles);

The Ministry of Health and Social Services for Northern Ireland (Ministero della Sanita e dei Servizi Sociali per l'Irlanda del Nord);

The Isle of Man Board of Social Services (Ufficio dei Servizi sociali per l'isola di Man);

ALLEGATO II

(Articolo 1, capoverso (g), della Convenzione e Articolo 4, paragrafo 2, dell'Accordo)

Istituzioni competenti

Austria

A meno che il presente Allegato non disponga altrimenti, la competenza dell'Istituzione austriaca è regolata dalle disposizioni legislative e regolamentari austriache.

1. Malattia e maternità

La Hauptverband der Österreichischen Sozialversicherungsträger (Federazione principale delle istituzioni austriache di assicurazione sociale), Vienna, restando inteso che il rimborso delle spese incorse in applicazione dell'articolo 24, paragrafo 2 della Convenzione sarà effettuato a partire dai contributi di assicurazione malattia dei pensionati, versati dalle istituzioni di assicurazione pensioni alla detta Federazione principale.

2. Invalidità, vecchiaia, morte (pensioni)

La competenza delle istituzioni austriache di assicurazione pensioni in ciò che concerne la decisione in materia di domande e di concessione delle pensioni è esclusivamente determinata dalla legislazioni austriaca. La determinazione dell'istituzione austriaca competente rientra nelle responsabilità della Hauptverband der Österreichischen Sozialversicherungsträger (Federazione principale delle istituzioni austriache di assicurazione sociale), Vienna.

3. Disoccupazione

Bundesministerium für soziale Verwaltung (Ministero federale degli Affari Sociali), Vienna.

4. Prestazioni familiari

Bundesministerium für Finanzen (Ministero federale delle Finanze), Vienna.

<u>Belgio</u>

1. Malattia-maternità

(a) Applicazione degli articoli 16, 17, 19, 20, 21, 22, 24 e 25 dell'Accordo

(i) in linea di massima: l'organismo assicuratore al quale il lavoratore è affiliato

(ii) per i marinai: la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge (Cassa di soccorso e di previdenza in favore dei marinai che navigano sotto bandiera belga), Anversa;

(b) Applicazione dell'articolo 28 dell'Accordo

(i) in linea di massima: l'Istituto nazionale di assicurazione malattia-invalidità congiuntamente all'organismo assicuratore al quale il lavoratore è affiliato;

(ii) per i marinai: la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge (Cassa di soccorso e di previdenza in favore dei marinai che navigano sotto bandiera belga), Anversa.

2. Invalidità

(a) invalidità generale (operai, impiegati, lavoratori indipendenti e minatori nella misura in cui questi ultimi non hanno diritto ad un regime speciale); l'Institut national d'Assurance maladie-invalidité (Istituto nazionale di Assicurazione malattia--invalidità) a Bruxelles, congiuntamente agli organismi assicuratori;

(b) invalidità speciale dei minatori: il Fond national de retraite des ouvriers-mineurs (Fondo nazionale di pensione dei minatori), Bruxelles;

(c) invalidità dei marinai: la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge (Cassa di soccorso e di previdenza in favore dei marinai naviganti sotto bandiera belga), Anversa.

3. Vecchiaia-morte (pensioni)

(a) Per i lavoratori dipendenti: l'Office national des pensions (Ufficio nazionale delle pensioni), Bruxelles;

(b) per i lavoratori indipendenti:

[Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants (Istituto nazionale di assicurazioni sociali per lavoratori indipendenti), Bruxelles.]

4. Infortuni sul lavoro

(a) Per le domande di assegni destinati a completare una rendita: Fonds des accidents du Travail (Fondo infortuni sul lavoro), Bruxelles;

(b) negli altri casi

(i) in linea di massima: l'assicuratore;

(ii) per i marinai : Fonds des accidents du Travail (Fondo infortuni sul lavoro), Bruxelles.

5. Malattie professionali

Fonds des maladies professionnelles (Fondo malattie professionali), Bruxelles.

6. Assegni di morte

(a) Assicurazione malattia-invalidità

(i) in linea di massima: Institut national d'assurance maladie-invalidité (Istituto nazionale d'assicurazione malattia-invalidità) congiuntamente all'organismo assicuratore al quale il lavoratore era affiliato;

(ii) per i marinai: Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge (Cassa di soccor-

se e di previdenza in favore dei marinai naviganti sotto bandiera belga), Anversa;

(b) Infortuni sul lavoro

(i) in linea generale: l'assicuratore

(ii) per i marinai:

Fondo per gli infortuni sul lavoro

(c) malattie professionali:

Fonds des maladies professionnelles (Fondo malattie professionali), Bruxelles.

7. Disoccupazione

(i) in linea generale: Office national de l'emploi (Ufficio nazionale dell'occupazione), Bruxelles;

(ii) per i marinai: Pool des marins de la marine marchande (Consorzio dei marinai della marina mercantile), Anversa.

8. Prestazioni familiari

(a) Lavoratori dipendenti: l'organismo di assegni familiari per lavoratori dipendenti al quale il datore di lavoro è affiliato;

(b) Lavoratori indipendenti:

- Caisse libre d'assurances sociales pour travailleurs indépendants (Libera Cassa di assicurazioni sociali

per lavoratori indipendenti) e Caisse nationale auxilia-
ire d'assurances sociales pour travailleurs indépendants
(Cassa nazionale ausiliaria di assicurazioni sociali per
lavoratori indipendenti) alla quale l'assicurato è affi-
liato;

Institut national d'assurances sociales pour travailleurs
indépendants (Istituto nazionale di assicurazioni sociali
per lavoratori indipendenti), Bruxelles, per i diritti
cosiddetti speciali (assegni agli orfani, agli invalidi,
etc.).

Cipro

Dipartimento delle Assicurazioni sociali del Ministero del La-
voro e delle Assicurazioni sociali, Nicosia.

Danimarca

1. Malattia

[Dipartimento degli Affari Sociali e della Sanità della località di residenza.]

2. Maternità

(a) prestazioni in natura:)
(b) prestazioni in contanti:) [Dipartimento degli Affari Sociali e della Sanità della località di residenza]

3. Invalidità, pensioni di vecchiaia e di superstiti

[Dipartimento degli Affari Sociali e della Sanità della località di residenza]

4. Pensione supplementare dell'occupazione

Ufficio di pensione supplementare dell'occupazione, Hillerød.

5. Infortuni sul lavoro e malattie professionali

[Ufficio Nazionale della sicurezza sociale, Copenaghen.

6. Morte

[Dipartimento degli Affari Sociali e della Sanità della località di residenza]

7. Disoccupazione

Direzione del Lavoro, Copenaghen.

8. Prestazioni familiari

[Dipartimento degli Affari Sociali e della Sanità della località di residenza]

<u>Francia</u>

I. METROPOLI

A. Lavoratori dipendenti

1. Regime generale

(a) Malattia, maternità, morte (capitale), invalidità:

Cassa primaria d'assicurazione malattia , salvo per quanto riguarda l'invalidità:

- per la regione parigina: Cassa regionale d'assicurazione malattia di Parigi;
- per la regione di Strasburgo: Cassa regionale d'assicurazione malattia di Strasburgo.

(b) Vecchiaia e prestazioni ai congiunti superstiti:

- Cassa regionale d'assicurazione malattia (sezione vecchiaia) salvo che per la regione parigina,
- Cassa nazionale d'assicurazione vecchiaia dei lavoratori dipendenti, Parigi, per Parigi e la regione parigina,
- Cassa regionale d'assicurazione vecchiaia dei lavoratori dipendenti, Strasburgo, per la circoscrizione di Strasburgo.

(c) Infortuni sul lavoro e malattie professionali:

(i) inabilità temporanea: Cassa primaria di assicurazione malattia;

(ii) inabilità permanente:

- rendite: Cassa primaria d'assicurazione malattia (per gli infortuni avvenuti dopo il primo gennaio 1947);

  Datore di lavoro e assicuratore sostituto (per gli infortuni anteriori al 1° gennaio 1947);

- maggiorazioni di rendite: Cassa primaria di Sicurezza sociale (per gli infortuni avvenuti dopo il 1° gennaio 1947);

  Cassa di depositi e prestiti (per gli infortuni anteriori al 1° gennaio 1947).

(d) Disoccupazione:

Direzione dipartimentale del lavoro e della mano d'opera.

(e) Prestazioni familiari:

Cassa di assegni familiari.

2. Regime agricolo

(a) Assicurazioni malattia, maternità, morte (capitale), invalidità, prestazioni familiari:

- Cassa dipartimentale di mutua sociale agricola.

(b) Assicurazione vecchiaia e prestazioni ai congiunti superstiti

- Cassa centrale di mutui soccorsi agricoli.

(c) Infortuni sul lavoro e malattie professionali:

- il datore di lavoro e l'organismo di assicurazione sostituto del datore di lavoro (salvo se si tratta di maggiorazioni di rendite: l'istituzione competente è allora : Cassa dei depositi e prestiti, Arcueil - 94).

(d) Disoccupazione:

Direzione dipartimentale del lavoro e della mano d'opera.

3. Regime minerario

(a) malattia, maternità, morte (assegni):

- Società di soccorso minerario

(b) Invalidità, vecchiaia e prestazioni ai superstiti:

- Cassa autonoma nazionale di sicurezza sociale nelle miniere.

(c) Infortuni sul lavoro:

(i) inabilità temporanea: la Società di soccorso minerario;

(ii) inabilità permanente:

- rendite: Unione regionale delle Società di soccorso minerario (per gli infortuni sul lavoro avvenuti dopo il 1° gennaio 1947);

  Il datore di lavoro o l'assicuratore sostituto (per gli infortuni sul lavoro anteriori al 1° gennaio 1947);

- maggiorazioni di rendite: Unione regionale delle Società di soccorso minerario (per gli infortuni sul lavoro avvenuti dopo il 1° gennaio 1947);

  Cassa depositi e prestiti (per gli infortuni sul lavoro anteriori al 1° gennaio 1947).

(d) Disoccupazione:

Direzione dipartimentale del lavoro e della mano d'opera.

(e) Prestazioni familiari:

Unione regionale delle Società di soccorso minerario.

4. Regime dei marinai

(a) malattia, maternità, invalidità, infortuni sul lavoro, pensione di superstite di un invalido e di una vittima di infortunio sul lavoro, assegni di morte:

- la sezione "Cassa generale di previdenza dei marinai" del dipartimento degli affari marittimi.

(b) Vecchiaia - morte (pensioni):

- la sezione Cassa pensioni dei marinai del dipartimento degli affari marittimi.

(c) Prestazioni familiari:

Cassa nazionale di assegni familiari dei marinai del commercio;

Cassa nazionale di assegni familiari della pesca marittima.

(d) Disoccupazione:

Direzione dipartimentale del lavoro e della mano d'opera.

B. Lavoratori non dipendenti delle professioni non agricole

(a) malattia - maternità - infortuni:

(i) immatricolazione:

Cassa mutua regionale di assicurazione dei lavoratori non dipendenti delle professioni non agricole;

(ii) versamento dei contributi - servizio delle prestazioni: l'organismo convenzionato (Mutua e Compagnia di assicurazioni autorizzata dalla Cassa nazionale e convenzionata dalla Cassa mutua regionale).

(b) Invalidità - vecchiaia e superstiti, morte (capitale):

Cassa interprofessionale locale e la Cassa professionale dell'organizzazione autonoma dell'assicurazione vecchiaia delle professioni artigianali;

Cassa nazionale dell'avvocatura francese.

(c) Vecchiaia e superstiti:

Cassa interprofessionale locale e la Cassa professionale dell'organizzazione autonoma dell'assicurazione vecchiaia delle professioni industriali e commerciali;

Sezione professionale dell'organizzazione autonoma dell'assicurazione vecchiaia delle professioni liberali.

(d) Prestazioni familiari:

Cassa di assegni familiari.

C. Lavoratori non dipendenti delle professioni agricole

(a) malattia-maternità-invalidità-infortuni sul lavoro nella vita privata:

(i) responsabile dell'immatricolazione:
Cassa dipartimentale di mutua sociale agricola;

(ii) ha l'onere delle prestazioni:
la Cassa dipartimentale di mutua sociale agricola, la Cassa di assicurazione mutua agricola, e l'assicuratore privato.

(b) vecchiaia e pensioni ai superstiti, prestazioni familiari:
Cassa dipartimentale di mutua sociale agricola.

II. DIPARTIMENTI D'OLTRE MARE

A. Lavoratori dipendenti soggetti ai seguenti regimi:

- generale
- agricolo
- minerario:

(a) tutti i rischi: Cassa generale di sicurezza sociale (salvo che per le maggiorazioni di rendite afferenti ad infortuni sul lavoro avvenuti nei dipartimenti d'oltre mare prima del 1° gennaio 1952, nel qual caso l'organismo competente è la Direzione

dipartimentale di registrazione).

Inoltre, l'aiuto ai lavoratori senza impiego, assume la forma di depositi di disoccupazione che dipendono dalla Direzione dipartimentale del lavoro e della mano d'opera.

(b) prestazioni familiari:

Cassa di assegni familiari del dipartimento.

- marinai:

(a) per tutti i rischi:

- sezione della Cassa di pensione dei marinai e della Cassa generale di previdenza dei marinai, del dipartimento degli affari marittimi, a seconda dei rischi.

(b) Prestazioni familiari:

Cassa di assegni familiari del dipartimento.

B. Lavoratori non dipendenti delle professioni non agricole

(a) Malattia:

l'organismo competente è in corso di creazione.

(b) Invalidità-morte (capitale):

l'organismo competente è in corso di creazione.

(c) Invalidità- morte (capitale) - vecchiaia e superstiti:

Cassa autonoma nazionale di compensazione dell'assicurazione vecchiaia per gli artigiani (C.A.N.C.A.V.A.), Parigi;

Cassa nazionale dell'avvocatura francese, Parigi.

(d) Vecchiaia e morte:

Cassa interprofessionale d'assicurazione vecchiaia degli industriali e dei commercianti d'Algeria e d'oltre mare (C.A.V.I.C.O.R.G.), Parigi

Sezione professionale di ogni professione per le professioni liberali.

(e) Prestazioni familiari:

Cassa di assegni familiari del dipartimento.

C. Lavoratori non dipendenti delle professioni agricole

(a) Malattia - maternità - vecchiaia:

Cassa generale di sicurezza sociale del regime dei dipendenti.

(b) Prestazioni familiari:

Cassa di assegni familiari del dipartimento.

Repubblica federale di Germania

A. A meno che il presente allegato non disponga diversamente, la competenza delle istituzioni tedesche è regolata dalla legislazione tedesca.

1. Malattia

Per l'applicazione dell'articolo 24, paragrafo 2, della Convenzione:

l'istituzione di assicurazione malattia alla quale il titolare della pensione sarebbe stato affiliato se avesse risieduto sul territorio della Repubblica federale. Se - conformemente a questa procedura - l'istituzione competente è la Allgemeine Ortskrankenkasse (Cassa generale locale di assicurazione malattia) oppure una Landkrankenkasse (Cassa rurale di assicurazione malattia),

o ancora, se non vi è un'istituzione competente:
Allgemeine Ortskrankenkasse Bad Godesberg (Cassa generale locale di assicurazione malattia di Bad Godesberg), Bonn - Bad Godesberg.

2. Vecchiaia, invalidità, morte (pensioni) per i lavoratori dipendenti, per gli impiegati e per i minatori

(a) Per l'attribuzione e il pagamento di prestazioni su domanda dell'interessato, allorché questi è stato esclusivamente sia assicurato, sia considerato come assicurato sotto la legislazione tedesca (così come per i suoi superstiti) e risieda sul territorio

di un'altra Parte Contraente oppure, essendo cittadino di una altra Parte Contraente risiede sul territorio di uno Stato che non è Parte Contraente:

(i) quando l'ultimo contributo è stato pagato all'assicurazione pensioni dei lavoratori dipendenti:

(aa)-se l'assicurato risiede nei Paesi o se, essendo cittadino olandese, risiede sul territorio di uno Stato che non è Parte Contraente: Landesversicherungsanstalt Westfalen (Istituzione regionale di assicurazione della Westfalia), Münster;

- se l'assicurato risiede in Belgio o se, essendo cittadino belga, risiede sul territorio di uno Stato che non è Parte Contraente: B Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz (Istituzione regionale di assicurazione della provincia della Renania), Düsseldorf;

- se l'assicurato risiede in Italia o se,essendo cittadino italiano,risiede sul territorio di uno Stato che non è Parte Contraente:Landesversicherungsanstalt Rheinland-Pfalz (Istituzione regionale d'assicurazione di Svevia), Augsburg;

- se l'assicurato risiede in Francia o in Lussemburgo o, se, essendo cittadino francese o lussemburghese, risiede sul territorio di uno Stato che non è Parte Contraente: Landesversicherungsanstalt Rheinland-Pfalz (Istituzione regionale d'assicurazione di Renania - Palatinato), Speyer;

- se l'assicurato risiede in Austria e se, essendo cittadino austriaco, risiede sul territorio di uno Stato che non è Parte Contraente: Landesversicherungsanstalt Oberbayern (Istituzione regionale d'assicurazione dell'Alta Baviera), Monaco;

- se l'assicurato risiede in Svizzera e se, essendo cittadino svizzero, risiede sul territorio di uno Stato che non è Parte Contraente: Landesversicherungsanstalt Baden (Istituzione regionale di assicurazione di Baden), Karlsruhe;

- se l'assicurato risiede in Danimarca e se, essendo cittadino danese, risidde sul territorio di uno Stato che non è Parte Contraente: Landesversicherungsanstalt Schleswig--Holstein (Istituzione regionale d'assicurazione dello Scheswig-Holstein), Lubecca;

- se l'assicurato risiede nel Regno Unito e se, essendo cittadino britannico risiede sul territorio di uno Stato che non è Parte Contraente: Landesversicherungsanstalt Freie und Hansestadt Hamburg (Istituzione regionale d'assicurazione della Città libera ed anseatica di Amburgo), Amburgo;

- se l'assicurato risiede in Turchia e se, essendo cittadino turco , risiede sul territorio di uno Stato che non è Parte Contraente: Landesversicherungsanstalt Oberfranken und Mittelfranken (Istituzione regionale d'assicurazione della Franconia superiore e della Franconia centrale), Bayreuth;

- se l'assicurato risiede sul territorio di un'altra Parte Contraente e se, essendo cittadino di un'altra Parte Contraente, risiede sul territorio di uno Stato che non è Parte Contraente: Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz (Istituzione regionale d'assicurazione della provincia della Renania), Düsseldorf;

(bb) Se l'ultimo contributo è stato pagato alla Seekasse (Cassa d'assicurazione dei marinai), ad Amburgo, oppure alla Bundesbahnversicherungsanstalt (Istituzione d'assicurazione delle ferrovie federali), a Francoforte sul Meno, e - se l'interessato risiede in uno Stato membro delle Comunità europee, e essendo cittadino di uno di questi Stati - risiede sul territorio di uno Stato non membro delle Comunità europee: alla Landesversicherungsanstalt für das Saarland (Istituzione regionale d'assicurazione della Saar), a Saarbrücken, l'istituzione alla quale l'ultimo contributo è stato pagato.

(ii) Se l'ultimo contributo è stato pagato all'assicurazione pensione degli impiegati:

Bundesversicherungsanstalt für Angestellte (Istituzione federaled'assicurazione per gli impiegati), Berlino, e se si tratta di marinai:

Seekasse (Cassa d'assicurazione dei marinai), Amburgo.

(iii) se l'ultimo contributo è stato pagato all'assicurazione pensione dei minatori e , se il tirocinio richiesto è compiuto o considerato come compiuto in vista della concessione di una pensione di minatore, in ragione della diminuzione della capacità per lavori di miniera:

Bundesknappschaft (Istituzione federale d'assicurazione per i minatori), Bochum.

Per le decisioni e il pagamento delle prestazioni richieste in applicazione degli articoli da 27 a 37 della Convenzione, le istituzioni competenti sono le seguenti:

(i) se l'ultimo contributo pagato sotto la legislazione tedesca è stato versato all'assicurazione pensione dei lavoratori dipendenti:

(aa) se l'interessato risiede sul territorio della Repubblica Federale, ma fuori della Saar oppure

se risiede fuori del territorio della Repubblica federale e l'ultimo contributo pagato in applicazione delle disposizioni della legislazione tedesca è stato versato a un'istituzione fuori della Saar, se l'ultimo contributo pagato in applicazione delle disposizioni della legislazione di un'altra Parte Contraente, è stato versato a :

- una istituzione olandese di assicurazione pensione Landesversicherungsanstalt Westfalen (Istituzione regionale d'assicurazione della Westfalia), Münster;

- una istituzione belga d'assicurazione pensione Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz (Istituzione regionale d'assicurazione della provincia della Renania), Düsseldorf;

- una istituzione italiana di assicurazione pensione Landesversicherungsanstalt Schwaben (istituzione regionale di assicurazione della Svevia), Augsburg;

- una istituzione francese e lussemburghese di assicurazione pensione Landesversicherungsanstalt Rheinland-Pfalz (Istituzione regionale d'assicurazione della Renania-Palatinato), Speyer;

- una istituzione austriaca d'assicurazione pensione Landesversicherungsanstalt Oberbayern (istituzione regionale d'assicurazione dell'Alta Baviera), Monaco;

- un'istituzione svizzera d'assicurazione pensione Landesversicherungsanstalt Baden (Istituzione regionale d'assicurazione del Baden), Karlsruhe;

- una istituzione danese d'assicurazione pensione Landesversicherungsanstalt Schleswig-Holstein (istituzione regionale d'assicurazione dello Schleswig-Holstein), Lubecca;

- un'istituzione britannica d'assicurazione pensioni Landesversicherungsanstalt Freie und Hansestadt Hamburg (Istituzione regionale d'assicurazione della Città libera ed anseatica di Amburgo), Amburgo;

- una istituzione turca d'assicurazione pensione Landesversicherun sanstalt Oberfranken und Mittelfranken

(istituzione regionale d'assicurazione della Franconia superiore e della Franconia centrale), Bayreuth;

- un'istituzione di assicurazione pensione di ogni altra Parte Contraente: Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz (istituzione regionale d'assicurazione della provincia della Renania), Düsseldorf.

(bb) Se l'interessato è stato assicurato sotto la legislazione di uno Stato membro delle Comunità europee e

(aaa) risiede nella Saar; oppure

(bbb) risiede fuori del territorio della Repubblica federale e l'ultimo contributo sotto la legislazione tedesca è stato pagato all'istituzione regionale di assicurazione della Saar, Dipartimento dell'assicurazione pensione dei lavoratori dipendenti: Landesversicherungsanstalt für das Saarland (istituzione regionale d'assicurazione della Saar), Saarbrücken.

(cc) Se l'ultimo contributo sotto la legislazione tedesca è stato pagato alla Seekasse (Cassa d'assicurazione dei marinai), ad Amburgo e alla Bundesbahnversicherungsanstalt (istituzione d'assicurazione delle ferrovie federali), a Francoforte sul Meno: l'istituzione alla quale è stato versato l'ultimo contributo.

(ii) se l'ultimo contributo sotto la legislazione tedesca è stato pagato all'assicurazione pensione degli impiegati:

Bundesversicherungsanstalt für Angestellte (assicurazione federale per gli impiegati), a Berlino, oppure
se si tratta di marinai:
Seekasse (Cassa d'assicurazione dei marinai), Amburgo.

(iii) Se l'ultimo contributo sotto la legislazione tedesca è stato pagato all'assicurazione pensione dei minatori, e se - sulla sola base di periodi d'assicurazione compiuti nella Repubblica Federale e del conteggio dei periodi di assicurazione negli altri Stati, in conformità all'articolo 28 della Convenzione, - il tirocinio richiesto è compiuto e considerato come compiuto in vista della concessione di una pensione di minatore in ragione di una diminuzione della capacità per lavori in miniera:
Bundesknappschaft (istituzione federale di assicurazione per i minatori), Bochum.

3. Assicurazione pensione complementare dei lavoratori della siderurgia

Landesversicherungsanstalt für das Saarland (Istituzione regionale d'assicurazione della Saar), Saarbrücken.

B. Prestazioni di disoccupazione e prestazioni familiari

Bundesanstalt für Arbeit (Istituto federale del Lavoro), Norimberga.

Grecia

1. Malattia , maternità, vecchiaia, invalidità, morte (pensioni), assegni di morte:
   - Istituto di sicurezza sociale (I.K.A.), Atene.

   Per certe categorie di lavoratori indipendenti:

   l'organismo presso cui sono assicurati conformemente alla legislazione greca.

2. Prestazioni di disoccupazione e assegni familiari:
   - Servizio per l'occupazione della manodopera (OAED), Atene.

Islanda

Per tutti i settori di assicurazione:

- a livello nazionale:

  Tryggingastofnun Stefiun rikisins (Amministrazione nazionale delle assicurazioni).

- a livello locale:

  le autorità locali, ad eccezione del settore malattia, per il quale sono competenti le casse locali pubbliche di assicurazione-malattia, e disoccupazione, per la quale è competente la Tryggingastofnun Stefiun rikisins (l'amministrazione nazionale delle assicurazioni per conto del Atvinnu Leysistryggingasjod-dor (Fondo disoccupazione).

Irlanda

1. **Prestazioni in natura:**

Eastern Health Board, 1 James' Street, Dublin 8 ;
Midland Health Board, Arden Road, Tullamore, Offaly ;
Mid-Western Health Board, [31-33 Catherine Street] ;
North-Eastern Health Board, Ceannanus Mor, Co. Meath ;
North-Western Health Board, Manorhamilton, Co. Leitrim ;
South-Eastern Health Board, Arus Slainte, Patrick Street, Kilkenny ;
Western Health Board, Merlin Park, Galway ;
Southern Health Board, [Cork Farm Centre, Dennehy's Cross, Cork].

2. Prestazioni in denaro:

a) Prestazioni di disoccupazione: Ministro della Protezione Sociale, Dublino 1, che comprende i carichi delle prestazioni di disoccupazione;
b) Altre prestazioni in denaro: Ministero della Protezione Sociale, Dublino 1.

Italia

1. Malattia - maternità

(a) in caso di tubercolosi:
i servizi provinciali dell'Istituto Nazionale della previdenza sociale (I.N.P.S.)

(b) in caso di altre malattie e di maternità:

- in linea generale: Istituto nazionale per l'assicurazione contro le malattie (I.N.A.M.),
- per la provincia di Bolzano: Cassa mutua di malattia di Bolzano, e
- per la provincia di Trento: Cassa mutua di malattia di Trento,

- l'organismo assicuratore al quale l'interessato è affiliato.

2. Infortuni sul lavoro e malattie professionali

I servizi provinciali dell'Istituto nazionale per l'assicurazione contro gli infortuni sul lavoro (I.N.A.I.L.).

3. Invalidità, vecchiaia, morte

(a) in linea generale: i servizi provinciali dell'Istituto nazionale della Previdenza sociale (I.N.P.S.);

(b) negli altri casi: gli organismi assicuratori.

4. Assegni di morte

Le istituzioni indicate ai numeri 1,2,3 secondo il caso.

5. Disoccupazione

(a) in linea generale: i servizi provinciali dell'Istituto nazionale della previdenza sociale (I.N.P.S.);

(b) per i giornalisti: Istituto nazionale di previdenza per i giornalisti italiani "G. Amendola", Roma.

Lussemburgo

1. Malattia - maternità

(a) Cassa di malattia alla quale la persona è affiliata in seguito alla sua attività professionale e alla quale era affiliata per ultimo;

(b) Ai sensi del paragrafo 3 dell'articolo 24 della Convenzione, la Cassa Nazionale di assicurazione-malattia degli operai, Lussemburgo.

2. Invalidità - vecchiaia - morte (pensioni)

(a) Istituto d'assicurazione contro la vecchiaia e l'invalidità, Lussemburgo, se si tratta di un operaio.

(b) Cassa pensione degli impiegati privati, Lussemburgo, se si tratta di un'impiegato dipendente e di un lavoratore intellettuale indipendente.

(c) Cassa pensione degli artigiani, dei commercianti e degli industriali, Lussemburgo, se si tratta di una persona indipendente che esercita un'attività artigianale, commerciale e industriale.

(d) Cassa pensione agricola, Lussemburgo, se si tratta di una persona che esercita un'attività professionale agricola per proprio conto.

3. Infortuni sul lavoro e malattie professionali

(a) Associazione di assicurazione contro gli infortuni , sezione agricola, Lussemburgo, se si tratta di lavoratori agricoli e di persone che esercitano per proprio conto un'attività professionale agricola come pure dei membri della famiglia di queste ultime.

(b) Associazione d'assicurazione contro gli infortuni, sezione industriale, in tutti gli altri casi d'assicurazione obbligatoria e facoltativa.

4. Disoccupazione

Amministrazione dell'impiego Lussemburgo.

5. Prestazioni familiari

(a) Cassa di assegni familiari degli operai presso l'Istituto d'assicurazione vecchiaia e invalidità, Lussemburgo, se si tratta di affiliati di questo istituto.

(b) Cassa di assegni familiari degli impiegati presso la Cassa di pensione degli impiegati privati, Lussemburgo, se si tratta di impiegati dipendenti che dipendono da questa cassa.

(c) Cassa di assegni familiari dei non dipendenti, Lussemburgo, in tutti gli altri casi.

6. Assegni di morte

Istituzioni menzionate ai punti 1 (a), 2 e 3, a seconda che si tratti di una prestazione dell'uno o dell'altro di tali regimi.

Malta

The Department of Social Services (Dipartimento dei Servizi Sociali).

Paesi Bassi

1. Malattia - maternità

(a) Prestazioni in natura: (Cassa Malattia) Ziekenfonds alla quale l'interessato è affiliato.

(b) Prestazioni in contanti: (Associazione professionale), Bedrijfsvereniging alla quale è affiliato il datore di lavoro dell'assicurato.

2. Invalidità

(a) Quando l'interessato ha parimenti un diritto a prestazioni in virtù della sola legislazione olandese, al di fuori del-

l'applicazione della Convenzione:

Bedrikfsvereniging (Associazione professionale), alla quale è affiliato il datore di lavoro dell'assicurato.

(b) in tutti gli altri casi: Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging (Nuova associazione professionale generale), Amstelveen.

3. Vecchiaia - morte (pensioni)

Sociale Verzekeringsbank (Banca delle assicurazioni sociali), Amsterdam.

4. Disoccupazione

(a) prestazioni dell'assicurazione - disoccupazione: Bedrijfsvereniging (Associazione professionale) alla quale è affiliato il datore di lavoro.

(b) Prestazioni dei poteri pubblici:
l'amministrazione comunale del luogo di residenza.

5. Prestazioni familiari

(a) quando il beneficiario risiede nei Paesi Bassi: il Consiglio del lavoro (Raad van Arbeid) nella giurisdizione del quale egli ha la sua residenza;

(b) quando il beneficiario risiede fuori dei Paesi Bassi, ma il suo datore di lavoro risiede o ha la sua sede nei Paesi Bassi: Raad van Arbeid (Consiglio del lavoro) nella giurisdizio-

[illegible]
ne del quale il datore di lavoro risiede o ha la sua sede;

(c) in tutti gli altri casi: Sociale Verzekeringsbank (Banca delle assicurazioni sociali), Amsterdam.

Norvegia

1. Malattia - maternità

Uffici locali di assicurazione.

2. Invalidità - vecchiaia e superstiti

Rikstrygdeverket (Istituto nazionale d'assicurazione).

3. Vecchiaia - invalidità e superstiti (pensioni) dei marinai
Pensjonstrygden for sjomenn (Assicurazione-pebsione dei marinai).

4. Vecchiaia - invalidità e superstiti (pensioni) dei farmacisti
Statens Pensjonskasse (Fondi di pensione dello Stato).

5. Vecchiaia - invalidità e superstiti (pensioni) degli infermieri
Kommunal Landspensjonskasse

6. Prestazioni familiari (assegni familiari)
Uffici locali di assicurazione.

7. Disoccupazione

Direzione del lavoro

Portogallo

1. Malattia, maternità e prestazioni familiari
   - Centro regionale di sicurezza sociale di iscrizione del beneficiario.

2. (a) Invalidità, vecchiaia e morte
   - Centro nazionale delle pensioni, Lisbona.

   (b) Invalidità, vecchiaia e morte del regime speciale di previdenza dei lavoratori agricoli
   - Centro regionale di sicurezza sociale del luogo della Casa del Popolo a cui l'interessato appartiene.

3. Infortuni sul lavoro e malattie professionali
   - Cassa Nazionale di assicurazione delle malattie professionali, Lisbona.

4. Disoccupazione

   (a) verifica delle condizioni relative alla disoccupazione (p.e. qualificazione, controllo della situazione, prolungamento dei periodi di concessione)
   -Centro d'impiego del luogo di residenza del lavoratore.

   (b) verifica della situazione contributiva, procedura a pagamento degli assegni di disoccupazione, ecc.
   - Centro speciale di sicurezza sociale del luogo di residenza del lavoratore.

Svezia

1. Disoccupazione
   (a) Prestazioni di sostegno in denaro:
   Erkänd Arbeslösbetskassa (Cassa di disoccupazione riconosciuta)
   (b) indennità versate in denaro
   (Comitato regionale della manodopera)

2. Tutte le altre prestazioni di sicurezza sociale e i fondi regionali di assicurazione pubblica.

Svizzera

1. Malattia - maternità

Casse malattia che figurano in una lista da stabilire al momento della ratifica della Convenzione.

2. Invalidità - vecchiaia - morte (pensioni)

(a) Cassa di compensazione di assicurazione - vecchiaia, superstiti e invalidità alla quale l'interessato è affiliato per ultimo , allorché risiede in Svizzera;

(b) Cassa svizzera di compensazione , Ginevra, quando l'interessato risiede fuori della Svizzera.

3. Infortuni sul lavoro e malattie professionali

Agenzia di circoscrizione della Cassa nazionale svizzera di assicurazione in caso di infortuni alla quale il datore di lavoro dell'interessato è affiliato.

4. Disoccupazione

Cassa di assicurazione disoccupazione alla quale l'interessato è affiliato o era affiliato per ultimo.

5. Prestazioni familiari

Cassa di assegni familiari alla quale l'interessato è affiliato o era affiliato per ultimo.

Turchia

(a) Per l'applicazione della legislazione che concerne le assicurazioni sociali dei lavoratori dipendenti (malattia, maternità, invalidità, vecchiaia e morte, infortuni sul lavoro e malattie professionali:

Istituzione delle assicurazioni sociali (SSK);

(b) per l'applicazione della legislazione che concerne le assicurazioni sociali dei lavoratori indipendenti e delle professioni liberali (invalidità, vecchiaia e morte):

Istituzione delle Assicurazioni Sociali dei Lavoratori Indipendenti e delle Professioni Liberali (BAG-KUR).

Regno Unito

L'autorità competente che è indicata all'Allegato 1 dell'Accordo.

A L L E G A T O 3

(Articolo 1, capoverso (k) e (l), della Convenzione e articolo 4, paragrafo 3, dell'Accordo)

Istituzioni del luogo di residenza e istituzioni del luogo di soggiorno

Austria

1. Malattia

   Gebietskrankenkasse für Arbeiter und Angestellte (Cassa regionale dell'assicurazione malattia per lavoratori ed impiegati) che è territorialmente competente per il luogo di residenza e il luogo di soggiorno del beneficiario.

2. Infortuni sul lavoro e malattie professionali

   (a) Gebietskrankenkasse für Arbeiter und Angestellte (Cassa regionale dell'assicurazione malattia per lavoratori ed impiegati) che è territorialmente competente per il luogo di residenza e il luogo di soggiorno del beneficiario, purché si tratti del servizio di prestazioni in natura e di prestazioni in contanti (escluse le rendite e l'assegno di morte);

   (b) Allgemeine Unfallversicherungsanstalt (Ufficio generale dell'assicurazione infortuni) a Vienna, purché si tratti del servzio di prestazioni in contanti (escluse le presta-

zioni in contanti ai sensi del capoverso (a))
e purché si tratti dell'applicazione dell'articolo 68
dell'Accordo.

3. Disoccupazione

Arbeitsamt (Ufficio dell'occupazione) che è competente per il luogo di residenza e il luogo di soggiorno del beneficiario.

4. Prestazioni familiari

Finanzamt (Servizio delle finanze) che è competente per il luogo di residenza e il luogo di soggiorno del beneficiario.

<u>**Belgio**</u>

I. Per le istituzioni del luogo di residenza

1. Malattia - maternità

(a) Applicazione degli articoli 17, 19, 22, 25, 27, 29 dell'Accordo: gli organismi assicuratori.

(b) Applicazione dell'articolo 29 dell'Accordo:

(i) in linea generale: gli organismi assicuratori;

(ii) per i marinai: la Cassa di soccorso e di previdenza in favore dei marinai che navigano sotto bandiera belga ad Anversa e gli organismi assicuratori.

2. Invalidità

(a) Invalidità generale (operai, impiegati, lavoratori indipendenti, minatori, nella misura in cui questi ultimi non hanno diritto ad un regime speciale): Istituto nazionale di assicurazioni malattia-invalidità, a Bruxelles, congiuntamente agli organismi assicuratori.

(b) Invalidità speciale dei minatori: Fondo nazionale di pensione dei minatori, Bruxelles.

(c) Invalidità dei marinai: Cassa di soccorso e di previdenza in favore dei marinai che navigano sotto bandiera belga, Anversa.

3. Vecchiaia - morte (pensioni)

(a) lavoratori dipendenti: Ufficio nazionale delle pensioni, Bruxelles;

(b) lavoratori indipendenti:

[Istituto nazionale di assicurazioni sociali per lavoratori indipendenti, Bruxelles.]

4. Infortuni sul lavoro

Gli organismi assicuratori.

5. Malattie professionali

Fondo delle malattie professionali, Bruxelles.

6. Disoccupazione

(a) in linea generale: Ufficio nazionale dell'Occupazione, Bruxelles;

(b) per i marinai: Consorzio dei marinai della marina mercantile, Anversa.

7. Prestazioni familiari

(a) dipendenti: Ufficio nazionale di assegni familiari per lavoratori dipendenti, Bruxelles;

(b) indipendenti: Istituto nazionale di assicurazioni sociali per lavoratori indipendenti, Bruxelles.

8. Assegni di morte

Gli organismi assicuratori congiuntamente all'Istituto nazionale di assicurazioni malattia-invalidità.

II. Per le istituzioni del luogo di soggiorno

1. Malattia-maternità

Istituto nazionale di assicurazioni malattia-invalidità tramite organismi assicuratori.

2. Infortuni sul lavoro

Istituto nazionale di assicurazioni malattia-invalidità tramite organismi assicuratori.

3. Malattie professionali

Fondo delle malattie professionali , Bruxelles.

<u>Cipro</u>

The Department of Social Insurance of the Ministry of Labour and Social Insurance (Dipartimento delle assicurazioni sociali presso il Ministero del Lavoro e delle Assicurazioni sociali).

<u>Danimarca</u>

1. Malattia

[Il Dipartimento degli affari sociali e della salute della località di residenza]

2. Maternità

(a) Prestazieni in natura:

(b) prestazieni in contanti:

[Il Dipartimento degli affari sociali e della salute della località di residenza]

3. Invalidità, pensieni di vecchiaia e ai superstiti

[Il Dipartimento degli affari sociali e della salute della località di residenza]

4. Pensiene supplementare dell'occupaziene

Labeur Market Supplementary Pensien Beard (Ufficie di pensiene supplementare dell'occupaziene), Hillerød.

5. Infertuni sul lavere e malattie prefessienali

[Ufficio nazionale della sicurezza sociale, Copenaghen]

6. Morte

[Il Dipartimento degli affari sociali e della salute dalla località di residenza]

7. Disoccupaziene

Direziene del lavere , Copenaghen.

8. Prestazioni familiari

Il Dipartimento degli affari sociali e della salute della località di residenza

Francia

I. METROPOLI

A. Lavoratori dipendenti

1. regime generale

(a) prestazioni delle assicurazioni malattia, maternità, morte (capitale), infortunio sul lavoro e malattia professionale (inabilità temporanea)

- Cassa primaria di assicurazione malattia;

(b) pensioni di invalidità

- Cassa primaria di assicurazione malattia, salvo in caso di residenza o di soggiorno;

(i) nella regione parigina: Cassa regionale di assicurazione malattia di Parigi

(ii) nella regione di Strasburgo: Cassa regionale di assicurazione malattia di Strasburgo.

(c) prestazioni dell'assicurazione vecchiaia: la cassa liquidatrice può essere:

- Cassa regionale di assicurazione malattia (sezione vecchiaia)
- Cassa regionale di assicurazione vecchiaia dei lavoratori dipendenti di Strasburgo
- Cassa nazionale d'assicurazione vecchiaia dei lavoratori dipendenti a Parigi.

(d) Infortunio sul lavoro e malattia professionale (inabilità permanente)

(i) rendita e maggiorazione di rendita per i rischi sopravvenuti dopo il primo gennaio 1947:

- Cassa primaria di assicurazione malattia

(ii) rendita per il rischio sopravvenuto anteriormente al primo gennaio 1947: il datore di lavoro o l'assicuratore sostituto

(iii) maggiorazione di rendita per il rischio sopravvenuto anteriormente al 1° gennaio 1947: Cassa dei depositi e prestiti.

(e) disoccupazione

- la Direzione dipartimentale del lavoro e della mano d'opera.

(f) prestazioni familiari

- la Cassa di assegni familiari.

2. regime agricolo

(a) prestazioni dell'assicurazione malattia maternità morte (capitale) invalidità prestazioni familiari:

- Cassa dipartimentale di mutua sociale agricola.

(b) prestazioni dell'assicurazione vecchiaia:

- Cassa centrale di mutuo soccorso agricolo.

(c) rendite per infortunio sul lavoro e malattia professionale

- il datore di lavoro o l'assicuratore sostituto.

(d) disoccupazione

- Direzione dipartimentale del lavoro e della mano d'opera.

3. regime minerario

(a) prestazioni in caso di malattia, maternità, morte (assegno) inabilità temporanea a seguito di un infortunio sul lavoro e di una malattia professionale

- la Società di soccorso minerario.

(b) prestazioni per invalidità , vecchiaia

- la Cassa autonoma nazionale di sicurezza sociale nelle miniere a Parigi

(c) infortunio sul lavoro e malattia professionale

(i) per il rischio sopravvenuto dopo il 1° gennaio 1947

- rendite
- maggiorazione di rendite
- l'Unione regionale delle società di soccorso minerario

(ii) per il rischio sopravvenuto anteriormente al 1° gennaio 1947:

- rendite
- il datore di lavoro o l'assicuratore sostituto
- maggiorazione di rendite
- la Cassa dei depositi e prestiti.

(d) disoccupazione

- la Direzione dipartimentale del lavoro e della mano d'opera

4. regime dei marinai

(a) malattia, maternità, infortunio sul lavoro, pensione al superstite di un invalido o di una vittima di un infortunio sul lavoro, assegno di morte:

- la sezione "Cassa generale di previdenza dei marinai" del settore degli affari marittimi.

(b) vecchiaia, morte (pensioni)

- la sezione "Cassa di pensioni dei marinai" del settore degli affari marittimi ,
- l'agente assegnatario nello Stato membro in cui risiede il beneficiario.

(c) disoccupazione

- la Direzione dipartimentale del lavoro e della mano d'opera

(d) prestazioni familiari

- Cassa nazionale di assegni familiari dei marinai del commercio
- Cassa nazionale di assegni familiari della pesca marittima

B. Lavoratori non dipendenti delle professioni non agricole

(a) Malattia - maternità - infortuni:

l'organismo convenzionato (Mutua o Compagnia di assicurazione abilitata dalla Cassa nazionale e convenzionata dalla Cassa mutua agricola).

(b) Invalidità - vecchiaia e superstiti - morte (capitale):

Cassa interprofessionale locale o la Cassa professionale dell'organizzazione autonoma dell'assicurazione vecchiaia

delle professioni artigianali;

Cassa nazionale dell'Avvocatura francese

(c) Vecchiaia e superstiti:

Cassa interprofessionale locale e la Cassa professionale dell'organizzazione autonoma dell'assicurazione vecchiaia delle professioni industriali e commerciali;

Sezione professionale dell'organizzazione autonoma dell'assicurazione vecchiaia delle professioni liberali.

(d) Prestazioni familiari:

Cassa di assegni familiari.

C. Lavoratori non dipendenti delle professioni agricole

(a) Malattia - maternità - infortuni sul lavoro - invalidità:

la società e la cassa locale e l'organismo di assicurazione;

Unione dipartimentale mutua;

Direzione dipartimentale del gruppo delle assicurazioni malattia, per i coltivatori agricoli e la compagnia d'assicurazione che rappresenta tale gruppo.

(b) Vecchiaia e pensione al superstite, prestazioni familiari:

Cassa dipartimentale di mutua sociale agricola.

II. DIPARTIMENTI D'OLTRE MARE

A. Lavoratori dipendenti assoggettati ai seguenti regimi:

1. generale
2. agricolo
3. minerario

(a) tutti i rischi, salvo la disoccupazione e l'aiuto sono concepiti sotto forma di depositi dipendenti dalla Direzione dipartimentale del lavoro e della mano d'opera
- Cassa generale di sicurezza sociale;

(b) prestazioni familiari
- Cassa dipartimentale di assegni familiari

4. marinai

(a) pensioni di invalidità e di vecchiaia: la sezione della "Cassa generale di previdenza dei marinai" e la Cassa di pensione dei marinai del deposito di immatricolazione secondo i rischi;

(b) prestazioni familiari: Cassa dipartimentale di assegni familiari.

B. Lavoratori non dipendenti delle professioni non agricole

(a) Malattia:
L'organismo competente è in corso di creazione.

(b) Invalidità - morte (capitale):

L'organismo competente è in corso di creazione.

(c) Invalidità - morte (capitale) - vecchiaia e superstiti:

Cassa autonoma nazionale di compensazione dell'assicurazione vecchiaia artigianale (C.A.N.C.A.V.A.), Parigi.

Cassa nazionale dell'Avvocatura francese, Parigi.

(d) Vecchiaia e morte:

Cassa interprofessionale di assicurazione vecchiaia degli industriali e dei commercianti d'Algeria e d'Oltre mare (C.A.V.I.C.O.R.G.), Parigi.

Sezione professionale di ciascuna professione per le professioni liberali.

(e) Prestazioni familiari:

la Cassa dipartimentale di assegni familiari

C. Lavoratori non dipendenti delle professioni agricole

Malattia - maternità - vecchiaia:

Cassa generale di sicurezza sociale del regime generale.

Prestazioni familiari:

la Cassa dipartimentale di assegni familiari.

Repubblica federale di Germania

1. Malattia

(a) Per tutti i casi (a eccezione dell'applicazione dell'articolo 20, paragrafo 2 della Convenzione e dell'articolo 17 dell'Accordo):

(i) Allgemeine Ortskrankenkasse (Cassa generale locale di assicurazione malattia) che è competente per il luogo di residenza e di soggiorno del beneficiario e nel caso in cui in questo luogo non esista una tale istituzione:

(ii) Landkrankenkasse (Cassa rurale dell'assicurazione malattia) che è competente per il luogo di residenza e di soggiorno del beneficiario;

(iii) per quanto riguarda i minatori e i membri della loro famiglia, l'istituzione competente è la Bundesknappschaft (Istituzione federale di assicurazione dei minatori), Bochum.

(b) Per l'applicazione dell'articolo 20, paragrafo 2 della Convenzione e dell'articolo 17 dell'Accordo:

(i) l'istituzione presso la quale il lavoratore è stato assicurato per ultimo; quando una tale istituzione non esiste, e se l'interessato è stato assicurato per ultimo presso la Cassa generale locale di assicurazione malat-

tia, e una cassa rurale di assicurazione malattia, e ancora, presso l'istituzione federale di assicurazione per i minatori;

(ii) l'istituzione competente del luogo di residenza e di soggiorno del beneficiario nell'accezione indicata al capoverso (a) di cui sopra.

2. Infortuni

(a) Per le prestazioni in natura, eccette quelle relative a speciali interventi terapeutici (Heilverfahren) a carico delle associazioni professionali dei datori di lavoro (Berufsgenossenschaften) ivi compreso l'intervento del medico incaricato delle prime constatazioni ufficiali in otorinolaringologia e in oftalmologia, le protesi e gli apparecchi; prestazioni in contanti (ad eccezione delle rendite, maggiorazioni per terze persone (Pflegegeld) e assegni alla morte):

(i) Allgemeine Ortskrankenkasse (Cassa generale locale di assicurazione malattia) competente per il luogo di residenza di soggiorno del beneficiario;

Nel caso in cui questa istituzione non esista:

(ii) Landkrankenkasse (Cassa rurale di assicurazione malattia) competente per il luogo di residenza e di soggiorno del beneficiario;

(iii) se si tratta di minatori e di membri della loro famiglia: Bundesknappschaft (Istituzione federale di assicurazione per i minatori), Bochum.

(b) per le prestazioni in natura e in contanti, escluse quelle previste al capoverso (a) di cui sopra, e nel caso di applicazione dell'articolo 68 dell'Accordo:

Hauptverband der gewerblichen Berufsgenossenschaften (Federazione centrale delle Associazioni professionali dei datori di lavoro dell'industria), Bonn.

3. Assicurazione pensioni

(a) Assicurazione pensione dei lavoratori dipendenti

(i) relazioni con i Paesi Bassi:
Landesversicherungsanstalt Westfalen (Istituzione regionale di assicurazione della Westfalia), Münster;

(ii) relazioni con il Belgio:

Landesvericherungsanstalt Rheinprovinz (Istituzione regionale di assicurazione della provincia della Renania), Düsseldorf;

(iii) relazioni con l'Italia:
Landesversicherungsanstalt Schwaben (Istituzione regionale di assicurazione della Svevia), Augsburg;

(iv) relazioni con la Francia e il Lussemburgo:

Landesverischerungsanstalt Rheinland - Pfalz (Istituzione regionale di assicurazione della Renania-Palatinato), Speyer;

(v) relazioni con l'Austria:

Landesversicherungsanstalt Oberbayern (Istituzione regionale di assicurazione dell'Alta Baviera), Monaco;

(vi) relazioni con la Svizzera:

Landesverischerungsanstalt Baden (Istituzione regionale d'assicurazione del Baden), Karlsruhe;

(vii) relazioni con la Danimarca:

Landesversicheringsanstalt Schleswig-Holstein (Istituzione regionale di assicurazione dello Schleswig-Holstein), Lubecca;

(viii) relazioni con il Regno Unito:

Landesverischerungsanstalt Freie und Hansestadt Hamburg (Istituzione regionale di assicurazione della città libera e anseatica di Amburgo), Amburgo;

(ix) relazioni con la Turchia:

Landesversicherungsanstalt Oberfranken und Mittelfranken (Istituzione regionale di assicurazione della Franconia Superiore e della Franconia centrale), Bayreuth;

(x) relazioni con un'altra Parte Contraente:

Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz (Istituzione regionale d'assicurazione della provincia della Renania), Düsseldorf.

(b) Assicurazione pensione degli impiegati:

Bundesversicherungsanstalt für Angestellte (Istituzione federale di assicurazione per gli impiegati), Berlino.

(c) Assicurazione pensione dei minatori:

Bundesknappschaft (Istituzione federale d'assicurazione per i minatori), Bochum.

4. Prestazioni di disoccupazione e prestazioni familiari

Arbeitsamt (Ufficio del lavoro) competente per il luogo di residenza o di soggiorno del beneficiario.

Grecia

Le istituzioni indicate all'Allegato II dell'Accordo.

Islanda

Le istituzioni indicate all'Allegato II dell'Accordo.

Irlanda

L'istituzione indicata all'Allegato II dell'Accordo.

Italia

1. Malattia - maternità

(a) In caso di tubercolosi:

i servizi provinciali dell'Istituto nazionale della Previdenza sociale (I.N.P.S.);

(b) in caso di altre malattie e di maternità:

- in linea generale:

i servizi provinciali dell'Istituto nazionale per l'Assicurazione contro le malattie (I.N.A.M.), e

per la provincia di Bolzano: la Cassa mutua di malattia di Bolzano,

per la provincia di Trento: la Cassa mutua di malattia di Trento

negli altri casi: l'organismo assicuratore.

2. Infortuni sul lavoro e malattie professionali

I servizi provinciali dell'Istituto nazionale per l'assicurazione contro gli infortuni del lavoro (I.N.A.I.L.).

3. Invalidità, vecchiaia, morte

(a) in linea generale:

i servizi provinciali dell'Istituto nazionale della previdenza sociale (I.N.P.S.),

(b) negli altri casi:

gli organismi assicuratori.

4. Assegni di morte

Le istituzioni indicate ai numeri 1, 2, 3 a seconda del caso.

5. Disoccupazione

(a) in linea generale:
i servizi provinciali dell'Istituto nazionale della previdenza sociale (I.N.P.S.);

(b) per i giornalisti:
l'Istituto nazionalo di previdenza per i giornalisti italiani "G. Amendola", Roma.

6. Prestazioni familiari

Le istituzioni indicato al numero 5.

<u>Lussemburgo</u>

1. Malattia - maternità

(a) Ai sensi degli articoli 20, 21, 23 e 24, paragrafi 2, 4, 6 e 7

della Convenzione: la Cassa nazionale di assicurazione malattia degli operai, Lussemburgo.

(b) ai sensi dell'articolo 24, paragrafo 1 della Convenzione: la Cassa di malattia competente che segue la legislazione lussemburghese per la pensione parziale lussemburghese.

Invalidità - vecchiaia - morte (pensioni)

(a) Istituto d'assicurazione contro la vecchiaia e l'invalidità, Lussemburgo, se si tratta di un operaio.

(b) Cassa di pensioni degli impiegati privati, Lussemburgo, se si tratta di un impiegato dipendente e di un lavoratore intellettuale indipendente.

(c) Cassa di pensioni degli artigiani, dei commercianti e degli industriali, Lussemburgo, se si tratta di una persona che esercita per proprio conto un'attività artigianale, commerciale e industriale.

(d) Cassa di pensioni agricole , Lussemburgo, se si tratta di una persona che esercita un'attività professionale agricola per proprio conto.

3. Infortuni sul lavoro e malattie professionali

(a) Associazione di assicurazione contro gli infortuni, sezione agricola, Lussemburgo, se si tratta di lavoratori agricoli e di persone che esercitano per proprio conto un'attività professionale agricola come pure i membri della famiglia di questi ultimi.

(b) Associazione d'assicurazione contro gli infortuni, sezione industriale, in tutti gli altri casi di assicurazione obbligatoria e facoltativa.

4. Disoccupazione

Amministrazione dell'occupazione, Lussemburgo.

5. Prestazioni familiari

(a) Cassa di assegni familiari degli operai presso l'istituto di assicurazione contro la vecchiaia e l'invalidità, Lussemburgo, se si tratta di persone che, lavorando in Lussemburgo, vi sarebbero affiliate.

(b) Cassa di assegni familiari degli impiegati presso la Cassa di pensione degli impiegati privati, Lussemburgo, se si tratta di persone che, lavorando in Lussemburgo, vi sarebbero affiliate.

(c) Cassa di assegni familiari dei non dipendenti, Lussemburgo, in tutti gli altri casi.

Malta

The Department of Social Services (Dipartimento dei Servizi sociali), Malta.

Paesi Bassi

1. Malattia - maternità - infortuni sul lavoro - malattie professionali

(a) prestazioni in natura

(i) istituzioni del luogo di residenza:
una delle casse di malattia competenti per il luogo di residenza, a scelta dell'interessato;

(ii) istituzioni del luogo di soggiorno:
Algemeen Nederlands Onderling Ziekenfonds (Cassa mutua generale di malattia dei Paesi Bassi), Utrecht.

(b) prestazioni in contanti:
Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging (Nuova Associazione professionale generale), Amsterdam.

2. Invalidità

(a) Quando l'interessato ha ugualmente un diritto a prestazioni in virtù della sola legislazione olandese, al di là dell'applicazione della Convenzione:
Bedrijfsvereniging (Associazione professionale) competente.

(b) In tutti gli altri casi:
Nieuwe Algemene Bedrijsvereniging (Nuova Associazione professionale generale), Amsterdam.

3. Vecchiaia e morte (pensioni)

Per l'applicazione dell'articolo 45 dell'Accordo:
Sociale Verzekeringsbank (Banca delle assicurazioni sociali), Amsterdam.

4. Disoccupazione

(a) Prestazioni dell'assicurazione-disoccupazione:
Nieuwe Algemene Bedrijsvereniging (Nuova Associazione professionale generale), Amsterdam.

(b) Prestazioni a carico dei poteri pubblici:
L'amministrazione comunale del luogo di residenza o di soggiorno.

5. Prestazioni familiari

Raad van Arbeid (Consiglio del lavoro), competente per il luogo di residenza.

Norvegia

Gli uffici locali di assicurazione (per tutti i settori ad eccezione delle prestazioni di disoccupazione);

assicurazione disoccupazione: gli Uffici del lavoro delle Contee, gli Uffici locali del lavoro e gli Uffici dei marittimi.

Portogallo

1. Malattia, maternità e prestazioni familiari
   - Centro regionale di sicurezza sociale di iscrizione del beneficiario.

2. (a) Invalidità, vecchiaia e morte
   - Centro nazionale delle pensioni, Lisbona.

   (b) Invalidità, vecchiaia e morte del regime speciale di previdenza dei lavoratori agricoli
   - Centro regionale di sicurezza sociale del luogo della Casa del Popolo a cui l'interessato appartiene.

3. Infortuni sul lavoro e malattie professionali
   - Cassa Nazionale di assicurazione delle malattie professionali, Lisbona.

4. Disoccupazione

(a) verifica delle condizioni relative alla disoccupazione (p.e. qualificazione, controllo della situazione, prolungamento dei periodi di concessione)
-Centro d'impiego del luogo di residenza del lavoratore.

(b) verifica della situazione contributiva, procedura a pagamento degli assegni di disoccupazione, ecc.
- Centro speciale di sicurezza sociale del luogo di residenza del lavoratore.

Svezia

Le istituzioni indicate nell'Allegato II dell'Accordo.

Svizzera

1. Malattia - maternità

Le casse malattia riconosciute che figurano in una lista da redigere al momento della ratifica della Convenzione.

2. Invalidità - vecchiaia - morte (pensione)

Cassa svizzera di compensazione, Ginevra.

3. Infortuni sul lavoro e malattie professionali

Agenzia circoscrizionale della Cassa nazionale svizzera di Assicurazione in caso di infortuni competente secondo il luogo di residenza e di soggiorno.

4. Disoccupazione

Cassa cantonale d'assicurazione disoccupazione competente in virtù del luogo di residenza e di soggiorno.

5. Prestazioni familiari

Cassa cantonale di compensazione competente in virtù del luogo di residenza e di soggiorno.

<u>Turchia</u>

Gli uffici regionali e agenzie delle Istituzioni indicate all'Allegato II dell'Accordo.

<u>Regno Unito</u>

Le autorità competenti indicate all'Allegato I dell'Accordo.

ALLEGATO 4

(Articolo 3, paragrafo 1 e Articolo 4, paragrafo 4
dell'Accordo)

Organismi di collegamento

Austria

1. Malattia, assicurazione infortuni e assicurazione pensioni e rendite

   Hauptverband der österreichischen Sozialversicherungsträger (Confederazione principale delle istituzioni di sicurezza sociale austriaca), Vienna.

2. Disoccupazione

   Bundesministerium für ~~xxxxxxx~~ soziale Verwaltung (Ministero federale degli Affari sociali), Vienna.

3. Prestazioni familiari

   Bundesministerium für Finanzen (Ministero federale delle Finanze), Vienna.

Belgio

A. Regime dei lavoratori dipendenti

1. Malattia-Maternità

   Istituto Nazionale di assicurazione malattia-invalidità

2. Invalidità

   a) invalidità generale: Istituto Nazionale di assicurazione-invalidità;

   b) invalidità speciale degli operai minatori: Fondo nazionale di pensione dei minatori.

3. Vecchiaia, morte (pensioni)

   a) Ufficio nazionale delle pensioni, Bruxelles

   b) Ufficio nazionale delle pensioni, Bruxelles

4. Incidenti sul lavoro e malattie professionali

   Ministero della Previdenza sociale

5. Assegni per morte

   Istituto nazionale di assicurazione malattia-invalidità

6. Disoccupazione

   Ufficio nazionale dell'impiego

7. Assegni familiari

   Ministero della previdenza sociale

B. Regime dei lavoratori indipendenti

1. Malattia - Invalidità

   Istituto nazionale di assicurazione malattia-invalidità

2. Vecchiaia - morte (pensioni)

   a) Istituto nazionale delle assicurazioni sociali per i lavoratori indipendenti (per l'instruzione delle domande)

   b) Ufficio nazionale delle pensioni, Bruxelles (per il pagamento delle prestazioni).

3. Assegni familiari

   Istituto nazionale delle assicurazioni sociali per i lavorator indipendenti.

Cipro

Direttore delle Assicurazioni sociali, Ministero del Lavoro e delle Assicurazioni sociali, Nicosia.

Danimarca

1. Malattia- maternità
   [Istituto nazionale di sicurezza sociale], Copenaghen
2. Invalidità - vecchiaia - morte (pensioni)
   [Istituto nazionale di sicurezza sociale], Copenaghen
3. Infortuni e malattie professionali
   [Istituto nazionale di sicurezza sociale], Copenaghen
4. Morte
   [Istituto nazionale di sicurezza sociale], Copenaghen
5. Disoccupazione
   Direzione del Lavoro, Copenaghen.
6. Prestazioni familiari
   [Istituto nazionale di sicurezza sociale], Copenaghen.

Repubblica Federale di Germania

1. Assicurazione malattia
   Bundesverband der Ortskrankenkassen (Associazione federale delle Casse locali di assicurazione malattia), Bonn - Bad Godesberg.

2. Assicurazione infortuni
   Hauptverband der gewerblichen Berufsgenossenschaften (Federazione centrale delle Associazioni professionali degli impiegati dell'industria), Bonn.

3. Assicurazione pensione dei lavoratori dipendenti

(a) Per l'applicazione dell'articolo 3, paragrafo 2 dell'Accordo:

Verband Deutscher Rentenversicherungsträger (Federazione delle Istituzioni tedesche di assicurazione pensione), Francoforte;

(b) Per gli altri casi:

(i) relazioni con i Paesi Bassi:

Landesverischerungsanstalt Westfalen (Istituzione regionale di assicurazione della Westfalia), Münster;

(ii) relazioni con il Belgio:

Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz (Istituzione regionale di assicurazione della provincia della Renania), Düsseldorf;

(iii) relazioni con l'Italia:

Landesverischerungsanstalt Schawaben (Istituzione regionale di assicurazione della Svevia) , Augsburg;

(iv) relazioni con la Francia e il Lussemburgo:

Landesversicherungsanstalt Rheinland - Pfalz (Istituzione regionale di assicurazione della Renania-Palatinato), Speyer;

(v) relazioni con l'Austria:

Landesversicherungsanstalt Oberbayern (Istituzione regionale di assicurazione dell'Alta Baviera), Monaco;

(vi) relazioni con la Svizzera:

Landesversicherungsanstalt Baden (Istituzione regionale di assicurazione del Baden), Karlsruhe;

(vii) relazioni con la Danimarca:

Landesversicherungsanstalt Schleswig-Holstein (Istituzione regionale d'assicurazione dello Schlewig-Holstein), Lubecca;

(viii) relazioni con il Regno Unito:

Landesversicherungsanstalt Freie und Hansestadt Hamburg (Istituzione regionale di assicurazione della città libera ed anseatica di Amburgo), Amburgo;

(ix) relazioni con la Turchia:

Landesversicherungsanstalt Oberfranken und Mittelfranken (Istituzione regionale di assicurazione della Franconia superiore e della Franconia centrale), Bayreuth;

(x) relazioni con un'altra Parte Contraente:

Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz (Istituzione regionale di assicurazione della provincia della Renania), Düsseldorf;

4. Assicurazione pensione degli impiegati

Bundesversicherungsanstalt für Angestellte (Istituzione federale

di assicurazione per gli impiegati), Berlino.

5. Assicurazione pensione dei minatori

Bundesknappschaft (Istituzione federale d'assicurazione per i minatori), Bochum.

6. Assicurazione pensione complementare dei lavoratori della siderurgia

Landesversicherungsanstalt für das Saarland - Abteilung Hütten knappschaftliche Zusatzversicherung (Istituzione regionale di assicurazione della Saar - Dipartimento dell'assicurazione pensione complementare dei lavoratori della siderurgia), Saarbrücken.

7. Assicurazione vecchiaia degli agricoltori

Gesamtverband der landwirtschaftlichen Alterskassen (Federazione delle Casse di pensioni di vecchiaia degli agricoltori), Kassel.

8. Prestazioni di disoccupazione e prestazioni familiari

Hauptstelle der Bundesanstalt für Arbeit (Ufficio centrale dell'Istituto federale del lavoro), Norimberga.

Francia

Centro di sicurezza sociale dei lavoratori emigranti,
Parigi.

Grecia

1. Malattia - maternità - vecchiaia - invalidità - morte (pensioni)
   Istituto di sicurezza sociale (IKA), Atene

2. Prestazioni di disoccupazione e assegni familiari
   Servizio dell'impiego della manodopera (OAED), Atene.

Islanda

L'istituzione indicata all'Allegato 1 dell'Accordo.

Irlanda

1. Prestazioni in natura
   An Roinn Slainte, baile atha cliath 1, (Ministero della Sanita, Dublino 1).

2. Prestazioni in contanti
   An Roinn Leasa shoisialaigh, baile atha cliath 1, (Ministero della Protezione sociale, Dublino 1).

Italia

1. Malattia (esclusa la tubercolosi) - maternità
   Istituto nazionale per l'assicurazione contro le malattie, (I.N.A.M.) , Roma.

2. Infortuni sul lavoro e malattie professionali

   Istituto nazionale per l'assicurazione contro gli infortuni del lavoro , (I.N.A.I.L.), Roma.

3. Invalidità, vecchiaia, morte, tubercolosi, disoccupazione, prestazioni familiari
   Istituto nazionale della Previdenza sociale, (I.N.P.S.),Roma.

Lussemburgo

Per l'applicazione dell'articolo 46 dell'Accordo, le istituzioni incaricate delle prestazioni della stessa natura nel paese di residenza (vedere Allegato 2).

In tutti gli altri casi, Ispettorato generale della Sicurezza sociale, Lussemburgo.

Malta

Il Dipartimento dei Servizi Sociali.

Paesi Bassi

1. Malattia - maternità - invalidità - infortuni sul lavoro e malattie professionali

   (a) prestazioni in natura:
   Ziekenfondsraad (Consiglio delle Casse di malattia), Amsterdam.

   (b) prestazioni in contanti:
   Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging (Nuova Associazione professionale generale), Amsterdam.

2. Vecchiaia - morte (pensioni) - prestazioni familiari

Sociale Verzekeringsbank (Banca delle assicurazioni sociali), Amsterdam.

Norvegia

Istituzione nazionale di assicurazione (per tutti i settori, ad eccezione della disoccupazione).

Disoccupazione: Direzione del Lavoro.

Portogallo

Cassa centrale di sicurezza sociale dei lavoratori migranti, Lisbona.

Svezia

1. Disoccupazione

Arbetsmarknadsstyrelsen (Ufficio nazionale dell occupazione), Stoccolma.

2. Tutti gli altri regimi di sicurezza sociale

Riksförsäkringsverket (Ufficio nazionale dell'assicurazione sociale), Stoccolma.

Svizzera

1. Malattia - maternità

   Ufficio federale delle assicurazioni sociali, Berna.

2. Invalidità - vecchiaia - morte (pensioni)

   Cassa svizzera di compensazione, Ginevra.

3. Infortuni sul lavoro e malattie professionali

   Cassa nazionale svizzera d'assicurazione in caso di infortuni, Lucerna.

4. Disoccupazione

   Ufficio federale dell'industria , delle Arti e Mestieri e del lavoro, servizio dell'assicurazione disoccupazione, Berna.

5. Prestazioni familiari

   Ufficio federale delle assicurazioni sociali, Berna.

Turchia

Le istituzioni indicate all'Allegato 2 dell'Accordo.

Regno Unito

Le autorità competenti menzionate all'Allegato 1 dell'Accordo.

A L L E G A T O 5

(Articolo 4, paragrafo 5, articolo 6, capoverso (b) e articolo 46, paragrafo 2, dell'Accordo)

Disposizioni di applicazione mantenute in vigore

I. DISPOSIZIONI DI CONCORDATI MULTILATERALI

Concordato per l'applicazione dell'Accordo del 13 febbraio 1961, concernente la sicurezza sociale dei battellieri xxxx del Reno;

[Concordato per l'applicazione della Convenzione di sicurezza sociale conclusa il 5 marzo 1981 tra la Danimarca, la Finlandia, l'Islanda, la Norvegia e la Svezia;]

Concordato per l'applicazione della Convenzione europea del 9 luglio 1956, concernente la sicurezza sociale dei lavoratori dei trasporti internazionali.

[Concordato del 28 marzo 1979 per l'applicazione della Convenzione di sicurezza sociale del 9 dicembre 1977 tra la Repubblica Federal di Germania, il Liechtenstein, l'Austria e la Svizzera.]

II. DISPOSIZIONI DI CONCORDATI BILATERALI

[Austria-Belgio

Concordato del 1° dicembre 1977 per l'applicazione della Convenzione di sicurezza sociale del 4 aprile 1977]

Austria-Francia

Concordato amministrativo del 1° settembre 1972 relativo alle modalità di applicazione della Convenzione generale di sicurezza sociale del 28 marzo 1971.

Austria-Repubblica Federale di Germania

Concordato del 22 dicembre 1966 per l'applicazione della Convenzione di sicurezza sociale del 22 dicembre 1966 [così come modificata dal primo Concordato complementare del 10 aprile 1969 e dal secondo Concordato complementare del 29 marzo 1974 e dal terzo Concordato complementare del 29 agosto 1980;]

[Concordato del 2 agosto 1979 per l'applicazione della Convenzione sull'assicurazione disoccupazione del 19 luglio 1978.]

[Austria-Grecia

Concordato del 17 gennaio 1980 per l'applicazione della Convenzione di sicurezza sociale del 14 dicembre 1979.]

Austria - Italia

Concordato amministrativo del 6 ottobre 1955 per l'applicazione della Convenzione relativa alle assicurazioni sociali del 30.12.1950

Austria-Lussemburgo

Concordato del 4 maggio 1972 relativo alle modalità di applicazione della Convenzione di sicurezza sociale.
Concordato complementare del 28 marzo 1979 al Concordato del 4 maggio 1972 relativo alle modalità di applicazione della Convenzione di sicurezza sociale.

Austria-Paesi Bassi

Concordato del 7 marzo 1974 per l'applicazione della Convenzione di sicurezza sociale.

Austria-Svezia

Concordato del 1° giugno 1976 per l'applicazione della Convenzione di sicurezza sociale [dell'11 novembre 1975.]

Austria-Svizzera

Concordato del 1° ottobre 1968 per l'applicazione della Convenzione di sicurezza sociale del 15 novembre 1967 così come modificata dal primo Concordato complementare del 2 maggio 1974 e dal secondo Concordato complementare del 1° febbraio 1979]

Austria-Turchia

Concordato del 24 febbraio 1977 per l'applicazione della Convenzione di sicurezza sociale del 12 ottobre 1966.

Austria-Regno Unito

Concordato del 10 novembre 1980 per l'applicazione della Convenzione di sicurezza sociale del 22 luglio 1980.]

Belgio-Austria

Vedere Austria-Belgio

Belgio-Grecia

Concordato amministrativo del 4 maggio 1970 relativo alle modalità di applicazione della Convenzione generale tra il Belgio e la Grecia di sicurezza sociale del 1° aprile 1958 modificato dalla Convenzione del 27 settembre 1967.

Belgio-Portogallo

Concordato amministrativo del 14 settembre 1970 relativo alle modalità di applicazione della Convenzione generale di sicurezza sociale nella redazione del Concordato amministrativo del 23 novembre 1976.

[Belgio-Svizzera

Concordato amministrativo del 30 novembre 1978 per l'applicazione della Convenzione di sicurezza sociale del 24 settembre 1975.]

Belgio - Turchia

Concordato amministrativo del 6 gennaio 1969 per l'applicazione della Convenzione generale di sicurezza sociale del 4 luglio 1966.

Cipro - Regno Unito

Concordato per l'applicazione della Convenzione di Sicurezza sociale concluso tra Cipro e il Regno Unito , del 6 ottobre 1969.

Danimarca - Svizzera

Concordato amministrativo del 23 giugno 1955 per l'applicazione della Convenzione relativa alle assicurazioni sociali del 21.5.1951.

Francia-Austria

Vedere Austria-Francia

Francia-Grecia

Concordato amministrativo del 15 maggio 1962 n. 1 concernente le modalità di applicazione della Convenzione generale di sicurezza sociale conclusa tra la Grecia e la Francia il 19 aprile 1958.

Concordato amministrativo del 15 maggio 1962 n. 2 concernente le modalità di applicazione della Convenzione generale di sicurezza sociale del 19.4.1958 (incidenti sul lavoro e malattie professionali).

Concordato amministrativo del 15 maggio 1962 n. 3 concernente le modalità di applicazione della Convenzione generale di sicurezza sociale del 19.4.1958.

Concordato amministrativo del 15 maggio 1962 n. 4 concernente le modalità di applicazione della Convenzione generale di sicurezza sociale del 19.4.1958.

Francia-Portogallo

Concordato amministrativo generale dell'11 settembre 1972.
Concordato amministrativo complementare n. 1 del 30 marzo 1977.
Concordato amministrativo complementare n. 2 del 13 febbraio 1976.
Concordato amministrativo complementare n. 3 del 9 dicembre 1977.
Concordato amministrativo complementare n. 4 del 29 febbraio 1980

Francia-Svizzera

Concordato amministrativo del 3 dicembre 1976 per l'applicazione della Convenzione di sicurezza sociale del 3 luglio 1975.]

Repubblica Federale di Germania-Austria
Vedere Austria-Repubblica Federale di Germania.

Repubblica Federale di Germania-Grecia

Accordo complementare del 28 marzo 1962 per l'applicazione dell'estensione della Convenzione di sicurezza sociale del 25 aprile 1961.
Seconda Convenzione del 20 settembre 1974 recante modifiche alla Convenzione del 25 aprile 1961 e all'Accordo complementare del 28 marzo 1962.
Accordo amministrativo del 19 ottobre 1962 concernente la Convenzione del 31 maggio 1961 sull'assicurazione-disoccupazione.
Secondo Accordo amministrativo del 23 ottobre 1972 concernente la Convenzione del 31 maggio 1961 sull'assicurazione-disoccupazione.

Repubblica Federale di Germania-Portogallo

Accordo complementare dell'8 dicembre 1966 alla Convenzione di sicurezza sociale del 6 novembre 1964 nella redazione della Convenzione modificata del 30 settembre 1974.

[Repubblica Federale di Germania-Spagna

Concordato complementare del 4 dicembre 1973 alla Convenzione di sicurezza sociale del 4 dicembre 1973 nella redazione dell'Accordo complementare del 17 dicembre.

Concordato amministrativo del 10 novembre 1967 per l'applicazione della Convenzione sull'assicurazione-disoccupazione del 20 aprile ...

[Repubblica Federale di Germania-Svezia

Concordato amministrativo del 23 febbraio 1978 per l'applicazione della Convenzione di sicurezza sociale del 27 febbraio 1976.]

Repubblica Federale di Germania-Svizzera

Concordato amministrativo del 23 agosto 1967 per l'applicazione della Convenzione di sicurezza sociale del 25 febbraio 1964.

[Concordato amministrativo complementare del 25 agosto 1978 per l'applicazione della Convenzione di sicurezza sociale del 25 febbraio 1964 nella redazione dell'Accordo complementare del 9 settembre 1975.]

Repubblica federale di Germania - Turchia

Concordato amministrativo per l'applicazione della Convenzione di sicurezza sociale del 30 aprile 1964 e della Convenzione del 29 maggio 1969 che modifica la Convenzione del 30 aprile 1964.

Grecia-Austria

Vedere Austria-Grecia.

Grecia-Belgio

vedere Belgio-Grecia

Grecia-Francia

Vedere Francia-Grecia

Grecia-Repubblica Federale di Germania

Vedere Repubblica Federale di Germania-Grecia.

Grecia-Paesi Bassi

Concordato amministrativo generale del 19 dicembre 1967 relativo alle modalità di applicazione della Convenzione tra la Grecia e i Paesi Bassi di sicurezza sociale del 13 settembre 1966.

[Irlanda - Regno Unito

Concordati amministrativi per l'applicazione degli Accordi e della Convenzione di sicurezza sociale previsti qui di seguito:

- Accordo di sicurezza sociale del 29 marzo 1960;
- Accordo sulla sicurezza sociale e la compensazione dei lavoratori tra il Ministero della Sicurezza e dell'Assistenza sociali e il Ministero del Lavoro e delle Assicurazioni sociali dell'Irlanda del Nord, del 22 luglio 1964;
- Accordo di sicurezza sociale del 28 febbraio 1966;
- Accordo di sicurezza sociale del 3 ottobre 1968;
- Convenzione di sicurezza sociale del 14 settembre 1971.]

Italia-Austria

Vedere Austria-Italia.

Italia - Svizzera

Concordato amministrativo del 18 dicembre 1963 per l'applicazione della Convenzione di sicurezza sociale del 14 dicembre 1962.

[Concordato amministrativo complementare del 25 febbraio 1974 per l'applicazione della Convenzione di sicurezza sociale del 4 luglio 1969.]

[Concordato amministrativo del 30 gennaio 1982 concernente l'applicazione della clausola di sicurezza sociale del 2 aprile 1980 e la revisione del Concordato amministrativo del 18 dicembre 1963.]

[Liechtenstein-Svizzera

Concordato amministrativo del 31 gennaio 1967 per l'applicazione della Convenzione relativa all'assicurazione-vecchiaia e superstiti e all'assicurazione-invalidità del 3 settembre 1965]

Lussemburgo-Austria

Vedere AUstria-Lussemburgo.

Lussemburgo-Portogallo

Concordato amministrativo generale del 20 ottobre 1966 [così come modificato dalle clausole del 5 giugno 1972 e del 21 maggio 1979.]

Concordato amministrativo del 21 maggio 1979 avente per oggetto la applicazione ai lavoratori indipendenti della Convenzione tra il Portogallo e il Lussemburgo di sicurezza sociale.

Lussemburgo- Svizzera

Concordato amministrativo del 17 febbraio 1970 per l'applicazione della Convenzione di sicurezza sociale del 3 giugno 1967.

Malta - Regno Unito

Concordato amministrativo per l'applicazione della Convenzione di sicurezza sociale del 26 ottobre 1956 e della Convenzione di sicurezza sociale del 21 marzo 1958.

Paesi Bassi-Austria

Vedere Austria-Paesi Bassi

Paesi Bassi-Grecia

Vedere Grecia-Paesi Bassi

Paesi Bassi-Portogallo

Concordato amministrativo del 9 maggio 1980 relativo alle modalità di applicazione dei capitoli 1, 5 e 6 del titolo III della Convenzione di sicurezza sociale del 19 luglio 1979.

Paesi Bassi - Svizzera

Concordato amministrativo del 29 maggio 1970 per l'applicazione della Convenzione di sicurezza sociale del 27 maggio 1970

Paesi Bassi - Turchia

Le disposizioni del Concordato del 14 giugno 1967 relative all'applicazione del Titolo III della Convenzione di sicurezza sociale del 5 aprile 1966.

Norvegia-Portogallo

Concordato amministrativo del 15 dicembre 1980 per l'applicazione della Convenzione di sicurezza sociale del 5 giugno 1980.

[Norvegia-Svizzera

Concordato amministrativo del 22 settembre 1980 per l'applicazione della Convenzione di sicurezza sociale del 21 febbraio 1979]

[Norvegia-Turchia

Concordato amministrativo del 30 luglio 1981 per l'applicazione della Convenzione di sicurezza sociale del 20 luglio 1978.]

Norvegia - Regno Unito

Concordato amministrativo per l'applicazione della Convenzione di sicurezza sociale del 25 luglio 1957.

Portogallo-Belgio

Vedere Belgio-Portogallo

Portogallo-Francia

Vedere Francia-Portogallo

Portogallo-Repubblica Federale di Germania

Vedere Repubblica Federale di Germania-Portogallo.

Portogallo-Lussemburgo

Vedere Lussemburgo-Portogallo
Portogallo

Portogallo-Paesi Bassi

Vedere Paesi Bassi-Portogallo

[Portogallo-Spagna

Concordato amministrativo del 22 maggio 1970.
Concordato amministrativo applicabile ai frontalieri del 15 luglic

Portogallo-Svezia

Concordato amministrativo del 25 ottobre 1978.

Portogallo-Svizzera

Concordato amministrativo del 24 settembre 1976 e complemento al Concordato amministrativo del 12 luglio 1979 per l'applicazione della Convenzione di sicurezza sociale dell'11 marzo 1975.

Portogallo-Regno Unito

Concordato amministrativo per l'applicazione della Convenzione di sicurezza sociale e annesso al Concordato amministrativo del 31 dicembre 1981.

Spagna-Portogallo

Vedere Portogallo-Spagna

Spagna-Svizzera

Concordato amministrativo del 27 ottobre 1971 per l'applicazione della Convenzione di sicurezza sociale del 13 ottobre 1969.

Svezia-Austria

Vedere Austria-Svezia

Svezia-Svizzera

Concordato amministerativo del 20 ottobre 1978 per l'applicazione della Convenzione di sicurezza sociale del 20 ottobre 1978.

[Svezia-Regno Unito

Concordato amministrativo per l'applicazione della Convenzione di sicurezza sociale del 9 giugno 1956.]

Svizzera-Austria

Vedere Austria-Svizzera

Svizzera-Belgio

Vedere Belgio-Svizzera

Svizzera-Danimarca

Vedere Danimarca-Svizzera

Svizzera-Francia

Vedere Francia-Svizzera

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 518):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) l'8 ottobre 1987.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 19 febbraio 1988, con pareri delle commissioni 2ª e 11ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 28 aprile 1988.

Relazione scritta annunciata il 1° giugno 1988 (atto n. 518/*A* - relatore sen. ACHILLI).

Esaminato in aula e approvato il 2 giugno 1988.

Camera dei deputati (atto n. 2819):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 17 giugno 1988, con pareri delle commissioni V e XI.

Esaminato dalla III commissione il 6 giugno 1988.

Relazione scritta presentata l'11 ottobrre 1988 (atto n. 2819/*A* - relatore on. MARTINI).

Esaminato in aula il 12 dicembre 1988 e approvato il 13 dicembre 1988.

89G0011

GIUSEPPE MARZIALE, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

(1651312) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.

[Svizzera - Regno Unito

Concordato amministrativo per l'applicazione della Convenzione di sicurezza sociale del 21 febbraio 1968 e Protocollo]

Turchia-Austria

Vedere Austria-Turchia

Turchia-Belgio

Vedere Belgio-Turchia

Turchia-Repubblica Federale di Germania

Vedere Repubblica Federale di Germania-Turchia

Turchia-Norvegia

Vedere Norvegia-Turchia

Turchia-Paesi Bassi

Vedere Paesi Bassi-Turchia

Turchia-Svizzera

Vedere Svizzera-Turchia

Turchia-Regno Unito

Concordato per l'applicazione della convenzione di assicurazione sociale del 9 settembre 1959.

Regno Unito-Austria

Vedere Austria-Regno Unito

Regno Unito-Cipro

Vedere Cipro-Regno Unito

Regno_Unito-Malta

Vedere Malta-Regno Unito

Regno_Unito-Norvegia

Vedere Norvegia-Regno Unito

Regno_Unito-Portogallo

Vedere Portogallo-Regno Unito

Regno_Unito-Svezia

Vedere Svezia-Regno Unito

Regno_Unito-Svizzera

Vedere Svizzera-Regno Unito

Regno_Unito-Turchia

Vedere Turchia-Regno Unito

A L L E G A T O 6

(Articolo 4, paragrafo 6 e articolo 48, paragrafo 1, dell'Accordo)

Istituti bancari

Austria

Osterreichische Nationalbank (Banca nazionale d'Austria), Vienna.

Cipro

Banca centrale di Cipro, Nicosia.

Danimarca

Danemarks Nationalbank, (Banca Nazionale di Danimarca) [Havnegade 5, 1058] Copenaghen

Francia

Banca di Francia, Parigi.

Repubblica Federale di Germania

Deutsche Bundesbank (Banca federale di Germania), Franceforte sul Meno.

Grecia

Banca di Grecia, Atene.

Islanda

Landsbanki Islands, Reykjavik (Banca Nazionale d'Islanda).

Irlanda

Banc Ceannais na hEireann, Baile Atha Cliath (Banca d'Irlanda) Dublino.

Lussemburgo

Cassa di risparmio di Stato, Lussemburgo.

Malta

The Central Bank of Malta (Banca centrale di Malta, La Valletta.

Norvegia

Banca di Norvegia, Oslo.

Portogallo

Banco de Portugal (Banca di Portogallo), Lisbona.

Svezia

Sveriges Riksbank (Banca di Svezia), Box 2119, 103 13 Stoccolma 2.

Svizzera

Banca nazionale Svizzera, Berna.

Turchia

Banca centrale della Repubblica di Turchia, Ankara.

Regno Unito

The Bank of England (Banca d'Inghilterra), Londra.

ALLEGATO 7

(Articolo 4, paragrafo 7, dell'Accordo)

Istituzioni designate dalle autorità competenti delle Parti Contraenti

Austria

1. Per l'applicazione dell'articolo 7, paragrafo 1 dell'Accordo:

    (a) l'istituzione austriaca competente secondo la natura dell'occupazione esercitata per ultimo;

    (b) nel caso in cui la natura dell'occupazione esercitata per ultimo non può essere determinata: Pensionsversicherungsanstalt der Arbeiter (Ufficio d'assicurazione pensione degli operai), a Vienna.

2. Per l'applicazione dell'articolo 12, paragrafo 1 dell'Accordo:

    (a) l'istituzione competente per l'assicurazione malattia;

    (b) quando si tratta di persone non coperte dall'assicurazione malattia: l'istituzione competente dell'assicurazione infortuni.

3. Per l'applicazione dell'articolo 14, paragrafi 2 e 3 dell'Accordo:

l'istituzione competente per l'assicurazione malattia.

4. Per l'applicazione dell'articolo 22 , paragrafo I dell'Accordo:

Gebietskrankenkasse für Arbeiter und Angestellte (Cassa regionale di assicurazione malattia per lavoratori e impiegati) territorialmente competente per il luogo di residenza o il luogo di soggiorno.

5. Per l'applicazione dell'articolo 34 dell'Accordo:

Gebietskrankenkasse für Arbeiter und Angestellte (Cassa regionale di assicurazione malattia per lavoratori e impiegati) ~~[illegible]~~ nella cui area di competenza risiedono i membri di famiglia.

6. Per l'applicazione dell'articolo 57, paragrafo 1 dell'Accordo:

Hauptverband der österreichischen Sozialversicherungsträger (Federazione principale delle istituzioni austriache di assicurazione sociale), Vienna.

7. Per l'applicazione dell'articolo 63, paragrafo 1 dell'Accordo:

Gebietskrankenkasse für Arbeiter und Angestellte (Cassa regionale di assicurazione malattia per lavoratori e impiegati) nella cui area di competenza risiedono i membri di famiglia.

8. Per l'applicazione dell'articolo 72 , paragrafo 2 dell'Accordo:

Gebietskrankenkasse für Arbeiter und Angestellte (Cassa regionale di assicurazione malattia per lavoratori e impiegati) presso la quale la persona interessata era stata assicurata in occasione del suo ultimo impiego.

9. Per l'applicazione dell'articolo 73, paragrafo 2, seconda frase dell'Accordo:

Arbeitsamt (Ufficio dell'occupazione) nella cui circoscrizione si trova il nuovo luogo di residenza o il nuovo luogo di soggiorno del disoccupato.

10. Per l'applicazione degli articoli 76 e 77 dell'Accordo:

(a) Arbeitsamt (Ufficio dell'occupazione) dal quale il lavoratore ha ricevuto per ultimo delle prestazioni in Austria;

(b) nel caso in cui il lavoratore non ha ricevuto delle prestazioni in Austria: Arbeitsamt (Ufficio dell'Occupazione) nella circoscrizione del quale è situato il luogo dell'ultima occupazione in Austria.

11. Per l'applicazione dell'articolo 78, paragrafo 2 dell'Accordo:

Gebietskrankenkasse für Arbeiter und Angestellte (Cassa regionale dell'assicurazione malattia per lavoratori e impiegati) nella cui circoscrizione l'occupazione in questione era stata esercitata.

12. Per l'applicazione dell'articolo 83, paragrafo 1 dell'Accordo:

    Arbeitsamt (Ufficio dell'occupazione) dal quale il disoccupato riceve delle prestazioni.

13. Per l'applicazione dell'articolo 84 dell'Accordo:

    Hauptverband der Österreichischen Socialversicherungsträger (Federazione principale delle istituzioni austriache di assicurazione sociale), Vienna, quando non è nota l'istituzione locale competente.

14. Per l'applicazione dell'articolo 87, paragrafo 2, dell'Accordo:

    Hauptverband der Österreichischen Sozialversicherungsträger (Federazione principale delle istituzioni austriache di assicurazione sociale), Vienna, restando inteso che il rimborso delle spese relative alle prestazioni in natura sarà effettuato in base ai contributi dei pensionati all'assicurazione malattia, versati dalle istituzioni di assicurazione pensione alla detta Federazione principale.

<u>**Belgio**</u>

1. Per l'applicazione dell'articolo 15, paragrafo 1 (a) (i) e (ii) della Convenzione e degli articoli 12 e 14 paragrafo 1 dell'Accordo:

Ufficio nazionale di sicurezza sociale, Bruxelles.

2. Per l'applicazione dell'articolo 15, paragrafo 2 (a) della Convenzione e dell'articolo 12 dell'Accordo:

Cassa di soccorso e di previdenza a favore dei marinai naviganti sotto bandiera belga, Anversa.

3. Per l'applicazione dell'articolo 22, paragrafo 1, e dell'articolo 87, paragrafo 2, dell'Accordo:

Istituto nazionale di assicurazione malattia-invalidità; Bruxelles.

4. Per l'applicazione dell'articolo 72, paragrafo 2, dell'articolo 73, paragrafo 2, degli articoli 76, 77 e 78, paragrafo 2, e 83, paragrafo 1 dell'Accordo:

(a) in linea generale: Ufficio nazionale dell'occupazione, Bruxelles;

(b) per i marinai: Consorzio dei marinai della marina mercantile, Anversa.

5. Per l'applicazione dell'articolo 84 dell'Accordo:

(a) Invalidità speciale dei minatori:
Fondo nazionale di pensione dei minatori, Bruxelles;

(b) vecchiaia - morte (pensioni):

Ufficio nazionale delle pensioni, Bruxelles.

Cipro

Il Dipartimento delle assicurazioni sociali presso il Ministero del Lavoro e delle Assicurazioni sociali.

Danimarca

1. Per l'applicazione dell'articolo 12, paragrafo 1 dell'Accordo:

   [Ufficio Nazionale di sicurezza sociale ,] Copenaghen.

2. Per l'applicazione dell'articolo 14, paragrafi 2 e 3 dell'Accordo:

   [Ufficio Nazionale di sicurezza sociale] , Copenaghen.

3. Per l'applicazione dell'articolo 22, paragrafo 1 dell'Accordo:

   Ufficio locale di sicurezza sociale.

4. Per l'applicazione dell'articolo 34 dell'Accordo:

   [Ufficio Nazionale di sicurezza sociale] , Copenaghen.

5. Per l'applicazione dell'articolo 57, paragrafo 1 dell'Accordo:
Ufficio locale di sicurezza sociale.

6. Per l'applicazione dell'articolo 63, paragrafo 1 dell'Accordo:
Ufficio locale di sicurezza sociale.

7. Per l'applicazione dell'articolo 72, paragrafo 2 dell'Accordo:
Ufficio locale di sicurezza sociale.

8. Per l'applicazione dell'articolo 73, paragrafo 2 dell'Accordo:
Arbejdsdirektoratet (Direzione del Lavoro) Copenaghen.

9. Per l'applicazione dell'articolo 76 dell'Accordo:
Ufficio locale di sicurezza sociale.

10. Per l'applicazione dell'articolo 77 dell'Accordo:
[Ufficio Nazionale di sicurezza sociale] , Copenaghen.

11. Per l'applicazione dell'articolo 78, paragrafo 2 dell'Accordo:
Ufficio locale di sicurezza sociale.

12. Per l'applicazione dell'articolo 83, paragrafo 1 dell'Accordo:
Ufficio locale di sicurezza sociale.

13. Per l'applicazione dell'articolo 84 dell'Accordo:
Ufficio locale di sicurezza sociale.

14. Per l'applicazione dell'articolo 87, paragrafo 2 dell'Accordo:
[Ufficio Nazionale di sicurezza sociale], Copenaghen

Francia

1. Per l'applicazione dell'articolo 7, paragrafo 1 dell'Accordo:
   Direzione regionale della sicurezza sociale.

2. Per l'applicazione dei seguenti articoli: 12, paragrafo 1; 57, paragrafo 1; 63, paragrafo 1; 76, 77 e 87 , paragrafo 2 dell'Accordo:

   (i) per i dipendenti in Francia
   regime generale:
   - Cassa primaria di assicurazione malattia.

   regime agricolo:
   - Cassa dipartimentale della mutua sociale agricola.

   regime minerario:
   - Società di soccorso minerario.

   regime dei marittimi:
   - Sezione "Cassa generale di previdenza dei marittimi" del settore degli affari marittimi.

   (ii) per i dipendenti nei dipartimenti d'oltre mare
   regime generale, regime agricolo e regime minerario:
   - Cassa generale di sicurezza sociale.

regime dei marittimi:

- Sezione "Cassa generale di previdenza dei marittimi" del settore generale degli affari marittimi.

3. Per l'applicazione dell'articolo 12, paragrafo 2 dell'Accordo: per i regimi di dipendenti sul territorio metropolitano e nei dipartimenti d'oltre mare

regime generale e regime minerario:

- Direzione regionale di sicurezza sociale.

regime agricolo:

- Ispettorato divisionale delle leggi sociali in agricoltura.

regime dei marittimi:

- Segretariato generale della Marina mercantile , Direzione dell'Istituto nazionale degli invalidi della marina, Sottodirezione "Sicurezza sociale della gente di mare", Parigi.

4. Per l'applicazione dell'articolo 14, paragrafi 2 e 3 dell'Accordo:

Cassa primaria centrale di assicurazione malattia della regione parigina.

5. Per l'applicazione degli articoli 22 e 34 dell'Accordo:

(a) (i) per i dipendenti in Francia

regime generale:

- Cassa primaria di assicurazione malattia

regime agricolo:

- Cassa dipartimentale della mutua sociale agricola

regime minerario:

- Società di soccorso minerario

regime dei marittimi:

- Sezione "Cassa generale di previdenza dei marittimi" del settore degli affari marittimi.

(ii) per i dipendenti nei dipartimenti d'oltre mare

regime generale, regime agricolo e regime minerario:

- Cassa generale di sicurezza sociale.

regime dei marittimi:

- Sezione della "Cassa generale di previdenza dei marittimi" del settore generale degli affari marittimi.

(b) (i) per i lavoratori non dipendenti in Francia

lavoratori delle professioni non agricole:

- Cassa mutua regionale d'assicurazione dei lavoratori non dipendenti delle professioni non agricole.

lavoratori delle professioni agricole:

- Cassa dipartimentale di mutua sociale agricola.

(ii) per i lavoratori non dipendenti nei dipartimenti d'oltre mare

lavoratori delle professioni non agricole:

- organismo in via di creazione.

lavoratori delle professioni agricole:

- Cassa generale di sicurezza sociale.

6. Per l'applicazione degli articoli 72, paragrafo 2 e 73, paragrafo 2 dell'Accordo:

Direzione dipartimentale del lavoro e della mano d'opera.

7. Per l'applicazione degli articoli 78, paragrafo 2 e 83, paragrafo 1 dell'Accordo:

(a) (i) per i dipendenti in Francia

regime generale:

- Cassa di assegni familiari.

regime agricolo:

- Cassa dipartimentale della mutua sociale agricola.

regime minerario:

- unione regionale delle società di soccorso minerario.

regime dei marittimi:

- Cassa nazionale di assegni familiari dei marittimi del commercio , oppure

- Cassa nazionale di assegni familiari della pesca marittima.

(ii) per tutti i regimi dei dipendenti nei dipartimenti d'oltre mare

- Cassa d'assegni familiari.

(b) (i) per i lavoratori non dipendenti in Francia

lavoratori non dipendenti delle professioni non agricole:

- Cassa di assegni familiari.

lavoratori non dipendenti delle professioni agricole:

- Cassa dipartimentale della mutua sociale agricola.

(ii) per i lavoratori non dipendenti nei dipartimenti d'oltre mare

lavoratori non dipendenti delle professioni non agricole e delle professioni agricole:

- Cassa degli assegni familiari.

8. Per l'applicazione dell'articolo 84 dell'Accordo:
Direttore regionale della sicurezza sociale.

Repubblica federale di Germania

1. Per l'applicazione dell'articolo 7 , paragrafo 1 dell'Accordo:

(a) in funzione della natura dell'ultima attività esercitata:

(i) l'istituzione locale competente di assicurazione pensione dei lavoratori dipendenti, oppure

(ii) Bundesversicherungsanstalt für Angestellte (Istituzione federale di assicurazione degli impiegati), Berlino.

(b) Quando non è possibile determinare la natura dell'ultima attività esercitata:
l'istituzione locale competente di assicurazione pensione dei lavoratori dipendenti.

2. Per l'applicazione dell'articolo 12, paragrafo 1 dell'Accordo:
   (a) l'istituzione responsabile in materia di assicurazione malattia;
   (b) quando l'interessato non è coperto dall'assicurazione malattia:
   l'istituzione responsabile presso la quale il datore di lavoro versa i contributi dell'assicurazione-pensione;
   (c) in tutti gli altri casi:
   l'istituzione competente di assicurazione infortuni.

3. Per l'applicazione dell'articolo 14, paragrafi 2 e 3 dell'Accordo:
   (a) l'istituzione competente per l'applicazione dell'assicurazione malattia;
   (b) quando l'assicurazione malattia non è obbligatoria in funzione dell'impiego:
   l'istituzione alla quale vengono versati i contributi dell'assicurazione pensione;
   (c) in tutti gli altri casi:
   l'istituzione competente di assicurazione infortuni.

4. Per l'applicazione dell'articolo 22, paragrafo 1 dell'Accordo:

(a) Allgemeine Ortskrankenkasse (Cassa generale locale dell'assicurazione malattia) competente per il luogo di residenza dell'interessato;

(b) quando una simile istituzione non esiste:
Landkrankenkasse (Cassa rurale di assicurazione malattia) competente per il luogo di residenza dell'interessato;

(c) quando si tratta di minatori e di membri della loro famiglia:
Bundesknappschaft (Istituzione federale di assicurazione per i minatori), Bochum.

5. Per l'applicazione dell'articolo 72, paragrafo 2, dell'articolo 76 e dell'articolo 78 , paragrafo 2 dell'Accordo:

(a) l'Ufficio del lavoro che ha elargito prestazioni per ultimo al lavoratore in Germania ; oppure

(b) quando il lavoratore non ha ricevuto prestazioni in Germania:
l'Ufficio del lavoro nel cui distretto il lavoratore è stato impiegato per ultimo sul territorio della Repubblica Federale.

6. Per l'applicazione dell'articolo 73, paragrafo 2 dell'Accordo:
l'Ufficio del lavoro nel cui distretto si trova il nuovo luogo di residenza e di soggiorno del disoccupato.

7. Per l'applicazione dell'articolo 83 dell'Accordo:

   l'Ufficio del lavoro che elargisce prestazioni al disoccupato.

8. Per l'applicazione dell'articolo 84 del presente Accordo, nel caso in cui le prestazioni di disoccupazione e gli assegni familiari sono stati indebitamente elargiti:

   l'Ufficio del lavoro competente per il luogo di residenza della persona alla quale le prestazioni di disoccupazione e gli assegni familiari sono stati indebitamente elargiti.

9. Per l'applicazione dell'articolo 87, paragrafo 2 dell'Accordo:

   (a) per il rimborso delle prestazioni in natura elargite ai lavoratori ai quali un diritto non era aperto su presentazione dell'attestato previsto all'articolo 20 , paragrafo 2 dell'Accordo:

      Bundesverband der Ortskrankenkassen (Associazione federale delle casse locali di assicurazione malattia), Bonn-Bad Godesberg.

   (b) per il rimborso delle prestazioni in natura elargite ai lavoratori ai quali un diritto non era aperto su presentazione dell'attestato previsto all'articolo 55, paragrafo 2 dell'Accordo:

      (i) nel caso in cui per l'apertura del diritto l'istituzione competente sarebbe stata un'istituzione di assicurazione malattia:

Bundesverband der Ortskrankenkassen (Associazione federale delle casse locali di assicurazione malattia), Bonn-Bad Godesberg;

(ii) in tutti gli altri casi:

Hauptverband der gewerblichen Berufsgenossenschaften (Federazione centrale delle associazioni professionali dei datori di lavoro dell'industria), Bonn.

Grecia

Le istituzioni indicate all'Allegato 2 dell'Accordo.

Islanda

L'amministrazione incaricata delle assicurazioni.

Irlanda

Le istituzioni indicate all'Allegato 2 dell'Accordo.

Italia

1. Per l'applicazione dell'articolo 7, paragrafo 1 dell'Accordo: Ministro del Lavoro e della Previdenza sociale, Roma.

2. Per l'applicazione degli articoli 12, paragrafo 1, 14, paragrafi 2 e 3, 22, paragrafo 1, e 31, paragrafo 1 dell'Accordo:

i servizi provinciali dell'Istituto Nazionale per l'assicurazione contro le malattie (I.N.A.M.).

3. Per l'applicazione dell'articolo 57, paragrafo 1 dell'Accordo: i servizi provinciali dell'Istituto nazionale per l'assicurazione contro gli infortuni sul lavoro ~~(I)~~.

4. Per l'applicazione dell'articolo 63 , paragrafo 1 dell'Accordo: Istituto nazionale per l'assicurazione contro le malattie, Roma.

5. Per l'applicazione degli articoli 72, paragrafo 2, 73, paragrafo 2, 73, paragrafo 2, 76, 77, 78, paragrafo 2 e 83, paragrafo dell'Accordo:

- in linea generale:
  i servizi provinciali dell'Istituto nazionale della Previdenza sociale.

6. Per l'applicazione dell'articolo 84 dell'Accordo:
le istituzioni menzionate all'Allegato 3.

7. Per l'applicazione dell'articolo 87, paragrafo 2 dell'Accordo:
- la tubercolosi: Istituto nazionale della Previdenza sociale, Roma;
- malattia: Istituto nazionale per l'assicurazione contro le malattie, Roma;
- infortuni sul lavoro e malattie professionali: Istituto nazionale per l'assicurazione contro gli infortuni sul lavoro, Roma.

<u>Lussemburgo</u>

1. Per l'applicazione dell'articolo 7, paragrafo 1 dell'Accordo:
   Cassa di pensioni degli impiegati privati, Lussemburgo.

2. Per l'applicazione dell'articolo 12, paragrafo 1 dell'Accordo:
   Ispettorato generale di Sicurezza sociale, Lussemburgo.

3. Per l'applicazione dell'articolo 14, paragrafo 2 e 3 dell'Accordo:
   Ispettorato generale di Sicurezza sociale, Lussemburgo.

4. Per l'applicazione dell'articolo 34, paragrafo 1 dell'Accordo:
   Cassa nazionale d'assicurazione malattia degli operai, Lussemburgo.

5. Per l'applicazione dell'articolo 57, paragrafo 1 dell'Accordo:
   Associazione d'assicurazione contro gli infortuni, sezione industriale, Lussemburgo.

6. Per l'applicazione dell'articolo 63 dell'Accordo:
   Cassa Nazionale di assicurazione malattia degli operai, Lussemb

7. Per l'applicazione dell'articolo 72, paragrafo 2 dell'Accordo:
   Amministrazione dell'impiego, Lussemburgo.

8. Per l'applicazione dell'articolo 73, paragrafo 2 dell'Accordo:

Amministrazione dell'impiego Lussemburgo.

9. Per l'applicazione dell'articolo 76 dell'Accordo:
Amministrazione dell'impiego Lussemburgo.

10. Per l'applicazione dell'articolo 77 dell'Accordo:
Cassa nazionale d'assicurazione malattia degli operai, Lussemburgo.

11. Per l'applicazione dell'articolo 78, paragrafo 2 dell'Accordo:
la Cassa di malattia alla quale l'interessato è stato affiliato per ultimo.

12. Per l'applicazione dell'articolo 83 , paragrafo 1 dell'Accordo:
Amministrazione dell'impiego, Lussemburgo.

13. Per l'applicazione dell'articolo 84 dell'Accordo:
le istituzioni del luogo di residenza indicate all'Allegato 3 dell'Accordo.

14. Per l'applicazione dell'articolo 87 , paragrafo 2 dell'Accordo:
la Cassa di malattia competente secondo l'occupazione esercitata.

Malta

Il Dipartimento dei Servizi sociali.

Norvegia

Gli uffici locali delle assicurazioni.

Paesi Bassi

1. Per l'applicazione dell'articolo 7, paragrafo 1, dell'articolo 12, paragrafo 1 e dell'articolo 14, paragrafi 2 e 3 dell'Accordo:
   Sociale Verzekeringsraad (Consiglio delle assicurazioni sociali). Zoetermeer

2. Per l'applicazione dell'articolo 57, paragrafo 1 e dell'articolo 87, paragrafo 2 dell'Accordo:
   Ziekenfondsraad (Consiglio delle casse malattia), Amstelveen

3. Per l'applicazione dell'articolo 72, paragrafo 2, dell'articolo 73, paragrafo 2 e dell'articolo 76 dell'Accordo:
   Nieuwe Algemene Bedrijfsvereniging (Nuova Associazione professionale generale), Amstelveen

Portogallo

1. Per l'applicazione dell'articolo 7, paragrafo 1 dell'Accordo:
   Ministro degli Affari sociali, Lisbona.

2. Per l'applicazione dell'articolo 12, paragrafo 1 dell'Accordo:
   Centro regionale di sicurezza sociale di affiliazione del lavoratore distaccato;

3. Per l'applicazione dell'articolo 14, paragrafi 2 e 3 dell'Accordo:
   Cassa centrale di sicurezza sociale dei lavoratori migranti, Lisbona.

4. Per l'applicazione dell'articolo 34 dell'Accordo:
   Autorità amministrativa del luogo di residenza dei membri della famiglia.

5. Per l'applicazione dell'articolo 57, paragrafo 1 dell'Accordo:

6. Per l'applicazione dell'articolo 63, paragrafo 1 dell'Accordo: Autorità amministrativa del luogo di residenza dei membri della famiglia.

7. Per l'applicazione dell'articolo 72, paragrafo 2 dell'Accordo: Centro regionale di sicurezza sociale dove il disoccupato è stato affiliato per ultimo.

8. Per l'applicazione dell'articolo 73, paragrafo 2 dell'Accordo: Centro regionale di sicurezza sociale del luogo di residenza del disoccupato.

9. Per l'applicazione dell'articolo 76 dell'Accordo: Cèntro regionale di sicurezza sociale dove il disoccupato è stato affiliato per ultimo.

10. Per l'applicazione dell'articolo 77 dell'Accordo: Autorità amministrativa del luogo di residenza dei membri della famiglia.

11. Per l'applicazione dell'articolo 78 ,paragrafo 2 dell'Accordo: Centro regionale di sicurezza sociale dove il lavoratore è stato affiliato per ultimo.

12. Per l'applicazione dell'articolo 83, paragrafo 1 dell Accordo: Centro regionale di sicurezza sociale dove il disoccupato riceve le prestazioni.

13. Per l'applicazione dell'articolo 84 dell'Accordo: Centro regionale di sicurezza sociale nella circoscrizione dove risiede il beneficiario.

14. Per l'applicazione dell'articolo 87, paragrafo 2 dell'Accordo: Cassa nazionale di assicurazione delle malattie professionali, Lisbona.

Svezia

1. Per l'applicazione dell'articolo 12, paragrafo 1, dell'articolo 14, paragrafi 2 e 3, dell'articolo 34, dell'articolo 57, paragrafo 1, dell'articolo 63, paragrafo 1 e dell'articolo 87, pa-

ragrafo 2, dell'Accordo:

Rikförsäkringsverket (Ufficio nazionale delle assicurazioni sociali), Stoccolma.

2. Per l'applicazione dell'articolo 72, paragrafo 2, dell'articolo 73, paragrafo 2, degli articoli 76, 77 e 83, paragrafo 1 dell'Accordo:

Arbetsmarknadsstyrelsen (Ufficio nazionale dell'occupazione), Stoccolma.

3. Per l'applicazione dell'articolo 84 dell'Accordo:

(a) disoccupazione:
Arbetsmarknadsstyrelsen (Ufficio nazionale dell'Occupazione), Stoccolma.

(B) Per tutti gli altri regimi di sicurezza sociale:
Riksförsäkringsverket (Ufficio Nazionale di assicurazione sociale), Stoccolma.

Svizzera

1. Per l'applicazione dell'articolo 12, paragrafo 1 dell'Accordo:

(a) la cassa di malattia riconosciuta figura su una lista da redigere al momento della ratifica della Convenzione.

(b) Cassa di compensazione dell'assicurazione vecchiaia, superstiti e invalidità alla quale l'interessato è affiliato.

(c) Agenzia circoscrizionale della Cassa nazionale svizzera di assicurazione in caso di infortuni presso la quale l'interessato è assicurato.

2. Per l'applicazione dell'articolo 14, paragrafi 2 e 3 dell'Accordo:

Cassa federale di compensazione, Berna, per l'assicurazione-vecchiaia, superstiti e invalidità.

3. Per l'applicazione degli articoli 34, 63 e 77 dell'Accordo:
   l'autorità comunale competente secondo il luogo di residenza dei membri della famiglia.

4. Per l'applicazione dell'articolo 57, paragrafo 1 dell'Accordo:
   Cassa nazionale svizzera di assicurazione, Lucerna.

5. Per l'applicazione degli articoli 72, paragrafo 2, 73, paragrafo 2 e 76 dell'Accordo:
   l'istituzione sarà designata al momento della ratifica della Convenzione.

6. Per l'applicazione degli articoli 78, paragrafo 2 e 87, paragrafo 2 dell'Accordo:
   l'istituzione sarà designata al momento della ratifica della Convenzione.

Turchia

Le istituzioni indicate all'Allegato 2 dell'Accordo.

Regno Unito

Le autorità competenti indicate all'Allegato 1 dell'Accordo.

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 518):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) l'8 ottobre 1987.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 19 febbraio 1988, con pareri delle commissioni 2ª e 11ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 28 aprile 1988.

Relazione scritta annunciata il 1° giugno 1988 (atto n. 518/*A* - relatore sen. ACHILLI).

Esaminato in aula e approvato il 2 giugno 1988.

Camera dei deputati (atto n. 2819):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 17 giugno 1988, con pareri delle commissioni V e XI.

Esaminato dalla III commissione il 6 giugno 1988.

Relazione scritta presentata l'11 ottobrre 1988 (atto n. 2819/*A* - relatore on. MARTINI).

Esaminato in aula il 12 dicembre 1988 e approvato il 13 dicembre 1988.

89G0011

GIUSEPPE MARZIALE, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

(1651312) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.